LE

JOURNAL D'UNE FEMME

PREMIÈRE PARTIE.

Celui qui signe ces pages n'en est, à proprement parler, que l'éditeur. Comment elles lui ont été confiées, comment il a été autorisé à les publier, quelles modifications de détail lui ont été imposées, ce sont autant de questions dont le lecteur ne se souciera guère si cette autobiographie l'intéresse, et encore moins si elle ne l'intéresse pas. O. F.

Mai 1872.

Quand j'étais au couvent, mes notes trimestrielles se terminaient presque invariablement par cette définition de ma personne morale : « Heureux caractère; esprit sage; gravité au-dessus de son âge; nature bien équilibrée. Cependant conscience un peu inquiète. »

— « Conscience un peu inquiète, » — je ne dis pas non. Pour le reste, j'en demande bien pardon à ces dames, mais c'est tout à fait le contraire. Puisque mes chères maîtresses s'y sont méprises, il n'est pas étonnant que le monde s'y trompe de même. Je me figure que mon apparence extérieure est la cause de ces faux jugemens. Je suis très brune et pâle ; mon visage, d'une correction ennuyeuse, est aussi sévère que peut l'être un jeune visage féminin. Une myopie assez prononcée prête une expression d'indifférence endormie à mes yeux noirs (dont l'éclat, sans cette fâcheuse circonstance, serait certainement insoutenable). De plus j'ai naturellement une manière tranquille de parler, de marcher, de m'asseoir, et de ne pas faire de bruit qui achève de donner à l'observateur l'illusion d'une sérénité impassible. Je n'ai aucun désir et je n'ai

aucun moyen de redresser à cet égard l'opinion publique abusée, et, jusqu'à nouvel ordre, mon livre à serrure saura seul que cette grave, sage et bien équilibrée Charlotte est au fond une jeune personne excessivement romanesque et passionnée.

Et voilà précisément pourquoi j'inaugure si tard ce magnifique livre à serrure, acheté d'enthousiasme trois jours après ma sortie du couvent, et qui attend depuis trois ans mes premières confidences. Vingt fois je me suis assise devant ces pages blanches, brûlant, — comme le barbier du roi Midas, — de leur livrer mon secret; vingt fois « ma conscience inquiète » m'a fait jeter la plume. Elle me disait, cette conscience, que j'allais entreprendre une chose imprudente et mauvaise; que l'habitude de tenir registre de mes impressions, de raffiner mes sentimens, de caresser mes rêves et de leur donner un corps, aurait une conséquence inévitable : celle d'exalter en moi ce fonds romanesque et passionné qui est une disposition dangereuse chez une femme, qui pouvait être fatal au repos et à la dignité de ma vie, et que je devais bien plutôt m'efforcer sans cesse d'assoupir et d'éteindre.

Quelques paroles que ma chère grand'mère a dites ce soir m'ont enlevé, Dieu merci, ces scrupules. — Nous avions eu quelques personnes à dîner. On a joué ensuite au jeu du secrétaire : on écrivait des questions sur des bulletins; on pliait les bulletins, et on les brouillait dans une corbeille; chacun devait prendre une question au hasard, et y répondre tant bien que mal. Mais un de nos hôtes, un jeune député de la chambre, qui se pique de profondeur, s'arrangeait toujours de façon à se réserver sa propre question afin d'y répondre avec plus d'éclat. Il s'était donc demandé à lui-même : — « Qu'est-ce qu'une femme de devoir? » — J'étais chargée de dépouiller les bulletins, et je lus en même temps sa question et sa réponse, — qui était ainsi conçue : — « Une femme de devoir est une femme qui ne cherche pas de romans dans la vie, — car il n'y en a pas de bons; — qui n'y cherche pas la poésie, — car le devoir n'est pas poétique; — qui n'y cherche pas la passion, — car la passion n'est que le nom poli du vice. »

Un concert de murmures flatteurs, dans lequel j'avais la lâcheté de faire ma partie, a salué cette belle sentence, pendant que l'auteur trahissait son incognito par un modeste sourire. Il a été toutefois troublé dans son triomphe par une exclamation de ma grand'mère, qui avait suspendu brusquement son travail de filet : — Oh! oh! pardon! s'est-elle écriée, mais je ne laisserai pas passer de pareilles hérésies devant ces jeunes femmes! — Sous prétexte d'en faire des femmes de devoir, est-ce que vous voulez en faire des sottes, jeune puritain?... D'abord je ne comprends pas cette manie qu'on a d'opposer toujours la passion au devoir, — la passion par-

ci... le devoir par-là, — comme si l'un était nécessairement le contraire de l'autre... Mais on peut mettre la passion dans le devoir... et non-seulement on le peut, mais on le doit... et je vous dirai même, mon cher monsieur, que c'est là le secret de la vie des honnêtes femmes... car le devoir tout seul est bien sec, je vous assure!.. Vous dites qu'il n'est pas poétique?.. c'est parfaitement mon avis, — mais il faut qu'il le devienne pour qu'on ait du plaisir à le pratiquer... et c'est précisément à poétiser le vulgaire devoir que nous servent ces dispositions romanesques contre lesquelles vous lancez l'anathème! — Si vous vous mariez jamais, essayez donc d'épouser une femme qui ne soit pas romanesque, et vous verrez ce qui arrivera!

— Qu'est-ce qui arrivera? a dit le jeune député.

— Eh bien, il arrivera que tout lui paraîtra plat et insipide dans la vie... son mari d'abord, — veuillez m'excuser! — puis son foyer, ses enfans, sa religion même!.. Ah! mon Dieu! ce n'est pas contre les idées romanesques qu'il faut mettre en garde la génération présente, mon bon monsieur, je vous assure... le danger n'est pas là pour le moment... Nous ne périssons pas par l'enthousiasme, nous périssons par la platitude... Mais, pour en revenir à notre humble sexe, qui est seul en question, voyez donc les femmes dont on parle à Paris, — je dis celles dont on parle trop, — est-ce leur imagination poétique qui les perd? Est-ce la recherche de l'idéal qui les égare? Eh! Seigneur! ce sont, pour les trois quarts, les cervelles les plus vides et les imaginations les plus stériles de la création!.. Mesdames et mesdemoiselles, a ajouté ma grand'mère, croyez-moi, — ne vous gênez pas... soyez enthousiastes, soyez romanesques tout à votre aise... Tâchez d'avoir un grain de poésie dans la tête, — vous en serez plus facilement honnêtes et plus sûrement heureuses... Le sentiment poétique au foyer d'une femme c'est la musique et l'encens dans une église... c'est le charme dans le bien!

Ainsi a parlé ma chère grand'mère, — que Dieu la bénisse! — et voilà pourquoi j'ouvre enfin à l'heure de minuit et dans la paix de ma conscience mon précieux livre à serrure, voilà pourquoi j'ose me dire en face de moi-même : — Bonsoir, romanesque et passionnée Charlotte!

20 mai.

J'étais hier dans mon boudoir, tourmentant mon piano et perfectionnant mes vocalises, quand Cécile de Stèle, mon amie d'enfance et ma plus chère camarade de couvent, entra comme un tourbillon suivant sa coutume, me prit les mains, me présenta ses deux fossettes roses et me dit de sa voix brève et ardente : —

Charlotte, es-tu toujours ma sœur chérie, mon guide, mon soutien, ma petite mère spirituelle, mon cœur d'or et ma tour d'ivoire?

— Pourquoi cette litanie, ma mignonne?

— Parce que tu peux me rendre un service immense... Imagine-toi que mon père s'en va...

— Le général quitte Paris?

— Oh! pour quelques semaines seulement. Il va faire une tournée d'inspection en province;... pendant ce temps-là, il m'envoie à la campagne, — dans l'Eure, — chez ma tante de Louvercy... au fond des bois... Ma tante de Louvercy est la meilleure des femmes, mais elle vit seule... là... dans son vieux château avec son fils... mon cousin Roger, tu sais?.. qui est à moitié fou depuis qu'il a été si affreusement blessé pendant la guerre... il n'a plus de bras... plus de jambes... plus figure humaine, pauvre garçon!.. ça fait la plus grande pitié... mais enfin, tu juges quel intérieur! — Aussi, j'ai dit à mon père : — Mon père, j'irai;... mais c'est l'exil, c'est le désespoir, c'est la mort... à moins que vous ne me permettiez d'emmener Charlotte d'Erra... — Emmène Charlotte d'Erra, m'a dit mon père... — et alors je t'emmène!

— Mais, ma chère petite...

— Oh! ne dis pas non, je t'en prie... ou j'expire à tes pieds!.. Fais-moi ce sacrifice... Qui sait d'ailleurs? nous ne nous ennuierons peut-être pas... à nous deux, nous nous en tirerons... nous monterons à cheval, nous jouerons à quatre mains... et puis enfin il y a bien quelques voisins par là autour... eh bien, ma chère, nous leur ferons tourner la tête... toi avec ton insolente beauté, moi avec mes petites facultés, — avec ce je ne sais quoi qui m'est propre, et qu'on appelle communément — *du chien!*

Je fronçai mes noirs sourcils, et de mon contralto le plus grave : — Comment dis-tu cela, Cécile?

Elle se dressa sur ses pointes d'un air de bravade, et me montrant ses petites dents aiguës, elle répéta : — *du chien!*

— Qui est-ce qui t'apprend cet argot-là?

— Mon père! dit-elle.

— Eh bien! ta mère gronderait ton père, si elle vivait.

Elle me regarda fixement avec ses grands yeux clairs qui s'emplirent de larmes, elle me baisa les mains, et reprit à demi-voix d'un ton suppliant : — Tu viens, n'est-ce pas?

— Mais, ma chérie, je ne peux pas quitter ma grand'mère!

— Ta grand'mère?.. je l'emmène aussi! j'ai pensé à *tout*; j'ai écrit à ma tante, et voici, de sa main, une invitation des plus pressantes pour ta grand'mère... conduis-moi chez elle.

Deux minutes après, Cécile se précipitait dans le salon en poussant brusquement la porte; ma grand'mère, qui s'effraie du

moindre bruit, tressaillit entre ses trois paravens : — Ah ! mon Dieu ! il y a un malheur... je parie qu'il y a un malheur !.. voyons, dites-le tout de suite... qu'est-ce qu'il y a... qu'est-ce qu'il y a ?

— C'est une lettre de ma tante de Louvercy, madame.

— Oh ! pauvre Mme de Louvercy ! pauvre femme !.. comment va-t-elle ?.. comme elle est éprouvée !.. et son pauvre fils ?.. ah ! mon Dieu ! les pauvres gens !.. eh bien, qu'est-ce qu'elle me veut ?

— Si vous avez la bonté de lire, madame ?

Ma chère grand'mère lut la lettre, et prit un air soucieux ; quand elle releva les yeux, elle vit Cécile agenouillée à ses pieds sur le tapis, les mains jointes, et tendant vers elle son joli visage et ses deux fossettes.

— Vraiment ?.. voyez-vous cela ? dit ma grand'mère : — Ardez le beau museau !

— Vous voulez bien, madame ? dit Cécile.

— Mon Dieu ! ma chère petite, reprit ma grand'mère en lui baisant le front, je vous dirai qu'en thèse générale je n'aime pas follement les déplacemens... je les ai même en profonde horreur... Mais d'une part je vois que c'est une petite fête arrangée entre Charlotte et vous... d'autre part, Mme de Louvercy m'adresse un appel si tendre, si chaleureux... elle m'inspire d'ailleurs tant de compassion, pauvre femme !.. Cependant entendons-nous bien, ma gracieuse... quant à me déplacer, j'aime assez à faire une installation un peu sérieuse. Aller quelque part pour entrer et pour sortir, pour défaire mes malles et pour les refaire sans respirer... non, cela, non ! Je ne voudrais certainement pas m'imposer à madame votre tante, mais enfin, voyons... cette invitation, pour combien de temps ?

— Madame, pour le temps qu'il vous plaira... six semaines... deux mois...

— Ah ! bon !.. c'est même trop ! — dit ma grand'mère.

Bref, il a été convenu que nous irions dans une dizaine de jours, la comtesse d'Erra et moi, rejoindre à Louvercy mon amie Cécile, qui est partie dès hier. Dix jours nous suffiront à peine pour effectuer nos préparatifs, qui sont considérables ; on en jugera par ce simple détail, que ma grand'mère emporte ses trois paravens, afin de conjurer les courans d'air qui doivent faire rage, dit-elle, dans ce vieux château. Je surveille avec mon calme trompeur ces étonnans emballages, tout en rêvant secrètement de beffroi, de tour du Nord, de galeries pleines d'ancêtres et de fantômes, et aussi de ce pauvre mutilé à demi fou, qui mêle sans doute ses plaintes aux gémissemens du vent dans les longs corridors. — Tout cela, hélas ! m'enchante.

28 mai.

J'ai reçu ce matin de Cécile une lettre qui me présente le séjour de Louvercy sous des couleurs nouvelles, — moins sombres, mais peut-être moins attrayantes pour moi. — La voici textuellement:

Château de Louvercy, 27 mai.

« Ma chérie, tu vas frémir... c'était un piège! — A qui se fier désormais?... Mon père... ma tante... tous deux si généralement estimés, d'une existence jusqu'à ce jour irréprochable, s'unir tous deux dans un ténébreux complot contre une faible enfant!

« C'était lundi, — à cinq heures du soir. — J'arrive à la gare (où il y a par parenthèse un aveugle qui joue *la Marseillaise* sur son flageolet, — je te dis cela pour que tu t'arrêtes à cette gare-là, et pas à une autre), j'arrive donc à la gare, et je tombe dans les bras de ma tante: — Bonjour, ma bonne tante! — Bonjour, ma nièce! — Nous montons en voiture... Nous n'avions pas échangé quatre paroles que je sentais du micmac dans l'air... embarras de ma tante, langage mystérieux, mots couverts... — Il y a quelques personnes au château,... on a craint que je ne m'ennuyasse trop en attendant mon amie Charlotte... — Oh! ma tante; pouvez-vous croire?.. — On a réuni une petite société en rapport avec mon âge,... deux jeunes femmes parentes de feu M. de Louvercy, Mmes de Sauves et de Chagres... — Merci, ma tante. — Puis leurs deux maris... — Bravo, ma tante! — Puis les deux frères de ces dames... deux jeunes gens fort bien... remarquablement bien... — (A part, avec trouble.) — Hem! hem! — (haut avec indifférence.) Vraiment, ma tante? — Et dites-moi, avez-vous apporté de jolies toilettes, ma nièce? — Ordinaires, ma tante... j'étais si loin de m'attendre à trouver du monde chez vous! — A votre âge, il faut s'attendre un peu à tout, mon enfant!..

« Saisis-tu, ma belle? vois-tu poindre le complot?.. vois-tu se dessiner le paysage?

« Enfin nous entrons dans la cour du château; il y a un bassin au milieu, avec des cygnes dedans et sur les bords Mmes de Sauves et de Chagres avec leurs maris et leurs remarquables frères formant un intéressant groupe de famille. Je salue, je rougis, je saute à terre, j'embrasse Mmes de Sauves et de Chagres, et je cours vite changer de robe, pendant que l'écho répète derrière moi: — Elle est charmante... elle est charmante... elle est charmante!

« Mes soupçons, extraordinairement éveillés dès cette première heure, n'ont fait que se confirmer dans la soirée, le lendemain, et les jours suivans. Le sinistre château de ma tante s'est transformé subitement; c'est un lieu de plaisance, une résidence enchantée, un théâtre de fêtes galantes et de tournois chevaleresques, — avec

une vague odeur de fleurs d'oranger dans la coulisse. Promenades à pied le matin, cavalcades dans la journée, danses et charades le soir. Personnellement je suis gâtée, choyée, idolâtrée. Mes goûts, mes moindres désirs sont compris, devinés, comblés, avant que je les exprime. C'est une émulation touchante... Je souhaite secrètement un bouquet de camélias! — le voilà! — un sac de chez Boissier... le voici! — une perruche feu? voilà une perruche feu... une cage dorée pour la mettre? voici la cage!.. la lune? voici la lune!

« Tu vois, ma chérie, combien les circonstances sont graves... Plus l'ombre d'un doute! ma perfide tante et mon coupable père ont résolu de me marier toute vive. Il y a deux prétendans entre lesquels je suis mise en demeure de choisir. Permets-moi de te les présenter. — Mmes de Sauves et de Chagres ont donc chacune un frère, et ces deux jeunes gens, qui sont cousins, portent le même nom de famille, — MM. René et Henri de Valnesse. C'est ici le cas de me rappeler ces parallèles historiques dans lesquels tu excellais au couvent (entre Charles-Quint et François Ier, par exemple, te souviens-tu? — « Si l'un était plus habile politique, l'autre était plus vaillant guerrier, » et cætera). Pour appliquer à MM. de Valnesse ce procédé de rhétorique, je te dirai que, si l'un est brun, l'autre est blond, — que, si l'un fait usage d'un pince-nez, l'autre se sert d'un monocle... que l'un chante des romances sentimentales qui me font pleurer, et l'autre des chansonnettes comiques qui me font rire, que tous deux ont également bonne mine à pied et à cheval, qu'ils sont tous deux beaux valseurs, causeurs aimables, parfaitement élevés, d'une fortune à peu près égale, et tous deux, si j'en crois certaines apparences, également disposés à mettre cette fortune aux pieds de l'innocente personne qui t'écrit ces lignes.

« Tu me diras : — Ton choix est-il fait? — Non, ma divine, mon choix n'est pas fait. Ils me plaisent à peu près au même degré, et, comme je ne puis les épouser tous les deux, j'attends la sage Charlotte pour prendre ses conseils et pour ressentir une préférence. Ton choix sera mon choix, et ton dieu sera mon dieu! — Arrive donc, ô ma chérie, sans aucun retard, car tout cela est terrible, et tu comprends qu'il y aurait peu d'humanité à laisser longtemps dans une situation aussi violente la plus tendre des amies. — Cécile de Stèle. »

« *Post-scriptum.* — Pendant tout cela, mon pauvre cousin Roger, sombre et farouche, se tient dans sa tour, et n'en sort guère que pour courir les champs dans un panier auquel il attelle des chevaux vicieux. Ma tante prétend qu'il les choisit exprès et qu'il veut se tuer... Bien triste, n'est-ce pas? — Bonjour, chérie, viens vite. »

Cette lettre m'a beaucoup troublée. Cécile est presque une sœur

pour moi. Quoique nous soyons du même âge, il y a toujours eu dans l'affection que je lui porte une petite nuance maternelle. Le grand événement qui se prépare pour elle me remplit d'émotion, de joie, et aussi d'inquiétude. Je voudrais tant qu'elle fût heureuse!.. elle mérite tant de l'être, la chère fille! C'est une nature si attachante, si gracieuse, si sincère! Une tête un peu folle; mais un cœur sain et pur, toujours prêt au dévoûment, toujours prompt au repentir. Il y a en elle, comme elle aime à le répéter, de l'ange et du diable, mais surtout de l'ange. Cette légère, vive et tendre créature a besoin, il me semble, plus que toute autre femme, d'être bien mariée, bien aimée et bien guidée.

Aussi je m'effraie beaucoup de la responsabilité que son aimable confiance m'impose. Je suis bien jeune et bien inexpérimentée pour diriger le choix duquel sa destinée va dépendre. J'y mettrai du moins tout mon zèle et toute ma conscience. Il me semble que je serai plus difficile pour elle que je ne le serais pour moi-même. MM. de Valnesse n'ont qu'à bien se tenir... Voici venir l'archange à l'épée flamboyante qui veille aux portes du paradis.

Château de Louvercy. — 6 juin.

Mon rêve est accompli; il y a une tour du Nord... et même j'y suis logée! — C'est admirable.

Mais procédons par ordre. Nous sommes arrivées cette après-midi, ma grand-mère et moi. En descendant du wagon, nous avons aperçu d'abord l'aveugle et son flageolet, puis Mme de Louvercy et Cécile dans un landau découvert, puis deux jeunes cavaliers qui caracolaient dans la petite cour de la gare, en calmant de la voix et de la main leurs chevaux que le sifflet de la locomotive avait un peu effarés. Sur un regard furtif de Cécile, j'ai reconnu les deux prétendans, et j'ai passé aussitôt une curieuse inspection de leurs personnes, pendant qu'ils me faisaient, à ce qu'il m'a paru, la même politesse. Ma première impression a été favorable. Ce sont deux physionomies rassurantes, gaies, ouvertes, deux figures d'honnêtes gens; mon cœur s'est épanoui.

Nous roulions cependant sur la route blanche au milieu d'un nuage de poussière avec nos cavaliers d'escorte à chaque portière. Les pommiers normands et leurs bouquets de fleurs roses défilaient à droite et à gauche. Le ciel était d'un doux bleu d'opale. Cécile, dans une toilette couleur du ciel, rayonnait, me serrait les mains, lançait un sourire par-ci, un sourire par-là, pour maintenir la balance, et nous étions heureuses... Mon Dieu! qu'il fait bon vivre quelquefois!

Je n'avais pas vu Mme de Louvercy depuis plusieurs années. Elle a étonnamment vieilli. Ses cheveux sont devenus tout blancs, et

encadrent du reste à merveille son beau visage douloureux. Elle a sous les yeux deux sillons bleuâtres que les larmes ont certainement creusés. Elle parle peu de ses chagrins, et le plus souvent par allusion. Je l'entendais, chemin faisant, conter à ma grand'mère comment le malheureux état de son fils l'avait absorbée longtemps tout entière ; mais elle avait dû se souvenir enfin que Cécile n'avait plus sa mère, et qu'elle avait aussi des devoirs envers elle. Tout cela était dit sur le ton d'une réserve extrême, sans appuyer, et avec un sourire de bon accueil, très touchant sur ce fond d'inconsolable tristesse. La pauvre femme est d'autant plus à plaindre que son *fils* était charmant, dit-on, avant cette horrible blessure qui l'a mutilé, estropié et à moitié défiguré.

Le bruit des roues s'assourdit tout à coup sur le gazon et sur la mousse ; nous entrons dans l'avenue, sous un berceau de verdure au fond duquel j'aperçois la façade du château, élégante et sévère, style renaissance, je crois. — Voici la cour, qui est en même temps un jardin fleuri ; voici les cygnes qui battent des ailes sur notre passage, Mmes de Sauves et de Chagres, qui font flotter leurs mouchoirs sous la vérandah, messieurs leurs maris qui jettent leurs cigares et qui agitent leurs chapeaux. C'est un triomphe. — Ils sont fort agréables à voir, ces deux jeunes ménages, et sentent bon.

L'instant d'après, Cécile nous installe, ma grand'mère et moi, dans notre appartement. Pendant que je secoue la poussière du voyage, elle m'interroge avec fièvre : — Eh bien... dis vite ! A vol d'oiseau, comment les trouves-tu?

— A vol d'oiseau, je les trouve bien, très distingués.

— Vrai?.. que je t'embrasse!.. mais lequel préfères-tu... dis vite... le blond ou le brun?.. M. René ou M. Henri?

— Je ne préfère jusqu'ici ni l'un ni l'autre... et toi, ma mignonne?..

— Ne t'ai-je pas écrit que je t'attendrais pour ressentir une préférence?.. tu me diras celui qui te plaît le mieux, et je le prendrai.

— Je t'assure, Cécile, que ta confiance m'écrase.

— Écoute. Je vais te mettre à table entre ces deux messieurs... tu vas les étudier, les étudier à fond, tu entends?.. Je vais te dire ce que je désire savoir, — et sur quoi tu dois les examiner plus particulièrement, — et après le dîner tu me rendras compte du résultat... Eh bien, je désire savoir d'abord quel est celui des deux qui a pour moi l'attachement le plus vrai et le plus solide, — ensuite, — et ceci est très important, — quel est celui qui a le meilleur caractère, — puis lequel est le plus intelligent et le plus instruit... car je veux un mari qui me fasse honneur, puis lequel a l'âme la plus généreuse et la plus charitable, je tiens beaucoup à ce détail...

puis lequel aime le mieux à voyager, — ça, j'y tiens beaucoup aussi... ensuite lequel?.. Ne ris donc pas, Charlotte, c'est très sérieux!

— Je ris, ma Cécile, parce que tu en demandes vraiment trop pour une seule séance... Enfin je m'appliquerai... je ferai de mon mieux.

Cécile me laisse alors avec ma femme de chambre, et je m'apprête pour le dîner. Je mets une toilette très simple, une toilette de confidente : couleurs sombres, demi-corsage, un chiffon de dentelles dans les cheveux, à l'espagnole. une rose rouge piquée par-dessus... je ne fais pas peur, et cela suffit.

Il me reste encore avant le second coup de cloche le temps d'examiner mon installation. Elle dépasse mes espérances. C'est une chambre de princesse captive, tendue de vieilles tapisseries à verdure, grande, sombre, mystérieuse, et dont les fenêtres ont des embrasures profondes comme des chapelles. Je suis, je l'ai dit, en pleine tour du Nord; cette tour est un très haut pavillon carré d'une mine féodale et d'une date beaucoup plus ancienne que le reste du château dont il forme l'aile droite. Il est spécialement consacré à l'habitation de M. Roger de Louvercy, qui peut plus aisément y satisfaire ses goûts de retraite et d'isolement. On a même élevé depuis quelque temps une grille transversale masquée d'une palissade qui sert pour ainsi dire de frontière entre la tour et le château, et qui permet à ce malheureux jeune homme de vivre complètement à l'écart quand cela lui convient; cela lui convient toutes les fois qu'il y a des étrangers chez sa mère, car il a la triste manie de se croire pour tout le monde, excepté pour sa mère, un objet d'horreur et de dégoût. — Quelques bâtimens, récemment construits, lui composent une cour particulière où il a ses écuries et son chenil, et qui lui donne une sortie sur la campagne. Il peut ainsi aller et venir sans traverser la cour principale. M. Roger occupe les appartemens du rez-de-chaussée, et nous sommes logées, ma grand'mère et moi, au premier étage; nous avons été admises, m'a dit Cécile, dans ce lieu sacré comme étant les personnes les plus tranquilles de la société. Nous sommes d'ailleurs en communication avec le château par des corridors ménagés à chaque étage, et nous pouvons circuler librement sans être exposées à rencontrer M. de Louvercy. Cependant Cécile nous a prévenues qu'il montait quelquefois au second étage pour travailler dans la bibliothèque; mais, a-t-elle ajouté, rien ne vous sera plus facile que de l'éviter... pauvre garçon!.. vous entendrez sa béquille sur l'escalier!

Malgré cette recommandation, je m'étais promis secrètement, je l'avoue, de saisir un jour ou l'autre l'occasion d'apercevoir ce

sombre disgracié : ma curiosité a été dès cette première heure satisfaite et même punie, car ma compassion sympathique pour cette grande infortune a beaucoup de peine à se soutenir après ce que j'ai vu et surtout entendu. La fenêtre de mon cabinet de toilette s'ouvre sur la petite cour où sont les écuries réservées à l'usage particulier de M. de Louvercy. J'achevais de planter ma rose rouge dans ma dentelle, quand cette cour a subitement retenti d'un tumulte confus de piétinemens, d'aboiemens, d'appels, de cris impatiens et, il faut bien le dire, d'épouvantables jurons. J'ai légèrement écarté le rideau, et j'ai entrevu deux énormes terre-neuves sautant aux naseaux d'un cheval qui était tout blanc de sueur et d'écume, puis une espèce de panier *dog-cart*, et dans ce panier M. de Louvercy, trop aisément reconnaissable à son bras et à sa jambe mutilés; quant au visage, je n'ai guère distingué que deux longues moustaches blondes — et pendantes, à la tartare. M. de Louvercy appelait d'un ton de véritable furie deux domestiques qui sans doute ne l'attendaient pas sitôt, et qui accouraient éperdus. Il les a salués d'une nouvelle volée de paroles sauvages, pendant qu'ils l'aidaient à descendre de son panier. J'avais vite refermé mon rideau, et je n'en ai pas vu davantage. J'étais navrée. Cette révolte me gâte son malheur. — Mon voisin, nous ne voisinerons guère.

Enfin nous voilà à table. Cécile m'a placée, suivant son programme, entre les deux jeunes rivaux. J'ai donc à ma droite M. de Valnesse le brun, et à ma gauche M. de Valnesse le blond, arrangement qui, par parenthèse, semble étonner passablement Mme de Louvercy. Cécile s'est mise en face de nous pour mieux surveiller mes opérations. Elle est à côté du curé de Louvercy qu'elle s'évertue à faire rire pendant qu'il boit. Elle rit elle-même de tout son cœur, tout en m'excitant de l'œil à m'acquitter de mon devoir. Elle pense évidemment que j'y apporte un peu de mollesse. La vérité est que je rencontre des difficultés imprévues : MM. de Valnesse sont fort polis l'un et l'autre; mais ils ne se prêtent pas à mon enquête : ils me répondent à peine; il y a je ne sais quoi qui les paralyse. Ils me regardent avec une sorte de stupeur inquiète; ils paraissent très préoccupés de la rose rouge que j'ai dans les cheveux. — Ce n'est pourtant pas de cela qu'il s'agit, mes bons messieurs.

A peine hors de la salle, Cécile me prend à part : — Eh bien! qu'as-tu découvert?

— J'ai découvert qu'ils sont timides... c'est déjà quelque chose.

— Timides! s'est écriée Cécile... parce que tu ne les encourages pas assez... Il faut les encourager... si tu veux qu'ils s'apprivoisent et qu'ils s'épanchent!

Cela m'a paru raisonnable. Je les ai encouragés tout doucement, et en effet, le café aidant, j'ai vu qu'ils s'apprivoisaient peu à peu.

Ils ont chanté tous deux pour moi. Tous deux m'ont fait valser à plusieurs reprises, et après chaque valse je les gardais un moment auprès de moi pour jouir de leur conversation. Pendant ce temps-là, Cécile errait dans le salon avec des façons étranges, tantôt éclatant de rire sans motif, tantôt bousculant violemment la musique sur le piano. Tout à coup elle a disparu, et après quelques minutes, craignant qu'elle ne fût souffrante, je me suis mise à sa recherche.

Je l'ai aperçue dans la cour du château à travers les demi-ténèbres du crépuscule : elle allait et venait d'un pas précipité comme quelqu'un qui fait sa réaction après le bain. Je me suis avancée : elle a feint de ne pas me voir et a continué sa promenade en me tournant le dos. — Je l'ai appelée :

— Cécile !

— Quoi ?

— Tu souffres ?

— Non !

— Eh bien, qu'est-ce qui arrive ?

— Rien !

Je l'ai regardée en face, et elle a repris : — Mais non... rien !.. rien du moins que je n'eusse dû prévoir, si j'avais un peu moins de candeur !.. Dès que tu arrivais là... avec ta figure de déesse... il était bien clair que j'étais perdue !.. Ah ! mon Dieu ! ce n'est pas ta faute si tu es faite comme cela... je ne te reproche rien... c'est-à-dire... pardon ! tu pourrais te dispenser d'être coquette, ma chère... quand une femme est belle comme toi... si elle se met à être coquette par-dessus le marché... alors, bonsoir !.. il n'y a plus rien de possible !

— Véritablement, Cécile, je ne sais pas si je dois rire ou me fâcher.. Qu'est-ce que cela signifie ? Comment ! tu me pries, tu me repries et me supplies d'étudier ces deux jeunes gens...

— Eh bien, tu les études trop, ces deux jeunes gens... et ils t'étudient trop aussi !

— Enfin, quoi ?.. veux-tu que je m'en retourne ?

Elle m'a saisi les mains : — Oh ! non !.. — et après une pause en s'attendrissant : — Je suis bête, n'est-ce pas ?.. — Elle a jeté sa tête sur mon sein, et s'est mise à pleurer.

Je l'ai consolée comme on console les enfans, et elle a repris tout à coup avec sa vivacité et sa tendresse habituelles : — Écoute... j'ai une idée superbe... tu choisiras pour toi celui qui te plaira le mieux, et je prendrai l'autre... nous serons cousines, presque sœurs, ce sera délicieux... il est juste d'ailleurs que tu choisisses avant moi, tu m'es supérieure à tous égards ! C'est très juste... très juste !

— Ma chérie, tu es la meilleure petite créature de la terre ;

mais je n'accepte pas ta combinaison... et persuade-toi bien ceci : MM. de Valnesse ne sont et ne peuvent être pour moi que des prétendans à ta main : ce titre leur donne à mes yeux un caractère absolument sacré, et m'interdit jusqu'à l'ombre d'une arrière-pensée, d'une prétention personnelle, — qui me semblerait une offense grossière à la délicatesse et à l'amitié. — Me crois-tu? es-tu rassurée ?

— Je te crois et je t'adore !.. — Viens continuer tes études !

Nous sommes rentrées dans le salon, où j'ai continué mes études, mais plus modérément, puisque le zèle a ses dangers.

... Le vieux beffroi tinte... quel charme dans la nuit et dans les bois !..

— Grand Dieu ! deux heures du matin ! — N'avez-vous pas de honte, mademoiselle?

12 juin.

Le mouvement est-il synonyme du plaisir, et suffit-il de s'agiter pour s'amuser? En ce cas je m'amuse trop. — « Que faisons-nous ce matin? que faisons-nous cette après-midi? que faisons-nous ce soir? » — C'est le refrain de la maison... et nous voilà partis à pied, à cheval, en voiture, ne regardant rien, brûlant tout, avec un entrain, des rires, des grelots, qui nous accompagnent au retour, qui se mettent à table avec nous, dansent avec nous, chantent avec nous, et ne nous quittent pas même dans les corridors.

Ce matin de bonne heure j'ai voulu me donner le rafraîchissement d'une promenade solitaire dans le parc, en bonne fortune avec moi-même. Je descendais de ma tour à pas de loup, et j'étais à peu près au milieu de l'escalier quand subitement un bruit sec, martelant les marches au-dessous de moi, m'a avertie de l'approche de M. de Louvercy, qui se rendait apparemment à la bibliothèque. Je me suis arrêtée toute saisie... J'allais bravement tourner le dos et me sauver dans ma chambre... Il n'était plus temps ! nous étions face à face, M. Roger et moi. En m'apercevant là tout à coup, il a pâli comme s'il se fût trouvé en présence d'un spectre : il a fait un geste embarrassé comme pour saluer, et dans son trouble il a laissé échapper sa malheureuse béquille qui a roulé dans l'escalier. Je ne puis rendre l'expression de profonde détresse dont son pauvre visage s'est alors empreint : c'était un mélange de douleur, d'humiliation et de colère. Il tenait fortement la rampe de sa main droite, tandis que son bras gauche mutilé et sa jambe rétractée demeuraient en l'air sans soutien. J'ai descendu à la hâte quelques marches, j'ai ramassé sa béquille, je suis remontée vivement et je l'ai replacée sous son bras. Il a fixé sur moi son œil d'un bleu sombre, et m'a dit simplement d'une voix basse et grave : — Je

vous remercie ! — Puis il a continué son chemin, et moi le mien.

Cette petite scène m'a un peu remise avec lui. D'abord je lui ai su un gré infini de vouloir bien m'épargner les bordées soldatesques dont il paraît si prodigue ; ensuite, malgré l'antipathie involontaire que m'inspirent en général les êtres difformes, je suis loin de le trouver aussi repoussant que Cécile me l'avait dépeint. Il est manchot, et il a une jambe raccourcie et comme paralysée ; mais le visage est beau et pur, et la légère balafre qu'il a sur le front ne le défigure pas. Il a bien à la vérité un air sauvage et un peu égaré, mais qui doit tenir surtout à l'état inculte de sa chevelure et de ses longues, trop longues moustaches.

J'entrais dans le parc, quand Cécile m'a aperçue de sa fenêtre : trois minutes après, elle foulait l'herbe à mes côtés en sautillant comme un oiseau. Je lui ai conté ma rencontre avec son cousin :
— Ah ! mon Dieu ! comme il a dû jurer !

— Pas du tout.

— Tu m'étonnes. — Au fait il est de bonne humeur aujourd'hui : il attend son ami ce soir.

— Quel ami ?

— Le commandant d'Éblis, tu sais ?

— Non, je ne sais pas... qui est-ce ?

— Je croyais te l'avoir dit... c'est lui qui a sauvé Roger à Coulmiers... Ils étaient très liés depuis longtemps, depuis Saint-Cyr... Au moment où ce pauvre Roger venait d'être fracassé par cet obus, M. d'Éblis l'a enlevé dans ses bras, comme un enfant, au milieu du feu, et sous les pieds des chevaux... c'est très beau ! — et depuis il n'a pas cessé d'être parfait pour lui... Il a même trouvé moyen de le rattacher à la vie en lui persuadant d'écrire l'histoire de cette affreuse guerre... Ils s'occupent de cela ensemble... M. d'Éblis vient le voir souvent... Il lui apporte tous les documens qui peuvent lui être utiles pour son travail... il est lui-même très instruit, très savant... chef d'escadron d'état-major à trente ans... c'est très joli !

— Mais dis-moi donc, ma chérie, est-ce que ce ne serait pas un troisième larron, ce monsieur-là ?

— M. d'Éblis ! s'est écriée Cécile. Ah ! grand Dieu ! ma chère, autant épouser Croquemitaine !.. Il est sévère... il est terrible !.. Je l'aime pourtant assez à cause de sa conduite avec Roger... Nous nous sommes du reste à peine entrevus deux ou trois fois... Il paraît me regarder comme un bébé, et moi je le regarde comme un père ! — Mais parlons sérieusement, Charlotte, ne penses-tu pas qu'il serait temps de me décider entre MM. de Valnesse ?

— Rien ne presse, il me semble.

— Je te demande pardon !

— Ta situation entre ces deux messieurs n'a rien de désagréable.

— Vraiment... tu crois cela?.. et mon cœur... mon faible cœur, qu'en fais-tu !

— Il a parlé ?

— Non... mais il est impatient de parler... il brûle de parler... donne-lui la parole !

J'ai vu pourtant qu'elle n'y tenait pas autrement. J'ai répondu par je ne sais quelle plaisanterie, et nous sommes rentrées au château où la cloche du déjeuner nous rappelait.

La vérité est que le choix entre les deux candidats me semble fort difficile. Le résultat de mes observations et de mes informations à leur égard continue d'être à la fois satisfaisant et embarrassant : satisfaisant, parce qu'ils sont doués tous les deux de qualités précieuses ; embarrassant, parce que ces qualités me paraissent à peu près égales chez l'un et chez l'autre. Il y a même dans leur genre d'esprit, dans le tour de leur caractère et dans leur personne physique des traits de ressemblance qui s'expliquent d'ailleurs suffisamment par leur très proche parenté. En somme, je crois qu'ils sont tous deux de la meilleure espèce de jeunes gens qu'il y ait. Ce sont deux bons enfans, qui ont de jolis goûts et d'aimables talens, une intelligence un peu ordinaire, mais honorable, des sentimens élevés, une grande délicatesse de point d'honneur. Ils supportent leur rivalité et leurs prétentions mutuelles avec une courtoisie chevaleresque qui fait plaisir.

... Mon Dieu ! j'aime tant Cécile que j'aurais souhaité pour elle un mari absolument parfait, une exception, une élite exquise. Mais serait-il sage de poursuivre un idéal, qui peut-être n'existe pas, quand on a sous la main un à peu près déjà si rare, et qu'on ne retrouverait peut-être jamais ? Un homme tout a fait supérieur n'a-t-il pas presque toujours, autant que je puis le présumer, des défauts de caractère égaux à ses facultés, et qui sont comme l'envers de ses mérites ? N'y a-t-il pas en réalité plus de garanties de bonheur pour une femme dans cette honnête moyenne que MM. de Valnesse représentent avec grâce et avec distinction ?

« Ma conscience inquiète » se torture pour résoudre ces grosses questions qui intéressent une si chère destinée. — Mais j'admire véritablement la singulière tranquillité d'âme avec laquelle Cécile, — quoi qu'elle en dise, — attend mon arrêt pour prononcer le sien. Je ne me suis jamais, pour mon compte, trouvée à pareille fête ; mais je me figure que j'y apporterais moins de calme et plus de détermination personnelle... Enfin, nous verrons bien !

Même jour. — Minuit.

Cette soirée a été moins bruyante et moins banale que les soirées

précédentes. — La présence du commandant d'Éblis a jeté un froid, dit Cécile. Je pense qu'elle a simplement élevé un peu le diapason habituel de notre petit cercle. — J'ai remarqué souvent dans le monde cette influence étrange qu'exerce par sa seule présence un homme vraiment distingué. Il donne, sans le vouloir et sans le savoir, une âme nouvelle aux choses. Qu'il parle ou qu'il se taise, peu importe; il est là et cela suffit. Chacun se hausse plus ou moins jusqu'à lui, et se sent vivre davantage. Il s'établit un courant plus actif et un niveau supérieur. Les moindres incidens prennent de l'intérêt, les plaisirs ont plus de retenue et plus de saveur. On est inquiet et bien aise qu'il soit là. On est quelquefois comme soulagé quand il s'en va; mais on le regrette, et on se sent diminué par son absence; on s'aperçoit qu'on n'attache plus d'importance à ce qu'on dit, parce qu'il ne l'entend plus, ni à ce qu'on fait, parce qu'il n'en sait rien.

Cette après-midi, M. de Louvercy s'était rendu à la gare avec son panier pour y attendre le commandant d'Éblis; je me trouvais, un peu par hasard et un peu par curiosité, dans mon cabinet de toilette quand ils sont entrés tous deux dans la petite cour des écuries; au bruit des roues, j'ai soulevé mon rideau : M. d'Éblis venait de sauter à bas du panier, et tendait les bras en riant à M. de Louvercy, qui, en riant aussi, s'est laissé glisser jusqu'à terre sur la poitrine de son ami. Il y avait, à ce qu'il m'a semblé, dans cette petite cérémonie affectueuse, comme un rappel touchant de la scène terrible de Coulmiers, et j'ai aimé à me représenter les émotions violentes de la bataille et la fièvre de l'héroïsme sur ces deux visages en ce moment sourians et tranquilles.

M. d'Éblis est venu dîner avec nous. C'est un homme d'une taille moyenne et d'une apparence un peu raide, avec cette élégance sombre et correcte qui caractérise les officiers en tenue civile. Il faut avouer qu'au premier aspect il y a en effet quelque chose d'extrêmement sévère et même de dur dans sa physionomie : de beaux traits froids, un teint bistré, d'épaisses moustaches en herse, des yeux très noirs et très calmes, voilà ce qu'on voit d'abord, et cela n'est pas très rassurant. Mais le plus léger sourire qui apparaît sur tout cela y répand un air de bonté qui rend la confiance. On prend tout à fait courage dès qu'il dit quelques mots, car sa voix est singulièrement douce et musicale. C'est une surprise et un charme que d'entendre cette musique sortir de ces effrayantes moustaches.

J'ai eu plusieurs fois ce plaisir pendant le dîner, ayant été placée à table près de M. d'Éblis. Nous avons commencé par nous taire tous deux; j'étais intimidée, et peut-être au fond n'était-il pas beaucoup plus brave que moi : car enfin, s'il a sa mine sévère, j'ai

aussi la mienne, et j'ai remarqué souvent que je produisais d'abord un effet de terreur. — Puis tout à coup, brisant la glace : — Mademoiselle, m'a-t-il dit, j'ai beaucoup entendu parler de vous aujourd'hui.

— Comment cela, monsieur?

— Je sais déjà que vous êtes compatissante pour les malheureux.

— Monsieur!..

— Vous avez été bonne ce matin pour mon ami Roger... Je sais cela.

— Mon Dieu! tout le monde, je crois, à ma place aurait agi comme moi.

— Sans doute... tout le monde fait l'aumône... mais il y a la manière...

Je lui ai dit que j'étais flattée de son compliment, parce qu'il devait se connaître en bonnes œuvres, attendu qu'il avait été certainement pour M. Roger plus secourable que je ne l'avais été moi-même, et que je n'aurais jamais l'occasion de l'être.

Il s'est incliné, et il a repris d'un accent doux et triste : — Je ne sais pas si je lui ai rendu un grand service... en le tirant de là!

Nous étions partis. Il n'y avait plus de raison pour nous arrêter. Nous avons donc continué de nous dire des choses aimables, tout en nous informant mutuellement et adroitement de nos goûts et de nos dégoûts sur toutes choses, en particulier sur la musique de Wagner, qu'il aime et que je n'aime pas.

Nous avons été malheureusement interrompus par une étrange folie de Cécile. — Cécile, toujours préoccupée de faire rire son curé pendant qu'il boit, s'est avisée tout à coup de saisir deux cerises accouplées par la queue et de les planter à cheval sur son nez, en levant son joli minois pour les maintenir en équilibre. On a ri, et MM. de Valnesse ont applaudi avec enthousiasme. Alors Cécile a appelé un domestique, a séparé les deux cerises, et les a mises chacune sur une assiette, en disant au domestique : — Portez cette assiette à M. Henri de Valnesse. — Portez cette autre assiette à M. René.

Pendant que ces messieurs passaient fièrement les cerises dans la boutonnière de leur habit, le commandant d'Éblis regardait la scène avec des yeux démesurément ouverts. Cécile s'en est aperçue et lui a dit avec son audacieuse naïveté : — Vous semblez étonné, commandant?

— Pas du tout, mademoiselle.

— Pardon... vous avez l'air très étonné... voyons, soyez franc... ma plaisanterie vous paraît du dernier mauvais goût, n'est-ce pas?

— Mademoiselle, tout ce que vous faites me paraît charmant.

— Non... vous avez raison... C'était de très mauvais goût... mais je vais vous expliquer mon caractère, commandant... Il est très compliqué, il est mixte en quelque sorte, et vous allez comprendre pourquoi... c'est qu'il y a en moi un ange et un diable!

— Mon Dieu! mademoiselle, a dit M. d'Éblis, vous avez à cet égard bien des camarades... Nous avons tous en nous un ange que nous tâchons plus ou moins d'écouter, — et un diable que nous tâchons plus ou moins de faire taire... Au reste le diable qui vous a suggéré de vous mettre des cerises sur le nez ne doit pas être un bien méchant diable!

— Je vous remercie, commandant, a repris Cécile; la leçon y est... mais elle est douce. Comme je le disais ce matin à votre belle voisine, vous êtes un père pour moi!

M. d'Éblis a salué en souriant, et nous avons poursuivi le cours de notre conversation en tête-à-tête. Si j'en crois certains indices, ce vaillant soldat serait, comme disent les épitaphes, aussi bon fils que bon ami. Il a une façon grave et tendre de dire : — « ma mère » — qui me paraît être toute une révélation. Ce mot revient avec insistance sur ses lèvres : — « C'est à cause de ma mère... Ma mère le désirait... Cela plaît à ma mère. » — Il a même dans une minute de distraction laissé échapper le mot : — « maman! » — Il a rougi faiblement sous son hâle, et s'est repris; mais cette appellation enfantine prononcée par cette voix douce et ce mâle visage n'était pas sans charme.

Après le dîner, Cécile est venue avec sa grâce sans égale tendre la main au commandant, afin de signer sa paix avec lui. Ils ont causé ensemble dans un coin assez longtemps en me regardant par intervalles, de sorte que j'ai compris qu'ils parlaient de moi. Puis Cécile en passant m'a dit à demi-voix : — Ma chère, tu fais des ravages dans l'état-major!

Je ne voudrais pas faire de ravages; mais, si cela signifie que ma personne lui est sympathique, j'avoue tout bonnement que j'en suis bien aise.

Un instant après, on m'a demandé de chanter quelque chose. J'ai une voix de mezzo-soprano assez forte et assez cultivée, mais je n'aime guère à la produire en public ; on le sait et on me laisse en général tranquille. Cependant je me suis mise au piano, et j'ai commencé l'air de *Norma*, — *Casta diva*. Ma surprise a été vive et ma mortification ne l'a pas été moins, quand j'ai vu au bout de quelques mesures le commandant d'Éblis ouvrir discrètement la porte du salon et disparaître. J'ai trouvé le procédé médiocre. Je n'en ai pas moins continué de perler mes sons avec le soin consciencieux que j'apporte à ce que je fais. Je venais de terminer au milieu d'un murmure flatteur, lorsque M. d'Éblis est rentré, il est venu à moi :

— Mademoiselle, m'a-t-il dit en me montrant une fenêtre qu'on avait entr'ouverte à cause de la chaleur de la soirée, Roger est là sur le banc, dans la cour. Il vous serait infiniment reconnaissant si vous aviez la bonté de redire cet air de *Norma*. — Bien volontiers! — et j'ai repris l'air de tout mon cœur.

J'ai été bien récompensée de ma peine. Mme de Louvercy, qui s'était tenue toute radieuse auprès de la fenêtre pendant que je chantais, s'est penchée au dehors, à l'instant où je quittais le piano, et a échangé quelques paroles avec son fils. Puis elle s'est avancée, m'a pris les mains, et m'a embrassée en me disant d'une voix émue : — Merci pour lui et pour moi, c'est la première fois depuis bien longtemps que je vois un peu de bonheur dans ses yeux.

C'est vraiment un succès que d'avoir fait sortir ce sauvage de son antre ; j'en suis toute fière, et je vais dormir là-dessus comme une bienheureuse.

25 juin.

Depuis huit ou dix jours, j'ai interrompu mes écritures, j'avais été reprise de mes scrupules; je craignais de donner un corps à des chimères en les fixant sur ces pages; j'avais peur de fortifier, en m'y complaisant, des impressions qu'il valait mieux laisser se dissiper dans le vague de l'air. — C'est encore ma grand'mère qui, sans le savoir, m'encourage à suivre mon fatal penchant, et à continuer mes relations confidentielles avec mon livre à serrure et avec moi-même.

Quand je suis entrée chez elle ce matin pour lui souhaiter le bonjour, elle m'a embrassée plus tendrement que de coutume, puis gardant une de mes mains dans les siennes : — N'as-tu rien à me dire, mon enfant ?

— Je crois que si, grand'mère.

— Ah!.. M. d'Éblis te fait la cour, n'est-ce pas?

— Je ne sais pas si M. d'Éblis me fait la cour, ma chère grand'mère : car il ne me dit pas un mot qui ressemble de près ou de loin à une déclaration. Mais il paraît aimer à se trouver avec moi; il me parle avec une sorte de respect, de confiance, et en même temps de timidité, que je ne lui vois pas avec tout le monde. Il m'adresse personnellement tout ce qu'il dit, et il recueille les moindres choses que je dis moi-même, comme si toutes mes paroles étaient des perles... Si cela s'appelle faire la cour à une femme, je crois vraiment qu'il me fait un peu la cour.

— Je l'ai remarqué, a dit gravement ma grand'mère, — et cela ne t'ennuie pas, tout cela ?

— Non.

— Non... naturellement... mais enfin le feu n'est pas à la maison, n'est-ce pas? Tu n'en es pas folle, de ce monsieur?

— Folle, non.

— Il te plaît, simplement?

— Un peu.

— Oui... eh bien! à moi aussi! — Écoute, ma chère enfant, nous ne sommes pas venues ici pour chercher un mari, mais enfin, si nous l'y trouvons, autant le prendre ici qu'ailleurs, n'est-il pas vrai?.. Seulement tu conçois, ma chère petite, qu'une affaire de ce genre-là est des plus sérieuses, et qu'il est bon d'y réfléchir à deux fois... Pour mon compte, dès que j'ai entrevu les allures du personnage, je n'ai pas attendu trois minutes pour récolter des informations auprès de Mme de Louvercy; — de plus, j'ai écrit à Paris, je me suis renseignée de tous côtés... Eh bien! de toutes ces investigations il semblerait résulter qu'il n'y aurait pas d'objections graves, au contraire! — Mais permets, chère petite... Sache bien que ni mon opinion ni celle des autres ne doivent influencer tes sentimens personnels... il n'y a pas d'objections graves, voilà tout: famille, réputation, fortune même, tout ça est très bien, très convenable... Mais malgré tout, je t'en conjure, ma chérie, ne cède pas trop vite, trop légèrement à ta première impression! prends le temps de l'approfondir... Je te connais si bien, ma fille... tu serais si malheureuse, si tu n'étais pas heureuse!.. Tu es de celles qui n'aiment pas deux fois, et celles-là, il ne faut pas qu'elles se trompent... Quand tu auras ouvert ton cœur à un sentiment tendre, quand l'amour, pour tout dire, y sera entré, il y restera; il s'y assoira comme sur un trône royal qu'on ne quitte qu'avec la vie!

L'ange qui est en moi, comme dit Cécile, m'avait dès longtemps murmuré tout bas, quoique dans des termes moins bienveillans, les vérités que m'a fait entendre tout haut ma grand'mère. Il m'avait mise sur mes gardes : il m'avait avertie que mon premier amour serait un amour unique, tout-puissant, éternel, et qu'il faudrait le bien choisir ou en mourir.

Ce sont là des phrases : mais je les pense.

Aimer un homme qui mérite toute mon affection, toute mon estime, tout mon respect et être aimée de lui... voilà le rêve! — Est-ce que vraiment, vraiment, je serais près, tout près de l'atteindre?.. Voyons un peu.

Qu'un homme comme M. d'Éblis, d'un extérieur en même temps agréable et imposant, d'un ton exquis, d'un mérite exceptionnel, d'un caractère à la fois héroïque et doux, qu'un homme ainsi fait et presque parfait réponde à toutes les ambitions d'un cœur de femme, rien, hélas! de plus simple! — Qu'une jeune fille qui se sent ou se croit honorée des attentions particulières de cet être d'élite en soit flattée et touchée; qu'elle trouve un plaisir singulier dans ses relations quotidiennes avec cette intelligence supérieure

et cette âme charmante; qu'elle éprouve une ivresse secrète à la pensée d'échanger cette intimité de quelques jours contre une éternelle union... rien de plus simple et de plus naturel encore!

Mais ce qui me paraît malheureusement moins naturel et plus douteux, c'est qu'un homme comme M. d'Éblis, qui peut choisir à son gré, il me semble, par toute la terre une compagne digne de lui, se soit attaché sérieusement en si peu de temps à cette pâle et romanesque Charlotte. On croit si aisément ce qu'on désire! Ne me fais-je pas illusion? Ne suis-je pas dupe de quelques politesses de surface qui s'adressent à moi ne pouvant s'adresser ailleurs?.. On est à la campagne... on s'ennuie... on voit Cécile fort entourée et fort occupée, et moi dans l'abandon... On trouve cela un peu injuste, et on me rend quelques soins par humanité...

N'est-ce que cela?.. Il n'est pas capable pourtant, ou je me trompe bien, de troubler par pure distraction le repos d'une femme!

Mais comment aurais-je pu lui plaire? Par quels mérites? Si j'en ai quelques-uns, il ne peut pas les connaître. Je ne me révèle pas facilement : je ne conte pas mes secrets. Je ne lui dis rien, que ce que je dois lui dire, des banalités.

Je sais bien que je suis assez belle, et sans doute, à première vue, c'est un attrait, même pour un homme comme lui. Mais s'il n'y avait que cela, combien de femmes plus belles que moi n'a-t-il pas rencontrées dans sa vie?

Je me figure, en y pensant bien, que ma principale vertu à ses yeux et celle qui peut-être me gagne sa sympathie, c'est ma compassion obligeante pour son ami Roger. Il est évident que son amitié pour M. de Louvercy est chez lui une passion dominante, et qu'il doit aimer tout ce qui la flatte. Dès le jour de son arrivée, j'avais, sans y songer, caressé sa faiblesse, et depuis, en y songeant peut-être un peu davantage, j'ai eu souvent l'occasion de toucher cette fine pointe de son cœur. — Il faut savoir que M. Roger est devenu depuis quelques jours, grâce à l'influence affectueuse de M. d'Éblis, notre commensal habituel. La première fois qu'il a consenti, sur les instances du commandant, à occuper sa place à table au milieu de nous, l'étonnement a été grand, et grande la fête, surtout pour sa mère. La pauvre femme rayonnait. Il avait fait couper ses cheveux et pris soin de sa toilette, ordinairement fort négligée. Son beau visage pâle et farouche s'est éclairé et adouci peu à peu dans notre compagnie, quoiqu'il s'assombrisse et se contracte encore terriblement toutes les fois que le moindre incident lui rappelle ses infirmités, — par exemple quand il a besoin d'un secours étranger pour se servir à table, pour s'asseoir, ou pour se lever. C'est dans ces petites circonstances que je trouve moyen de lui témoigner la pitié réelle qu'il m'inspire. Habituellement, après le dîner, il va

s'asseoir quelques instans sur un des bancs du jardin qui sont placés sous les fenêtres du rez-de-chaussée. L'autre soir, Cécile et moi, le voyant mal à l'aise sur ce banc, nous nous fîmes un signe : Cécile courut chercher dans le salon une pile de coussins qu'elle me passait par la fenêtre : M. d'Éblis, à qui je les remettais à mesure, essaya de les disposer de façon à soutenir le bras et la jambe du blessé. Mais il s'y prenait mal ; je le grondai en riant de sa gaucherie ; je dis à M. de Louvercy : — Permettez-moi, monsieur ! — et j'ajustai les coussins avec l'adresse supérieure d'une femme. Comme M. de Louvercy me remerciait avec un peu de gêne, M. d'Éblis lui dit gaîment : — Quelle bonne ambulancière, n'est-ce pas, Roger ?

M. d'Éblis me paraît plus reconnaissant de ces simples attentions que celui qui en est directement l'objet. Il me regarde alors d'un œil profond, pensif, et vraiment, je crois, presque attendri. Du reste les sentimens qu'il peut éprouver pour moi ne se trahissent que par ces légers mouvemens de gratitude, et par l'espèce de plaisir avec lequel il semble rechercher ma présence et mon entretien... — Est-ce assez, mon Dieu ! pour qu'il soit sage d'ouvrir mon cœur ? d'y nourrir cette prédilection qui n'est sans doute encore qu'une rêverie passagère, mais qui demain, si je m'y abandonne, sera peut-être une passion infinie ?..

5 juillet.

Ce matin, après une nuit presque sans sommeil, je me suis levée dès l'aube, c'est-à-dire à sept heures, et j'ai résolu de faire une chose extraordinaire. J'ai mis sous mon bras mon divin livre à serrure, j'ai pris mon ombrelle d'une main, de l'autre mon nécessaire en bambou qui contient tout ce qu'il faut pour écrire, et je suis sortie discrètement de la tour du Nord par la porte du sud. En face de cette porte il y a une grande avenue ; dans cette avenue il y a à main gauche une allée tournante ; au bout de cette allée tournante, il y a un bosquet, et dans ce bosquet une statue de Flore, de Cérès ou de Pomone, avec une table rustique et trois chaises. C'est un endroit charmant, surtout par une belle matinée d'été comme celle-ci. Il y règne un demi-jour religieux : les feuillages retombent et s'entre-croisent dans un épais lacis qui laisse à peine voir quelques coins de ciel bleu. Le soleil jette çà et là sur le sable, sur les chaises, sur les épaules de la déesse, quelques bandes lumineuses, quelques rayons qui semblent tamisés par les vitraux peints d'une église. Une vague odeur d'oranger s'évapore, avec la rosée, des grappes blanches des acacias, — et pour tout achever, on entend sortir d'une ravine qu'on ne voit pas le babillage musical du petit ruisseau qui alimente l'étang aux cygnes, et qui passe par là on ne sait comment.

On ne sait pas davantage pourquoi la pensée est venue à Mlle Charlotte d'Erra de choisir ce lieu délicieux pour y écrire le récit de sa soirée d'hier. Peut-être a-t-elle voulu encadrer richement dans l'or et dans les fleurs un simple épisode de sa vie de jeune fille qui pourrait devenir, — si Dieu le permettait dans sa bonté, — la première page de la vie d'une femme.

Hier après le dîner nous nous étions, suivant notre usage quotidien, répandus dans la cour du château, pour y respirer l'air frais du soir, mêlé aux parfums des roses et des cigares. M. de Louvercy fumait et se prélassait sur son banc favori au milieu des coussins dont nous l'avions comblé. Cécile, toujours agitée comme une étoile, eut tout à coup l'idée malencontreuse de jouer avec la béquille de son cousin. Elle l'examina d'abord timidement; puis elle se familiarisa avec elle, et s'en servit pour faire son apprentissage de chasseresse. Son père lui a envoyé ces jours-ci un petit fusil avec lequel elle se propose de détruire tous les lapins et tous les écureuils du parc. En attendant elle s'exerçait à porter les armes avec cette béquille, à épauler, puis à mettre en joue des lapins imaginaires représentés par MM. Henri et René de Valnesse. Je voyais cependant M. Roger froncer péniblement les sourcils, et le commandant d'Éblis mordre sa moustache; je lançais à Cécile des regards sévères; mais je perdais mes peines. Encouragée par l'admiration expansive de ses deux soupirans, elle aggrava cruellement son étourderie en plaçant la béquille sous son bras, et en essayant de marcher un pied en l'air comme son pauvre cousin mutilé. Elle fit quelques pas dans la cour en cet appareil, avec un grand sérieux, et sans l'ombre de malice, simplement pour voir, disait-elle, si c'était bien incommode. M. Roger affectait de sourire; mais son front était chargé de colère. Je m'en aperçus; j'allais courir à Cécile pour l'avertir; mais M. d'Éblis me prévint. Il alla rapidement jusqu'à elle, et lui dit à demi-voix avec vivacité quelques mots que je n'entendis pas. Mais j'entendis parfaitement Cécile lui répondre: — Toujours des leçons! — Celle-ci est très méritée, je crois, dit M. d'Éblis. — Elle parut comme saisie, et elle hésita un instant entre son diable et son ange; puis elle revint à pas précipités vers la maison, posa doucement la béquille contre le banc, et, détachant du treillage qui entoure la fenêtre une branche de jasmin, se mit en devoir de la passer dans l'habit de M. de Louvercy en lui disant: — Que je vous fleurisse, cousin!

M. Roger lui arracha la fleur des mains, et la jeta sur le sable: — Vous êtes une folle! dit-il. — Il se leva aussitôt, me salua légèrement, et rentra chez lui.

Dès qu'il eut disparu, Cécile joignit les mains et haussa les épaules: — Il y a des momens où je me tuerais! s'écria-t-elle,

— en même temps elle se laissa tomber sur le banc, cacha sa tête dans ses mains et nous entendîmes qu'elle sanglotait. M. d'Éblis échangea avec moi un regard d'intelligence et un sourire; puis se penchant vers Cécile: — Voyons, mademoiselle, — lui dit-il, — c'est excessif, ce désespoir!... Pour si peu de chose... un enfantillage!.. Eh bien, quoi! ajouta-t-il en ramassant la branche de jasmin, — voulez-vous que je la lui porte, moi, votre fleurette? — Tout en pleurant elle fit signe qu'elle le voulait bien; puis elle releva un peu la tête, et souriant à M. d'Éblis à travers ses larmes: — Toujours un père pour moi! dit-elle.

Nous nous éloignâmes alors un peu pour la laisser se remettre. — Tous les hôtes de Mme de Louvercy se promenaient çà et là par groupes, en causant à demi-voix comme pénétrés par la beauté de la soirée. Elle était tiède et superbe. Une lune éblouissante remplissait la vaste cour de sa limpide clarté; il y avait un glacis d'argent sur l'eau du bassin au milieu duquel les deux grands cygnes dormaient immobiles dans leur blancheur de neige. Tout en échangeant quelques paroles indifférentes, nous allions et venions, M. d'Éblis et moi, entre l'extrémité du bassin et les premiers arbres de l'avenue, dont la nef, au milieu de toute cette lumière, demeurait sombre comme une cathédrale à minuit. Après un silence, je dis à M. d'Éblis : — Une scène si douce et si paisible doit former un singulier contraste avec vos souvenirs de guerre, n'est-ce pas, commandant ?

Il s'arrêta : — Est-ce que vous avez le don de seconde vue, mademoiselle?

— J'ai à peine le don de première vue, dis-je en riant; car je suis très myope... Mais pourquoi cette question, monsieur ?

— Parce qu'en ce moment même, mes souvenirs me reportaient précisément à une scène de ma vie militaire, à une soirée comme celle-ci, mais moins douce, quoique aussi paisible.

— Puis-je savoir?

Il hésita, soupira, puis s'inclinant légèrement :—Oh! mon Dieu! oui. — J'étais alors sous Metz... Dans la soirée dont je parle, le 27 octobre, j'avais été chargé de porter quelques ordres dont le sens ne me paraissait que trop clair... Je devais en particulier arrêter dans sa marche un de nos régimens, dont j'ai oublié le numéro. Je l'avais rejoint et arrêté en effet... J'allais repartir... J'attendais seulement que mon cheval eût un peu soufflé... Nous nous trouvions alors dans une plaine près d'un village nommé Colombey, je crois; les horribles tempêtes qui marquèrent ces jours sinistres s'étaient apaisées pour quelques heures; une lune tranquille se reflétait dans les flaques d'eau qui couvraient la campagne. L'imagination fait des rapprochemens étranges. Il y a certainement peu de rapport entre

le décor riant qui nous entoure ici et ces marécages désolés; cependant ce clair de lune sur l'eau me les rappelait tout à l'heure,... et ces beaux cygnes qui dorment là me faisaient songer à mes dragons d'escorte, immobiles comme eux dans leurs manteaux blancs... Le régiment, en attendant de nouvelles instructions, gardait ses rangs, l'arme au pied. On avait allumé un grand feu de bivouac, autour duquel quelques officiers s'entretenaient à voix basse d'un air morne... Des bruits de capitulation couraient depuis la veille dans les camps... Le colonel, qui était un homme déjà mûr, à moustaches grisonnantes, allait et venait solitairement à quelque distance, en froissant dans sa main l'ordre que je lui avais apporté. — Tout à coup il s'approcha de moi et me saisit le bras : — Capitaine, me dit-il avec l'accent d'un homme qui va en provoquer mortellement un autre, deux mots, je vous prie !.. — Vous venez du quartier général... vous devez en savoir plus long que moi... C'est la fin, n'est-ce pas ?

— Mon colonel, on le dit, — et je le crois.

— Vous le croyez?.. Comment pouvez-vous croire une chose pareille?

Il lâcha mon bras avec une sorte de violence, fit quelque pas, et, revenant à moi brusquement, il me regarda dans les yeux :

— Prisonniers, alors ?

— Mon colonel, je le crains.

Il y eut encore un silence : il demeura quelque temps devant moi dans une attitude de réflexion profonde, puis relevant la tête, il reprit avec une émotion extraordinaire dans la voix :

— Et les drapeaux?

— Je ne sais pas, mon colonel.

— Ah! vous ne savez pas?

Il me quitta de nouveau, et marcha à l'écart pendant cinq ou six minutes; s'avançant alors vers le front de ses hommes, il dit d'un ton de commandement : — Le drapeau!

Le sous-officier qui portait le drapeau sortit du rang. — Le colonel saisit la hampe d'une main, et levant l'autre vers le groupe des tambours : — Ouvrez un ban ! — dit-il.

Les tambours battirent.

Le colonel s'était approché du feu, portant haut le drapeau : il posa la hampe sur le sol, promena un regard sur le cercle des officiers, et se découvrit : — ils l'imitèrent tous aussitôt; la troupe attentive gardait un silence de mort. — Il eut alors un moment d'hésitation; je voyais ses lèvres trembler; ses yeux étaient attachés avec une expression d'angoisse sur le glorieux lambeau de soie déchirée, triste image de la patrie. Enfin, il se décida : il fléchit un genou, et coucha lentement l'aigle dans l'ardent foyer. — Une

flamme plus vive jaillit soudain, et éclaira plus nettement les visages pâles des officiers. Quelques-uns pleuraient.

— Fermez le ban! dit le colonel, — et pour la seconde fois résonna la batterie lugubre des tambours détrempés par la pluie.

Il remit son képi, et vint vers moi : — Capitaine, — me dit-il de sa voix la plus dure, — quand vous serez là-bas — ne vous faites aucun scrupule — aucun — de raconter ce que vous avez vu!.. Je vous salue.

— Mon colonel, lui dis-je, voulez-vous me permettre de vous embrasser?

Il m'attira violemment sur sa poitrine, et me serrant à m'étouffer : — Ah! mon pauvre enfant! murmura-t-il, — mon pauvre enfant!

A ce point de son récit, M. d'Éblis se détourna, et j'entendis une sorte de sanglot. Je ne pus m'empêcher de lui tendre ma main. — Il parut étonné ; il la prit et la pressa avec force : — N'est-ce pas, vous comprenez tout ce qu'on souffre dans ces momens-là?

— Oui. — Et comme je retirais ma main, il la retint doucement. — Si quelque chose au monde, ajouta-t-il, pouvait les faire oublier, ce serait un moment comme celui-ci!

Je ne répondis pas, et il me rendit ma main.

Après quelques pas faits en silence : — Si nous rentrions? lui dis-je.

— Hélas! tout ce que vous voudrez!

Et nous rentrâmes.

Rien de plus. — Mais de la part d'un homme si réservé et si loyal, n'est-ce pas beaucoup, — n'est-ce pas tout? — Ses paroles, quand je me les rappelle, quand je les relis, me semblent presque insignifiantes; mais le ton qu'il y mettait, cet accent si profond, si tendre, si pénétré, — n'était-ce pas celui d'un cœur qui s'offre, se dévoue et se consacre? Véritablement je le crois, — et, si j'en juge par moi-même, il suffit d'un instant pareil, d'un seul instant où deux âmes se touchent et se confondent si étroitement, pour qu'elles s'appartiennent l'une à l'autre pour jamais, sur la terre et dans le ciel. — Mon Dieu! je vous en prie, faites que je ne m'abuse pas!

13 juillet.

Depuis quelques jours, je n'ai pu trouver le courage de reprendre ma plume. Je ne sais ce qui se passe; je ne sais quel mauvais génie a touché le château de sa baguette, et y a subitement assombri tous les esprits, aigri tous les caractères et transformé tous les cœurs, — hélas! excepté le mien.

Les premiers symptômes de ce bouleversement se sont manifestés dans la soirée même qui m'avait laissé une impression si heureuse — et, j'en ai peur, si décevante. Quand j'eus rejoint Cécile sous

les fenêtres du salon après m'être séparée de M. d'Éblis, je crus voir qu'elle me boudait, et je lui en demandai la raison. Elle se fit, suivant l'usage, un peu prier pour me la dire, puis, comme j'insistais, elle m'entraîna sous les lilas, et me déclara, sur un ton de sérieux et d'amertume fort extraordinaire dans sa bouche, que j'étais une mauvaise amie, que je négligeais complètement ses intérêts, que je trahissais sa confiance, que je m'amusais elle ne savait à quoi, pendant qu'elle restait en l'air entre ses deux prétendans dans une situation horriblement pénible et même ridicule. — Je courbai la tête sous cet orage, reconnaissant à part moi que j'avais un peu mérité ses reproches, et que depuis quelque temps, je m'étais effectivement plus occupée de mes intérêts que des siens. Je la calmai de mon mieux, en prétextant toujours l'embarras du choix, et en lui promettant d'avoir très prochainement avec elle une conversation décisive où j'essaierais de fixer nos communes irrésolutions.

Il paraît que dans ce même moment une querelle beaucoup plus grave éclatait entre le commandant d'Éblis et M. de Louvercy. A quel propos? Personne n'a pu me le dire. J'ai appris seulement de Mme de Chagres que M. de Louvercy, qui était d'abord rentré chez lui après sa petite scène avec Cécile, était bientôt revenu dans la cour; qu'il avait accosté M. d'Éblis à l'instant où je le quittais, et qu'il s'était engagé avec lui sous la voûte ténébreuse de l'avenue. Là on les avait entendus parler tous deux avec une extrême animation; Mme de Chagres m'a dit que la voix de M. de Louvercy surtout témoignait d'une sorte de colère ou de douleur presque folle. On les vit ensuite traverser la cour en silence, M. d'Éblis soutenant M. de Louvercy, qui semblait marcher avec plus de peine encore que de coutume. Peu de minutes après, on venait chercher en toute hâte Mme de Louvercy, parce que son fils était tombé dans une violente attaque de nerfs. A la suite de cet accident, il a été deux ou trois jours sans reparaître parmi nous.

M. d'Éblis, de son côté, nous a beaucoup délaissés pendant le même intervalle : il restait enfermé toute la journée avec son ami, ou bien il courait les champs en sa compagnie, et nous ne l'apercevions qu'aux heures des repas. Il était remarquablement triste et silencieux; son attitude à mon égard était embarrassée, son langage d'une froideur toute nouvelle et comme affectée. S'il m'était possible d'imaginer qu'il eût été question de moi dans sa querelle avec M. Roger, et que ce dernier m'eût calomniée auprès de M. d'Éblis, véritablement je le croirais. Mais c'est là évidemment une supposition inadmissible. Quel qu'ait été d'ailleurs le sujet de leur dissentiment, il n'en reste aucune trace entre eux. Leur union amicale paraît même plus étroite que jamais; on la dirait fortifiée

par quelque lien nouveau. Cette nuance est surtout sensible dans la manière d'être de M. Roger, qui apporte dans ses rapports avec M. d'Éblis je ne sais quelle grâce attendrie, comme s'il avait quelque chose à se faire pardonner. Il est clair que les torts sont de son côté. Mais quels torts ?

Mme de Louvercy le sait apparemment, car elle est plus pensive qu'à l'ordinaire. Par contagion sans doute, ma grand'mère se montre préoccupée, et MM. de Valnesse eux-mêmes, ainsi que leurs sœurs, rêvent dans les coins.

Pour moi, je ne m'appesantirai pas sur ce que j'éprouve. — Je volais dans le ciel parmi les astres ; on m'a subitement coupé les ailes, et je suis tombée lourdement sur la terre. Voilà tout. — Je m'efforce d'oublier cette illusion radieuse d'un instant : — Je ne le puis pas. Je crains de ne le pouvoir jamais.

22 juillet.

Ne me suis-je pas trop hâtée de désespérer ? Il me semble qu'après cette bourrasque mystérieuse tout rentre à peu près dans l'ordre accoutumé. M. d'Éblis avait certainement ressenti quelque contrariété très vive, qui a d'abord dominé chez lui tout autre sentiment et dont il a eu peine à secouer l'obsession. Mais enfin il a chassé peu à peu ce nuage et paraît avoir repris toute sa liberté d'esprit. Il a repris en même temps avec moi ses habitudes de causerie aimable et confiante, bien que je lui trouve toujours, quand il est près de moi, je ne sais quoi de triste et de contraint. — Il a pourtant sous son grave extérieur un grand fonds de gaîté que Cécile a le don d'émouvoir tout particulièrement. Ce caractère fantasque et charmant, honnête et fou l'intéresse et le divertit ; il blâme et il aime ces caprices, ces espiègleries mêlées de grâces et de burlesque auxquelles elle se complaît.

Hier matin, par exemple, elle avait résolu d'essayer son fusil et son adresse dans le bois qui fait suite au parc. Nous l'avions tous accompagnée : M. d'Éblis, en sa qualité de militaire, avait été requis pour présider à cette dangereuse expédition. — Les lapins couraient dans le bois comme des souris dans un grenier. Il est à peine utile de dire que Cécile n'en tua pas un seul, mais qu'elle faillit par compensation estropier MM. de Valnesse, qui s'empressaient de grimper aux arbres dès qu'elle mettait son fusil en joue.

Comme nous revenions gaîment de cette infructueuse campagne en suivant un chemin creux qui longe le bois, Cécile aperçut tout à coup au beau milieu de ce chemin et devant la barrière d'un herbage une de ces cruches de grès brun dans lesquelles on trait les vaches. — Tiens ! dit-elle, — une cruche qui se promène toute seule là-bas ! — Dépitée de son insuccès sur les lapins, elle eut aussitôt

la triomphante idée de prendre sa revanche sur cette malheureuse cruche : elle épaula vivement son petit fusil, et tira : — Touché ! s'écria-t-elle. — Et la cruche en effet s'éparpillait en éclats pendant qu'un ruisseau de lait se répandait sur le sol. Au même instant la laitière, que nous n'avions pas vue d'abord parce qu'elle était occupée de refermer la barrière, apparut brusquement dans le chemin. C'était une petite paysanne d'une dizaine d'années dont les cheveux d'un blond pâle étaient couverts d'une espèce de béguin : — En apercevant le désastre de sa cruche, la pauvre fillette leva et baissa les bras par un mouvement de profonde consternation; puis après une pause de stupeur muette, elle fondit en larmes, en murmurant que sa mère allait la battre.

— Non! non! sois donc tranquille! lui cria Cécile, — je vais te le payer, ton lait! — Tout en parlant, elle s'était avancée d'un pas rapide, et, remarquant alors que le fond de la cruche brisée renfermait encore une assez grande quantité de lait : — Comme cela se trouve! dit-elle. J'ai une soif de loup! — Elle se pencha, enleva avec précaution ce fond de cruche, l'approcha de ses lèvres, et but le lait avidement; — puis elle s'arrêta un peu pour reprendre haleine, et voyant l'air d'admiration avec lequel nous la regardions tous, — car elle était tout à fait charmante avec son fragment de cruche à la main, — elle sourit de toutes ses fossettes :

— Un Greuze ! — dit-elle.

Après quoi elle se remit à boire. — Quand sa soif fut apaisée, il restait encore du lait dans le tesson. — Qui est-ce qui en veut? — demanda-t-elle. — M. de Valnesse le brun saisit le tesson avec enthousiasme et y mouilla ses lèvres.

— C'est vingt francs ! — dit Cécile.

Le jeune homme tira sa bourse en riant, et lui donna un louis. M. de Valnesse le blond but à son tour.

— Vingt francs ! — répéta Cécile. — A vous, commandant! dit-elle ensuite à M. d'Éblis, qui n'en revenait pas.

— Moi, mademoiselle, dit-il, je n'aime pas le lait... mais voici mes vingt francs.

Cécile mit alors les trois louis dans la main de la petite laitière blonde : — Tiens! lui dit-elle, ne pleure plus, mon amour! — et elle l'embrassa avec bruit sur les deux joues.

Nous continuâmes notre marche. Cécile était un peu soucieuse; au bout de quelques pas : — Monsieur, dit-elle au commandant d'Éblis, pourquoi n'avez-vous pas voulu boire après moi ?

— Mais, mademoiselle, j'ai eu l'honneur de vous le dire : — parce que je n'aime pas le lait.

— Ne mentez pas... c'était encore une leçon! quand nous serons à dix, nous ferons une croix, n'est-ce pas? — Au surplus, je ne

vous en veux pas! non, sérieusement, je sens que je gagne beaucoup en votre compagnie, commandant... encore quelque temps de ce régime disciplinaire, — et je serai une petite perfection!

Il y avait dans cette plaisanterie plus de vérité qu'elle ne le pense sans doute. Elle a un respect particulier pour M. d'Éblis, et elle s'observe beaucoup devant lui. Elle le consulte de l'œil, comme malgré elle, sur ses faits et gestes, et s'arrête souvent en pleine étourderie quand elle découvre sur son visage le plus léger signe de désapprobation; tout en rongeant un peu le frein, elle reconnaît son maître et lui obéit. Bref, elle subit, à un assez haut degré, comme tout le monde du reste, l'autorité de ce caractère ferme et doux, de cet esprit élevé et un peu dédaigneux. La société de M. d'Éblis, si elle pouvait en profiter avec suite, lui serait certainement très salutaire. Je ne connais que lui et moi en ce monde qui ayons cet empire sur elle. Ah! si jamais, — si jamais le rêve dont je me suis bercée venait à se réaliser, — la chère créature, entourée sans cesse de nos deux amitiés, de nos deux influences, deviendrait véritablement, comme elle le dit, une perfection, — et la plus aimable des perfections!

26 juillet.

Je suis encore toute émue, toute bouleversée d'une conversation que je viens d'avoir avec Cécile. — Sensible aux reproches qu'elle m'avait adressés l'autre jour, j'avais repris de tout cœur le cours de mes observations et de mes études sur les mérites relatifs de MM. de Valnesse. Toutes réflexions faites, ma préférence s'était arrêtée sur M. René, qui me paraît décidément d'un naturel moins léger et d'une intelligence plus cultivée que son cousin Henri. Tout à l'heure, — après le déjeuner, — j'ai dit mystérieusement à Cécile que j'avais à lui parler. — Ah! très bien! m'a-t-elle répondu assez sèchement. Et de quoi? — Mais... de ce qui t'intéresse si fort. — Rien ne m'intéresse si fort!.. enfin voyons!

Un peu surprise de ce début, je l'ai emmenée sous les sapins du parc : — Eh bien! ma chérie, lui ai-je dit, mon choix est fait!

— Ah! Tu y as mis le temps!

— Le choix en sera meilleur, ai-je repris en riant. — Je lui ai conté alors mes longues hésitations; puis je lui ai énuméré toutes les raisons qui me semblaient faire pencher la balance en faveur de M. René.

Elle m'avait écoutée d'un air singulier, les lèvres serrées, les yeux distraits, frappant çà et là les troncs d'arbres du bout de son ombrelle. Quand j'ai eu fini :

— Il y a un malheur, a-t-elle dit, c'est que moi je préfère l'autre.

— Quel autre?

— Mais, M. Henri, naturellement.

— Le malheur n'est pas grand, ma mignonne... car, ainsi que je te l'ai dit, je ne vois entre ces deux messieurs que des différences à peine saisissables, des nuances, — et dans cette égalité de convenances, de qualités et de mérites, il est bien clair que c'est ton goût personnel qui doit prononcer et l'emporter.

— Ainsi, toi, a repris Cécile, tu épouserais M. René?

— Il ne s'agit pas de moi.

— Mais enfin l'épouserais-tu, si tu étais libre de le faire ?

— Non.

— Pourquoi ?

— Parce que je ne l'aime pas.

— C'est-à-dire qu'il ne serait pas digne de toi,... mais qu'il est assez bon pour moi !

— Ma chérie, ai-je répliqué tranquillement, si tu le veux bien, nous remettrons cet entretien à un moment où tu seras de meilleure humeur.

— Non! c'est que vraiment, s'est-elle écriée en agitant son ombrelle, c'est une chose incroyable... blessante... que cette fureur que vous avez tous de vous débarrasser de moi, — mon père, ma tante... et toi enfin!.. Au reste, je ne suis pas votre esclave... on ne marie pas les filles de force... et je te le dis nettement, ma chère... comme je le dirai à mon père et à ma tante : — Je ne veux pas me marier !

— Quant à cela, ai-je dit, rien n'est plus facile, ma chère enfant.

— J'aime mieux cent fois rentrer au couvent !

— Pardon, ma chérie, ce n'est pas dans un couvent que tu devrais entrer, c'est dans une maison de santé... En attendant, je rentre, moi, dans ma chambre.

Je m'éloignais, — car ma patience, qui est grande pourtant, était à bout. — Elle m'a retenue par le bras : — Charlotte !.. ne m'abandonne pas... je suis malheureuse ! — et, suivant sa tendre manière, elle s'est jetée à mon cou en pleurant.

J'étais profondément troublée, car ce mot : — je suis malheureuse ! — avait fait jaillir dans mon esprit une lueur effrayante. — Mais enfin, ai-je murmuré à travers les caresses que je lui prodiguais, qu'est-ce qui se passe ?.. qu'as-tu ?

Elle me répondait en secouant la tête, et en balbutiant des paroles entrecoupées : — Rien... rien... je ne sais pas... je ne sais vraiment pas !..

Quand je l'ai vue un peu remise, je l'ai de nouveau pressée de questions; elle me regardait par instans fixement, comme si elle eût été sur le point de me confier quelque secret; puis elle soupirait et se taisait.

Enfin elle a pu me donner une explication telle quelle de son

émotion et de son désordre : — Tant qu'elle apercevait le mariage, m'a-t-elle dit, dans un horizon lointain, elle l'envisageait avec l'insouciance d'un enfant; mais à mesure qu'il lui apparaissait dans une perspective plus proche et plus réelle, elle en comprenait mieux le sérieux caractère, et elle reculait devant une détermination qui devait entraîner le bonheur ou le malheur de toute sa vie. Elle a conclu en me suppliant de la laisser encore réfléchir pendant quelques jours.

Je lui ai fait simplement observer qu'elle soumettait ces messieurs à un noviciat un peu long, et que, si elle restait encore quelque temps sans manifester une préférence pour l'un ou pour l'autre, on pouvait craindre de les voir partir tous deux un beau matin découragés.

— Eh bien, bon voyage! a dit Cécile.

Nous sommes rentrées, et je suis aussitôt montée chez moi; j'avais hâte de me trouver seule, pour essayer de remettre un peu d'ordre et de calme dans mes idées. — Je n'y parviens pas; ma tête et mon cœur sont affolés... Il ne m'est pas possible de me méprendre sur les sentimens de Cécile; il n'y a pas deux façons d'interpréter son indifférence toute nouvelle à l'égard de MM. de Valnesse, ses paroles, ses silences, ses pleurs... Elle aime — ou elle croit aimer M. d'Éblis. — Voilà son secret!.. Grand Dieu! est-ce possible?.. De toutes les douleurs qui peuvent m'être infligées, de toutes les afflictions que mon imagination peut concevoir, celle-ci serait assurément une des plus amères. — Une rivalité de cœur, une lutte de jalousie entre Cécile et moi!.. un combat où je devrais sacrifier ou la plus chère amitié — ou le plus cher amour! Quelle épreuve!.. et je n'ai même pas à prier le bon Dieu de me l'épargner... elle est venue... elle existe.

J'ai beau faire, j'ai beau élever ma pensée de toutes mes forces, je ne puis désirer que son amour soit partagé... je ne le puis! — Tout ce que je puis faire, — et je le ferai, — c'est d'apporter dans cette triste lutte une droiture, une loyauté irréprochable, — de ne pas dire un mot qui puisse desservir Cécile, pas un mot non plus qui puisse trop me servir moi-même, — d'attendre enfin, le cœur déchiré, mais la conscience en paix, qu'il choisisse entre nous deux... S'il me choisissait enfin, Cécile souffrirait sans doute cruellement, pauvre fille! — pourtant je le crois, — telle que je la connais, — si vive, si tendre, mais si légère, elle se consolerait... Moi, jamais!

Dès le principe, son inclination le portait plutôt vers moi que vers elle. Une femme ne se trompe pas à ces choses-là. — Ma grand'mère d'ailleurs l'a remarqué, — et puis enfin, quoique je sois bien loin de le valoir, il y a, il me semble, entre nos deux personnes,

nos deux caractères plus de rapport et d'harmonie. Depuis cette douce soirée où nous nous entendîmes si bien, je l'ai trouvé, il est vrai, plus froid, plus réservé avec moi; mais il avait quelque chose sur l'esprit. Il s'est montré aussi un peu plus occupé, ou pour mieux dire plus curieux de Cécile; mais elle l'amuse, je crois, plus qu'elle ne lui plaît... Qui sait cependant?.. Ah! ma pauvre chérie! quel mal tu me fais!

... On m'appelle pour la promenade de l'après-midi. M. d'Éblis nous accompagne. Maintenant que mes yeux sont ouverts, la moindre circonstance, le moindre détail, peuvent être une révélation décisive...

Le soir du même jour.

Il est arrivé, dans le cours de cette promenade, une aventure singulière à Cécile.

Nous sommes montés en voiture vers deux heures pour aller faire une visite au curé de Louvercy, qui nous avait préparé une partie de pêche. Son presbytère, qui touche à l'église, est situé à quelques kilomètres du château, sur le bord d'une petite rivière qui est, je pense, un affluent de l'Eure. La moitié de la bande s'est installée dans le jardin du presbytère, qui s'avance en presqu'île dans la rivière, et s'est mise en devoir de pêcher. M. d'Éblis, Mme de Chagres, son mari et moi nous sommes restés dans le cimetière, qui est un des plus jolis cimetières de village qu'on puisse voir. L'église elle-même, perdue dans les arbres, est un gracieux monument du XVe siècle, dont le porche et les fenêtres ogivales sont des bijoux de ciselure. M. d'Éblis s'était proposé de la dessiner. On nous avait apporté des chaises, et nous formions un groupe autour de lui en surveillant son travail, et en admirant aussi les jeux de la lumière sur l'eau et dans le feuillage; car la journée était magnifique. Il y a au bout du chemin qui longe le cimetière un vieux pont en bois jeté sur la rivière, et en face, de l'autre côté de l'eau, une colline rocheuse couronnée d'un panache de verdure. Nous regardions tout cela, assis sous l'ombre d'un vieil if qui dégageait, sous les feux du jour, une odeur de résine.

Nous avons bientôt vu apparaître Cécile, qui s'était vite ennuyée de la pêche, — et peut-être aussi de l'absence de M. d'Éblis. — Elle est venue rôder et voltiger comme un papillon autour de lui; puis elle s'est mise à parcourir le petit cimetière en lisant les épitaphes à demi-voix. Mais il y avait une chose qui attirait surtout son attention, et qui n'a pas tardé à l'absorber tout entière; quelqu'un était mort dans le village, et on avait creusé au milieu du cimetière une fosse qui devait être sans doute remplie le lendemain matin. Cette fosse ouverte éveillait à un degré extraordinaire l'in-

térêt de Cécile; après s'en être approchée plusieurs fois avec un mélange de curiosité et d'inquiétude, elle s'enhardit peu à peu, et voulut en voir le fond. Mais cela était difficile parce que de tous les côtés la tombe était entourée de l'amas de terre et de cailloux qu'on en avait retirés, et qui s'écroulaient sous le pied. — Cependant elle tenait à son idée; pour pouvoir se pencher sur la fosse sans danger, elle saisit fortement d'une main la cime d'un petit cyprès qui croissait sur un tertre voisin, et s'appuyant de l'autre sur son ombrelle, nous la vîmes ployer son buste frêle, et plonger dans la fosse un regard avide. — M. d'Éblis avait dressé la tête; il saisit d'un coup d'œil cette scène étrange, éclairée par le plein soleil de l'été, ce corps charmant courbé sur ce trou sinistre, ce jeune et frais visage à demi souriant, à demi terrifié: — il tourna à la hâte la feuille de son album, comme pour fixer rapidement ce souvenir sur l'autre page. — Puis se levant tout à coup: — Prenez garde, mademoiselle! — cria-t-il. — Mon Dieu! prenez garde!

Nous nous étions tous levés du même mouvement: — Le cyprès auquel Cécile se retenait d'une main avait été à moitié déraciné le matin par le travail du fossoyeur; il cédait et venait à elle; en même temps les décombres s'éboulaient sous ses pieds... Elle perdit l'équilibre, jeta ses bras en avant, poussa un cri, et disparut dans la fosse béante.

Nous courûmes pénétrés d'une impression qu'il m'est difficile de rendre. Je m'étais sentie, pour moi, comme traversée de la tête aux pieds par un éclair glacé. — Nous fûmes bientôt arrivés. — La pauvre fille s'était relevée; elle était debout au fond de cette fosse, les cheveux dénoués, immobile, tout éperdue, nous regardant avec un sourire de folle.

MM. de Valnesse étaient accourus comme nous au cri qu'elle avait poussé. Chacun émettait en désordre son avis pour la tirer de cette horrible tombe. On lui tendait les mains, mais vainement. — On sait combien ces fosses mortuaires sont profondes. — Quelques-uns de ces messieurs disaient qu'il fallait aller chercher des cordes, les autres des chaises, une échelle : Cécile cependant paraissait être dans un état d'exaltation nerveuse qui pouvait devenir dangereux en se prolongeant.

La voix calme et impérative de M. d'Éblis fit taire tout le monde; il nous écarta du geste: — Allons, mademoiselle, dit-il en riant, ne perdons pas la tête... C'est une niaiserie, cet accident... un peu de sang-froid et dans une minute vous serez sortie de là... je suis très fort en gymnastique... vous allez voir ça! Attention! laissez-moi passer les mains sous vos deux bras!.. — Il s'était agenouillé à demi sur les débris: il souleva Cécile par les épaules en lui souriant, et en l'encourageant du regard; et se redressant

lui-même peu à peu, il lui fit prendre pied sur le sol. Mais en ce moment elle défaillit, ses yeux se fermèrent, et elle demeura sans mouvement dans ses bras, pâle comme une morte, les lèvres entr'ouvertes.

— Il ne faut pas, nous dit M. d'Éblis, qu'elle se retrouve ici quand elle va revenir à elle... Je vais la porter dans ce champ de pommiers, là-bas... c'est plus gai.

Il sortit alors du cimetière, tenant toujours sur sa poitrine Cécile évanouie ; nous ouvrîmes devant lui, de l'autre côté du chemin, la barrière du champ de pommiers : à l'instant où il se baissait pour la déposer doucement sur l'herbe, elle ouvrit les yeux, le regarda deux secondes sans se rendre compte, puis se rappelant et lui souriant : ... Un père pour moi ! — murmura-t-elle. Elle referma aussitôt les yeux, et s'évanouit de nouveau.

On avait apporté de l'eau : je lui baignai les tempes; je défis un peu son corsage, et elle ne tarda pas à reprendre sa connaissance. — Un quart d'heure après, nous repartions pour le château. Pendant la route, nous affections tous de tourner l'aventure en plaisanterie, et d'en rire très haut, sans réussir tout à fait à dissiper l'impression superstitieuse qu'elle avait laissée dans l'esprit de Cécile, car, tout en essayant de rire avec nous, elle est restée très pâle et très pensive.

Peut-être cependant devra-t-elle son bonheur à ce lugubre incident. Je marchais à côté de M. d'Éblis tandis qu'il la portait dans ses bras, et j'ai pu observer l'expression de son visage penché sur cette jolie tête endormie : ce n'était pas seulement de la sympathie et de la pitié, c'était la plus tendre admiration... — Il y a sans doute dans la faiblesse même de cet être délicat qui a toujours besoin d'être protégé un attrait puissant pour une âme forte.

— Ah ! ma Cécile, — la Providence est pour toi !

30 juillet.

— Rien de bien nouveau. Cécile est de plus en plus domptée sous le joug et sous le charme de M. d'Éblis : cela est évident, et tout le monde commence à s'en apercevoir. Quant à lui, je ne sais qu'en penser. C'est une énigme. Il y a certainement dans sa manière d'être avec Cécile de la curiosité éveillée et amusée, du goût, de l'intérêt vif, de l'affection même, — mais rien, il me semble, de passionné, rien qui vaille, — si j'ose le dire, — un de ces regards que je trouvais si souvent attachés sur moi autrefois, et que maintenant encore je crois surprendre par instans. Sa voix même, en me parlant, a des troubles singuliers qu'elle n'a pas avec Cécile... — Qu'est-ce qui se passe dans ce cœur-là ?

Je me promenais ce matin dans le parc en me le demandant, et

en me le demandant, j'avoue que je pleurais un peu. Je n'ai pourtant pas les larmes très faciles. Mais cette agitation continuelle et contenue à laquelle je suis en proie, cette rivalité sourde avec ma meilleure amie, ces combats intérieurs entre ma conscience et mon devoir, entre ma malheureuse passion et mon amitié désolée, tout ce martyr, — car, c'en est un, — m'a ébranlé affreusement les nerfs. — Au détour de l'allée solitaire où je me promenais, j'ai vu subitement apparaître Mme de Louvercy; comme j'essuyais mes larmes à la hâte, Mme de Louvercy, qui avait son mouchoir à la main, m'a paru faire le même mouvement que moi. Elle aussi venait de pleurer. Elle n'a pu se remettre aussi vite que moi : — Vous me surprenez, m'a-t-elle dit, dans un de mes momens de grand découragement.

— Est-ce que M. Roger est plus souffrant, madame? ai-je demandé.

— Physiquement, non... mais son état moral me désespère... J'avais cru pendant quelques jours, depuis qu'il a consenti à prendre un peu de distraction au milieu de nous, j'avais cru à un peu d'amélioration de ce côté; mais c'était une illusion.. Je me figure même que cette rentrée dans le monde lui a fait sentir plus vivement la rigueur de ses disgrâces, qu'elle a exaspéré ses regrets, ses humiliations... vous ne pouvez le savoir, vous... mais moi j'en suis chaque jour témoin, — il a des exaltations révoltées, des fureurs d'ange déchu qui m'épouvantent comme mère, hélas! et comme chrétienne... Ah! ma chère enfant, a-t-elle ajouté en me prenant les mains, contre de telles infortunes, il n'y a que Dieu! — Et il n'y croit pas, — ou bien, ce qui est pire peut-être, il lui en veut! — Il fuit l'église comme un lépreux... Si une seule fois il priait, je sens qu'il serait apaisé, sinon consolé... Mais il ne veut pas... il m'aime bien pourtant... et jamais depuis son malheur je n'ai pu obtenir de lui qu'il priât... je me suis mise à ses genoux... il ne veut pas!..

Et la pauvre femme a laissé un libre cours à ses pleurs. Nous étions là toutes les deux à nous regarder douloureusement, trouvant je ne sais quelle consolation à rapprocher nos deux tristes cœurs.

1er août.

Cette journée comptera dans ma vie.

Comme il y a moins d'entrain au château depuis quelque temps, on n'avait arrangé aucune promenade pour aujourd'hui, chacun est resté chez soi ou dans le salon. Après avoir griffonné les lignes qui précèdent, j'ai eu l'idée de retourner dans cette allée mélancolique où j'avais rencontré Mme de Louvercy, et d'y reprendre la rêverie qu'elle avait interrompue. J'allais y entrer, quand j'ai entendu derrière moi un bruit de pas rapides; je me suis retournée, et j'ai reconnu M. d'Éblis. — Pardon, mademoiselle, m'a-t-il dit avec son

plus grand air de gravité : voulez-vous me faire l'honneur de m'accorder quelques minutes d'entretien.

Sur ces paroles, mon cœur s'est arrêté net, et quand il a recommencé à battre, la secousse a été si violente que j'ai cru sentir mon être se dissoudre... J'avais compris que le moment était venu, et que le mot de ma destinée allait être prononcé.

— Monsieur, ai-je répondu en dissimulant de mon mieux, mais fort mal, je le crains, mon émotion, — je vous écoute.

Il était très ému lui-même; il a marché d'abord en silence à mes côtés; puis il a repris : — Mademoiselle, mon indiscrétion va vous sembler grande... elle vous prouvera du moins la profonde et respectueuse confiance que vous m'inspirez, puisque je veux faire dépendre de vous le bonheur ou le malheur de mon existence... Mieux que personne au monde, mademoiselle, vous êtes en situation de bien connaître Mlle Cécile de Stèle... vous êtes amies d'enfance... vous avez été compagnes au couvent, n'est-il pas vrai?

— Oui, monsieur.

— Vous avez pu étudier et juger à fond son caractère, son esprit... Avant de lui offrir ma main, de lui consacrer ma vie, puis-je vous demander ce que vous pensez d'elle?

— Tout le bien possible.

— Vous sentez, n'est-ce pas, mademoiselle, qu'il n'y a rien de banal dans mes questions... je vous en conjure, qu'il n'y ait rien de banal dans vos réponses... Mlle de Stèle est une jeune fille fort attrayante, cela se voit assez... pleine de grâce et de distinction... brillante et spirituelle, je sais tout cela... Mais son caractère est un peu bizarre : il m'étonne... il m'effraie même un peu, je vous l'avoue... eh bien, je vous le demande, à vous qui avez dû en pénétrer tous les mystères, que peut-on en espérer ou en redouter?

— Cécile, monsieur, n'a jamais connu sa mère... elle a été élevée par son père, dont elle est l'enfant unique et qui l'a un peu et même beaucoup gâtée... Voilà l'explication des inégalités d'humeur, des bizarreries, des caprices qui ont pu vous frapper. Mais son naturel est excellent : elle est la plus tendre, la plus sûre et la plus dévouée des amies; elle sera la plus tendre, la plus sûre et la plus dévouée des femmes, — à une condition pourtant, — c'est qu'elle sera bien guidée et qu'elle aimera son guide.

— Je vous demande pardon mille fois, a-t-il repris, mais croyez-vous qu'elle puisse aimer un homme d'un caractère aussi différent du sien que je puis l'être par exemple, un homme dont le sérieux presque sévère forme un si fort contraste avec sa légèreté, — au moins apparente... Vous ne répondez pas?

— C'est que je cherche mes mots,... mais non ma pensée; car ma pensée n'hésite pas... Je crois donc, monsieur, que, s'il y a un

homme précisément qui puisse attacher Cécile, la réformer dans ses petits défauts, développer encore ses grandes qualités, en faire enfin une femme honnête, fidèle et heureuse, c'est vous.

Il s'est incliné profondément, — puis après une pause : — Enfin... vous l'aimez beaucoup, n'est-ce pas?

— Beaucoup.

— C'est un grand éloge... Je vous remercie, mademoiselle... je la reçois avec une absolue confiance de votre main.

Nous nous étions rapprochés du château : il en a repris le chemin après m'avoir encore remerciée et saluée du geste et du regard; pour moi, dès qu'il a été loin de ma vue, je me suis assise sur un des bancs de l'allée, car, après m'être soutenue pendant cet entretien par un effort de courage et de fierté, je sentais la terre se dérober sous moi.

Tout était dit : dès cet instant, ma pauvre vie était manquée; mon cœur de vingt ans portait une blessure qui ne se fermera pas.

Mais comment comprendre de la part d'un homme d'honneur, d'un homme de goût, une démarche semblable? par quelle inspiration secrète, par quel raffinement barbare a-t-elle pu lui être dictée? Il m'est impossible de le concevoir.

— A-t-il eu quelque conscience du supplice horrible qu'il m'infligeait? Je ne sais, cela s'est passé ainsi, voilà tout.

Dès ses premières paroles, dès le premier coup reçu, je n'ai plus eu qu'une seule préoccupation, c'était de sauver à ses yeux ma dignité de femme et aussi de dominer le mouvement de basse jalousie qui eût pu me pousser à calomnier Cécile. Peut-être cette préoccupation a-t-elle été excessive, et m'a-t-elle entraînée dans l'éloge au-delà même de ma pensée et de la vérité. Mais l'excès dans ce sens valait mieux que dans l'autre.

Cependant je n'étais pas au bout de mes épreuves de la journée. — Dès que j'ai pu me tenir sur mes pieds, je me suis remise en marche pour essayer de calmer mon agitation. J'allais devant moi sans savoir où... Je traversais une des principales avenues du parc quand un bruit de roues m'a fait retourner. C'était M. Roger de Louvercy dans son panier. Il était seul, car, malgré les supplications de sa mère, il refuse le plus souvent d'emmener son domestique, suivant sa manie de repousser tout secours étranger à moins de nécessité absolue.

Il allait grand train, à sa mode ordinaire : en m'apercevant, il a ralenti avec difficulté le pas de son cheval, qui est fort vif, puis, l'arrêtant tout en l'air à deux pas de moi : — Vous ne voulez pas vous promener, mademoiselle? m'a-t-il dit avec son sourire toujours un peu amer et ironique.

— Non... je vous remercie bien.

— Est-ce mon cheval qui vous fait peur, ou moi ?

— Ni l'un ni l'autre.

— Eh bien, en ce cas, accordez-moi le plaisir de votre compagnie.

— Il me semble, ai-je dit, que cela ne serait pas très convenable.

— Oh! convenable!.. a-t-il répondu en secouant la tête : — Hélas! avec moi tout est convenable!... D'ailleurs nous ne sortirons pas de nos bois... Allons! vous ne voulez pas... Je vous fais horreur décidément!

J'ai vu redoubler la pâleur et la tristesse habituelles de son visage: j'ai été prise d'un sentiment de pitié, et puis en ce moment toute espèce de diversion était la bienvenue, enfin j'avais la tête à demi égarée, et tout m'était égal.

— S'il ne s'agit, ai-je dit, que d'une promenade dans le parc, je veux bien.

Je suis alors montée dans le panier, non sans m'y reprendre à deux fois, car le cheval, un pur sang d'un noir de jais, s'agitait beaucoup, et M. de Louvercy avait grand'peine à le maintenir de sa main unique. Nous sommes aussitôt partis d'une allure très rapide. — Au bout de quelques pas : — Vous avez manqué votre vocation, mademoiselle ! m'a dit en riant M. de Louvercy.

— Comment cela ?

— Vous étiez née pour être sœur de charité... Il y en avait une dans l'hôpital d'Orléans, pendant que j'y étais, qui vous ressemblait un peu... Cela m'a saisi la première fois que je vous ai vue... Moins belle pourtant... est-ce que vous êtes d'origine créole ?

— Non; je suis Parisienne... Et elle vous a bien soigné, cette sœur?

— Trop bien ! m'a-t-il répondu avec un soupir.

— Pourquoi trop bien ?

— A quoi bon me conserver une vie qui ne pouvait plus être qu'un fardeau pour moi-même et pour les autres ?

— Voulez-vous me permettre de vous dire, monsieur, que vous me semblez un peu injuste envers la Providence ? Elle vous a cruellement frappé sans doute, mais n'êtes-vous pas trop insensible aux consolations qu'elle vous a laissées et qui font défaut à tant d'autres malheureux ?

— Quelles consolations, mademoiselle, je vous prie ?

— Mais, votre mère d'abord, son incomparable tendresse, — puis aussi les soins d'une amitié si dévouée et si rare... enfin l'étude, le loisir de vous y livrer, les joies qu'elle donne, la considération qu'elle promet...

— Oui, a-t-il répliqué amèrement, tout cela peut empêcher qu'on ne devienne fou... mais c'est tout! et encore il y a des momens où je crois l'être... où je le suis!

Il a gardé le silence pendant quelques secondes, secouant les guides comme par distraction et tourmentant la bouche de son cheval qui n'avait pas besoin d'être excité. Il n'a pas paru s'apercevoir d'abord que la bête s'impatientait et gagnait à la main, — et il a repris : — Vous avez vu d'Éblis ce matin?

— Oui. Il me quittait quand vous m'avez rencontrée.

— Ah!... — quel brave homme, n'est-ce pas ?

Je répondais : Oui — d'un simple signe de tête; il m'a regardée : — Vous êtes bien pâle, mademoiselle... je l'avais déjà remarqué... est-ce que vous êtes souffrante ?

— Non.

Il a eu sur les lèvres un méchant sourire, et, comme s'il l'eût fait exprès, il a de nouveau secoué les guides sur les reins du cheval, qui s'est décidément affolé... Nous étions emportés. Le cheval, dans sa course furieuse et désordonnée, a failli nous briser contre les barres de l'avenue, a tourné violemment sur sa droite, et s'est lancé à toute vitesse sur un chemin public qui aboutit, je ne l'ignorais pas, à un lavoir ménagé sur le bord de la rivière, très escarpée en cet endroit.

M. de Louvercy essayait de calmer son cheval de la main et de la voix ; mais il n'y réussissait pas : nous courions toujours comme le vent ; les arbres défilaient comme des visions ; j'éprouvais une sorte de vertige. — Nous touchions à l'extrémité du chemin, et nous apercevions déjà les miroitemens du soleil dans l'eau.

M. de Louvercy s'est tourné vers moi : — Mademoiselle Charlotte, m'a-t-il dit froidement, avec ce regard farouche qu'il a dans ses mauvaises heures, — tenez-vous beaucoup à la vie?

En vérité non, je n'y tenais pas beaucoup. Un simple mouvement de mes sourcils le lui a dit.

— C'est égal, a-t-il repris, ce serait dommage!

Je ne sais s'il a pour dompter son cheval un secret qu'il n'avait pas voulu employer jusque-là : mais presque aussitôt, sur quelques paroles accompagnées de légers mouvemens de main, cette bête s'est apaisée; elle s'est mise à une allure raisonnable, et nous avons pu, avant d'avoir atteint la rivière, nous engager dans l'embranchement d'un autre chemin.

M. de Louvercy, dont j'avais, malgré tout, admiré le sang-froid, — car nous avions certainement couru danger de mort, — m'a dit alors tranquillement : — Que je ne tienne pas à la vie, moi, cela se comprend trop... mais vous ! C'est un mystère!

— C'est un mystère, ai-je répété en souriant.

— Chagrins d'amour? a-t-il repris d'un ton d'ironie sombre, — et après une pause : — si belle... et dédaignée, — ce serait étrange!

— Monsieur, lui ai-je dit très vivement, votre malheur vous

donne de grands priviléges : il ne vous donne pourtant pas, je suppose, celui d'offenser une femme.

— Ne vous ai-je pas dit que j'étais fou ?

— Je le vois, monsieur ; mais il fallait me prévenir.

Il s'est tu longtemps. Il mordait ses lèvres avec tant de force que j'en ai vu jaillir une goutte de sang. — Enfin il a repris d'une voix très émue : — Mademoiselle, je suis indigne de l'honneur que vous m'avez fait... je le reconnais, et je vous prie humblement de me pardonner.

— C'est bien, monsieur... Si nous retournions ?

Nous étions alors assez loin dans la campagne ; car j'apercevais à travers les arbres la petite église de Louvercy.

— Retournons ! a-t-il dit tristement. Mais, mon Dieu, rentrerons-nous fâchés, ennemis ?.. Voyons, mademoiselle... y a-t-il quelque chose au monde qu'un pauvre misérable comme moi puisse faire pour vous prouver son profond respect, et pour effacer le souvenir d'une parole odieuse ?

Une idée soudaine m'est venue : je me suis rappelé ce que Mme de Louvercy m'avait dit le matin de la douleur que lui causait l'espèce d'impiété révoltée de son fils... Je voyais la petite église tout près de nous...

— Oui, lui ai-je dit tout à coup, vous pouvez faire une chose qui vous rendra mon estime et qui vous vaudra même mon amitié... voilà l'église là-bas... — venez-y prier avec moi.

Ses sourcils se sont subitement contractés, et d'une voix assez douce pourtant :

— Ma mère vous a parlé ?

— Oui.

— Vous le voulez ?

— Oui.

— Allons !

Peu de minutes après, nous arrivions sous le jardin du presbytère qui est contigu à l'église. Le domestique du curé, qui travaillait dans le jardin, a levé la tête au bruit ; M. de Louvercy l'a appelé et l'a prié de tenir son cheval. Je suis descendue et je l'ai aidé lui-même à descendre. Puis nous sommes entrés dans le cimetière, et nous avons franchi le porche ogival, à la vive surprise du domestique, qui n'a pas coutume de voir M. Roger dans ces parages.

L'intérieur de l'église est fort simple ; une petite nef blanche et nue. — Je précédais M. de Louvercy, dont la béquille résonnait sur les dalles et sous la voûte. Nous avons gagné entre deux rangs de chaises la place réservée à Mme de Louvercy. Je lui ai indiqué une chaise basse couverte d'un coussin, et je lui ai dit à demi-

voix : — Le prie-Dieu de votre mère. — Puis je l'ai soutenu par le bras pendant qu'il s'y agenouillait; il se laissait faire comme un enfant. Il s'est accoudé la tête dans sa main, et je me suis agenouillée à côté de lui. — Pendant que je priais pour nous deux de toute mon âme, son cœur a éclaté, et je l'ai entendu pleurer à sanglots.

Quand nous nous sommes relevés, me montrant son visage inondé de larmes :

— Voyez, m'a-t-il dit, ce que vous faites faire à un soldat!

— Aussi vous êtes pardonné! lui ai-je répondu en lui tendant la main.

Nous sommes repartis aussitôt, toujours d'un grand train, mais sans folie. Son émotion calmée, il est devenu presque gai, et s'est mis à interpeller les paysans que nous rencontrions çà et là sur la route, s'informant de leurs affaires, et me contant leur histoire avec intérêt. Je savais déjà au reste que sa misanthropie ne l'empêchait pas de faire beaucoup de bien dans le pays, où il est aimé.

Nous venions d'entrer dans le parc quand nous avons aperçu au détour d'une allée trois personnes marchant lentement devant nous : c'étaient Mme de Louvercy, M. d'Éblis et Cécile. — Ils ont paru fort surpris de me voir en la compagnie de M. Roger. — Ma mère, s'est-il écrié en riant, j'ai cru enlever Mlle d'Erra, et c'est elle qui m'a enlevé... et savez-vous où elle m'a conduit?.. Non!.. vous ne vous en doutez pas... Allons, je veux lui laisser le plaisir de vous l'apprendre!

J'ai sauté à terre : j'ai pris à part Mme de Louvercy, qui semblait de plus en plus intriguée, et je lui ai dit à l'oreille : — Je l'ai mené à l'église... il a prié!

Elle a poussé un cri, et me serrant sur son cœur avec une sorte de violence :

— Ah! ma chère... chère enfant! — Et après une pause et un long soupir :

— J'ai donc tous les bonheurs à la fois... car, vous savez?.. Cécile... — et elle me l'a montrée près de M. d'Éblis.

— Oui, je sais, ai-je dit.

— Qui aurait jamais pensé qu'elle fît un choix aussi sage, et que lui, de son côté... enfin Dieu a ses jours!

Cécile cependant m'avait pris le bras, et elle a dit à sa tante d'un ton suppliant : — Laissez-moi seule avec elle!

Mme de Louvercy et M. d'Éblis se sont alors éloignés doucement en causant avec M. Roger, qui avait mis son cheval au pas. — Cécile m'a entraînée et m'a fait entrer avec elle, en suivant un court sentier tournant, dans une partie très retirée du parc qu'on nomme l'Ermitage. La tradition du pays veut qu'il y ait eu autrefois en ce

lieu une habitation d'ermite dont on croit retrouver les traces dans quelques débris de maçonnerie à demi recouverts aujourd'hui par un tertre gazonné. La seule ruine à peu près intacte est un très petit et très vieil édifice en forme d'arche cintrée, sous l'abri duquel jaillit dans une étroite citerne la source du ruisseau qui traverse le bois. Il y a là un terrain assez vaste qui paraît avoir été le jardin de l'habitation détruite, et qui forme aujourd'hui une clairière aplanie, une sorte de promenoir dans lequel on a conservé çà et là des groupes d'arbres de haute futaie. C'est un site d'un aspect singulièrement doux et sauvage, une espèce de vallon sacré, de solitude gracieuse, qui fait rêver à ces coins de paysage où l'on place, auprès de quelque fontaine antique, des scènes de nymphes et de bergers.

Cécile m'y a conduite en silence : puis me regardant avec une tendresse inquiète et me sautant au cou tout en larmes : — Ah! s'est-elle écriée, je te le vole!.. je te le vole!

J'ai mêlé mes larmes aux siennes, en lui rendant ses caresses et en murmurant : — Quelle folie!.. à quoi vas-tu penser?.. Ne gâte donc pas ton bonheur à plaisir!

— Tu as été si bonne pour moi, a-t-elle poursuivi en pleurant, si généreuse... il me l'a dit... Ah! c'était toi seule qui étais digne de lui... toi seule!.. Tu ne l'aimais pas trop, dis?

— Mais, non, ma chérie... sois donc tranquille... de la sympathie seulement!

— Moi, je l'adore!.. Écoute... c'est ici, dans cet endroit charmant, qu'il m'a dit qu'il m'aimait... qu'il m'a demandé si je voulais être sa femme... c'est ici que je voudrais être enterrée quand je mourrai... crois-tu que ce soit possible?

— Je ne sais pas, ma mignonne... mais tu dis des choses absurdes, tu sais?

— C'est que je suis un peu folle, vraiment?.. Mais sera-t-il heureux avec moi... le crois-tu?.. je voudrais tant qu'il fût heureux!

— Il sera heureux, ma chérie.

... Enfin rien ne m'a été épargné. — J'abrège ce récit, car le cœur me manque.

Que vais-je faire maintenant? — Je verrai demain... Je consulterai ma grand'mère. Je suis décidée à tout lui dire.

2 août.

Ma grand'mère a appris hier soir, comme tout le château, le grand événement des fiançailles de Cécile. Quoique certainement contrariée et même indignée au suprême degré, elle a reçu la nouvelle avec un calme, une sérénité, un sourire, qui m'ont été d'un bon exemple. — Elle m'a dit simplement en me quittant sur l'escalier :

— Il a un drôle de goût, ce monsieur!

Ce matin elle m'a prévenue, et elle est entrée chez moi comme je m'éveillais d'un bien court sommeil. — Après m'avoir embrassée en me serrant fortement la main : — Ma belle mignonne, m'a-t-elle dit, M[mes] de Sauves et de Chagres viennent de m'annoncer qu'elles partent aujourd'hui avec leurs frères... Eh bien, je te déclare que je trouve leur conduite ridicule... C'est avouer son désappointement... son dépit... c'est mesquin... c'est misérable !.. Nous sommes plus fières que cela, n'est-ce pas, chère petite?

— Oui, grand'mère.

— Nous savons souffrir dignement, nous autres, et, quoique ce soit fort ennuyeux, nous resterons encore ici quinze jours ou trois semaines pour sauver l'honneur... Du moins c'est mon avis... T'en sens-tu le courage?

— Je tâcherai.

— D'ailleurs, ma chère petite, la fuite en pareil cas n'est pas plus raisonnable qu'elle n'est honorable... Il vaut mieux s'habituer aux choses, les regarder en face, en user l'impression... tu ne penses pas?

— Je ne sais pas encore.

— Enfin, tu verras... Si cela dépasse tes forces, nous partirons... Je te demande pardon, mon enfant, si je brusque un peu ton chagrin — au lieu de m'attendrir avec toi... c'est plus sage, vois-tu... il ne faut jamais caresser sa douleur... embrasse-moi... je t'aime bien! — Et elle s'est sauvée chez elle pour s'attendrir toute seule, je crois.

Quant au résultat de mes méditations de la nuit, le voici : J'ai si souvent entendu dans le monde tourner en risée les amours éternels et traiter de fabuleuse la constance du cœur, surtout chez mon sexe, que j'éprouve un peu de scrupule à me croire sous ce rapport une exception : il m'est cependant impossible d'imaginer que mon cœur, à moi, s'ouvre jamais, même dans le plus lointain avenir, à un sentiment qui en chasse celui que j'y avais admis : à tort ou à raison, je suis persuadée que j'aimerai toujours l'homme que j'ai aimé une fois de toute ma passion, de toute ma raison, de toute la puissance de mon être et de ma vie. Il ne m'est pas même possible d'imaginer qu'avec un tel sentiment dans le cœur je puisse jamais m'unir à un autre. A moins donc qu'il ne se produise en moi un changement bien grand que je n'attends pas et que je ne souhaite pas, je ne me marierai jamais. Tant que ma grand'mère me restera, je vivrai près d'elle et pour elle. Si je lui survis, je rentrerai dans le couvent où j'ai passé ma jeunesse, et je n'en sortirai plus. Je sens que je n'y serai pas trop malheureuse : j'y porterai sans doute d'amers regrets, mais j'y trouverai des consolations. A part même la poésie du cloître et la familiarité si douce des

choses divines, j'y trouverai dans mes humbles fonctions d'institutrice l'illusion du dévoûment maternel, puisque je n'en dois connaître que l'illusion. Ce que j'ai fait autrefois pour Cécile, je le ferai pour d'autres, et ce sera ma famille.

Ceci réglé pour l'avenir, je me conformerai pour le présent aux intentions de ma grand'mère : sa fierté est d'accord avec la mienne. Je rougirais de manifester par un brusque départ un dépit humiliant. Je souffrirai beaucoup sans doute; mais j'ai épuisé, je crois, dans la journée d'hier, tout ce qu'on peut souffrir en ce genre.

8 août.

Ma grand'mère a eu aujourd'hui avec Mme de Louvercy une longue conférence dont je ne puis absolument d viner le sujet, et qui paraît avoir eu pour résultat de modifier nos projets. Au lieu de partir dans quinze jours, nous partons demain. Elle vient de m'en prévenir, en alléguant que nous avions assez fait pour notre dignité. Elle avait le front très soucieux, et Mme de Louvercy, quand je l'ai vue sortir de la chambre de ma grand'mère, avait le visage décomposé. Il ne s'est cependant rien passé de blessant entre elles; leur attitude mutuelle le prouve : elle est affectueuse et même tendre, quoique empreinte d'une tristesse particulière. Je renonce à pénétrer ce nouveau mystère, qui me préoccupe assez peu. L'important pour moi, c'est que nous nous en allions. J'avais, je l'avoue, trop présumé de mon courage, il était à bout. — Le départ des Valnesse et de leurs sœurs me laissait le plus souvent seule en présence des deux fiancés; j'étais le témoin souriant de leurs tête-à-tête, de leurs amours, de leur bonheur, — le témoin souriant et désespéré. La jalousie est une douleur d'une complication affreuse; elle ne déchire pas seulement le cœur, elle le dégrade. On ne se sent pas seulement torturé, on se sent avili. La blessure n'est pas franche, elle n'est pas saine; l'orgueil ulcéré, l'envie, la haine s'y mêlent, l'enveniment et la souillent. Il n'y a pas une âme passionnée, je suppose, qui ne soit, à quelque heure maudite, capable de ces indignes sentimens; le mérite n'est pas d'en être incapable, mais de les détester et de les vaincre. — C'est ce que j'essayais de faire, avec l'aide de Dieu. Mais je suis heureuse de partir.

J'ai promis à Cécile de revenir pour son mariage, si elle se mariait ici, mais je pense que la cérémonie doit avoir lieu à Paris, et je préfère beaucoup cela.

M. de Louvercy n'a pas assisté ce matin à notre déjeuner. Il ne viendra pas dîner ce soir. Il est, paraît-il, assez sérieusement souffrant. Je remarquais en effet, depuis quelques jours, qu'il avait l'air plus languissant et plus maladif que de coutume. Je regrette de partir sans l'avoir revu. Je ne le reverrai probablement jamais,

car il ne quitte pas Louvercy, et j'espère bien n'y jamais revenir. — Pauvre garçon! je lui saurai toujours gré de ce qu'il a fait pour moi.

9 août.

Quelle nuit !

La surveillance de nos emballages m'avait tenue sur pied jusqu'à une heure du matin. J'avais depuis un moment renvoyé ma femme de chambre, et je commençais à me défaire, quand j'ai cru entendre une porte s'ouvrir discrètement sur le palier en face de la mienne, puis un léger bruit de pas, des craquemens de boiseries, et des froissemens d'étoffes sur les marches; quelqu'un descendait l'escalier avec mystère. Surprise et agitée par je ne sais quelle crainte vague, j'ai entr'ouvert doucement ma porte, et j'ai vu une faible lueur au bas de l'escalier; en même temps un murmure de paroles entrecoupées, et, à ce qu'il m'a semblé, de gémissemens étouffés, montait jusqu'à moi. Je me suis penchée sur la rampe et j'ai pu reconnaître Mme de Louvercy arrêtée sur le palier du rez-de-chaussée, un bougeoir à la main; elle avait le front appuyé contre la porte de l'appartement de son fils, et prêtait l'oreille attentivement. — Tout à coup elle a ouvert cette porte avec une extrême précaution, et s'est glissée dans l'appartement.

J'étais là, inquiète et haletante, depuis deux ou trois minutes, quand un cri de femme, un cri aigu, douloureux, s'est fait entendre dans le grand silence de la nuit. — Je me suis précipitée, j'ai descendu l'escalier follement, et je me suis trouvée devant la porte que Mme de Louvercy avait laissée entr'ouverte. Elle donne dans une sorte de cabinet de travail qui précède la chambre de M. Roger. Ce cabinet était plongé dans les ténèbres, mais quelques rayons de lumière y pénétraient à travers la portière qui le sépare de la chambre voisine. — Je prêtais l'oreille à mon tour avec angoisse, et mon cœur battait à coups pressés dans ma poitrine; Mme de Louvercy était entrée dans la chambre, elle sanglotait, et sa voix s'élevait par intervalles avec des accens de supplication désespérés. — Aucune voix ne lui répondait. — J'ai été prise d'une terreur mortelle; j'ai cru que quelque malheur était arrivé... J'ai fait presque sans y penser quelques pas dans le cabinet, et j'ai soulevé sans bruit un coin de la portière. — En face de moi, j'ai vu M. Roger de Louvercy assis dans un fauteuil près d'une table; il avait l'immobilité et la pâleur d'un spectre, et il regardait d'un œil fixe, sans parler, sa malheureuse mère qui était prosternée devant lui les mains jointes, et battant de son front les genoux de son fils. — J'ai pu voir aussi sur la table une grande lettre cachetée de cire, et tout auprès une de ces boîtes oblongues en palissandre où l'on enferme les pistolets de prix. — Enfin M. Roger a murmuré sour-

dement d'un ton irrité : — Jean aurait mieux fait de se taire !.. (Jean est son ancien soldat qui est aujourd'hui son domestique de confiance.)

— Oh ! je t'en prie !.. a répondu Mme de Louvercy à travers ses sanglots : et moi ne suis-je donc rien... rien pour toi, mon Dieu !

Il a encore hésité ; puis je l'ai vu se courber, prendre le front de sa mère et le baiser. — Pardon ! — a-t-il dit. — Cette heure de folie est passée... bien passée, je vous le promets !

— Tu me le promets... tu me le promets vraiment, mon enfant chéri ?

— Je vous le promets... seulement qu'elle parte... je vous en supplie ! que je ne la revoie pas... n'est-ce pas ?

— Oui... oui... c'est convenu, tu sais... elle part demain... ce matin même !

— Et qu'elle ignore toujours cela !

— Toujours, oui !

— Eh bien, allez, ma mère, et reposez en paix... Pardon encore... allez en paix... vous avez ma parole... je vous le jure... je vous le jure !.. Emportez ces armes, si vous voulez !

Pendant qu'ils se tenaient embrassés, je suis sortie à la hâte ; j'ai gravi l'escalier et je suis rentrée chez moi. — J'y ai passé le reste de la nuit dans d'étranges réflexions.

Dès que le jour a paru, je suis allée chez ma grand'mère et j'ai eu avec elle un long entretien. Elle a pu m'apprendre alors pour quelle raison Mme de Louvercy l'avait priée d'avancer notre départ ; mais c'était inutile : depuis un moment, je le savais.

Je vais dormir un peu, et puis je reprendrai.

Même jour.

La résolution que j'ai prise cette nuit a été très longtemps et très vivement combattue par ma grand'mère. — Ma chérie, m'a-t-elle dit, tu sais qu'en principe je ne hais pas le romanesque ;... mais ceci l'est vraiment trop !.. A ton âge, avec ta figure, ta tournure, ton éducation, ta fortune, — épouser un invalide, certainement c'est très beau, très généreux, très poétique, mais franchement cela dépasse un peu la mesure !.. Et encore permets, ma chère enfant, si tu prenais une détermination semblable en temps ordinaire, en toute liberté d'esprit et de cœur, avec calme et sang-froid, en pleine possession de toi-même enfin... à la bonne heure ! — Mais ce n'est pas cela... Tu viens d'éprouver un désenchantement, une déception très sensible... mon Dieu ! par parenthèse, je ne comprendrai jamais ce qui a pu se passer dans la cervelle de ce monsieur-là !.. quoi qu'il en soit, ma charmante, tu es dans un de ces états de l'âme où s'engendrent les fausses vocations... il faut donc

te défier beaucoup d'un premier mouvement d'enthousiasme qui peut n'être qu'un mouvement de désespoir... Au moins attendons... attendons quelques mois... laissons le temps passer sur cette idée-là... si elle se confirme, si elle se consolide, eh bien, on verra!.. Mais je ne ferais vraiment pas mon devoir si je te permettais de t'engager dans une pareille aventure sous le coup de ton chagrin de cœur, sous le coup aussi de l'émotion que t'a causée la scène tragique de cette nuit!

Telles ont été, en bref résumé, les objections de ma grand'-mère; je les ai combattues à mon tour de toute ma conviction et de toute mon éloquence : — Sans doute j'étais un peu romanesque; mais elle-même n'avait-elle pas encouragé en moi ces dispositions? Ne me les avait-elle pas recommandées comme des garanties de dignité et même de bonheur?.. Sans doute j'avais le cœur malade et brisé; mais ce cœur malade n'avait-il pas précisément besoin pour se relever et se soutenir de la diversion d'un grand devoir, d'un généreux dévoûment? Ne devait-il pas trouver uniquement dans le bonheur des autres la consolation et l'oubli de son propre bonheur perdu?.. — Je ne lui ai pas caché l'intention formelle où j'étais d'entrer un jour au couvent, si jamais j'avais le malheur de me trouver seule au monde; dévoûment pour dévoûment, celui dont l'occasion se présentait à moi n'avait-il pas un caractère plus élevé, plus pieux, plus attachant, moins égoïste enfin, que le simple renoncement au monde et l'abnégation un peu banale de l'institutrice?.. — Quant à attendre, ce serait hasarder peut-être tout le mérite et tout le bienfait de mon action; qui sait si dans l'intervalle ce malheureux jeune homme ne retomberait pas dans un de ces accès de désespoir auxquels je venais de le voir en proie, si sa mère serait comme cette fois avertie à temps, s'il n'y succomberait pas?.. Ce qu'il y avait de certain du moins, c'est qu'attendre ce serait me faire perdre, à moi, la meilleure partie de ma récompense, la joie que je me promettais de voir ces pauvres gens passer soudain de l'excès de la douleur à un bonheur inespéré, d'en être la cause, de descendre tout à coup dans leur vie sombre comme un ange de lumière... que cette seule minute de mon existence jetterait sur le passé, sur le présent, sur l'avenir, un apaisement, un charme et une consolation infinis!

Ma chère grand'mère, tout en pleurant beaucoup, a bien voulu se rendre à mes raisons. — Hélas! ma pauvre fillette, a-t-elle murmuré pour conclure, le monde dira que nous sommes deux folles!

— Ce sont, ai-je dit, des folies que Dieu doit bénir.

— J'en conviens, a dit ma grand'mère; — mais il y a maintenant une autre difficulté qui me saute aux yeux.

— Ah! mon Dieu, laquelle?

— Comment allons-nous nous y prendre avec les Louvercy?.. Je dois rendre justice à la pauvre mère; en me confiant la malheureuse passion de son fils, elle n'a pas paru admettre un instant la supposition, — vraiment inimaginable d'ailleurs, — d'un mariage entre vous deux; le jeune homme très évidemment ne l'admet pas davantage... et ça fait honneur à son bon sens... mais alors... quoi?.. Il va donc falloir s'offrir, se jeter dans leurs bras, sans dire gare?.. C'est impossible, ma fille... c'est tout à fait incorrect!

— Mais, grand'mère, puisque nous sommes sûrs qu'ils ne me refuseront pas?

— Ah! bon! il ne manquerait plus que cela!.. Enfin, c'est une négociation très délicate, très délicate!

— Voulez-vous m'en charger, grand'mère?

— Ah! mon Dieu, pourquoi pas?... quand on prend du galon, on n'en saurait trop prendre!.. Puisque nous sommes dans les irrégularités jusqu'au cou, une de plus, une de moins... c'est indifférent!.. Mais enfin pourtant, j'imagine que tu vas d'abord t'adresser à la mère?

— Bien entendu! ai-je dit.

... C'est pourquoi je viens de faire demander un moment d'entretien à Mme de Louvercy, et dans quelques minutes je serai chez elle.

Même jour.

Mme de Louvercy était chez son fils quand on lui a transmis mon message. Elle est aussitôt montée chez moi. Son visage, un des plus nobles que je connaisse, était encore tout pâle et comme meurtri des terribles émotions de la nuit : elle m'a souri pourtant, mais d'un air distrait comme une femme dont la pensée était à mille lieues de la surprise que je lui préparais. — Ma chère enfant, m'a-t-elle dit, vous voulez me faire vos adieux... vous êtes aimable... je suis bien aise moi-même de vous faire les miens sans témoins pour mieux vous dire combien je vous regretterai, combien je vous remercie d'avoir été si obligeante... si compatissante... pour nous tous.

Elle m'avait pris les mains en parlant : — elle a vu que j'étais extrêmement troublée, et a senti que je tremblais. — Ses traits défaits se sont comme tendus tout à coup, et ses yeux ont cherché les miens avec une expression d'étonnement et de vague soupçon.

— Madame, ai-je dit en balbutiant un peu, j'ai un pardon à vous demander... j'ai été bien indiscrète la nuit dernière...

Elle m'a regardée avec une fixité plus intense et plus profonde.

— Je vous ai entendue passer... puis j'ai entendu vos pleurs... j'ai craint que vous n'eussiez besoin de secours... je suis descendue...

— Vous savez tout! s'est-elle écriée toute tremblante à son tour.

— Je sais tout... oui, — je suis profondément touchée des sentimens que j'ai inspirés à votre fils, très touchée aussi de son infortune... enfin, madame... — et je me suis rapprochée d'elle tout doucement, — voulez-vous que je sois votre fille?

Tout son corps a frémi d'une secousse soudaine : ses yeux dilatés, stupéfaits, presque égarés, demeuraient attachés sur les miens : ses lèvres entr'ouvertes étaient agitées de faibles convulsions. — Elle a murmuré tout bas : — Non! ce n'est pas possible!...

— Voulez-vous de moi pour votre fille? ai-je repris en lui souriant.

— Ah!.. — quel cri elle a jeté! quel cri de mère... d'heureuse mère!

Je ne sais plus trop ce qui s'est passé dans les minutes qui ont suivi. J'avais à demi perdu le sens, elle aussi. Elle me serrait, m'embrassait, m'étouffait, m'appelait des noms les plus tendres, priant, pleurant, nous mêlant Dieu et moi dans ses élans de reconnaissance... — Ah! quel bon moment!

Dès qu'elle a pu se retrouver, se reconnaître un peu : — Mais mon Dieu!.. et votre grand'mère? a-t-elle demandé avec anxiété.

— Elle consent.

— Ah! venons chez elle. — Elle m'a entraînée chez ma grand'mère. Après les premiers transports, qui ont été très vifs de part et d'autre, ma grand'mère a fait observer qu'avant de nous y abandonner davantage, il serait peut-être bon de sonder les intentions de M. Roger. — Ah! Dieu! s'est écriée Mme de Louvercy : mon pauvre garçon! Tout ce que je demande c'est qu'il ne meure pas de joie... mais je ne veux pas lui faire attendre plus longtemps ce bonheur-là!.. — Et se voyant tout à coup dans la glace avec ses beaux cheveux blancs tout dénoués et en désordre : — Comme je suis faite!.. Il va me croire folle! — Elle a un peu lissé ses cheveux, et s'est dirigée vers la porte du pas leste et délibéré d'une jeune fille : en réalité l'éclat de ses yeux, l'épanouissement de son visage, semblaient l'avoir subitement rajeunie de dix ans. — A l'instant de sortir, elle s'est arrêtée, et se retournant : — Il ne me croira pas... — a-t-elle dit, — véritablement il ne me croira pas!.. et elle me regardait timidement. — J'avoue que je mourais d'envie de l'accompagner.

Ma grand'mère, emportée par l'enthousiasme du moment, m'a poussée par les épaules : — Oh! mon Dieu! vas-y, ma chère... puisque nous nageons en pleine incorrection... vas-y!

Mme de Louvercy a passé mon bras sous le sien, et m'a emmenée presque en courant. — Pendant que nous descendions l'escalier : Quel contraste avec cette horrible nuit! — m'a-t-elle dit en m'embrassant encore. Elle a ouvert la porte de l'appartement du rez-de-

chaussée; — elle m'a priée tout bas d'attendre une minute dans le cabinet de travail; — puis elle a levé la portière, et elle est entrée dans la chambre de M. Roger.

A peine seule dans ce cabinet, j'ai été saisie brusquement par l'étrangeté, et, — pour dire le mot, — par l'inconvenance, au moins apparente, de ma situation. J'avais beau me rappeler tout ce qui pouvait justifier ma démarche, tout ce qu'il y avait d'exceptionnel dans les circonstances qui me l'avaient conseillée, dans l'état malheureux de M. Roger et dans la réserve qu'il lui imposait, j'avais beau me dire que par la force des choses les rôles ordinaires se trouvaient en quelque sorte renversés entre nous deux, — je n'en étais pas moins là, à sa porte, attendant son bon plaisir comme une esclave d'Orient, et, — n'étant pas d'humeur très humble, — cela me semblait tout au moins fort désagréable. Ce sentiment de malaise s'accusait plus péniblement à mesure que ma solitude se prolongeait, et qu'on me laissait le temps de la réflexion, sur lequel je n'avais pas compté. Mon imagination m'avait représenté cette scène comme devant être une répétition exacte, vive et rapide, de celle qui m'avait tant émue un instant auparavant... un étonnement, un cri, un élan, un transport!.. Mais au lieu de cela les minutes succédaient aux minutes; j'entendais à travers l'épaisseur de la portière des chuchotemens à demi-voix, des échanges de confidences, un dialogue raisonneur, une sorte de discussion en règle... Le sang me quittait le cœur et le parquet flottait sous moi, quand la portière s'est enfin soulevée, me montrant le visage de Mme de Louvercy, — non pas triste précisément, — mais sérieux et un peu inquiet.

— Voulez-vous venir, mon enfant? m'a-t-elle dit doucement.

— Je suis entrée dans la chambre : — M. de Louvercy était debout, appuyant son genou blessé sur une chaise : ses traits, dont l'expression habituelle est tourmentée et sarcastique, avaient absolument perdu ce caractère; une sorte de mélancolie grave et presque solennelle en rehaussait fièrement les lignes pures; ses yeux, cerclés de sillons bleus, m'ont paru un peu humides. Il a attaché son regard sur moi, et m'a dit en parlant très lentement comme pour contenir une émotion près d'éclater :

— Ma mère, mademoiselle Charlotte, m'a fait connaître le sentiment de bonté angélique qui vous amène ici... Si je n'étais pas infirme comme je le suis, je serais à vos pieds... Je n'accepte pas cependant votre sacrifice... mais il suffit que la pensée vous en soit venue pour que ma vie en demeure consolée et charmée... pour que ma reconnaissance la plus profonde... la plus tendre... vous suive partout, et vous bénisse à jamais!.. Maintenant, mademoiselle, je vous en supplie, ne prolongez pas une épreuve... qui dépasserait vraiment la force d'un homme... laissez-moi ferme dans

la résolution que l'honneur me commande;... vous m'en estimerez mieux... encore merci... et adieu!

Il s'est incliné très bas en me saluant. — Sa mère pleurait en silence.

— Je me suis avancée de quelques pas vers lui, et je lui ai franchement tendu ma main. — Il l'a prise, et l'a pressée avec force : — Mon Dieu ! — a-t-il dit tout bas. — Puis me regardant longuement : — Excusez-moi, mademoiselle... je ne trouve pas de paroles... j'ai le cœur si plein, l'esprit si troublé... je passe si brusquement de l'abîme au ciel! Mais du moins laissez-moi vous prouver combien j'étais sincère tout à l'heure... combien je crains vraiment d'abuser d'un mouvement de générosité, d'un élan d'enthousiasme... Veuillez, je vous en prie, prendre quelque temps pour réfléchir... Dans quelques mois, — dans un an par exemple... si vous persistez, si vous n'êtes pas plus effrayée qu'aujourd'hui de votre grand dévoûment... eh bien, oui, j'accepterai... Mais jusque-là souffrez que je vous dégage de toute obligation, que je vous rende votre absolue liberté.

Comme il avait gardé ma main, je n'ai pas eu besoin de la lui donner pour sceller notre convention, dont Mme de Louvercy a paru très satisfaite, espérant peut-être, — et peut-être avec raison, — qu'elle aurait le sort de beaucoup d'autres traités modernes.

Pour moi, j'ai répondu simplement : — Comme vous voudrez, monsieur; mais je ne changerai pas... Au revoir... à tantôt... car vous n'exigez plus que nous partions aujourd'hui, je suppose?.. vous nous accorderez bien un sursis de quelques jours?

Il a secoué la tête en souriant, et il a baisé ma main. — Nous nous sommes alors retirées, sa mère et moi.

Ma grand'mère, en apprenant le résultat de cette conférence, a déclaré que la conduite de M. de Louvercy lui paraissait parfaitement correcte et honorable. Je pense de même, et après avoir été si fort choquée et mortifiée du peu d'empressement qu'il mettait à m'accueillir et à me répondre, je regretterais beaucoup maintenant qu'il eût agi autrement. Je lui sais gré de ses hésitations et de ses scrupules, bien que j'y sente, à la réflexion, quelque chose de plus que ce qu'il m'a dit. — Oui, sans doute, il craint d'abuser d'un mouvement d'enthousiasme romanesque qui pourrait être sujet au repentir; mais il craint aussi d'accepter le don d'un cœur blessé, qui n'est peut-être pas encore et qui ne sera peut-être jamais guéri de sa blessure. Car il est certain qu'il a soupçonné tout au moins mon attachement pour M. d'Éblis. Il ne pouvait se permettre de me demander une explication à cet égard; mais, si délicate qu'elle puisse être, je la lui donnerai un jour ou l'autre, et comme il est honnête homme, il sera content de moi... Oui, c'est un cœur blessé,

un cœur saignant que je lui offre; mais un cœur pourtant dévoué et fidèle.

25 août.

J'ai été bien inspirée. — Je ne veux pas pourtant me mentir à moi-même. Je ne suis pas heureuse : je ne peux plus l'être. J'ai entrevu un bonheur trop grand, trop parfait, pour que je me console jamais de l'avoir perdu. — Mais enfin l'obsession de cette pensée unique a cessé; ma vie a retrouvé un but et un avenir; je me suis fait un devoir qui en remplit le vide, qui m'occupe et qui m'attache. C'est une tâche attrayante que de relever peu à peu une âme désolée, de la tirer du désespoir, de lui rendre la paix et le sourire, de la ramener à la soumission, au bonheur, à Dieu. Voilà les soins auxquels je me consacre avec un intérêt tendre qui croîtra sans doute chaque jour comme l'affection d'une mère pour son enfant malade, et qui ne laissera rien regretter, je l'espère, à celui qui en est l'objet.

Dès à présent, il voit, il comprend tout ce que je lui donne, et avec quelle sincérité. Je lui en dis quelque chose : il devine le reste, et il paraît heureux. Comme je m'en étais doutée, notre convention ne tient guère : il insiste, il est vrai, pour que j'en observe les délais; je ne résiste pas, mais je reste, et il ne s'en plaint pas. Je crois que nous nous marierons dans quelques semaines.

Il a donc fallu confier ce grand secret à Cécile et à son fiancé. Je n'ai rien appris, je crois, à M. d'Éblis; il m'a dit simplement : — Cela est digne de vous. — Quant à Cécile, après quelques secondes de complète stupeur, elle est entrée dans une sorte de convulsion joyeuse et tendre qui dure encore. Nous serons cousines, à demi sœurs : c'était son rêve. Et puis, elle se figure que ce mariage va resserrer encore notre intimité, que nos deux existences vont pour ainsi dire se confondre. A cet égard, elle se trompe; elle restera la plus chère de mes amies; mais il est probable que nous vivrons, pendant quelque temps du moins, plus séparées que par le passé. Le découragement avait empêché jusqu'à présent M. de Louvercy de céder aux conseils des médecins, qui lui recommandent le séjour du midi et du bord de la mer. Maintenant il veut vivre. J'ai déjà parlé d'un établissement à Nice pour l'hiver, et j'ai vu qu'il m'en savait gré, pour plus d'une raison peut-être.

Je ferme ici mon livre à serrure, pour ne le rouvrir jamais, j'espère. Je pense qu'une fois mariée une femme ne doit plus avoir d'autre confident que son mari. — Adieu donc, romanesque et passionnée Charlotte!

OCTAVE FEUILLET.

(La dernière partie au prochain n°.)

FLORENCE

DEPUIS L'ANNEXION AU ROYAUME D'ITALIE

II[1].

L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES, LES GRANDS TRAVAUX PUBLICS ET LA SITUATION FINANCIÈRE DE FLORENCE.

I. *Dell' Istituto superiore di studii pratici e di perfezionamento in Firenze*, osservazioni e proposte dell' advocato Ottavio Andreucci, in-8°, Florence, 1870. — II. *Relazione sull' ordinamento e ampliamento dell' istituto superiore*, letta dal comm. Ubaldino Peruzzi, in-12, Florence, 1874. — III. *Associazione costituzionale toscana. Rapporto sulle condizioni finanziarie del commune di Firenze*, Florence, 1877. — IV. Martellini, *Tre lettere sui casi di Firenze*, Rome, 1878. — V. *La questione di Firenze*, trattata dal deputato Adriano Mari; memoria e allegati, in-8°, 1878, Florence. — VI. Budgets, rapports de la commission du budget, pétitions du municipe de Florence, de 1876 à 1878.

Il y aurait, dans ce siècle de révolutions, un livre curieux et piquant à écrire : ce serait l'histoire comparée des gouvernemens provisoires de l'ancien monde. On s'abstiendrait de passer l'Océan; dans les républiques de l'Amérique centrale et méridionale, il y a trop peu de différence entre le provisoire et le définitif. L'historien aurait assez à faire, depuis 1789, avec les gouvernemens provisoires français, belges, allemands, polonais, autrichiens, hongrois, italiens, espagnols et autres. A tous, il reconnaîtrait des caractères communs qui s'expliquent par leur origine, la révolte contre les pouvoirs établis ou l'insurrection contre l'étranger. L'irrégularité de leur naissance, les hasards de leur composition improvisée et tumultuaire, l'incertitude de leur lendemain les condamnent à

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.

une hâte fiévreuse. Héritant de situations troublées et confuses, ils professent ou ils affectent une confiance puérile dans l'efficacité des solennels exposés de principes et des décrets révolutionnaires : ils mettent à l'ordre du jour le patriotisme et la vertu, ils prétendent guérir en une heure des maux qui sont l'œuvre des siècles, ils croient aux remèdes secrets et aux panacées humanitaires, ils s'enivrent de leur parole ; leur autorité soudaine et précaire leur monte à la tête. Il ne dépend d'ailleurs point d'eux de méditer et de se recueillir. Les passions qui les ont poussés au pouvoir exigent des satisfactions immédiates. Le parti qui triomphe sent bien que ses mandataires ne peuvent pas compter sur le temps; pourquoi leur ferait-il un crédit qui ne serait qu'une duperie? Ainsi talonnés sans relâche par des impatiences et des défiances sans cesse renaissantes, ces malheureux gouvernemens, malgré le mérite personnel et les hautes qualités morales de quelques-uns de leurs membres, s'usent très vite dans une agitation presque toujours stérile. Quand ils ne disparaissent pas dans quelque catastrophe tragique, ils ont à lutter par les armes contre ceux mêmes qui les acclamaient quelques semaines plus tôt, ou bien c'est la raillerie qui les mine et les ébranle. Lorsque sonne pour eux l'heure de céder la place à des pouvoirs réguliers, les tribuns les plus populaires, les patriotes les plus ardens sont souvent à tel point discrédités qu'il ne leur reste plus qu'à s'effacer et à se perdre dans la foule, heureux si au bout de quelques années on leur rend justice, on leur tient compte de la pureté de leurs intentions, des fautes qu'ils ont évitées, de tout le mal qu'ils ont empêché.

Ces caractères communs, l'historien les trouverait, plus ou moins marqués, à peu près partout; mais il distinguerait bien vite, entre ces pouvoirs de même titre et de semblable origine, des différences sensibles, qui tiennent soit aux circonstances, soit aux tempéramens divers des pays où ils sont nés. Pour n'indiquer ici que deux de ces nuances, ce serait peut-être en France qu'il rencontrerait les gouvernemens tout à la fois les plus honnêtes et les plus candides, les plus faciles à l'illusion, les plus éloquens, les plus prodigues d'allocutions brillantes et de phrases sonores. Chez les Italiens au contraire, chez ce peuple que, jusqu'à ces dernières années, nous connaissions et nous jugions si mal, on citerait plus d'un chef issu de la révolution qui est resté assez maître de lui-même, assez avisé d'esprit, assez sobre de proclamations et de promesses pour que sa popularité ait survécu à sa dictature éphémère et que son œuvre n'ait pas été emportée par une violente réaction. Ce n'est pas, est-il besoin de le dire? à Garibaldi que nous songeons. Dans le royaume des Deux-Siciles, le hardi conquérant s'est livré à une véritable débauche de paroles imprudentes et pom-

peuses, de décrets souvent enfantins, parfois dangereux. Quand il a fait hommage de sa conquête à Victor-Emmanuel, le temps pressait; on ne sait ce qui serait advenu des provinces méridionales si Garibaldi et ses collaborateurs n'avaient en toute hâte remis le pouvoir à une administration plus capable de rassurer les intérêts, d'arrêter des vengeances qui pouvaient sembler légitimes, et de garantir la paix intérieure. Ceux auxquels nous pensons, sans même remonter jusqu'au sage et noble Manin, ce sont les hommes d'état dont l'habile conduite sut, après Villafranca et le traité de Zurich, rattacher au royaume subalpin, malgré toutes les difficultés du dedans et du dehors, l'Italie centrale tout entière, c'est Farini dans l'Émilie, c'est surtout, en Toscane, Ricasoli, *le baron de fer*, comme on l'avait surnommé à Florence.

Nous n'avons point à rappeler ici comment, malgré les regrets et les résistances de la diplomatie française, malgré l'ardente opposition de patriotes aussi justement respectés que Montanelli, la persévérance et la froide énergie de Ricasoli surent conduire la Toscane au plébiscite du mois de mars 1860, où l'annexion au royaume d'Italie fut demandée par 360,775 votans sur 386,445. Ce que nous tenons à constater, c'est que, pendant sa courte durée, un peu moins d'un an, ce gouvernement de transition eut assez de liberté d'esprit pour concevoir la pensée de plusieurs des fondations qui devaient compenser ce que Florence perdait au départ des grands-ducs. Plus de cour, un palais vide; hier encore capitale d'un état souverain, Florence tombait au rang de simple ville de province. Pour la dédommager, il fallait des institutions qui, de quelque manière, rendissent à la noble cité la position éminente dont semblait devoir la dépouiller cette déchéance au-devant de laquelle il lui plaisait de courir, dans l'intérêt de cette Italie une et forte dont la grande image commençait à se dessiner sous les yeux de l'Europe surprise et encore incrédule. L'idée nationale, en travail d'enfantement, exigeait de tous, des individus comme des cités et des peuples de l'Italie, un sacrifice complet et sans arrière-pensée. Cette abdication, Florence la signerait de bonne grâce et sans marchander. Elle était engagée par son passé; de Dante et de Machiavel à Niccolini, encore vivant (1), n'étaient-ce pas les grands Florentins qui avaient le plus contribué à faire naître et à entretenir dans l'âme inquiète de l'Italie morcelée cette aspiration et ce rêve qui soudain prenaient corps, par un concours imprévu de circonstances heureuses ? Avant d'entrer dans le domaine des faits, l'unité nationale n'avait-elle pas été comme ébauchée sous les

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 juillet 1866, l'étude de M. de Mazade sur *Niccolini et la vie toscane.*

voûtes de Santa-Croce, dans cette église où reposaient les uns auprès des autres, sans distinction d'origine, les plus illustres morts de toute l'Italie?

Cependant, tout en accomplissant ce sacrifice, il convenait de tout disposer pour en atténuer les fâcheux effets, pour concilier les intérêts de Florence et ceux de l'Italie. C'est ce que comprit tout d'abord le gouvernement provisoire. Pénétré de la responsabilité qu'il assumait, il chercha les moyens d'attirer dans les murs de Florence un nouveau courant de visiteurs empressés et respectueux, de la refaire ce qu'elle avait été déjà plusieurs fois, le rendez-vous des esprits les plus cultivés de l'Italie, un foyer de chaleur et de lumière. Le dernier grand-duc avait commencé la restauration du palais du podestat sans autre intention que de préserver de la ruine un curieux monument de l'ancienne architecture toscane; ce fut son successeur intérimaire qui eut l'idée d'y établir ce *Musée national* dont nous avons tâché de faire ressortir l'intérêt et l'importance. C'est au même régime qu'il faut reporter l'honneur d'avoir voulu rendre à Florence ce qui lui manquait depuis longtemps, une école de haut enseignement où ceux qui fréquentaient ses musées, ses bibliothèques et ses archives pussent apprendre à tirer parti de toutes ces richesses.

De la même époque date aussi le premier projet de quelques-uns des grands travaux qui, depuis une quinzaine d'années, ont embelli et agrandi Florence; mais la fureur des constructions n'a commencé que plus tard, quand Florence fut devenue capitale du royaume. Il en coûte d'ailleurs plus cher pour remuer des terres et de la pierre que pour éveiller et nourrir les intelligences; ingénieurs et architectes expédient les millions autrement vite que les professeurs les mieux rétribués, que les antiquaires et les savans les plus jaloux d'enrichir les galeries ou les cabinets et les laboratoires confiés à leurs soins. Florence aurait pu, sans compromettre ses finances, faire la part aussi belle à ce noble luxe de l'esprit; elle eût même doublé les dépenses qui figurent de ce chef à son budget qu'elle ne se fût point encore exposée à la faillite. Ce qui l'a épuisée, c'est cette maladie que l'on a appelée la *fièvre du moellon*, maladie qui, du Paris impérial, s'est répandue dans l'Europe entière et a plus ou moins atteint presque toutes les grandes villes du continent.

I.

Par un décret en date du 22 décembre 1859, le gouvernement provisoire toscan, sur la proposition du marquis Ridolfi, ministre de l'instruction publique, décidait la fondation à Florence d'un in-

stitut de hautes études pratiques et de perfectionnement (*Istituto superiore di studii pratici e di perfezionamento*). A l'appui de cette décision, le ministre pouvait invoquer des souvenirs qui, pour remonter à une époque déjà lointaine, n'en étaient pas moins restés présens à la mémoire des patriotes florentins. L'établissement à Florence d'un centre d'enseignement supérieur n'était point une nouveauté sans précédens; c'était au contraire la réalisation d'une pensée qu'avait conçue la république florentine dans le cours de ce grand siècle où son génie avait enfanté presqu'à la fois la *Divine Comédie* de l'Alighieri, le dôme d'Arnolfo di Cambio, les peintures de Giotto. On a conservé le texte des considérans par lesquels la seigneurie justifiait en 1321 le projet de cette création : on y sent le même amour du grand, on y reconnaît la même largeur de vues, on y entend retentir le même accent libre et fier que dans le fameux décret de 1296 par lequel la république avait décidé la reconstruction de la cathédrale et avait ordonné à l'architecte « d'y déployer la plus haute et la plus somptueuse magnificence qui se pût inventer, de manière que toute l'industrie et toute la puissance des hommes ne pussent faire église ni plus belle ni plus grande. »

La nouvelle université (*studium florentinum*) s'organisa donc, vers le milieu du XIV[e] siècle, sur le modèle de l'université de Bologne, la plus ancienne de l'Italie. Toute la science du temps y fut représentée par des maîtres dont plusieurs ont laissé un nom célèbre. Ce fut là que, pour la première fois en Occident depuis la chute de l'empire romain, le grec fut enseigné dans une chaire publique; en 1350, Léonce Pilate, engagé tout exprès sur la recommandation de Boccace, vint expliquer à Florence le texte d'Homère pendant que Boccace lui-même y commentait la *Divine Comédie*. De 1429 à 1435, Philelphe avait là jusqu'à 400 auditeurs; dans la semaine, il leur expliquait les auteurs grecs et latins, et tel était le zèle des élèves et du maître, que celui-ci donnait parfois jusqu'à trois leçons par jour; le dimanche, il interprétait le poème de Dante dans l'église même de Sainte-Marie-des-Fleurs. Un peu plus tard, Marsile Ficin enseignait la philosophie platonicienne avec un aussi brillant succès.

En 1451, l'université florentine comptait 42 professeurs, mais vers la fin du XV[e] siècle et dans toute la première moitié du siècle suivant la vie de la république fut si agitée et si précaire, si troublée par les vicissitudes de la politique italienne et par les luttes des partis que bien souvent la seigneurie ne sut pas trouver dans sa caisse les 2,500 florins d'or qu'exigeaient les dépenses courantes de l'université. Il arrivait alors que les professeurs n'étaient pas remplacés; certaines chaires restaient vacantes, ce qui suspendait ou tout au moins ralentissait la vie universitaire. Cependant, mal-

gré ces embarras, Florence ne pouvait se résoudre à s'effacer devant Pise, à lui céder la gloire d'appeler et de retenir dans ses murs, autour de maîtres célèbres, la jeunesse italienne; ne fût-ce que par jalousie, elle recommençait toujours, entre deux crises, à s'occuper de son université. elle tentait de détourner à son profit le courant qui portait les étudians vers les écoles de Pise, plus anciennes que celles de Florence. Après la dernière révolte de Pise contre la suprématie florentine en 1497, l'école de Pise fut même fermée par les vainqueurs et le resta pendant plus de cinquante ans; les cours en avaient d'abord été transférés à Prato, puis ils s'étaient fondus avec ceux de Florence.

Les choses allèrent ainsi jusqu'au moment où Pise et Florence se virent réunies, dans une même servitude, sous le sceptre des Médicis, devenus souverains héréditaires de toute la Toscane. L'intérêt du prince était de ne pas laisser Pise mourir tout à fait; peut-être aussi trouvait-il avantage à éloigner de sa capitale un élément toujours remuant, la jeunesse universitaire. On n'était pas encore assez loin des dernières convulsions de la liberté florentine pour que l'esprit républicain d'autrefois ne pût se réveiller par accès à Florence. A Pise, les étudians seraient plus faciles à surveiller; dans ces rues vides et mornes, leurs cris, s'ils en poussaient, resteraient sans écho.

Cosme, premier grand-duc, rétablit donc en 1543 l'université de Pise dans tous ses honneurs et privilèges séculaires; Florence ne garda que quelques cours de théologie, de lettres italiennes, latines et grecques. Dans la seconde moitié du dernier siècle, la dynastie de Lorraine ajouta plusieurs chaires. Ainsi Léopold fonda à Florence un enseignement élémentaire du droit pour les aspirans aux emplois inférieurs de la magistrature et de l'administration. Il y eut aussi des cours de philosophie morale, d'histoire sacrée et profane, de botanique, de mathématiques; d'autres s'ouvrirent à l'académie des beaux-arts. Tous ces cours ne formaient point un système complet et régulier d'études universitaires, couronnées par la collation de grades; cependant, malgré cette absence de sanction, malgré les lacunes et les variations de ses cadres, cet enseignement dut contribuer à entretenir chez les Florentins le goût des choses de l'esprit, à leur conserver le droit de passer, jusqu'à ces derniers temps, pour les plus intelligens et les plus cultivés de tous les Italiens.

Ces cours étaient destinés à tous ceux qui voulaient compléter leur instruction générale; sur la proposition du savant bibliothécaire de la Laurentienne, Bandini, Léopold en fonda d'autres d'un caractère tout scientifique et tout spécial. La bibliothèque Laurentienne était une des plus riches de l'Europe en manuscrits orien-

taux; mais, faute d'orientalistes, ces trésors ne profitaient à personne. Un prélèvement opéré sur les bénéfices ecclésiastiques fournit les fonds nécessaires pour rétribuer de nouveaux professeurs; ce furent des bénédictins de Vallombreuse qui durent enseigner le grec, l'hébreu, l'arabe et le syriaque. On voulut ainsi préparer des érudits capables de faire honneur à la bibliothèque dont le soin leur serait confié. Le catalogue du fonds oriental avait été rédigé et imprimé en 1742 par un des Assemani : il y aurait à le tenir au courant; de plus, il conviendrait d'expliquer et de publier les plus curieux de tant de textes inédits. Nulle part on n'était mieux placé qu'à Florence pour remplir cette tâche; on y possédait une admirable suite de caractères orientaux, celle qui avait été fondue à Rome en 1530 par les ordres du cardinal Ferdinand de Médicis.

Les académies, avec l'émulation qu'elles excitent et l'échange d'idées qu'elles provoquent, contribuèrent aussi à compenser, pour Florence, la perte de son université. On peut regarder comme la première société savante qui se soit fondée en Europe ce groupe d'adorateurs du génie antique et de la philosophie platonicienne qui se réunissait à jours fixes dans la villa médicéenne de Careggi; Marsile Ficin en était le président naturel, et Laurent le Magnifique prenait un vif plaisir à partager ces entretiens et ces discussions. Ces conversations, qui se poursuivaient pendant de longues heures sous les cyprès et les chênes verts d'une maison de campagne florentine, rappelaient en effet celles qui s'étaient tenues jadis au bord du Céphise attique, sous ces peupliers et ces platanes dont Sophocle a chanté la fraîche verdure. Le souvenir des jardins d'Académos n'avait ici rien de déplacé; mais il a fallu cette puissance d'appropriation dont tous les idiomes ont le secret pour que ce même terme en vînt à désigner dans toutes les langues de l'Europe des associations qui n'eurent bientôt plus qu'un rapport très lointain avec l'illustre modèle que s'était proposé, dans son enthousiasme naïf, l'académie platonicienne des Médicis. Celle-ci fut dispersée et détruite par les troubles de Florence en 1521; mais l'idée et le goût ne s'en perdirent pas. Elle eut des héritières : l'*Académie florentine*, à laquelle en 1542 Cosme Ier remettait l'autorité, les honneurs, les privilèges et les émolumens qui avaient appartenu jusqu'alors au recteur de l'université; plus tard l'*Académie de la Crusca*, en 1582, qui se chargea tout particulièrement d'étudier et de perfectionner la langue italienne. La Toscane, sur ces entrefaites, avait produit Galilée; c'était à Florence qu'il avait passé toute la dernière moitié de sa vie, et il y laissait des élèves distingués. Ceux-ci, sous le patronage du cardinal Léopold de Médicis, fondèrent en 1657 l'*Académie del Cimento*, dont la carrière fut courte, mais brillante. Comme l'Académie de la Crusca avait précédé l'Académie française, l'Académie del

Cimento fraya la voie à notre Académie des sciences et à la Société royale de Londres. Un cabinet de physique fut formé et doté des meilleurs appareils, des instrumens les plus exacts que l'on connût alors; de belles expériences furent exécutées et firent sensation dans toute l'Europe savante.

Après la dissolution de cette académie, amenée par l'éloignement de son protecteur et par des jalousies intérieures, l'esprit qui l'avait suscitée ne périt pas à Florence; il y fut représenté, dans le cours du siècle suivant, par une *société de botanique*, à laquelle Voltaire tint à honneur d'être associé; il le fut par l'*Académie des Géorgophiles*, dont les recherches et les travaux contribuèrent beaucoup à cette prospérité agricole et économique dont la Toscane fut si fière sous le règne de Léopold: il le fut surtout par le *Musée de physique et d'histoire naturelle*, dont les premiers élémens avaient été réunis par les Médicis, mais qui ne prit tout son développement que sous les princes de la maison de Lorraine. Ce fut alors que, par de nouvelles acquisitions et par un classement scientifique tel que le comportait le temps, cette collection fut mise en état de rendre service à tous ceux qu'intéressaient les choses de la nature. Une des séries que l'on y remarquait le plus, c'était celle des pièces anatomiques en cire colorée, dont le secret avait été apporté en Toscane par un habile modeleur sicilien, Giulio Zummo; continués et dirigés à Florence par de savans chirurgiens, ces travaux avaient fini par doter le musée d'une suite riche et curieuse. Rien d'analogue, paraît-il, n'existait alors dans les galeries de l'étranger.

Léopold avait fondé un observatoire; les jésuites en avaient un autre qui, après la suppression de leur ordre, devint propriété de l'état. Le testament d'un savant jésuite, le père Ximénès, Sicilien qui s'était établi à Florence, avait assuré les fonds nécessaires pour la création et l'entretien de deux chaires, l'une d'astronomie, l'autre d'hydraulique. Les titulaires en furent désignés en 1786; le même fonds permettait d'acheter tous les livres et tous les instrumens nécessaires. Les ressources que fournissait cette riche dotation avaient donné à Léopold l'idée de s'en servir pour reconstituer l'Académie del Cimento et pour faire du musée un centre de haut enseignement scientifique. Le départ de Léopold, appelé à régner sur l'Autriche, puis les guerres de la révolution ajournèrent tous ces projets; ils ne commencèrent à se réaliser qu'en 1807, pendant la courte durée du royaume d'Étrurie. Alors six chaires furent établies au musée, pour l'astronomie, la physique, la chimie, l'anatomie comparée, la botanique, la géologie et minéralogie. Encore contrarié par le malheur des temps, cet établissement reprit une nouvelle vie sous la dynastie lorraine, après la restauration de 1814; il eut des pro-

fesseurs éminens, comme Nobili pour la physique, Parlatore pour la botanique, Amici pour l'astronomie. Avec ce dernier, l'observatoire de Florence fit d'importantes observations et de belles découvertes.

Comme les autres facultés, la faculté de médecine avait été transférée à Pise en 1543 ; mais Florence avait gardé ce dont ne pouvait la dépouiller aucune volonté princière, des hôpitaux comme en possèdent seules les grandes cités populeuses, comme n'en pouvaient offrir ni Pise ni Sienne, villes d'université. Florence avait surtout son hôpital général de Sainte-Marie-Nouvelle, un des plus vastes et des plus beaux établissemens de ce genre qu'il y eût en Europe, celui peut-être dont l'organisation commença le plustôt à se rapprocher de ce qui nous semble aujourd'hui le type normal du service hospitalier. Un des traits qui le distinguèrent tout d'abord ce fut l'importance qu'y prit et les fruits qu'y porta l'enseignement clinique; nulle part on ne trouverait une suite plus ancienne et plus riche d'observations médicales recueillies sous la dictée des maîtres et conservées avec soin par une longue série d'élèves apprentis (*apprendisti*), comme on les appelait, et de médecins assistans (*astanti*). Il y avait là déjà des habitudes prises, des traditions créées; en 1789 un règlement de Léopold vint leur donner force de loi en astreignant tout élève en médecine ou en pharmacie des universités toscanes à un stage de deux années dans les hôpitaux florentins. Les cliniques de ces hôpitaux, complétées par quelques cours spéciaux, par les leçons de l'amphithéâtre et par la pratique de la dissection, constituaient ce que le décret appelait *l'école florentine*. C'était l'université qui conférait ce que l'on nomme en Italie la *laurea*, c'est-à-dire le grade académique, le titre de docteur; mais pour avoir la permission d'exercer la profession de médecin, pour être inscrit dans le collège des médecins et chirurgiens ou dans celui des pharmaciens, il était indispensable d'obtenir les certificats qui prouvaient que l'on avait accompli ce stage dans les conditions voulues d'assiduité et de progrès. C'était ainsi au corps médical des hôpitaux de Florence qu'il appartenait de prononcer en dernier ressort sur les candidats qui avaient été chercher à Pise l'enseignement théorique.

Les règlemens de 1840 et de 1844 avaient encore confirmé et développé cette organisation; ils avaient porté à quatre le nombre des années de stage que l'on devait faire dans les hôpitaux florentins; ils avaient aussi créé plusieurs cours à l'usage des étudians. L'ensemble de ces cliniques et de ces cours formait ce que l'on avait appelé, dans la langue administrative, *la section enseignante de l'Université de Pise*. Cette section avait des collections propres, musées pathologique, physiologique, micrographique, elle avait ses

laboratoires, où se faisaient toutes les analyses, où se poursuivaient toutes les recherches demandées par les maîtres. Quant aux cadavres, ils étaient fournis, en nombre suffisant, par les hôpitaux d'une ville de 180,000 âmes. Il y avait progrès depuis le temps où, vers 1580, le grand-duc François Ier, dans sa sollicitude pour l'école, qui voulait disséquer, avait promis de lui fournir tous les ans un condamné à mort (1).

Ainsi, depuis même qu'elle avait perdu son université, Florence n'avait pas cessé de garder ou, grâce aux vues éclairées de ses princes, elle avait reconquis et groupé presque tous les élémens d'un enseignement supérieur pourvu de ces instrumens et de ces matériaux nécessaires que fournissent les bibliothèques et les archives, les musées, les cabinets de physique et les laboratoires, les grands établissemens hospitaliers. Sous des noms et sous des formes qui n'avaient cessé de varier, elle possédait ainsi comme l'ébauche et le noyau de ce que nous appellerions une faculté de droit, une faculté des lettres, une faculté des sciences, une faculté de médecine; mais aucun lien ne rattachait l'un à l'autre ces élémens épars. Cette dispersion même et cette instabilité diminuaient beaucoup les heureux effets que l'on aurait cru pouvoir attendre d'une telle accumulation de ressources et des leçons de maîtres souvent fort distingués. C'est à ce mal que le gouvernement provisoire voulut remédier en créant un large cadre où tous ces élémens se trouveraient rapprochés et réunis, où ils seraient encore fortifiés et fécondés par les rapports qui s'établiraient entre eux et par la fondation de chaires nouvelles, exigées par les besoins de la science en progrès.

Le décret de 1859 divisait l'institut en quatre sections, études de droit (*studii legali*), sciences physiques et naturelles (*scienze fisiche e naturali*), philosophie et philologie (*filosofia e filologia*), enfin études de médecine, de chirurgie et de pharmacie (*sezione medico-chirurgica di Santa Maria nuova*). D'après les considérans du décret et les idées que développa le ministre dans son discours d'ouverture le 23 janvier 1860, voici quelle était la pensée dont s'étaient inspirés les fondateurs de la nouvelle école.

L'ordre des études universitaires est établi partout en vue d'un diplôme à conquérir et d'une profession à exercer. Les examens en suite desquels est conféré ce diplôme sont combinés de manière que la société soit assurée de trouver chez tous ceux qui s'engageront dans les carrières dites libérales un minimum de connaissances spéciales, par lequel on se sente garanti contre les conséquences dangereuses d'erreurs trop grossières commises par le magistrat, le professeur, le médecin, l'ingénieur, par les hommes

(1) Galuzzi, *Storia del gran-ducato*, liv. IV, ch. 50.

dont le titre suffit à commander une certaine confiance. L'enseignement de ce que nous nommons *les facultés* s'en tient donc d'ordinaire aux parties de la science qui comportent d'utiles et faciles applications; il ne se charge pas non plus de rompre à la pratique ceux qui auront bientôt les leçons de l'expérience. Il ne saurait donc guère faire une place aux théories encore incertaines et discutées, ni à celles qui, par suite de leur complication, ne peuvent être comprises que d'un petit nombre d'esprits préparés par une discipline spéciale. Obligé de se mettre à la portée des intelligences moyennes et de les conduire dans un temps donné jusqu'au seuil de la carrière désirée, il ne peut leur offrir que des idées qui soient tout ensemble admises par tous et aisées à saisir, pour tout dire en un mot, que la science faite, dans ce qu'elle a de plus général, de plus uni et de plus accessible.

Cependant, à côté de la science faite, il y a la science qui se fait, et c'est de beaucoup la plus intéressante; c'est elle qui ouvre à l'esprit le domaine illimité du possible, que ses hypothèses et ses intuitions hardies illuminent d'éclairs soudains et brillans. Au-dessus des théories qui se répètent d'année en année, dans tous les cours de tous les pays, et qui sont ainsi devenues comme les lieux communs de l'enseignement supérieur, il y a, dans l'ordre des sciences exactes, ces sommets des hautes mathématiques d'où l'œil embrasse sans effort, dans tous leurs détails, les provinces et les cantons des régions inférieures. Il y a de même, dans les sciences historiques et philologiques, ces procédés de comparaison et de critique, ces méthodes délicates et fines qui fournissent les moyens de contrôler les doctrines courantes et qui enseignent à dégager la vérité des témoignages contradictoires et de la multitude confuse des faits ou du moins à la serrer de plus en plus près, par de lentes et sûres approches. De pareilles études, de telles recherches ne pourront jamais attirer et retenir qu'un bien petit nombre de jeunes gens; elles exigent une vocation toute spéciale, une passion sincère, et du loisir; elles veulent de plus, pour être cultivées avec fruit, l'institution de cours spéciaux où le professeur soit aussi indépendant que l'élève des préoccupations et des nécessités d'un examen à préparer; elles réclament enfin tout un appareil d'instrumens de travail libéralement placés à la disposition de cette laborieuse élite. Ceux qui s'engagent dans cette voie, on ne saurait le leur dissimuler, font un sacrifice; au point de vue de la fortune et des honneurs, ils doivent se résigner d'avance à se voir dépassés par ceux de leurs contemporains qui se hâtent d'atteindre un but professionnel. La société profitera tôt ou tard de ces investigations patientes et désintéressées; il n'est pas en effet d'invention scientifique, si spéculative qu'elle paraisse aux esprits superficiels, qui

n'aboutisse un jour à quelque application pratique, qui ne conduise à quelque progrès matériel. En attendant, l'érudit ou le savant et les disciples qu'ils groupent autour d'eux ne demandent aux pouvoirs publics qu'une seule faveur, l'assurance d'être pourvus des moyens qui leur sont nécessaires afin de poursuivre leurs travaux, la certitude de n'être point arrêtés à chaque pas par le manque de ressources. Comme la vertu, la sainte curiosité trouve sa récompense en elle-même; elle la trouve dans les émotions de la recherche et les joies de la découverte.

C'est dans cet ordre d'idées que devait, quelques années plus tard, se placer chez nous le ministre de l'instruction publique qui fonda à Paris, en 1868, l'*École pratique des hautes études*. Moins d'un an après, M. Duruy quittait le ministère. Il n'a donc pu veiller lui-même sur l'enfance et sur les premiers pas de sa fille, qu'il avait vu accueillir, lors de sa naissance, par bien des préventions et bien des résistances; mais si justes et si libérales étaient les pensées dont il s'était inspiré que son œuvre, en dépit de toutes les attaques, lui a survécu. Loin de l'emporter avec tant d'autres ruines, nos désastres en ont affermi les fondemens et assuré l'avenir. On a senti qu'elle avait un rôle à jouer, qu'elle pouvait utilement contribuer à remettre en honneur parmi nous le goût de l'exactitude et le sens critique; aussi possède-t-elle aujourd'hui une riche dotation et une variété d'enseignemens que son fondateur, dans ses rêves même les plus ambitieux, n'avait peut-être jamais espéré lui donner.

Quoique plus âgé d'une dizaine d'années, l'institut florentin n'a pas eu des destinées aussi brillantes; mais la faute en est bien moins aux hommes qu'aux circonstances. D'une part, en Italie, l'argent a manqué. La dépense de la nouvelle école aurait dû être supportée, tout au moins en grande partie, par l'état, surtout à partir du jour où Florence devint capitale; mais, depuis qu'a été faite l'unité, la richesse nationale ne s'est pas développée dans les mêmes proportions que les impôts qui la frappent. Les taxes ont augmenté plus vite que la production, et le plus clair du revenu a d'ailleurs été absorbé par les dépenses militaires. L'armée, la flotte, les grands travaux publics ont réclamé trop de millions pour que l'Italie pût faire de grands sacrifices en vue de l'instruction publique. Encore ceux auxquels on s'est résolu ont-ils dû profiter plutôt à l'instruction primaire qu'à l'enseignement supérieur; les écoles élémentaires n'existaient pour ainsi dire pas dans les provinces méridionales (1). De plus, on ne saurait le nier, les chambres

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 août 1868, l'étude de M. Marc-Monnier intitulée *l'Italie à l'œuvre de 1860 à 1868.*

italiennes, distraites par d'autres soins qui pouvaient paraître plus pressans, n'ont accordé qu'une médiocre attention aux questions d'enseignement : ministres et publicistes ont tenté plus d'une fois de les y intéresser ; mais tous ces efforts les ont laissées assez indifférentes, et l'opinion ne s'est jamais assez émue de ces appels pour forcer la main au parlement (1).

Une autre raison de cette différence de fortune, c'est que Florence, alors même qu'elle avait reçu le titre de capitale, n'avait pas une situation comparable à celle que Paris occupe en France. Elle n'avait pas la même puissance pour attirer à elle toutes les forces vives d'une grande nation, pour appeler dans ses écoles, du fond de toutes les provinces, tout ce que l'Italie pouvait avoir de jeunes esprits curieux, capables d'apprécier le charme et le prix de cette instruction vraiment supérieure. Il n'y avait pas de courant établi ; il n'y en aurait pas de sitôt. La Toscane est bien petite, et chacune des régions qui l'environnent avait son centre universitaire, vers lequel ses enfans seraient conduits par l'empire d'habitudes et de souvenirs plusieurs fois séculaires. D'ailleurs, en tout pays, le nombre est très restreint de ceux qui s'élèvent jusqu'à l'amour désintéressé de la science, qui voient dans l'étude autre chose que le vestibule d'une carrière plus ou moins avantageuse. La vocation même n'y suffit pas. Plus d'un, qui aurait pu suivre avec honneur cette route et qui en sentait le secret désir, s'est trouvé retenu et ramené en arrière par la pauvreté ; il fallait avoir le plus tôt possible un métier qui payât le pain de chaque jour. C'est ainsi que, dans ce Paris même qui prélève son tribut sur toute la France et que fréquentent tant d'étrangers, il est, à l'École des hautes études, plus d'un cours que le professeur ne se prépare jamais à recommencer sans éprouver quelque inquiétude, sans se demander s'il aura, à la rentrée, au moins un ou deux élèves.

Ce que se proposaient les créateurs de l'institut florentin, ce n'était donc pas de fonder une université de plus, c'était de créer à côté, ou, si l'on veut, au-dessus des universités, une école qui répondît à des désirs et à des besoins d'esprit que celles-ci n'étaient pas appelées à satisfaire. Gênée par le défaut de ressources et contrariée par les événemens, la tentative n'a eu qu'un succès incomplet ; mais ce n'en reste pas moins un honneur singulier pour les hommes d'état florentins que d'avoir précédé la France dans cette voie, que d'avoir tracé d'une main sûre, en pleine crise révolutionnaire, le cadre et le programme d'un enseignement qui doit trouver

(1) Il nous suffira de citer le travail qu'un ancien ministre du royaume d'Italie, M. Matteuci, a publié dans la *Revue* du 1er octobre 1863 sous ce titre : *l'Instruction publique et la réforme universitaire en Italie.*

aujourd'hui sa place dans le système d'instruction publique de tout peuple civilisé.

L'institut commençait seulement à s'organiser quand, en 1865, à la suite de la fameuse convention de septembre, Florence remplaça Turin comme capitale de l'Italie. On pouvait croire que la nouvelle école bénéficierait de ce changement; il n'en fut rien. L'état ne fit que peu de chose pour l'institut, et, d'autre part, ce fut pour les professeurs une tentation dangereuse que le désir d'attirer au pied de leurs chaires l'élite de cette population flottante qu'amenait avec lui le gouvernement. C'étaient des étrangers qui allaient au cours comme au théâtre, pour y chercher une leçon d'italien; c'étaient des dames de la haute société, jalouses de protester par leur présence contre le préjugé qui accuse les femmes italiennes d'avoir l'esprit peu cultivé; c'étaient des officiers auxquels pesait le désœuvrement de la vie de garnison; c'étaient les membres du parlement, les jours où les chambres ne siégeaient pas, voire même les jours où elles siégeaient. Ceux des professeurs qui avaient la parole facile et brillante attirèrent donc la foule; les autres cherchèrent à les imiter. On se comparait volontiers alors à notre *Collège de France*. C'étaient les mêmes cours à portes ouvertes, qui, de 1864 à 1871, eurent leurs grands succès et leurs jours d'éclat.

Nous ne prétendons pas que de tels cours fussent inutiles ou déplacés; ils étaient, pour une ville telle que Florence, un noble luxe, une décoration digne tout à la fois de son passé et de sa situation nouvelle. Cependant, on ne saurait le nier, l'institut, en s'engageant dans cette voie, s'écartait du but que lui avaient marqué, du rôle que lui avaient assigné ses fondateurs; il cessait de mériter le titre qu'ils lui avaient donné; il ne perfectionnait pas l'éducation scientifique commencée dans les universités, il n'enseignait point, par des exercices pratiques, l'application des méthodes; il devenait un athénée, semblable à tant d'autres, et l'on sait comment les athénées finissent! Leur enseignement n'a pas, comme celui des universités, la sanction de l'examen; il n'a pas non plus cet attrait persistant de la recherche personnelle et passionnée qui se rencontre partout où l'élève, dans un laboratoire ou dans une conférence, est associé aux travaux et aux découvertes du maître. L'athénée, de quelque nom qu'il s'appelle, est mis à la mode par deux ou trois professeurs éloquens; mais, comme ni le public qui le fréquente, ni les professeurs ne se renouvellent, dès que l'éloquence s'épuise ou qu'elle se répète, le public s'éloigne. La mode avait été pour beaucoup dans le succès; elle fait de même, à un certain moment, la décadence et le vide.

Au bout d'une dizaine d'années, la plupart des professeurs de l'institut, parmi ceux mêmes qui avaient le mieux réussi, se sen-

taient las d'avoir à trouver toujours de nouveaux sujets, toujours de nouveaux effets pour des auditeurs qu'ils avaient rendus exigeans. De plus, en 1871 Florence perdait son titre de capitale; le départ successif des chambres, du gouvernement, des ministères, en refaisait une ville de province; il éclaircissait les rangs de ces curieux sur lesquels on s'était accoutumé à compter et auxquels on avait sacrifié les vrais élèves. Enfin une grande université nationale remplaçait à Rome, dans les illustres bâtimens de la *Sapienza*, la vieille université pontificale; on y appelait aussitôt plusieurs des professeurs les plus distingués de l'institut, et c'étaient encore des chaires vacantes, après bien d'autres qui déjà manquaient de titulaires. Quelques-unes n'avaient jamais été remplies : d'autres ne l'avaient été que pendant un an ou deux. C'est ainsi qu'avait disparu, après avoir eu à peine un commencement d'existence, la section qui devait se vouer à l'étude du droit, de l'administration et de la politique (1). La plupart des ministres avaient montré peu de bonne volonté; ils s'étaient laissé prévenir soit par des jalousies provinciales, soit par les clameurs persistantes de l'université de Pise. Dictées par les mêmes sentimens, des attaques répétées s'étaient produites dans la presse et dans le parlement; on avait proposé plusieurs fois la suppression de l'institut. Cette suppression n'avait pas été prononcée; mais était-ce vivre que de continuer à durer dans des conditions si précaires? Il fallait aviser, sous peine de donner raison aux ennemis qui se hâtaient de proclamer que l'épreuve était suffisante et que l'entreprise avait avorté.

Florence avait alors pour *syndic* ou maire un homme qui porte dignement un nom célèbre dans l'histoire de la république, et qui aime sa ville natale comme l'aimaient les vieux Florentins, les contemporains de Dante et de Machiavel. M. Peruzzi avait été ministre; ses amis, ses anciens collègues étaient au pouvoir. Il en profita pour négocier une convention qui, ratifiée par la loi du 30 juin 1872, est aujourd'hui la charte de l'institut. Les frais d'entretien durent se partager entre l'état, la province et la ville. L'état se chargeait des traitemens; mais la province et le municipe promettaient de verser par annuités, en six ans, 360,000 livres. Cette ample allocation devait servir à l'agrandissement des laboratoires et au développement des collections. De plus, l'état et le municipe s'engageaient, chacun en ce qui le concernait, à faire bientôt jouir l'institut de vastes et beaux bâtimens, voisins de la place Saint-Marc, qui étaient alors occupés par des troupes et par des bureaux du ministère de la

(1) En 1861, deux chaires étaient déjà vacantes dans cette section; en 1865, il y en avait cinq ou six d'inoccupées, mais on s'inscrivait encore pour des cours qui ne se faisaient pas. On se décida enfin l'année suivante à refuser les inscriptions, et on fit savoir qu'il ne serait pas pourvu aux chaires.

guerre; ce local lui serait livré lorsque serait achevé le transfert à Rome de tous les services publics. Enfin l'école était placée sous la direction d'une sorte de conseil supérieur dont M. Peruzzi fut nommé président, comme premier magistrat de la cité; dans ce conseil, à côté de commissaires royaux, entrèrent les représentans de la province et les délégués du municipe.

C'était surtout la section des sciences naturelles qui devait profiter de cette subvention; c'est elle qui l'a dépensée presque tout entière. Un laboratoire de physiologie, comme celui du professeur Maurice Schiff, avec les observations et les études qui s'y poursuivaient, faisait honneur à Florence; mais il coûtait très cher. En attendant l'évacuation des locaux promis, il a fallu aussi installer les sciences expérimentales dans une belle et vaste maison de la rue Gino Capponi, et l'adaptation de cet édifice à sa nouvelle destination n'a pu se faire sans de fortes dépenses. Aujourd'hui les fonds alloués par la convention de 1872 ont été dépensés, et l'on ne peut guère en espérer d'autres d'une pauvre ville aux abois que vient de frapper la faillite. De son côté, l'état paraît avoir assez mal rempli sa part des engagemens pris en commun. La section n'a plus en ce moment que quatre professeurs titulaires. Quatre chaires sont vacantes : celle de physique depuis une dizaine d'années, celle de chimie depuis cinq ou six ans, celle de physiologie depuis trois ans. Certains des chargés de cours qui les occupent sont tout à fait à la hauteur de leur tâche, comme le docteur Herzen, fils du célèbre publiciste russe, qui enseigne la physiologie; mais ces professeurs à titre provisoire sont rétribués d'une manière tout à fait insuffisante; ils ne peuvent donc, dans cette situation précaire, avoir l'autorité qui leur serait nécessaire, ni entreprendre des travaux et des recherches à longue échéance. Depuis la mort de Donati, il n'y a plus eu de cours d'astronomie. Pour la botanique, on vient de nommer professeur le savant et hardi voyageur O. Beccari; mais il se trouve maintenant à Java : cet enseignement et celui de la minéralogie sont donc aussi confiés à des agrégés.

Un pareil état de choses a eu les résultats que l'on en pouvait attendre. Le vide se fait autour de ces chaires auxquelles l'état semble porter si peu d'intérêt. Chaque professeur, titulaire ou chargé de cours, doit par semaine deux leçons publiques et une conférence, celle-ci réservée aux véritables étudians. Je ne sais quel nombre d'auditeurs irréguliers amène aux leçons publiques une curiosité qui varie suivant les saisons; mais j'ai sous les yeux l'*Annuaire de l'institut*, qui contient la *liste nominative des étudians et auditeurs pour l'année scolaire 1876-1877*. J'y trouve inscrits, dans la colonne de la section des sciences physiques et naturelles, cinq noms pour la première année d'études, deux seulement pour la se-

conde. Il y avait donc, en tout, pour cette section, plus de professeurs que d'élèves. La section confère cependant des diplômes qui permettent de devenir professeur dans les gymnases, lycées et instituts techniques. Pourquoi, malgré les dépenses faites à son intention et les avantages qu'elle présente, malgré le mérite reconnu de la plupart de ses maîtres, est-elle ainsi abandonnée? Pour le dire, et pour signaler le remède, il faudrait vivre à Florence; mais il y a là une situation qui mérite d'appeler l'attention des ministres et de tous ceux qui s'intéressent en Italie au progrès de la science.

Il en est tout autrement de la section de médecine et de chirurgie. Elle répond à des besoins qui se faisaient sentir bien avant la fondation de l'institut, elle s'appuie sur des traditions qui remontent déjà très haut dans le passé. Elle donne donc à plus d'une centaine de jeunes gens, pendant deux années, un enseignement qui paraît des mieux calculés pour compléter celui plus théorique qu'ils ont reçu à l'université. Ici, ce sont les exercices cliniques, les autopsies de l'amphithéâtre, les travaux de l'école pratique et les analyses du laboratoire qui jouent le rôle principal. Le nombre restreint des élèves qui suivent ces leçons doit les rendre encore plus profitables. Dans de grands centres comme Paris, il n'y a jamais assez de place autour du lit des malades pour tous ceux qui voudraient écouter les observations du professeur; il n'y en a jamais assez autour des tables de dissection pour tous ceux qui désireraient étudier l'anatomie sur le cadavre. Sans doute, après bien des retards, on a enfin décidé d'agrandir la faculté de médecine de Paris, et les constructions entreprises remédieront, en partie du moins, à ces inconvéniens; mais il en subsistera toujours quelque chose, il y aura toujours encombrement, ne fût-ce que dans les salles des hôpitaux. Les plus zélés n'en souffriront pas; ils sauront toujours s'assurer la jouissance privilégiée de toutes les ressources mises à leur disposition; mais les tièdes trouveront là un prétexte commode pour se dispenser de savoir ce qui serait trop pénible à apprendre, ils y trouveront une excuse spécieuse dont leurs maîtres mêmes ont, paraît-il, à tenir compte dans les examens.

La section de philosophie et de philologie n'avait ni les mêmes antécédens ni la même fonction sociale que la section de médecine et de chirurgie; elle semblait même avoir moins de racines dans le passé de Florence et moins répondre aux goûts du siècle que la section des sciences physiques et naturelles, qui a tant de peine à vivre. Elle aussi, elle aurait risqué de s'éteindre au milieu de l'indifférence publique, si de bonne heure elle n'avait compris les dangers de la voie où les circonstances l'avaient engagée. C'est surtout à M. Pasquale Villari que revient l'honneur d'avoir aperçu et signalé le péril. M. Villari est peut-être aujourd'hui le premier

historien de l'Italie, et personne ne connaît comme lui le XVe et le XVIe siècle; son histoire de Savonarole et le premier volume de sa grande histoire de Machiavel, qui a paru l'an dernier, ont déjà été traduits en anglais et en allemand (1). Né à Naples, il fut, après la révolution, appelé à diriger l'École normale de Pise; en 1865, il fut nommé professeur d'histoire à l'institut de Florence, et en 1867 il ajoutait à cette chaire la présidence de la section. Il est du petit nombre de ceux qui, en Italie, s'intéressent aux questions d'enseignement; il a rempli avec distinction les fonctions de secrétaire général du ministère de l'instruction publique.

Comme tous ceux qui se font une juste idée du véritable rôle de l'enseignement supérieur, M. Villari estime que cinq élèves, jeunes et assidus, valent mieux pour le professeur et pour le pays que cent auditeurs de rencontre et de passage. Si vous avez des élèves, de vrais élèves, dont vous ayez étudié l'esprit et dont vous puissiez suivre les progrès, vous ne vous contentez pas de leur transmettre, dans un brillant langage, des résultats généraux comme en veulent les gens du monde, mais vous leur enseignez à pratiquer les méthodes dont ils se serviront, — ils ont l'avenir devant eux, — pour faire avancer la science et pour dépasser leurs maîtres. La préoccupation constante de M. Villari a donc été de changer peu à peu l'athénée en une école spéciale, où la conférence réservée aux étudians remplacerait, autant que possible, la leçon publique, toujours plus ou moins oratoire.

Le premier point, c'était d'assurer le recrutement de cette école. On y parvint en obtenant du ministre, pour la section, en 1867, le droit de conférer des diplômes (*diploma d'insegnamento e di magistero*). Comme la *laurea* des universités, ces diplômes ouvrent la carrière de l'enseignement. En dépit d'une équivalence théorique dont personne n'est dupe, les diplômes florentins ont, aux yeux du ministre, une autre valeur que ceux qui émanent des deux tiers des vingt et quelques universités italiennes, legs embarrassant du passé. Quand il s'agit de pourvoir à quelque haute classe d'un lycée, on n'ira pas préférer un lauréat de Sassari, de Messine ou d'Urbin à un élève distingué de MM. Villari, Comparetti ou De Gubernatis.

C'est donc, par le fait, une véritable *école normale* qu'a fondée à Florence M. Villari, et, pendant la durée de l'année scolaire qui s'achève en ce moment, les cours (*corsi normali*) en étaient suivis par trente-cinq élèves. En même temps la section, fidèle à la pensée dont s'étaient inspirés ses fondateurs, a voulu rester aussi une *école des hautes études*. Elle assure aux futurs maîtres de la jeunesse

(1) *La Storia di Girolamo Savonarole e de suoi tempi*, 2 vol. in-8°; Florence, Lemonnier, 1859. — *Nicolò Macchiavelli e i suoi tempi*, 1 vol. in-8°; Florence, Lemonnier, 1877.

italienne le minimum de connaissances qui leur est indispensable; mais elle offre aussi aux esprits plus curieux « le superflu, chose si nécessaire. » A côté des cours réglementaires qu'on est obligé de suivre pour obtenir cette espèce de diplôme d'agrégé, j'y trouve d'autres cours intitulés *cours complémentaires, cours de perfectionnement*, qui sont suivis par une douzaine d'élèves, j'y trouve un cours de paléographie et de diplomatique, qui en réunit à peu près autant et dont l'une des leçons est faite aux archives d'état, sur les parchemins mêmes; j'y trouve enfin une école des langues orientales, qui paraît très prospère. Le cours de sanscrit a sept élèves, celui d'arabe cinq, celui d'hébreu en réunit jusqu'à seize; trois étudient le chinois. Comme notre École des hautes études, la section a sa *Bibliothèque*, dont plusieurs volumes ont déjà paru; j'y remarque, à côté de mémoires dus à des professeurs et savans d'une notoriété européenne, comme MM. Michel Amari et Dominique Comparetti, une étude sur le *tumulte des Ciompi*, travail historique, rédigé d'après des documens inédits, qui n'est autre chose que la thèse présentée par un des élèves de l'institut, M. Carlo Fossati, pour l'obtention du diplôme. Enfin une *académie orientale*, dont les membres principaux sont les professeurs mêmes de la section, travaille à faire connaître les trésors que renferment les manuscrits des grands dépôts florentins, et a déjà entrepris plusieurs publications importantes.

Aucun règlement ne défend aux professeurs les leçons publiques; mais la plupart d'entre eux en ont perdu le goût et l'habitude depuis qu'ils sont assurés d'avoir des élèves, dans le sens propre du mot. Il en est encore cependant quelques-uns qui ouvrent à deux battans, au moins une fois par semaine, les portes de la salle où ils enseignent. Le nom même de cette salle a quelque chose d'engageant; elle s'appelle la « salle de la bonne humeur (*sala di buon umore*). » L'institut, en attendant qu'il soit dans ses meubles, la prend à bail de l'académie des beaux-arts avec quelques autres pièces plus petites, où se donnent les conférences. C'est dans les leçons à portes mi-closes et dans les conférences que se fait le travail utile. Il y a là, pour donner l'exemple et pour élever le niveau des études, plusieurs maîtres éminens, de ceux qui seraient partout à leur place, même dans les plus illustres universités du continent. Les résultats ne se feront point attendre, pourvu que les épreuves par lesquelles passe aujourd'hui Florence n'atteignent pas l'institut florentin, ne l'arrêtent pas en pleine carrière à l'heure même où il semble avoir trouvé sa voie et s'être mis en mesure de répondre aux espérances qui avaient salué sa naissance.

Ces épreuves, qui menacent ainsi la sécurité du travail scientifique, sur qui l'opinion doit-elle en faire peser la responsabilité?

Est-ce sur les hommes, est-ce sur des circonstances qui furent plus fortes que toutes les volontés? C'est ce qu'il convient d'indiquer, sous toutes réserves et sans entrer dans le détail. Il est en pareille matière bien des choses qui devaient échapper au regard d'un passant, fût-il le plus attentif et le plus désireux de s'éclairer. D'ailleurs nous ne sommes point financier, nous n'avons pas la prétention d'y voir clair dans ces budgets de Florence où, dit-on, les commissions d'enquête, toutes composées qu'elles fussent d'hommes spéciaux, ont eu beaucoup de peine à s'orienter et à se reconnaître.

II.

C'est le 26 avril 1865 que Florence a été déclarée capitale du royaume d'Italie. La noble ville avait son amour-propre, que justifiaient assez son incomparable histoire, son passé glorieux; elle se sentit tout d'abord tenue à faire honneur au choix dont elle était l'objet, aux suggestions de la France, à la décision des chambres italiennes. Ces hôtes illustres qu'elle attendait, le roi, le parlement, les ministres, elle leur devait un accueil qui pût adoucir les regrets laissés par Turin et faire taire le bruit des réclamations que quelques autres grandes cités de la péninsule auraient pu être tentées de soulever. Florence avait été jusque-là, que l'on nous passe l'expression, une ville d'ancien régime. C'était le moyen âge qui l'avait construite; il y avait partout laissé son empreinte si profondément gravée que les siècles n'ont pu l'effacer. Églises, hôtel de ville, palais, tous les édifices y tenaient plus ou moins du château-fort; le charmant génie de la renaissance y avait prodigué ses décorations les plus exquises sans réussir à en égayer la sévérité. Ces rues étroites que l'émeute était toujours prête à barrer, ces hautes murailles dont elle avait tant de fois battu de ses flots les puissantes assises, tout rappelait ici les troubles et les agitations de la plus orageuse des démocraties. Une fois celle-ci supprimée par l'accord des Médicis et de Charles-Quint, Florence n'avait pas eu grand effort à faire pour s'adapter, comme capitale d'un petit état monarchique, aux conditions de sa nouvelle existence. La république florentine avait toujours aimé le grand; la cour des ducs de Toscane et leur administration avaient donc pu tenir à l'aise dans les édifices que leur avaient légués les ambitieuses générations des siècles de liberté. On n'avait pas eu besoin d'élargir le cadre; il avait suffi de renouveler l'ameublement des palais, de créer des musées, de donner à Florence un beau jardin public, les *cascine*, de couvrir d'aimables villas tous les coteaux voisins.

Florence avait donc fait un peu de toilette; mais sous ses grands-ducs elle ne s'était point développée ni agrandie. Jusqu'à ces der-

niers temps, la manière de vivre, les habitudes n'y avaient guère changé; les étrangers raillaient la sobriété, on disait même la parcimonie florentine. Le Florentin restait indifférent à certaines conditions d'hygiène, à certaines recherches de bien-être qui sont entrées partout dans les mœurs des peuples civilisés. Alors même que l'aisance ne lui manquait pas, il habitait volontiers, loin de toute vue et de toute verdure, une ruelle triste et sombre. Les montagnes voisines sont riches en sources fraîches et pures; il n'en continuait pas moins à boire sans se plaindre la mauvaise eau des puits qui avaient désaltéré ses ancêtres. L'hiver est froid à Florence; il y neige, il y gèle souvent; on y a vu plus d'une fois l'Arno pris à glace d'une rive à l'autre. Pourtant le feu n'était pas dans les habitudes, même chez les gens riches. Un voyageur anglais raconte une visite qu'il fit il y a une vingtaine d'années à un vieux noble florentin. C'était par un jour d'hiver; la tramontane soufflait à vous donner l'onglée. M. T... trouva son ami dans une chambre glaciale, un bonnet fourré sur la tête, enveloppé d'un épais manteau dont le col était retroussé. Le vieillard grelottait et se plaignait amèrement du temps. « Pourquoi donc ne faites-vous pas de feu? demande avec surprise M. T... — Oh! je n'en fais jamais. Le feu, c'est malsain. — Mais quand il fait encore plus froid qu'aujourd'hui, quand l'Arno charrie? — Je me mets au lit, et j'y reste toute la journée. »

Partout où il y a des bureaux et des cartons verts, il est de tradition que nulle part on ne se chauffe aussi bien que dans les ministères. Que l'on soit en monarchie ou en république, allez donc demander à un employé de ménager le bois du gouvernement! Aujourd'hui à Rome, dans les bureaux de tous les grands services publics, les poêles ronflent du mois de décembre au mois de mars. Ce sont les Turinois, accoutumés à garder le coin du feu pendant leurs longs et rudes hivers, qui ont apporté ces habitudes d'abord à Florence, puis ensuite à Rome. Il n'en était pas de même en Toscane, au temps du grand-duc. Alors l'usage condamnait à se morfondre ceux-mêmes qui, partout ailleurs, jouissent de ces bons feux, à la flamme sonore et claire, qui brûlent aux frais de l'état; tout au plus leur accordait-on le brasero et quelques pincées de charbon ou de poussier. Alliez-vous dans un ministère le matin, un peu avant l'heure du travail, vous y voyiez rangés dans l'antichambre les *scaldini* des employés. Aux dimensions de chacun de ces fourneaux, vous pouviez juger de la dignité de son maître. Celui du chef de division était presque un petit poêle; celui de l'expéditionnaire n'était qu'un réchaud microscopique, à se chauffer le bout des doigts. Quant au ministre, peut-être avait-il une cheminée dans son cabinet; mais, si c'était un Florentin de bonne race et

fidèle aux vieux usages, il ne permettait point qu'on l'allumât. « Le feu, c'est malsain. »

Aujourd'hui, dans toutes les maisons des quartiers neufs, il y a des cheminées à la prussienne, où l'on brûle le chêne mêlé au coke. Le bois est cher ; il faut le faire venir d'assez loin. On en consomme pourtant beaucoup; pour trouver des locataires, les vieilles maisons et les anciens palais se sont aussi munis, tant bien que mal, d'appareils de chauffage. Les immigrans des autres provinces italiennes apportaient à Florence des besoins que l'on n'y avait guère éprouvés jusqu'alors; pour qu'ils ne se sentissent point trop dépaysés, on a tenu à satisfaire ces besoins et ces goûts. On s'est donc mis à cette tâche avec un empressement, disons le mot, avec une précipitation qui prouvait plus de courtoisie que de prudence. On a voulu faire de Florence une ville moderne sans lui enlever sa physionomie originale ; on a voulu élargir le cadre sans le briser, adapter à des temps et à un rôle nouveau la Florence qu'avait enfantée le régime du patriotisme municipal et de l'Italie morcelée, transformer l'ancienne cité républicaine, l'ancien chef-lieu de l'étroite Toscane en une digne capitale du grand état qui venait de se fonder au sud des Alpes.

Au point de vue du goût, on ne saurait que louer le plan qui a été suivi, la discrétion avec laquelle ont été accomplis les changemens nécessaires. On a respecté l'ancienne ville, celle qui était comprise dans l'enceinte du XIIIe siècle, la troisième et dernière des enceintes florentines. On s'est contenté de redresser et d'élargir, par de rares démolitions, quelques voies qui ne suffisaient plus aux exigences d'une circulation devenue beaucoup plus active que par le passé; on a prolongé certaines rues et dégagé certains édifices; mais on ne s'est point livré à cette fureur de destruction dont paraît possédé, par exemple, le municipe de Milan. A Milan, tout autour du dôme, les vieux quartiers ont été éventrés en tous sens; on a fait disparaître ainsi nombre de maisons curieuses par leur architecture ou intéressantes par les souvenirs historiques qui s'y rattachaient.

L'édilité florentine s'y est prise autrement; elle s'est défiée d'elle-même: pour ne pas céder à la tentation, elle ne s'y est point exposée. Une fois que l'on a commencé des percemens, on n'est plus maître de s'arrêter. Toute avenue amorcée veut être achevée, coûte que coûte, quoi qu'elle écrase sur son chemin. Une fois qu'elle est terminée, elle appelle d'autres voies qui lui fassent pendant, ou qui la coupent en dessinant avec elle ces angles droits, la joie et l'orgueil des ingénieurs. Préfets, maires et conseillers municipaux se trouvent atteints ainsi d'une sorte d'ivresse. La poussière blanche que soulève et que répand dans l'air le pic des démolisseurs a je

ne sais quelle action funeste sur les cerveaux; elle grise les plus sages. On anéantit alors, sans hésiter, un capital énorme, des maisons qui pouvaient durer longtemps encore, des arbres souvent séculaires; on brise tous les liens qui tiennent l'homme attaché, par la vue et par la mémoire, aux choses connues et aux lieux familiers. On le déracine, on l'arrache du milieu de tous ses souvenirs, que l'on jette au vent.

La faute eût été plus grave, l'impiété plus notoire à Florence que partout ailleurs. Là il n'est pas une maison, on pourrait presque dire pas une pierre, qui n'ait son histoire. Quelque tracé que l'on eût adopté, pour se détourner des églises et des palais les plus fameux, toute avenue qui serait partie de la place de la Seigneurie n'aurait pu faire un pas sans se heurter à quelque mémoire sacrée. Tout d'abord, elle aurait rencontré quelqu'une de ces maisons auxquelles est resté attaché le nom d'un Dante ou d'un Michel-Ange, d'un Galilée ou d'un Machiavel, d'un Benvenuto Cellini ou d'un André del Sarto; auriez-vous osé l'abattre et en effacer la trace? Rien n'aurait été plus contraire au sentiment, aux usages italiens. Dans toute l'Italie, du nord au midi, le voyageur est frappé du grand nombre de plaques de marbre qui l'avertissent que telle ou telle demeure a été habitée par tel ou tel personnage plus ou moins célèbre. Au premier moment, il sourit des termes pompeux de toutes ces inscriptions commémoratives; de ces grands hommes ainsi signalés à la postérité, plus d'un est à peine connu hors de la cité qui l'a vu naître, il n'a même pas une ligne dans ces dictionnaires biographiques où sont classées jusqu'aux étoiles de sixième grandeur. A la réflexion, vous êtes plus juste; vous comprenez quels services a dû rendre à l'Italie ce culte des aïeux, ce tendre respect assuré à toutes les gloires nationales et locales. N'est-ce point là une des forces secrètes qui, pendant les siècles d'oppression et de servitude, ont tenu bandés les ressorts de l'âme italienne, l'ont préservée du désespoir et de l'abdication? Ainsi partout écrite par fragmens, proposée aux regards sous une forme sensible, l'histoire du pays éveillait dans les cœurs une émulation féconde; alors même que le fardeau du présent était le plus lourd, le passé, qui ne se laissait point oublier, répondait encore de l'avenir.

Sans doute les maisons menacées n'auraient pu se réclamer toutes d'aussi nobles patrons; mais les bâtimens au seuil desquels ne se serait point dressée pour les défendre quelque ombre vénérée, ceux-là mêmes auraient eu à faire valoir d'autres titres. Ici, c'est au coin d'une rue quelque fresque effacée, où l'œil du connaisseur sait encore retrouver et goûter le charme sincère et la grâce pénétrante des vieux maîtres. Là, dans maint palais déchu que ne signale aucun guide se cache quelque belle ordonnance architecturale, un élégant

escalier, une ample et sévère *loggia*, comme celle du Bargello, ou, dans un coin, sous les toiles d'araignée noires de poussière et de fumée, quelque fin détail d'ornementation, quelque précieuse figure décorative jadis sculptée par un élève d'Orcagna ou de Donatello. On ne conçut donc pas la pensée d'ouvrir à travers la ville un de ces sillons meurtriers que nous avons vu si souvent déchirer les flancs et comme la chair de Paris; on se contenta d'agrandir la cité. Celle-ci ne pouvait guère se développer sur la rive gauche; l'étroit quartier d'*Oltr' Arno* y est resserré entre le fleuve et des collines assez raides, qui sont mieux faites pour recevoir villas et jardins en étage que pour porter des quartiers urbains. Il en est autrement sur la rive droite. Là, entre l'Arno et les dernières pentes du mont Rinaldi, s'étend une plaine assez spacieuse, dont la Florence d'autrefois n'avait occupé qu'une partie. L'espace n'y manquait pas pour des constructions, qui se prolongeraient aussi loin qu'il le faudrait pour loger tous les nouveaux venus. Rien n'empêcherait d'offrir à ceux-ci, dans des habitations bâties tout exprès, tous les agrémens, toutes les recherches du bien-être moderne. On a donc abattu le mur d'enceinte; sur son parcours ont été dessinés de larges boulevards, qui se sont très vite bordés de maisons d'une sobre élégance, dont beaucoup ont des jardins. En arrière de ces boulevards, entre eux et la campagne, s'est interposée toute une bande de quartiers neufs qui devaient former autour de la vieille ville comme une aimable et fraîche ceinture. Par malheur, le transfert de la capitale à Rome et la gêne financière ont arrêté les travaux commencés. Dans bien des endroits, la chaussée est faite, les bandes des trottoirs sont posées; mais les maisons n'ont pas poussé, ou elles sont restées inhabitées. Depuis cinq ou six ans, le nombre des appartemens inoccupés augmente chaque année à Florence. Si la vie a plus que doublé à Florence depuis une vingtaine d'années, les loyers en ce moment y sont à très bas prix.

L'aspect que présentent ces nouveaux quartiers est fort agréable là où ils sont achevés et peuplés. Vous en entendrez cependant critiquer l'aménagement par les Florentins pur sang, restés fidèles à la vieille ville. Nos pères, disent-ils, savaient ce qu'ils faisaient. Dans leurs rues étroites, bordées de hautes maisons aux murs épais, ils étaient mieux protégés contre les chaleurs de l'été, contre les vents froids de l'hiver. Sur ces larges boulevards, dans ces larges rues, parmi ces maisons plus basses, de décembre à mars, la tramontane soulève des flots de poussière et vous coupe le visage en deux; pendant la canicule, le soleil y chauffe tout à son aise les murailles et le pavé; de la rue il fait une fournaise, des appartemens autant d'étuves. Les habitans des nouveaux quartiers n'osent pas nier tout à fait ces inconvéniens; mais, disent-ils, quand les arbres des jardins

et des boulevards seront devenus grands, leur ombre versera la fraîcheur au passant. D'ailleurs, lorsque l'été il y a un peu de brise, on la sent mieux dans ces voies spacieuses que dans les ruelles de l'ancienne Florence. Nous n'avons jamais habité les bords de l'Arno que dans la saison tempérée, au printemps ou en automne; nous n'avons donc pas qualité pour juger ce procès. Les modernes architectes florentins sont gens de goût; nous craignons pourtant qu'ils n'aient commis là une erreur analogue à celle où sont tombés les architectes allemands qui, en bâtissant la nouvelle Athènes, se sont trop souvenus de Munich et de Stuttgart. Dans les siècles où l'on n'avait pas assez de science pour imiter, de parti-pris, tel ou tel modèle étranger, chaque peuple, guidé par un secret et sûr instinct, a presque toujours trouvé d'emblée et fidèlement pratiqué le genre de constructions qui convenait le mieux aux conditions hygiéniques du milieu où il était appelé à vivre.

Ce qui pourrait contribuer à atténuer ces défauts des quartiers neufs, ce serait l'eau, jaillissant de nombreuses fontaines, répandue à profusion par l'arrosage municipal, sur la voie publique, distribuée largement, en vertu de concessions payées, dans les maisons particulières et dans leurs jardins. Amener l'eau à Florence en quantité suffisante, ce fut une des premières préoccupations de l'édilité florentine. On y réussit de deux manières. D'une part, la ville acheta et conduisit jusque dans ses murs, par un long aqueduc couvert, l'eau pure et fraîche de belles sources qui jaillissent dans la montagne, au-delà de Fiesole. D'autre part, une galerie filtrante fut pratiquée au-dessus de Florence, le long de l'Arno. Les eaux ainsi recueillies sont élevées par une pompe à feu dans un vaste réservoir, auprès du *viale dei Colli*, et de là dirigées vers les différens quartiers de la cité.

Rien de plus utile et de mieux justifié que ces travaux; mais l'argent a manqué pour les conduire jusqu'au point où les bienfaits s'en feraient sentir à tous, où le capital engagé commencerait à porter intérêt. Le municipe, en raison de sa détresse, n'arrose guère les boulevards et les rues; dans beaucoup de celles-ci, les tuyaux ne sont d'ailleurs pas encore posés, et il n'y a point de prises d'eau. On aurait dû commencer par faire partout la canalisation; tout au contraire, en dehors d'un certain nombre de grandes voies, on n'a mis l'eau que dans les rues où elle a été demandée par quelques propriétaires s'engageant à en prendre une quantité dont le prix annuel paie la dépense des travaux à exécuter. Or, sur beaucoup de points, on n'a pu réunir les engagemens nécessaires. Par indolence et par économie, bien des gens continuent à se contenter de l'eau de leur puits; s'ils avaient à leur porte une eau meilleure et plus saine, s'ils la voyaient couler légère et pure du

robinet de leur voisin, s'ils n'avaient qu'à parler pour jouir aussitôt des mêmes avantages, peut-être se décideraient-ils; mais il faut s'entendre à plusieurs, former un syndicat, remplir des formalités. On attend donc, et ce n'est pas la gêne actuelle qui hâtera le mouvement. Jusqu'à nouvel ordre, la ville ne retire donc du louage des eaux qu'un très mince revenu.

Il s'est passé quelque chose d'analogue pour les marchés. Tous les étrangers qui ont séjourné quelque temps à Florence connaissent ce dédale de ruelles qui se croisent en tous sens, entre la *via Tornabuoni* et la *via Calzaioli*, dans le voisinage de l'archevêché; les artistes surtout y font de fréquentes visites. C'est là qu'était au moyen âge, c'est là qu'est toujours resté depuis lors le principal marché de la ville, celui dont le poète Antonio Pucci nous a laissé une si curieuse description dans le poème qu'il lui a consacré, au commencement du XIVe siècle. Dans sa naïve admiration, le poète s'écrie, vers le début de son œuvre :

Mercato vecchio al mondo è alimento
E ad ogni altra piazza il pregio serra.

« Le vieux marché nourrit le monde entier; il emporte le prix sur toute autre place! » Les peintres partageraient encore cette admiration : rien de plus amusant et de plus varié pour l'œil que la foule animée et bruyante qui s'agite dans l'ombre de ces ruelles, que les gerbes de fleurs odorantes, les monceaux d'herbes et de légumes, les corbeilles de fruits rouges ou dorés qui s'entassent, ici dans les échoppes branlantes, là sur le sol même, où l'on peut à peine poser le pied. Par places, profitant de quelque étroite percée, de gais rayons de soleil pénètrent jusqu'au fond de ce fouillis; ils éclairent quelque brun visage de campagnarde, entouré d'un mouchoir rouge noué sous le menton ; ils font ressortir les tons riches et chauds des figues violettes ou des pêches empourprées, des énormes grappes de raisin rose. Le soir, à la lueur vacillante des torches dont la flamme est battue et courbée par le vent, le spectacle est plus étrange encore. Ce qui ajoute à l'originalité des aspects, c'est que l'art florentin n'a pas dédaigné de mêler ses élégances à tout ce déploiement de vie rustique, charnelle, grossière. La *loggia* sous laquelle se vend le poisson a été dessinée par Vasari; ses fines colonnes ioniques, ornées de médaillons qui représentent des dauphins, font un piquant contraste avec les étaux et les masures qui les entourent. A chaque pas, le regard s'arrête sur un tableau tout fait; il ne reste plus qu'à le transporter sur la toile.

On ne saurait s'étonner que l'administration municipale se soit placée à un point de vue quelque peu différent : ce n'est point son

rôle d'être aussi sensible au pittoresque. A ses yeux, ce marché avait un grand défaut : vu l'étroitesse des rues où il se tient et leur encombrement, il est à peu près impossible d'en assurer le nettoyage quotidien. Les débris de matières animales et végétales s'y amassent par terre et s'y corrompent dans tous les coins; il s'en exhale des odeurs qui se font sentir à distance. De plus, dans de pareilles conditions, la surveillance et la police sont très difficiles. Enfin le marché, avec son installation toute rudimentaire, rapporte très peu à la ville. On décida donc l'érection d'un marché central, construit tout entier, à l'imitation des halles de Paris, en fer et en verre. Aujourd'hui ce marché existe, tout près de Saint-Laurent; il a des caves spacieuses et fraîches; il est haut, vaste, bien aéré; mais vous n'y trouverez ni marchands ni acheteurs. A peine quelques places y sont-elles occupées; depuis qu'il est achevé, il n'a guère servi qu'à donner quelques fêtes pendant le carnaval. Les étalagistes du vieux marché sont restés sourds à tous les appels que le syndic leur a adressés de sa voix la plus insinuante. Personne ne veut donner le signal du départ. « Si je m'en vais, dit chacun, mes cliens me suivront-ils là-bas? Ils ont leurs habitudes; ils n'aiment point à être dérangés. Plutôt que d'aller me chercher à Saint-Laurent, ils s'adresseront à mon voisin, qui sera resté ! Dans votre grande halle, ouverte à tous les vents, nous gèlerons l'hiver, et, sous ces vitrages, l'été, nous étoufferons. J'aime mieux mon échoppe, ici, dans ce cher coin bien abrité, au pied du palais des Vecchietti ou de celui des Amieri. Là, je ne crains ni la tramontane, ni le soleil, je me trouve bien en toute saison. » Pour décider à l'émigration tous ces obstinés, il aurait fallu jeter bas les vieux murs auxquels ils s'appuient, restes des demeures et des tours de la plus vieille noblesse de Florence, jadis tout entière groupée autour de la place du marché; il aurait fallu exproprier à la fois tous ces détaillans. Alors enfin, chassés de chez eux, ils se seraient décidés, comme un essaim sorti de la ruche maternelle, à venir s'abattre et s'installer dans le marché central ; une fois que la ville les aurait tenus là, elle leur aurait bel et bien fait payer leur place, et l'opération aurait pu devenir fructueuse. Faute de ce complément nécessaire, elle se solde, jusqu'ici, par une perte sèche ; on ne s'est pas senti en mesure de tenter l'expropriation du Marché-Vieux, et les halles restent vides.

De tous les grands travaux entrepris dans ces dernières années, le seul qui ait été vraiment conduit jusqu'à son plein et entier achèvement, c'est la création d'une admirable promenade, le *viale dei Colli*, ou boulevard des collines. Les *cascine*, dont s'était si longtemps contentée la Florence grand-ducale, n'avaient plus paru suffire à la capitale de l'Italie. Elles ont pour elles le voisinage du

fleuve et de beaux ombrages; mais elles sont situées en plaine et elles manquent de vue. On souhaita quelque chose de plus varié et de plus ouvert, qui pût rivaliser, par la diversité des aspects et par l'étendue des horizons offerts au regard, avec le Pincio romain et la route qui, à Naples, contourne le Pausilippe. A cette fin, un habile officier du génie, le commandant Poggi, a dessiné, sur les coteaux qui s'élèvent au sud de Florence, un superbe boulevard, qui a près de 5 kilomètres de développement. Par une suite de lacets à pentes douces bien ménagées, ce boulevard va du quai de l'Arno, près le pont suspendu d'amont, jusqu'à la porte Romaine. La voie est large de 18 mètres; la chaussée est macadamisée; des deux côtés règnent des trottoirs pavés de belles dalles de pierre des Apennins. Ils sont bordés d'arbres qui ont été plantés déjà grands et qui poussent à merveille; ici ce sont des chênes verts, là des marronniers, plus loin des platanes. La promenade est, le soir, tout entière éclairée au gaz; il y a, de distance en distance, des prises d'eau pour l'arrosage.

La route atteint son point culminant au-dessus même de l'Arno, près San Salvatore de' Francescani. Là, sur le *Monte alle Croci*, s'élargit une vaste place en hémicycle, qui domine le fleuve et la ville. C'est la place Michel-Ange, qui a été inaugurée le 14 septembre 1875, pour le quatrième centenaire de la naissance du plus grand des Florentins. Au milieu s'élève un monument composé de copies en bronze : le David se dresse sur un piédestal de marbre, auquel sont adossées quatre des statues du tombeau des Médicis. Au-dessus, un élégant café, la petite église des franciscains dans ses noirs cyprès, celle que Michel-Ange appelait « la belle paysanne, » puis, plus haut, San Miniato, ses vieux murs qui lui donnent l'air d'une forteresse, sa tour délabrée, son élégante façade en marqueterie de marbre. Au-dessous, une série de terrasses, plantées de fleurs et d'arbrisseaux, qui s'étagent jusqu'à l'Arno. Un large bassin et un jet d'eau, avec les brises qui s'insinuent par les gorges de la montagne, doivent donner quelque fraîcheur pendant les chaudes soirées d'été.

La ville paraît plus grande d'ici que de Fiesole ou des coteaux voisins; on est au-dessus même des toits. Pourtant, lorsqu'on a dans la mémoire l'aspect des principales capitales de l'Europe ou même celui de Rome et de Naples, Florence garde l'apparence d'une assez petite ville; cette impression serait encore plus marquée sans les quartiers neufs, où les maisons sont espacées. Pour qu'une telle cité ait pu jouer dans le monde de la pensée et des arts le rôle qui a été le sien, combien il faut qu'elle ait vécu d'une vie intense et forte! Comme la plante humaine (*la pianta uomo*), pour prendre un mot

d'Alfieri, a dû croître ici plus vigoureuse que partout ailleurs, pendant trois ou quatre siècles, depuis la première aube de la renaissance jusqu'au coucher de son soleil!

Si des objets les plus proches on porte ses regards vers les plus éloignés, on jouit d'une vue qu'il n'est pas facile d'oublier. L'œil embrasse tout le val moyen de l'Arno, depuis Pontesieve jusque vers Empoli. Par-dessus les crêtes des collines qui dominent la ville, par-dessus les clochers des couvens et les tours carrées des villas, on suit la double ligne des monts qui, à l'ouest, s'écartent d'une part vers Sienne, de l'autre vers Prato et Pistoie. A l'est, au contraire, vers Arezzo, ils se rapprochent, et le terrain s'élève rapidement.

De la place Michel-Ange, le boulevard conduit à une autre esplanade, la place Galilée; celle-ci est entourée d'un jardin qu'égaient des eaux vives et de riches parterres. De ce point, la vue est différente; elle glisse sur un ravin qui descend à l'Arno, entre des côtes couvertes de vignes, de cyprès et de maisons de campagne. C'est un paysage bien plus restreint, mais aimable encore et pittoresque. On redescend ensuite jusqu'à la porte Romaine, par le boulevard Machiavel.

Sur l'élégance et la noblesse de cet ensemble, il n'y a qu'une voix : la *promenade des collines* sera bientôt une des plus justement célèbres de l'Europe. Les Florentins en sont fiers. On leur en fait volontiers compliment. « N'est-ce pas, vous répondent-ils, que c'est vraiment *une chose impayable?* » On saisit le jeu de mots, on sent ce qu'il cache de regrets et d'appréhensions. Ce boulevard a, parait-il, coûté un argent fou; il a fallu acheter les terrains, et, si près de la ville, ils se payaient cher; il a fallu creuser la route au flanc de la montagne, la daller, la planter, y établir les canaux pour l'eau et le gaz, consolider les pentes. L'an dernier, des glissemens se produisaient encore au-dessous de la place Michel-Ange et menaçaient de la faire descendre avec son monument dans le lit de l'Arno; on a dû reprendre en sous-œuvre, à grands frais, les travaux de terrassement. En l'absence même de pareils accidens, l'entretien de la promenade et des jardins qui en dépendent est fort coûteux.

III.

Par cet exposé, tout incomplet et sommaire qu'il soit, on peut se faire une idée du caractère des travaux qu'a entrepris, depuis 1860 et surtout depuis 1865, le municipe florentin, dirigé d'abord par M. Cambray-Digny, puis, pendant ces dix dernières années, par

M. Peruzzi. La voirie améliorée et la circulation rendue plus facile dans la vieille ville, sans destructions ni bouleversemens qui la défigurassent, par de sobres et discrètes retouches, la fondation de quartiers neufs disposés de manière qu'aucun point n'en fût très éloigné du centre, c'est-à-dire de la place du Palais-Vieux, des eaux abondantes et salubres conduites à Florence et distribuées dans toutes les parties de la cité, l'approvisionnement et l'alimentation mieux assurés par une nouvelle organisation des marchés, une merveilleuse promenade créée aux portes mêmes de la ville, dans un site charmant, toutes ces entreprises en elles-mêmes étaient bien conçues; elles s'inspiraient d'une idée juste, d'un naturel et légitime désir de progrès. Favorisées par les circonstances et conduites à terme, elles devaient, selon toutes les prévisions, mettre Florence en état de jouer plus brillamment son rôle de capitale, elles devaient la faire plus commode, plus saine, plus agréable à habiter. En même temps, on pouvait compter qu'à toutes ces dépenses correspondrait une augmentation proportionnelle du revenu. Les plus prudens mêmes semblaient n'avoir aucun doute à ce sujet; tout au plus différait-on d'avis sur la question de savoir combien d'années seraient nécessaires pour rembourser les sommes empruntées et pour amortir le capital très considérable qui serait absorbé par ces travaux.

On est loin aujourd'hui de ces espérances. Le 16 juin dernier, une affiche apposée au Palais-Vieux portait à la connaissance du public la banqueroute définitive de la ville de Florence. Syndic et conseillers municipaux avaient donné ensemble leur démission quelques semaines auparavant; ils avaient été remplacés, comme l'exige la loi italienne, par un commissaire royal chargé d'administrer la ville jusqu'à convocation des électeurs. Le conseil qui venait de se dissoudre avait, au printemps, prorogé pour trois mois l'échéance de toutes les dettes municipales; on avait cru qu'avant l'expiration de ce délai le ministère et le parlement se seraient enfin décidés, qu'ils auraient accordé ces secours que, depuis deux ans et plus, la malheureuse ville implorait à mains jointes. Les secours n'étaient pas venus, et l'heure des échéances différées sonnait au milieu du désarroi général; la caisse était encore plus vide que trois mois auparavant. Le temps des illusions était passé pour les débiteurs comme pour les créanciers. Le commissaire a donc signé un arrêté en vertu duquel les paiemens de toute nature sont suspendus indéfiniment. Le même arrêté ordonne la cessation de tous les travaux, à l'exception de ceux qui sont absolument indispensables.

On a beau s'attendre à de pareils coups; lorsqu'ils vous frappent, on éprouve toujours une sorte de stupeur mêlée de colère, comme

si l'on n'avait pas été prévenu. Il est difficile de savoir ce qui se passe dans la tête d'un pendu; cependant, j'en jurerais, tant qu'il n'a pas perdu connaissance, le misérable doit être occupé à calculer les chances qui lui restent de sentir soudain la corde casser. Florence avait, depuis plusieurs années, la corde au cou; de jour en jour, le nœud se serrait, il rendait la gêne plus cruelle, l'angoisse plus vive. Par l'effet des surtaxes municipales, la propriété, frappée d'un impôt presque égal à la moitié du revenu présumé, baissait rapidement de valeur; le capital, auquel la ville demandait le meilleur de son revenu, s'évanouissait et fondait ainsi entre ses mains (1). L'impôt personnel et mobilier (*tassa di famiglia*), les droits d'octroi étaient très lourds; le vie devenait bien plus chère à Florence que dans les cités voisines; les étrangers l'abandonnaient; la population diminuait (2). Malgré la résignation avec laquelle les Florentins supportaient ce fardeau toujours croissant, le déficit augmentait d'exercice en exercice. Si l'on arrivait encore à payer les intérêts de la dette consolidée et les dépenses des travaux qui s'achevaient, c'était seulement grâce à une dette flottante hors de toute proportion avec les ressources réelles de la ville (3). Les signes les plus clairs annonçaient donc, à bref délai, un dénoûment fatal. Cependant la première prorogation des échéances, en mars 1878, n'avait pas encore ouvert tous les yeux; on se leurrait de l'idée qu'avant les trois mois écoulés le gouvernement serait intervenu pour tirer Florence d'embarras et lui permettre de reprendre les paiemens au jour fixé. Quand on a lu sur les murs l'arrêté du commissaire royal, le doute n'a plus été permis, même à ceux qui avaient le plus de peine à s'avouer la triste vérité. Alors de toutes parts ont éclaté les cris et les plaintes. L'opinion s'est déchaînée avec une extrême véhémence contre l'ex-syndic, qu'elle avait doci-

(1) D'après le rapport de la commission d'enquête de 1877, la propriété devait payer en 1878 à Florence une surtaxe municipale de 1,92 par livre de l'impôt perçu au profit de l'état sur les bâtimens de toute espèce. Ajoutée au principal de l'impôt, cette surtaxe faisait peser sur le contribuable une charge équivalente à 41,38 du revenu imposable; avec les mauvaises années et la baisse des loyers, souvent le revenu réel n'est que de très peu supérieur à ce que le percepteur prend au propriétaire.

(2) D'après M. Paul Leroy-Beaulieu (*les Finances des grandes villes de l'Europe*, dans *l'Économiste français* du 4 mai 1878), la proportion des dépenses municipales par tête d'habitant était, en 1876, plus forte à Florence que dans toutes les autres villes de l'Europe, Paris excepté (105 francs à Paris, 90 à Florence, 58 à Rome, 46 à Vienne, 36 seulement à Berlin).

(3) Entre 1865 et 1876, la dette flottante a atteint par momens 40 millions de livres; elle n'a jamais été au-dessous de 30 millions. L'intérêt moyen de cette dette, dans les cinq dernières années, était de 5,37 pour 100. Dans les premiers temps, il avait monté jusqu'à 6,25 pour 100. C'est ce qui résulte du rapport de M. Peruzzi, qui accompagnait la pétition présentée aux chambres en 1876 par la commune de Florence (p. 92).

lement suivi pendant si longtemps. Il y a quelques années, elle ne prêtait qu'une oreille distraite aux quelques opposans qui se permettaient de discuter les plans et les budgets de Périclès-Peruzzi, comme l'appelait le *Fanfulla*, qui joue à Rome, non sans verve et sans esprit, le rôle de notre *Charivari*. Depuis que la faillite a été déclarée, c'est à M. Peruzzi que s'en prennent tous ceux qui se sentent atteints par ce désastre, et il n'est personne à Florence qu'il ne frappe d'un coup plus ou moins direct. M. Peruzzi est donc devenu le bouc émissaire de toutes les fautes commises. Les esprits étaient si montés que l'on a craint une manifestation injurieuse et violente; la questure a cru devoir placer des gardes aux portes de la maison qu'habite celui qui, l'an dernier, était encore l'homme le plus populaire de Florence (1). C'était, par bonheur, un excès de précaution. Ce peuple florentin est de sens trop rassis, il est trop bien élevé pour se déshonorer par de pareils excès. Quiconque a un peu vécu à Florence ne s'étonnera point de nous entendre parler en ces termes de toute une foule qui contient, comme ailleurs, des élémens tout à fait illettrés. En Toscane, chez l'ouvrier même et le paysan, on sent les effets d'une culture bien des fois séculaire, effets transmis et accumulés par l'hérédité dans le sang et dans les moelles des générations qui, depuis les Étrusques, se sont succédé sur ce sol privilégié.

On reviendra vite, nous n'en doutons pas, malgré les souffrances présentes, au calme et à la justice. Lorsque, dans quelque temps, il faudra reformer, par l'élection, le conseil de la cité, nous ne serions pas étonné que le nom de M. Peruzzi passât de nouveau en tête de la liste. On peut, sans doute, lui adresser quelques reproches; il a péché par trop d'optimisme. Il n'a pas assez fait entrer dans ses calculs les chances contraires qui pouvaient se présenter; il a eu trop de confiance dans les ressources de la cité qu'il aimait et qu'il était fier de rendre plus belle encore et plus charmante; il a ensuite trop compté sur le concours de ses amis politiques, sur la reconnaissance et la générosité de l'Italie. Il s'est ainsi laissé entraîner; il n'a pas su s'arrêter à temps, il a poursuivi, avec des moyens insuffisans, des travaux qui, faute de quelques millions, n'ont ensuite pas donné les résultats rémunérateurs que l'on était en droit d'en attendre. Les erreurs commises ne sont aujourd'hui que trop évidentes; mais aussi, pourquoi les Florentins

(1) Nous empruntons ce détail et d'autres encore aux lettres intéressantes que M. H.-G. Montferrier envoie de Rome au *Journal des Débats*. Personne n'a mieux parlé de la question de Florence, avec des informations plus précises et un plus juste sentiment des nécessités politiques et du devoir d'équité qui semblaient imposer au gouvernement italien une conduite autre que celle qu'il a tenue.

ont-ils, pendant dix ans, abdiqué entre les mains de M. Peruzzi? Pourquoi la junte municipale, la presse, l'opinion, ne l'ont-elles pas retenu sur cette pente? Le syndic, assure-t-on, n'aimait pas la contradiction; mais ce n'était pas un tyran italien du moyen âge, ni même un ministre des grands-ducs; il n'exilait personne, il ne pouvait ni supprimer ni suspendre de journaux. Florence, en ne cherchant pas plus tôt à voir clair dans ses affaires, a encouru une grande part de responsabilité; il y a eu là un peu d'indolence, un certain manque d'énergie et de virilité.

C'est en 1871 que l'opinion et la presse florentine auraient dû intervenir avec clairvoyance et décision. Au printemps, le parlement italien tenait à Florence sa dernière session, avant de se donner rendez-vous à Rome. Il était prêt à faire pour Florence ce qu'il avait fait pour Turin sept ans auparavant, à l'indemniser, elle aussi, des dépenses qu'elle avait encourues pour soutenir ce rang de capitale dont on lui retirait si brusquement les avantages. On ne contestait pas le principe; il ne s'agissait que de s'entendre sur le chiffre de l'indemnité. Le moment était favorable, non pour enfler ce chiffre outre mesure, mais pour le faire accepter, quelque élevé qu'il pût paraître, contre pièces à l'appui. En 1864, les finances de la ville étaient en bon état, comme l'ont reconnu les commissions d'enquête: mais, dès 1865, Florence s'était mise à l'œuvre avec une telle ardeur que déjà les budgets de 1869 et de 1870 se soldaient chacun par un déficit de plus de 8 millions de livres. Pour exécuter les travaux d'agrandissement et d'assainissement qui avaient été jugés nécessaires, elle avait conclu emprunt sur emprunt; mais c'était le temps où le crédit de l'Italie était le plus bas. Florence n'avait pu réaliser ces emprunts, négociés surtout à l'étranger, qu'à des conditions très onéreuses, qui s'expliquaient assez par les cours de la rente italienne et la dépréciation du papier-monnaie qui avait cours forcé dans toute l'Italie (1). La situation financière de Florence était déjà fort inquiétante; beaucoup des travaux commencés ne l'auraient jamais été ou ne l'auraient pas été de longtemps, si Florence n'était pas devenue capitale; maintenant qu'elle cessait de l'être, il était aussi difficile de les suspendre en les laissant improductifs que dangereux de les achever avec une population et des ressources diminuées.

Consultés sur le chiffre à fixer, l'ancien syndic et le nouveau, MM. Cambray-Digny et Peruzzi, paraissent avoir mis une sorte de coquetterie à rester au-dessous de ce qu'ils avaient le droit de de-

(1) Sur 116 millions de livres (valeur nominale), 88 millions seulement sont entrés dans les caisses de Florence. En chiffres ronds, il y a donc eu 28 millions de frais d'emprunt (commissions, pertes sur le change, etc.).

mander. Prenons les chiffres de la commission d'enquête qui avait été nommée en 1877, sous le ministère Depretis, et qui était présidée par le sénateur A. Magliani, président de section à la cour des comptes. Voici ce qui résulte de son remarquable rapport (1). Turin avait été indemnisé, en 1864, dans la proportion des 742 millièmes des dépenses que cette ville avait encourues comme capitale du royaume; si l'on avait appliqué cette même proportion à Florence, Florence aurait dû recevoir, en 1871, 38 millions de livres. Or la loi du 29 juin 1871 ne lui a donné que 22 millions environ; encore n'arrive-t-on à ce chiffre qu'en y comprenant pour près de 8 millions les édifices, tels que palais nationaux et couvens incamérés, que l'état cédait au municipe: la loi stipulait d'ailleurs que ces bâtimens seraient incessibles et inaliénables; ils ne représentent donc pas pour la ville une valeur qu'elle puisse réaliser par échange ou par vente, et ils lui imposent de lourds frais d'entretien. Florence, d'après les commissaires enquêteurs, a donc reçu alors, au plus bas mot, 16 millions de moins qu'elle n'aurait dû le faire, si on avait suivi pour elle les mêmes règles que pour Turin.

Aujourd'hui la commission établit, par une série de déductions très bien enchaînées et d'ingénieux calculs, que l'on doit encore à Florence environ 40 millions; c'est ce que représenteraient, avec l'élévation des cours actuels, les intérêts composés des sommes que l'on aurait dû lui donner et les conditions onéreuses des emprunts auxquels l'a contrainte l'insuffisance de la compensation accordée. C'est fort bien; mais cette soulte, on ne paraît pas disposé à la lui donner; personne n'aime à payer, surtout quand elle monte un peu haut, la carte d'un repas depuis longtemps digéré. C'était en 1871 qu'il fallait exiger la parité de traitement; alors on aurait tout obtenu. Le parlement était tout entier à la joie inespérée d'aller à Rome, il éprouvait une sorte de pudeur à quitter de sitôt Florence après l'avoir induite en dépense; il ne lui aurait pas marchandé les dédommagemens. Au lieu de présenter leur note, les Florentins ont sonné leurs cloches et se sont associés, en s'oubliant eux-mêmes, à l'enivrement général; ils n'ont pas voulu paraître faire payer l'hospitalité qu'ils avaient accordée, pendant six ans, au roi et au parlement. Or cette hospitalité leur avait coûté cher; avec toute sa gloire, Florence n'a, pour réparer ses pertes, ni la puissante industrie de Milan ou même celle de Turin, ni le grand commerce maritime de Gênes. Elle avait, à plusieurs reprises, assez prouvé son patriotisme; elle eût été sage de songer un peu plus, dans cette heure critique, à ses propres intérêts et à ceux de ses

(1) *Gazzetta ufficiale*, 28 décembre 1877.

créanciers. Si elle eût été avisée et vigilante, l'opinion aurait exercé, en ce sens, une utile pression sur les représentans officiels de la cité. C'est avec ces façons de grand seigneur que l'on s'est engagé dans la voie qui menait à la banqueroute ; depuis lors, l'occasion propice ne s'est jamais retrouvée.

Ce qui a encore contribué à endormir l'opinion, à ne pas lui laisser apercevoir tout d'abord les conséquences du transfert de la capitale, c'est que ce transfert a duré plusieurs années. Les ministères ne sont partis que l'un après l'autre, lorsqu'ont été prêts les locaux qui devaient les recevoir sur les bords du Tibre ; en 1877, certains services, certains bureaux s'attardaient encore à Florence. Si le vide s'était fait, à heure dite, dans la capitale délaissée, les plus prévenus auraient été forcés de comprendre la gravité de la situation nouvelle ; on aurait ralenti les travaux et restreint les dépenses ; mais, dans les premiers temps, il a semblé que rien n'était changé dans l'aspect et dans le mouvement de la ville ; on s'est laissé aller à continuer les entreprises commencées. C'est ainsi que depuis 1859 tout a tourné contre Florence ; la fortune a semblé vouloir épuiser contre elle toutes ses perfidies. Dans les années qui ont suivi la convention de septembre, pouvait-on soupçonner, au lendemain de Mentana, que, sitôt après, les Italiens entreraient, tambours battans, dans les murs de Rome ? Sauf peut-être celui qui menait le jeu de la politique européenne, qui donc alors pensait voir le second empire français se précipiter en aveugle, presque sans armes, sur le fer que lui tendait la Prusse ? Qui prévoyait ce suicide ? Quand Florence a remplacé Turin, elle n'a point été autorisée à se considérer comme la capitale définitive de l'Italie ; mais elle a pu penser que ce provisoire durerait plus de six années, qu'elle aurait le temps d'achever sa transformation et de rentrer dans ses déboursés avant d'être privée des avantages que lui assurait la présence du gouvernement. Les désastres de la France lui ont fait perdre son rang, et, après 1871, la lenteur de l'évacuation a entretenu ses illusions et lui a caché l'abîme où elle glissait.

Le gouvernement, qui vient de laisser Florence tomber en faillite, avait-il le droit de dégager ainsi sa responsabilité et d'assister, spectateur impassible, à un pareil désastre ? Nous ne le pensons pas, et nous sommes surpris que, dans les séances des 9 et 10 mai 1878, où a été discutée la proposition d'enquête présentée par le ministère Cairoli, pas un député ne se soit placé à ce point de vue. La politique financière suivie en Italie depuis plusieurs années a certainement beaucoup aggravé les embarras où se débattent aujourd'hui la plupart des grandes communes italiennes. Cette politique peut se résumer en deux mots : se décharger sur les com-

munes de beaucoup de dépenses qui, partout ailleurs en Europe, incombent à l'état, et s'emparer en même temps du produit de certaines taxes qui, partout ailleurs, profitent tout entières aux caisses municipales. Ainsi deux lois de 1864 et de 1866 ont fait entrer l'état en partage avec les communes pour les droits d'octroi qui frappent toutes les matières de grande consommation, telles que les boissons, la viande, les farines, le riz, le sucre, le beurre, etc. Chargée de la perception, la commune en a toute l'impopularité; mais elle verse à l'état près de la moitié de la recette. C'est dans le même esprit qu'une loi de 1874 a rendu à l'état les 15 centimes qui avaient été en 1870 attribués aux provinces sur l'impôt foncier. Au moment où s'aggravaient les charges des villes, l'état venait leur retirer des ressources dont elles s'étaient crues assurées (1).

Pour justifier ces tendances, l'état italien peut alléguer les exigences de sa situation, ses besoins plus grands que ses ressources. Ce qui est vraiment inexcusable, ce sont ces lenteurs et ces atermoiemens qui ont abouti à rendre inévitable une catastrophe que les ministres avaient, croyons-nous, un sincère désir d'empêcher. Ce fut en 1874 que, pour la première fois, le municipe de Florence s'adressa au gouvernement; il lui demanda de remettre à la disposition de la ville certaines surtaxes dont l'état s'était emparé. Le ministère ne rendit rien; il se contenta d'offrir des conseils, qui n'étaient même pas bons; il suggéra des augmentations d'impôt. Celles-ci auraient eu pour effet de dessécher les sources déjà fort amoindries du revenu municipal; elles n'auraient produit, sur quelques articles, que des bénéfices illusoires et passagers; on ne tenta même pas l'expérience. Deux ans après, la gauche arrivait au pouvoir; elle y avait été aidée par le vote de députés toscans qui, comme M. Peruzzi, avaient jusqu'alors appartenu à la droite. MM. Depretis et Nicotera paraissaient comprendre la nécessité de sauver Florence; ils auraient tenu à honneur d'y parvenir; ils nommèrent donc une commission. Celle-ci ne mit pas trop de temps à étudier l'affaire; elle fit un rapport très judicieux qui avait le mérite d'aboutir à une conclusion pratique. Pour compenser l'insuffisance de l'indemnité jadis accordée, l'état, au moyen d'une émission de bons du trésor, prendrait à sa charge, jusqu'à concurrence de 30 millions, le service de la dette flottante qui pesait sur Florence; le crédit de l'état étant très supérieur à celui de la ville, l'état, avec une dépense annuelle de 1,380,000 livres, satisferait les créanciers

(1) Nous tirons ces détails d'un intéressant article, riche de faits et de chiffres, qui a été publié sans signature dans les *Débats* du 23 juin 1878, sous ce titre : *les Finances des communes italiennes.*

auxquels Florence payait, pour le même capital prêté, 2,070,000 livres; il bénéficierait d'une différence d'intérêt d'environ 2 pour 100. De plus, pour parfaire la somme, une réduction de 500,000 livres serait accordée, jusqu'à nouvel ordre, sur la taxe d'abonnement de 2,300,000 livres, à laquelle avait été fixée la part afférente au trésor dans les revenus de l'octroi florentin.

Peu de semaines après la publication de ce rapport, M. Depretis quittait les affaires; il était remplacé par un autre des chefs de la gauche, M. Cairoli. Entre temps, la crise florentine devenait de plus en plus aiguë; à peine M. Cairoli avait-il formé son cabinet, Florence lui adressait un suprême appel. Que croyez-vous que fit M. Cairoli? Sans doute, direz-vous, il s'appuya sur les travaux de la commission qui venait de terminer son œuvre, il prit texte de ses conclusions, pour proposer et faire voter d'urgence une loi de réparation et de secours. Vous n'y êtes pas : c'est ainsi peut-être que les choses se seraient passées en France s'il s'était agi d'empêcher la faillite de Marseille ou de Lyon, de Lille ou de Bordeaux; mais les choses ne vont pas si vite en Italie. Pendant que Florence aux abois ajournait à trois mois toutes ses échéances, le chef du cabinet se bornait à demander la nomination d'une nouvelle commission d'enquête. Il est vrai que la précédente avait été administrative; celle-ci serait parlementaire (1)! La commission était nommée; avant même qu'elle eût déposé son rapport, la faillite définitive était déclarée. Il n'est plus temps, quoi que l'on propose et quoi que l'on fasse, d'épargner à Florence la honte dont elle était menacée depuis plusieurs années.

La commission parlementaire évalue, dit-on, à 145 millions de livres la dette de Florence. Nous n'avons pas à contrôler ici ses dires, ni à discuter les résolutions qu'elle ne peut manquer de soumettre aux chambres. L'opinion semble enfin s'être émue; presque toute la presse manifeste un vif désir de voir l'état faciliter la liquidation de Florence et sauvegarder, dans une certaine mesure, les intérêts de ses créanciers. Mieux vaut tard que jamais, dit le proverbe; c'est pourtant bien tard. Florence méritait mieux. Pendant les pénibles années où elle se débattait contre des difficultés écrasantes et où elle s'imposait les plus lourdes charges pour tenir ses engagemens, Florence méritait de trouver auprès du gouvernement

(1) En réalité, cette enquête est la troisième. Au mois d'avril 1877, un premier examen de la situation et des remèdes qu'il convenait d'y apporter avait été fait par l'un des financiers les plus capables de l'Italie, le commandeur Petitbon, et cet examen avait abouti à un premier rapport dont on trouvera l'analyse dans la brochure de M. Mari. Celle-ci, qui nous arrive au moment où nous mettons sous presse, paraît exposer la question avec beaucoup de sens, de mesure et de fermeté tout à la fois.

et des chambres un autre accueil, un autre appui. L'indifférence dédaigneuse des ministres de droite, la molle, lente et timide bonne volonté des cabinets de gauche, un vote du parlement dans lequel quatre-vingt-neuf voix se prononcent même contre la proposition d'enquête, ce n'est vraiment pas assez, après ce que Florence avait fait pour l'Italie! Ne parlons pas d'un passé qui est une des gloires les plus pures de la nation, un de ses titres au respect du monde; en 1860, c'est la résistance obstinée de Florence aux désirs de la diplomatie européenne, c'est son enthousiaste abdication, qui ont empêché l'établissement du système fédératif et fait l'unité de l'Italie sous le sceptre de la maison de Savoie. On l'a trop oublié.

Sans doute les administrateurs de Florence, ses conseillers élus, ses journaux, la cité tout entière, ont des reproches à s'adresser; il y a eu imprudence et entraînement irréfléchi; mais aussi les circonstances, nous l'avons montré, ont été pour beaucoup dans les fautes commises. Le gouvernement, non plus, n'a pas fait son devoir envers l'une des premières cités de l'Italie; il n'a su ni avertir, ni secourir à temps. Il eût été digne du parlement, lorsque la question de Florence lui a été soumise, de témoigner à la ville humiliée et souffrante une cordiale sympathie, en attendant mieux: la discussion a été terne et comme ennuyée; on n'écoutait que d'une oreille. Plus d'un tiers de la chambre, en repoussant l'enquête, s'est même refusé à donner aux Florentins un témoignage d'intérêt qui ne préjugeait point l'avenir. Parmi ceux qui ont émis ce vote cruel, les uns ont voulu punir M. Peruzzi et ses amis de ce qu'ils appellent leur défection; les autres ont cédé à de mesquines jalousies provinciales qui sont encore bien puissantes et bien vivaces en Italie.

Les uns et les autres ont eu tort; ils paraissent, d'après le langage des journaux, le sentir aujourd'hui. Le ministère, s'il avait été plus franc et plus hardi dans ses demandes, aurait peut-être aussi obtenu, aurait arraché au parlement une résolution opportune et généreuse. En droit strict, l'Italie ne doit rien à Florence; la raison politique et l'équité commandaient cependant de ne pas la laisser périr sans secours. Persister à méconnaître ce devoir, ce serait agir comme certain personnage de comédie, le héros de l'une des meilleures pièces de notre théâtre contemporain. Qui ne se souvient du chef-d'œuvre de Barrière, *les Faux Bonshommes?* Il y a là un bourgeois capricieux, d'un égoïsme naïf et souriant, qui a fait la joie du public. Il change souvent d'idée, et chaque fois qu'on lui rappelle les espérances qu'il a données, les engagemens qu'il a semblé prendre, vous l'entendez répondre d'un air triomphant: « Il n'y a rien d'écrit! »

GEORGE PERROT.

LA CONFESSION

DU

PARTI CONSERVATEUR

Quel est le véritable sens du mot « conservateur? » Il n'y en a qu'un pour tout esprit philosophique. Le conservateur est celui qui veut maintenir les principes fondamentaux des sociétés civilisées, quelles qu'en soient d'ailleurs les formes politiques, c'est-à-dire la famille, la propriété, la religion, en un mot tout ce qui assure la vie morale de l'individu, tout ce qui unit les hommes entre eux et les rattache à un ordre supérieur. Ces principes, pour ne rien perdre de leur valeur, ont besoin d'être continuellement surveillés, améliorés, défendus, — défendus contre les erreurs qui les dénaturent et contre les abus qui les corrompent. Or, comment cette perpétuelle défense serait-elle possible, sinon par la pratique même de la vie et de la liberté? Il faut donc ajouter quelque chose à la définition proposée plus haut et dire que le vrai conservateur doit être par cela même dévoué aux doctrines libérales. Un système conservateur qui n'est pas en même temps un système libéral, c'est une contradiction et un non-sens.

Si ces idées ne sont pas exprimées avec autant de précision par l'auteur des deux ouvrages dont nous voulons nous occuper, je crois cependant pouvoir affirmer qu'elles sont bien le fond de sa philosophie politique. M. Paul Thureau-Dangin, en rassemblant lse pages intitulées *Royalistes et républicains* (1), comme en écrivant le livre plus serré qui porte ce titre : *le Parti libéral sous la restauration* (2), a eu certainement le dessein de rechercher ce qu'a-

(1) *Royalistes et républicains,* essais historiques sur des questions de politique contemporaine, par Pau lThureau-Dangin, 1 vol. in-8°; Plon.

(2) *Le Parti libéral sous la restauration,* par M. Paul Thureau-Dangin, 1 vol. in-8° Plon.

vait été depuis la révolution française le parti conservateur, j'entends ce parti dans toute l'ampleur des idées que représente son titre, le parti conservateur et libéral. Esprit loyal et droit, M. Thureau-Dangin ne pouvait se livrer à cette étude sans être frappé des fautes que le parti conservateur et libéral a commises pendant quatre-vingts ans; il les expose, ces fautes désolantes, avec tant de franchise, tant de vigueur, avec un tel sentiment de regret pour ses amis, avec de tels mouvemens de confusion et de honte, qu'il semble faire sans le vouloir la confession du parti qui s'exprime ici par sa bouche.

La première de ces fautes, c'est la division introduite dès le début dans son principe même. Se peut-il en effet que le parti de l'ordre se soit scindé depuis près d'un siècle en conservateurs et en libéraux? Est-ce que les conservateurs ne se reniaient pas eux-mêmes en tenant la liberté pour suspecte, la liberté qui est ici comme en tout le sel de la terre, le principe de conservation et de vie? Est-ce que les libéraux ne se condamnaient pas à de vides déclamations et à des actes stériles, quand ils laissaient en dehors de leur programme les fondemens de la destinée sociale? Le premier ouvrage de M. Thureau-Dangin est consacré aux conservateurs séparés des libéraux, le second aux libéraux séparés des conservateurs. Ces hommes qui seraient si forts s'ils restaient unis, car ils représenteraient l'immense majorité de la France, on voit ce qu'ils deviennent quand ils se refusent à marcher de conserve; on les voit, sans doctrines, sans lest, battus par tous les vents, jouets de tous les orages, donner au monde le plus triste spectacle que puisse offrir une société si riche d'ailleurs de cœur et d'esprit, le spectacle de l'incohérence et de l'insanité. Je voudrais profiter des recherches de l'auteur, et, ramassant les traits de cette vive peinture, y ajouter les conclusions qu'elle me suggère.

I.

Le point de départ des études de M. Thureau-Dangin, c'est le 9 thermidor de l'an II. Avant la chute de Robespierre, avant le 27 juillet 1794, il ne s'agit ni de conservation, ni de liberté, il s'agit de renverser la monarchie absolue. Dans ce cataclysme effroyable, la liberté qu'on invoque sans cesse est sans cesse violée, et c'est à peine si un petit nombre de sages se préoccupent courageusement de ce qui doit être conservé des traditions du vieux monde dans la reconstruction du monde nouveau. Ces grands problèmes exigent des temps plus calmes et supposent la fin de l'horrible épreuve. De 89 à 92 et de 92 à 94, c'est la révolution seule

qui est à l'œuvre. Une fois Robespierre tombé, la vie morale recommence.

Il est bien prouvé désormais que Robespierre fut renversé par des hommes qui ne valaient pas mieux que lui, « misérables valets, a pu dire Mallet-Dupan, qui assassinaient leurs maîtres pour s'emparer de leurs sceptres; » mais il n'est pas moins prouvé que, le tyran jeté à bas, une explosion de joie universelle déconcerta pour longtemps les valets dont parle Mallet-Dupan. Si l'on regarde, non pas au fait même, mais aux conséquences du 9 thermidor, ce n'est pas Tallien qui est ici l'acteur principal, ce n'est pas Thuriot, Fréron, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, Vadier, Barrère, Bourdon (de l'Oise), qui sont les libérateurs de la convention et de la France; le grand libérateur, c'est ce soulèvement unanime de l'opinion qui, dès le lendemain de la victoire, paralyse et annule les vainqueurs. Les thermidoriens proprement dits sont comme submergés dans cette marée montante, et lorsque douze mois plus tard, au premier anniversaire de la journée vengeresse, Marie-Joseph Chénier s'écrie :

Salut, neuf thermidor, jour de la délivrance!

ce n'est pas à tel ou tel personnage du 9 thermidor, à tel ou tel groupe de la convention, c'est à la France entière que le poète adresse ses strophes républicaines.

Voilà le point de départ. Dès ce moment, le problème est posé : comment rester fidèle aux principes de la révolution sans renoncer aux principes éternels? En face de l'innovation inévitable, comment maintenir la tradition nécessaire? Présent, passé, ce sont là trop souvent des paroles décevantes. Il ne s'agit pas ici d'enchaîner ce qui existe à ce qui est mort; il s'agit de souder de nouveaux anneaux à des anneaux anciens, ce qui doit vivre à ce qui doit vivre. En un mot, la liberté nouvelle acquise au prix de si horribles épreuves rendra-t-elle les hommes indifférens à ces règles d'ordre public sans lesquelles aucune communauté sociale ne peut durer?

Ces questions que nous discutons aujourd'hui d'une façon abstraite, on les résolvait d'instinct après le 9 thermidor. C'est l'instinct, un instinct profond et sûr, quoique très étrange dans la forme, qui conduit par exemple la jeunesse dorée de 1795. Ces deux ou trois mille jeunes hommes appartenant au commerce, aux lettres, aux théâtres, aux écoles, aux administrations, qui se réunissent le soir au Palais-Royal armés de bâtons, de cannes à épées, et qui fustigent si vertement les jacobins, ce ne sont pas, comme certains historiens affectent de le croire, des partisans de l'ancien régime.

Écoutez les cris qu'ils profèrent : « Vive la république ! vive la convention ! » Lisez leurs proclamations si bien mises en lumière par M. Thureau-Dangin : « Vous vous rappelez, disent-ils aux gens des faubourgs, que nous enlevâmes ensemble la Bastille et le repaire du tyran. Vous retrouverez en nous vos frères d'armes du 14 juillet et du 10 août. » Assurément, à entendre ces clameurs, on voit trop qu'ils subissent encore le joug de l'opinion courante. L'instinct qui les pousse n'en est que plus digne de remarque. Ils appellent les Tuileries de 92 « le repaire du tyran ; » mais ils sont résolus à en finir avec les jacobins. Leur devise pourrait être celle-ci : « Aucun retour en arrière, mais guerre aux hommes de sang, guerre aux destructeurs de la société. »

Dirons-nous que ce sont des républicains très convaincus? Non, certes; république, monarchie, ces questions de formes les laissent assez indifférens. « Leur reconnaissance, dit très bien M. Thureau-Dangin, est acquise au régime qui satisfera leurs sentimens de justice et d'indignation. » Si la république peut ou veut profiter de ce mouvement des esprits, tant mieux pour la république ! Si une monarchie libérale est la seule sauvegarde de la vie des citoyens et des principes de l'ordre, bonne chance à la monarchie libérale !

Cette dernière chance pourtant en 95 ne se présente guère à leur esprit. Bien des gens qui se rallieront un jour à la royauté sont franchement dévoués à ce grand essai d'une république généreuse. En veut-on un exemple bien significatif? Michaud, le futur rédacteur de la *Quotidienne*, l'auteur futur du *Printemps d'un proscrit*, écrivait en 95 une poésie qui se termine par ces vers :

Oh ! si jamais des rois et de la tyrannie
Mon front républicain subit le joug impie,
La tombe me rendra mes droits, ma liberté.

Les seuls hommes qui à cette date aient songé sérieusement au retour de la monarchie, ce sont des montagnards, j'entends des montagnards thermidoriens, de ceux qui, ayant renversé Robespierre afin de continuer sa tyrannie, se virent mis de côté par le soulèvement de la conscience publique. Quant à la jeunesse dont nous parlons, si elle eût voulu tuer les institutions républicaines, elle aurait laissé les jacobins achever leur œuvre aux journées du 13 germinal et du 1er prairial. Que fit-elle en ces heures de crise? On la vit, le fouet à la main, chasser de la convention la populace qui l'avait envahie; et c'est au cri de : « Vive la république ! vive la convention nationale ! » que s'accomplit la première déroute du jacobinisme.

En regard de cet instinct qui poussait ainsi la partie la plus vive

de la population parisienne, il faut placer une inspiration bien autrement élevée, celle des esprits réfléchis, des observateurs, des publicistes, qui, sans avoir eu le temps de méditer à fond ces laborieux problèmes, sentaient cependant que la liberté ne pouvait être séparée des traditions tutélaires. Je ne sais si Mallet-Dupan aurait accepté ce titre de conservateur libéral ou de libéral conservateur que nous sommes tenté de lui donner; le langage politique est si mobile, les appellations des partis sont exposées à des variations si bizarres! Ce qui est certain, c'est que jamais homme ne mérita mieux ce noble titre. Dès les premiers jours de la révolution, il avait rompu sans hésiter avec l'ancien régime, il avait déclaré que l'ancien régime était mort, effondré, écroulé, qu'il n'en restait rien, pas un élément de force, pas un principe de vie, et il disait éloquemment : « Il est aussi impossible de refaire l'ancien régime que de bâtir Saint-Pierre de Rome avec la poussière des chemins. » — Cependant au-dessus et au-delà de l'ancien régime, non plus dans les formes politiques d'une période, mais dans le cœur même de l'humanité, il y a des forces qui ne peuvent s'écrouler, des principes qui ne sauraient périr. Aux heures de tempête où ces lumières se voilent, la marque des esprits supérieurs est de ne jamais les perdre de vue. Ce fut la gloire de Mallet-Dupan. Parmi les combattans de la révolution, nul n'est resté plus droit, plus ferme, nul n'a plus constamment mérité cet éloge accordé à un des sages du monde antique : *Sanus inter ebrios.* Au milieu de l'ivresse universelle, ivresse généreuse chez les uns, ignoble chez les autres, il a toujours montré une âme maîtresse d'elle-même. Ni les passions de droite, ni les passions de gauche n'avaient prise sur cette conscience austère, il méprisait tous les préjugés et toutes les fureurs.

Quelle est donc l'éducation qui l'a préparé à ce rôle extraordinaire? Républicain de naissance, il soutient la monarchie; protestant, il défend l'église catholique; Genevois, il se consacre tout entier au service de la France. Il est vrai que cette monarchie, telle qu'il la conçoit, serait une magistrature libérale et tutélaire dans la meilleure des républiques; il est vrai aussi que l'église catholique, en ce régime nouveau, représenterait avant tout la plus précieuse des libertés, celle qui garantit toutes les autres, la liberté des âmes et des consciences; enfin, comment ne pas se dévouer à la France, à cette patrie de toutes les idées généreuses, qu'il faut défendre seulement contre ses propres témérités pour que le monde entier profite de ses viriles épreuves? *Nec timide nec temere*, voilà la devise de Mallet-Dupan.

C'est précisément cette rectitude d'esprit qui attire sur lui toutes les violences. Les forcenés de 92, on le pense bien, ne ménagent

pas le courageux publiciste, mais rien n'égale les invectives dont le poursuivent les émigrés. Les gens qui placent « Lafayette à côté de Jourdan coupe-tête et Malouet au-dessous de Robespierre » devaient naturellement mettre Mallet-Dupan « plus bas que Gorsas, Carra ou Brissot. » M. Ferrand, qui devint ministre sous Louis XVIII, écrivait à cette date : « M. Malouet mérite d'être pendu, bien qu'il soit honnête homme; il faut faire un exemple de la punition due aux opinions dangereuses. » Un des libellistes les plus violens du parti royaliste, M. d'Entraigues, disait un jour à propos des brochures abominables dont il inondait Paris : « Montlosier me trouve implacable, il a raison; je serai le Marat de la contre-révolution, je ferai tomber cent mille têtes et la sienne la première. »

Qu'on se représente l'action produite par ces odieuses paroles. Les brochures de M. d'Entraigues et de ses pareils étaient citées et commentées dès le lendemain par les journaux révolutionnaires, citées et commentées à la tribune de la convention. La France entière apprenait que la royauté ne reviendrait pas sans ramener un Marat et que cent mille têtes tomberaient. Une coïncidence fatale voulut que ces clameurs d'un fou semblassent venir à l'appui de certaines déclarations de Louis XVIII. Il faut se rappeler, en effet, que le dauphin, fils de Louis XVI, ayant été délivré le 8 juin 1795 de l'atroce supplice qu'il subissait depuis deux ans et demi, la royauté légitime, suivant l'ancien droit, se trouvait dévolue au comte de Provence et transportée en pleine émigration. Le nouveau roi, qui ne devait rentrer en France que dix-neuf ans plus tard, tenait alors sa cour à Vérone. Spirituel, sceptique, égoïste, imbu des idées du XVIII[e] siècle, dès qu'il apprit la mort de son neveu Louis XVII, il lança de Vérone une *Déclaration* qu'il crut fort libérale, mais dont les concessions équivoques, déjà si insuffisantes et même si ridicules à une telle heure, furent comme déchirées immédiatement par les mains des pamphlétaires royalistes. Le roi, sans rien abandonner de ce qu'il appelait ses droits supérieurs, daignait du moins « pardonner à des sujets coupables et repentans; » M. d'Entraigues s'annonçait comme le Marat de la contre-révolution, déclarant qu'il était prêt à réclamer des milliers de têtes. De ces deux déclarations, laquelle était la vraie? Fallait-il croire que la première était une garantie contre la seconde ? Fallait-il croire que la seconde rectifiait la première? « Ce qui fait pleurer, — écrivait Mallet-Dupan, le 16 juillet 95, — c'est que M. d'Entraigues parle, agisse au nom du roi et paraisse avoir certainement une grande part à sa confiance. »

On peut prévoir dès lors que les occasions de rattacher la France nouvelle à l'ancienne France seront perdues sans cesse et sans re-

tour. Le fanatisme royaliste a détruit la royauté. Dès que les hommes qui ont prêté le serment du jeu de paume, dès que les Mounier, les Malouet, les Lally-Tollendal, sont regardés comme des jacobins de 93 par les jacobins de la monarchie absolue, le régime tutélaire et libéral soutenu par Mallet-Dupan n'a plus aucune chance de mettre à profit la lassitude de l'opinion publique. La fatigue de tant de luttes, l'horreur de tant de crimes, le besoin d'assurer le repos du pays sans renoncer à de légitimes conquêtes, tous ces sentimens auraient dû préparer une conciliation nécessaire entre les partis. Les forcenés de l'extrême droite y mirent bon ordre. Le jour où des révolutionnaires accablés, épuisés, chercheront un abri sous des institutions monarchiques, la violence des Marat de l'absolutisme ne leur permettra pas de tourner les yeux vers la royauté de 89; ils courront plutôt au-devant du joug et diront au maître comme dans le poème d'Edgar Quinet :

César, salut! voici les faisceaux consulaires.

Une des parties les plus curieuses et les plus neuves du livre de M. Thureau-Dangin, c'est précisément le tableau de ce mouvement d'idées violentes qui, rendant à la plupart des hommes d'action toute espèce de retour impossible, les précipitèrent de la révolution dans l'empire. On avait déjà peint avant lui l'infernale habileté de la politique de 93; on avait déjà dit que les meneurs de la montagne savaient bien ce qu'ils faisaient en forçant la convention à voter la mort du roi. Ce qu'on ne savait pas, ou du moins ce qu'on n'avait pas encore montré avec autant de précision, c'est que les hommes qui creusèrent l'abîme entre l'avenir et le passé de la France assurèrent du même coup l'établissement du régime impérial. Le régime impérial est le produit direct, le produit inévitable du 21 janvier 1793.

Quand même il n'y aurait pas eu là un général Bonaparte, l'histoire eût suivi le même cours. Les détails seuls auraient changé, non pas la conclusion. Au lieu du vainqueur d'Arcole et des Pyramides, un autre homme de guerre se serait trouvé qui eût répondu aux nécessités publiques. Ces appels multipliés qui, depuis le traité de Campo-Formio, en tant de circonstances et par des voix si diverses, poussèrent au suprême pouvoir le général républicain, croit-on que d'autres généraux républicains ne les eussent pas entendus comme lui? Augereau, qui a fait le coup d'état de fructidor pour soutenir un gouvernement avili, eût-il donc éprouvé plus de scrupule, si l'opinion l'y eût convié, à faire un coup d'état dans un autre sens? C'étaient les républicains d'alors, notez-le bien, qui avaient mis à l'ordre du jour la politique des coups d'état; c'était

une série de coups d'état qui avait prolongé et déshonoré la misérable existence du directoire (1). Qu'est-ce que le 18 fructidor de l'an v, le 22 floréal de l'an vi, le 30 prairial de l'an vii? Des coups d'état à droite et à gauche, coup d'état du gouvernement contre les chambres et coup d'état des chambres contre le gouvernement. Quand le directoire fut renversé, il tomba frappé du coup droit dont il avait enseigné la pratique. J'ai nommé Augereau parmi les gens sans scrupules qui auraient pu frapper ce coup, mais les plus scrupuleux, les plus intègres, un Masséna par exemple, un Jourdan, un Macdonald, eussent-ils donc hésité, dans cette France épuisée par dix ans de révolutions, à fonder par tous les moyens un gouvernement réparateur? Cessons d'attribuer l'établissement du consulat au génie d'un homme, si grand qu'il soit. C'est la France qui a tout fait en définitive, puisqu'elle voulait un abri, et si elle n'avait eu celui-là, elle se serait contentée d'un autre.

Seulement, dans cet affaissement universel, après que la guillotine a détruit tous les chefs, quand l'armée révolutionnaire se débande, quand la lassitude, l'horreur, le dégoût, l'effroi de l'avenir, le besoin de repos et de sécurité, font que les plus ardens soldats de 89, les hommes même de 92 et de 93, cherchent quelque part un refuge, — pourquoi donc songent-ils à créer une dictature militaire au lieu de recourir à la monarchie traditionnelle transformée par la constituante? On explique la chose, je le sais bien, par la répulsion persistante qu'inspirait l'ancien régime. Personne, dit-on, ne croyait que les Bourbons pussent revenir sans que l'ancien régime se relevât. Oui, sans doute, c'est l'explication ordinaire, celle qui a cours et dont il est impossible de ne pas tenir compte, mais il y en a une autre plus secrète, plus cachée, que M. Thureau-Dangin a mise en pleine lumière.

Écoutez cette singulière histoire. C'est en 96 ou 97; deux membres du parlement, celui-ci du conseil des anciens, celui-là du conseil des cinq cents, se trouvent seuls dans une salle de commission. L'un d'eux, Treilhard, ancien constituant, ancien conventionnel, avait voté la mort du roi et siégé au comité de salut public. L'autre, Mathieu Dumas, ancien député à l'assemblée législative, y avait défendu la monarchie de 89 et combattu les anarchistes.

(1) Nous ne faisons que traduire ici en termes plus condensés l'opinion exprimée par Cabanis dans une adresse mémorable : « Ceux même qui voulaient le plus sincèrement le maintien de la constitution ont été forcés de *la violer à chaque instant pour l'empêcher de périr.* » Voyez l'*Adresse du corps législatif au peuple français,* en date du 19 brumaire an viii de la république. C'est Cabanis qui rédigea ce projet d'adresse et le fit adopter par l'assemblée. (Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la révolution française,* t. XXXVIII, p. 250.)

Au parlement, il n'y a guère que leur passé qui les sépare; ils jugent de même la situation présente, ils pensent l'un et l'autre qu'il est urgent d'arracher le pays aux derniers entraînemens révolutionnaires et d'assurer l'ordre public. Sans aucun enthousiasme, bien plus, sans aucune estime pour le gouvernement directorial, ils sont d'avis qu'il faut le soutenir et le consolider, puisqu'il est impossible de lui en substituer un autre. Seulement l'un des deux, l'ancien conventionnel, est secrètement préoccupé de la crainte que la reconstitution de l'ordre social ne finisse par ramener la vieille monarchie; l'autre, l'homme de la législative, va droit devant lui sans préoccupation ni souci, persuadé que la république peut vivre avec une politique libérale, et que, sans les principes de 89, nulle monarchie ne vivrait. Pourquoi donc redouter l'ancien régime? L'ancien régime a disparu à jamais, englouti par le déluge. Encore une fois, si le passé ne les séparait, rien ne les empêcherait de s'entendre; mais il y a ce passé fatal exploité par d'implacables fureurs. Mathieu Dumas sent cela confusément, il veut en avoir le cœur net. N'oubliez pas que Mathieu Dumas est un soldat, un officier supérieur, un ancien aide de camp de Rochambeau dans la guerre d'Amérique; Treilhard est un jurisconsulte éminent, un de ceux qui auront l'honneur d'attacher leurs noms à la rédaction de nos codes. Tous deux sont dévoués à la France nouvelle, tous deux sont hommes de grand mérite et de bonne volonté; une alliance entre de tels citoyens serait un ciment de concorde qui profiterait au bien de l'état. Le jour donc où ils se rencontrent seul à seul dans une salle de commissions et peuvent se parler à cœur ouvert, Mathieu Dumas s'empresse de saisir l'occasion pour demander à son collègue une explication loyale.

C'est Mathieu Dumas qui prend l'initiative, c'est lui aussi qui raconte la scène dans ses mémoires. — « Êtes-vous pressé? lui dis-je; la discussion dans votre conseil est-elle intéressante? — Non, me répondit-il, point du tout; qu'avez-vous à me dire? — Sur quoi je me levai, je fermai la porte sur nous et mis la clé sur la cheminée. — Je connais, lui dis-je, votre position, votre expérience, vos talens, et l'influence de vos conseils sur des hommes qui, sous tous les rapports, vous sont bien inférieurs; je veux savoir de vous ce que vous pensez de moi et de mes amis, comment vous jugez notre conduite politique, et ce qui fait que nous ne pouvons nous entendre. — Voici sa réponse: — Vous êtes de fort honnêtes gens, fort capables, et je crois que vous voulez sincèrement soutenir le gouvernement tel qu'il est, parce qu'il n'y a aucun moyen sûr, ni pour vous ni pour nous, de lui en substituer un autre. Mais nous, conventionnels, nous ne pouvons vous laisser faire; que vous le

vouliez ou non, vous nous menez tout doucement à notre perte certaine. Il n'y a rien de commun entre nous. — Quelle garantie vous faut-il donc?.. — Une seule, après quoi nous ferons tout ce que vous voudrez, nous vous laisserons détendre les ressorts. Donnez-nous cette garantie, et nous vous suivrons aveuglément. »

Qu'on se représente la surprise et l'anxiété de Mathieu Dumas. « Nous ferons tout ce que vous voudrez, nous vous laisserons détendre les ressorts, nous vous suivrons aveuglément. » Quelle promesse que celle-là ! Et que demande Treilhard pour s'engager de la sorte, lui et ses amis des deux conseils? Une garantie, pas davantage, une seule garantie. Ah! certes, dans l'esprit de Mathieu Dumas, elle est accordée d'avance, à moins qu'elle ne soit contraire à l'honneur, et avec un homme tel que Treilhard ce soupçon n'est pas de mise. Quelle est donc cette garantie que réclame le conventionnel? « Montez à la tribune, dit Treilhard, et déclarez que, si vous aviez été membre de la convention, vous auriez comme nous voté la mort de Louis XVI. »

Voilà le secret terrible, le secret qui pèse sur tant de consciences. Sans ce lien qui les enchaîne, combien de conventionnels chercheraient parmi les modérés des compagnons d'armes pour sortir de l'odieuse impasse ! Des compagnons, ils n'en peuvent avoir, il leur faut des complices. « Vous demandez l'impossible, répondit Mathieu Dumas, vous demandez ce que vous ne feriez point à notre place. » Et il insistait sur la vanité des terreurs qui poursuivaient Treilhard. Est-ce qu'il s'agissait d'une contre-révolution, d'un retour quelconque à un passé disparu pour toujours? Il s'agissait de fonder une république honnête et affranchie des jacobins. — « Non, répliqua le conventionnel, la partie n'est pas égale ; nos têtes sont au jeu. »

Un autre exemple de cette situation, également signalé par M. Thureau-Dangin, c'est celui que présente Carnot. Depuis l'établissement du directoire, Carnot est un des cinq chefs du pouvoir exécutif. C'est un républicain austère et courageux. Bien des choses lui répugnent dans le gouvernement dont il fait partie. Il ne veut être confondu ni avec les pervertis, comme Barras, ni avec ceux qui favorisent encore ou subissent l'action des jacobins. Il a vu de trop près les tyrans de la convention. La part même qu'il a prise aux actes du comité de salut public le tourmente d'une façon atroce. Il a beau se dire à lui-même et aux autres qu'il s'y occupait seulement de l'armée, que sa signature au bas des décrets terroristes ne signifiait rien, que la minorité, après le vote, signait avec la majorité, que lui en particulier, exclusivement absorbé par le département de la guerre, ne prenait aucune part aux autres discussions, il a beau chercher ainsi des justifications tirées de l'épouvantable

nécessité des circonstances, sa conscience ne le laissait pas en repos. Il y avait des tempêtes sous ce crâne, pour parler comme l'auteur des *Misérables*. Un membre des cinq cents, Barbé-Marbois, témoin de ce supplice, si honorable après tout pour celui qui l'endurait, disait cruellement : « Son passé lui revient. » C'est pour cela que le grand et sinistre patient ne négligeait aucune occasion d'expier sa complicité involontaire avec les despotes, de se séparer d'eux, de se venger d'eux, de les renier et de les flétrir. Les plus fortes paroles qu'on ait écrites contre la tyrannie de Robespierre et du comité de salut public, quel est l'homme qui les a prononcées? Carnot, membre de ce comité. Était-ce défection, trahison, aplatissement cynique du vaincu implorant sa grâce? Non pas; c'était la vengeance de l'honnête homme protestant contre l'iniquité du destin. L'odieux destin l'avait mis dans la nécessité d'entacher son nom en livrant sa signature, ou bien, en la refusant, de compromettre le salut de la patrie. Honneur ou patrie, horrible alternative! Ce fut la patrie qui l'emporta, mais le malheureux devait songer à sa revanche. Il y pensa très certainement le jour où le directoire célébra au palais du Luxembourg la fête de la liberté. Le directoire avait décidé que cette fête serait placée à la date de la chute de Robespierre. Le 10 thermidor de l'an v, Carnot, à qui appartenait la présidence, expliqua dans son discours le sens de la date choisie par le gouvernement et le caractère de la fête. Lisez ce discours d'un œil attentif; sous les phrases verbeuses, sous les déclamations de la rhétorique du temps, vous découvrirez bientôt quelque chose de personnel à l'orateur, un accent intime, douloureux, et comme une fibre qui saigne. Lorsqu'il dit par exemple que la liberté n'existe que depuis la révolution de thermidor, n'est-ce pas le décemvir libéré qui nous parle? Lorsqu'il décrit en quelques mots « cette période calamiteuse, » lorsqu'il résume « la longue série des malheurs qui désolèrent alors l'humanité, » lorsqu'il ajoute que le caractère de cette tyrannie « fut d'avoir constamment au nom du peuple fait égorger le peuple; au nom de la liberté, érigé en vertus civiques l'anarchie, la débauche, la délation, la férocité; au nom de la raison, proscrit la lumière et les arts, étouffé tout ce qu'il y a dans la nature d'affections douces, fait taire la pitié, la pudeur, l'amour paternel et filial, brisé enfin tous les liens qui unissent les hommes, soit entre eux par l'amitié, soit au passé par les souvenirs, soit à l'avenir par l'espérance, » — ne croit-on pas entendre l'homme dont le despotisme de Robespierre n'a respecté ni la pitié ni la pudeur, et qui, obligé de rester à son poste sous peine de manquer à la patrie, a dû étouffer par ordre toutes les affections de l'humaine nature, briser tous les liens de la vie morale, renoncer à l'espérance comme au souvenir? Enfin ce

Carnot, dont je devine ici le gémissement, comment ne pas reconnaître qu'il éclate tout entier en ces dernières paroles : « La république alors n'était presque plus que dans nos armées. C'est dans les camps que s'était réfugiée l'humanité. Les défenseurs de la patrie, en couvrant la France de leurs lauriers, dérobèrent pour ainsi dire aux regards les crimes qui l'avaient inondée. » Qu'en pensez-vous? N'est-ce pas là le vrai Carnot? Oui, voilà bien l'œuvre qui rachète tant de signatures aveugles, la grande œuvre, il l'espère bien, qui doit le justifier et l'absoudre.

Eh bien! cet homme que torturent de tragiques remords, cet homme qui se détourne des jacobins avec dégoût, qui s'allie aux modérés, aux constitutionnels, et qu'on a pu soupçonner de sentimens royalistes, tant il s'appliquait à prévenir le retour de la politique révolutionnaire, — il éprouve les mêmes scrupules que Treilhard. Sollicité par les constitutionnels, par ceux qui voudraient un retour à 89, les mêmes appréhensions l'arrêtent, et notez que son attitude est encore plus significative. Treilhard est en faveur auprès de la majorité des conseils, et le temps n'est pas loin où il sera nommé membre du directoire; Carnot est bien directeur à cette date, mais il peut prévoir le jour où il sera chassé du directoire, lorsqu'un de ses collègues lui jette à la face cette ignoble invective : « Infâme brigand, il n'y a pas un pou de ton corps qui ne soit en droit de te cracher au visage. » Même dans un temps si riche en grossièretés révoltantes, Barras était seul capable de tenir un pareil langage; on reconnaît ici son vocabulaire particulier et sa verve populacière. Pauvre Carnot, hélas! insulté ainsi en pleine séance du directoire par le plus vil des hommes, pressé par sa conscience de se réunir aux modérés, sollicité par des législateurs dont il apprécie les principes républicains et l'attachement à la constitution, il ne peut se décider à saisir la main qu'on lui offre. Qu'est-ce donc qui l'empêche? La même raison que Treilhard. Sous cette politique loyale, il aperçoit un mouvement d'idées qui, à l'insu des chefs et contre leur gré, ramènera forcément une monarchie. Aussi répond-il à ses amis, à ceux qui voudraient le venger de Barras et l'arracher pour toujours aux influences de 93 : « J'aurais dans ma poche une grâce bien cimentée de la parole royale que je n'y aurais pas de confiance. »

Dira-t-on que chez Carnot, comme chez Treilhard, comme chez tant d'autres, le souvenir du passé suffisait à expliquer cette défiance? Oui, sans doute, il est impossible de nier ces terribles attaches. Mais il y avait aussi ce besoin d'oubli, de concorde, d'apaisement, cette réclamation et cette nécessité d'une amnistie universelle qui se faisait jour de mille façons. La France entière, des premiers rangs aux derniers, du roi Louis XVI au plus pauvre

paysan, ayant pris part au mouvement de 89, une restauration de l'antique dynastie, à supposer qu'elle fût possible à cette date, n'aurait eu de chances que par une adhésion éclatante aux principes de la France nouvelle et par une amnistie sans exception. Il y avait donc autre chose que les souvenirs néfastes entre Carnot et ses amis du parlement; il y avait les clameurs furieuses des émigrés, les menaces des agens royalistes, le cri du comte d'Entraigues: « Je serai le Marat de la contre-révolution! » Et comme d'autre part le sentiment général appelait un chef, la question se trouvant posée entre la royauté légitime et une dictature militaire, ce fut la dictature militaire qui l'emporta. M. Thureau-Dangin résume toute la situation avec autant de vérité que de force dans un arrêt qui honore chez lui le juge et l'écrivain : « Ce qui a fait le 18 brumaire, dit-il, ce ne sont pas les victoires de Bonaparte, c'est la république compromise et détruite par les crimes des républicains, c'est la monarchie rendue impossible par l'aveuglement des royalistes, c'est l'esprit public harassé et démoralisé par la révolution. Tout le mal était déjà fait, la liberté morte, le despotisme consenti, désiré, avant qu'on sût si Bonaparte reviendrait jamais d'Égypte. »

II.

Remarquez particulièrement ces mots : « La monarchie rendue impossible par l'aveuglement des royalistes; » c'est la conclusion de cette première étude et le programme de celle qui va suivre. Le sujet de M. Thureau-Dangin est celui-ci : montrer ce qu'ont fait les conservateurs séparés des libéraux et ce qu'ont fait les libéraux séparés des conservateurs. Dans la période ascendante de la révolution, de 89 à 94, le problème n'existe pas encore, excepté pour un petit nombre d'esprits supérieurs, Mirabeau, Malouet, Mallet-Dupan; la masse de la nation, tout entière aux passions de l'heure présente, ne peut que se débattre dans les convulsions de l'anarchie. On attaque ou on se défend, on crie, on se bat, on fait de la stratégie ou de l'audace, on évite la guillotine ou on la brave, c'est la guerre enfin, c'est la révolution, toutes les questions de gouvernement sont ajournées. Voilà pourquoi Robespierre écrit dans son journal : « Je ne suis ni royaliste ni républicain. » Dans la période descendante, de 94 à 99, la question de gouvernement reparaît, seulement elle reparaît confuse, embrouillée. Beaucoup de républicains sentent renaître en eux des instincts monarchiques; mais, incertains d'abord entre la monarchie traditionnelle et une dictature militaire, ils préfèrent la dictature qui, née elle-même de la révolution, ne demandera pas de comptes aux révolutionnaires. Beaucoup de monarchistes sentent s'éveiller en eux des dispositions répu-

blicaines, mais ils demandent des garanties à la république comme les républicains en demandent à la monarchie. Si la république doit s'établir, les monarchistes la veulent honnête, régulière, respectueuse de tous les droits, protectrice de l'ordre et de la justice, en un mot affranchie pour toujours de la domination jacobine, comme les républicains, si la monarchie doit revivre, la veulent soumise à la loi, respectueuse de toutes les libertés, associée à toutes les œuvres nationales, en un mot affranchie pour toujours des traditions de l'absolutisme et de la fureur des émigrés. La fureur des émigrés ayant rendu impossible le retour à la maison de Bourbon, c'est Bonaparte qui, porté par la gloire et secondé par l'instinct général de la nation, va créer une monarchie nouvelle.

M. Thureau-Dangin n'avait à juger ni le consulat ni l'empire; il lui suffisait de rappeler pour le besoin de son étude que la question du parti conservateur libéral se trouvait de nouveau ajournée, non plus ajournée par des luttes civiles effroyables, mais par des œuvres prodigieuses et de prodigieux triomphes.

Quinze ans ont passé au bruit du canon. L'empire est tombé sous le poids de ses fautes et sous les coups de l'Europe conjurée. Voici les Bourbons revenus. C'est le moment où la question du gouvernement libéral, noblement posée au mois de mai 89, violemment écartée par les crises des années suivantes, va reparaître dans les conditions les plus propices. Les hommes qui représentent les doctrines conservatrices sont désormais en possession du pouvoir; à eux de prouver qu'ils sont vraiment dignes du titre de conservateurs, c'est-à-dire que la liberté est pour eux un des élémens essentiels de l'ordre. Heure propice, ai-je dit? Assurément, car la France est lasse des agitations révolutionnaires et de l'esprit de conquête, elle demande à vivre, à travailler, à réparer ses forces, à jouir de cette liberté légale achetée par tant de cruelles épreuves. Pour tout homme qui pense, la tâche du gouvernement est tracée : ni anarchie, ni despotisme.

C'est là dès le premier jour l'éloquente prédication de Chateaubriand. Dans un écrit où les sentimens rétrogrades ne manquent pas, le grand écrivain, cédant à l'évidence des choses, est obligé d'écrire ces mots : « Qui voudrait, qui oserait aujourd'hui vanter le pouvoir arbitraire? Les excès d'un peuple soulevé au nom de la liberté sont épouvantables, mais ils durent peu, et il en reste quelque chose d'énergique et de généreux. Que reste-t-il des fureurs de la tyrannie, de cet ordre dans le mal, de cette sécurité dans la honte, de cet air de contentement dans la douleur et de prospérité dans la misère? La double leçon de l'anarchie et du despotisme nous enseigne donc que c'est dans un sage milieu que nous devons chercher la gloire et le bonheur de la France. » Voilà le programme de la

restauration. C'est aux premiers mois du régime nouveau, en 1814, que Chateaubriand a écrit ces paroles. La brochure d'où je les extrais porte ce titre, un peu long, je l'avoue, mais très expressif : *Réflexions politiques sur quelques écrits du jour et sur les intérêts de tous les Français.*

Les intérêts de tous les Français, la réconciliation des partis, l'accord de la révolution de 89 et de la tradition séculaire, oui, tel était bien pour tout homme sensé le programme de la restauration après cette double période d'anarchie et de despotisme. Carnot ne faisait-il pas à la même date la déclaration que M. Villemain appelle si justement un mémorable aveu : « Au retour des Bourbons, la joie fut universelle; il n'y eut qu'une opinion, qu'un sentiment. Les anciens républicains, particulièrement opprimés, applaudirent franchement à la restauration (1). » Carnot, Chateaubriand, c'est l'élite qui parle « pour tous les Français. » Encore une fois, voilà bien le programme de la pensée publique au lendemain de la chute de l'empire.

Il y en a un autre, daté du même temps, consigné dans le même ouvrage, et qui prouve mieux encore cette noblesse d'idées conservatrices et libérales sous la plume de Chateaubriand. M. Villemain n'en parle pas dans son ouvrage sur le grand polémiste de 1815, M. Thureau-Dangin ne le cite pas dans ses études si complètes sur les luttes de la restauration. C'est le cas de retrouver cette profession de foi et de la détacher tout entière du cadre qui l'étouffe. Une telle page ne doit pas rester enfouie au fond d'une brochure oubliée. Aujourd'hui encore, elle peut servir à plus d'un. Au milieu de nos fluctuations, dans le perpétuel va-et-vient de notre mobilité intellectuelle, il est des hommes de grand talent qui, ne voyant qu'un seul côté des choses, mais le voyant à plein et à fond, deviennent savamment injustes, au risque de provoquer les plus violentes injustices en sens contraire. A ceux-là comme à bien d'autres, il est bon de remettre sous les yeux cette page si vraie, si profonde. Voici ce que Chateaubriand écrivait en 1815 dans ses *Réflexions politiques :*

« Pourquoi ne pas le dire avec franchise? certes, nous avons beaucoup perdu par la révolution, mais aussi n'avons-nous rien gagné? N'est-ce rien que vingt années de victoires? N'est-ce rien que tant d'actions héroïques, tant de dévoûmens généreux? Il y a encore parmi nous des yeux qui pleurent au récit d'une noble action, des cœurs qui palpitent au nom de la patrie.

(1) Voyez Villemain, *la Tribune moderne. M. de Chateaubriand, sa vie, ses écrits, son influence littéraire et politique*, 1 vol., 1858. p. 201.

« Si la foule s'est corrompue, comme il arrive toujours dans les discordes civiles, il est vrai de dire aussi que, dans la haute société, les mœurs sont plus pures, les vertus domestiques plus communes; que le caractère français a gagné en force et en gravité. Il est certain que nous sommes moins frivoles, plus naturels, plus simples; que chacun est plus *soi*, moins ressemblant à son voisin. Nos jeunes gens, nourris dans les camps ou dans la solitude, ont quelque chose de mâle ou d'original qu'ils n'avaient point autrefois. La religion, dans ceux qui la pratiquent, n'est plus une affaire d'habitude, mais le résultat d'une conviction forte; la morale, quand elle a survécu dans les cœurs, n'est plus le fruit d'une instruction domestique, mais l'enseignement d'une raison éclairée. Les plus grands intérêts ont occupé les esprits; le monde entier a passé devant nous. Autre chose est de défendre sa vie, de voir tomber et s'élever des trônes, ou d'avoir pour unique entretien une intrigue de cour, une promenade au bois de Boulogne, une nouvelle littéraire. Nous ne voulons peut-être pas nous l'avouer, mais au fond ne sentons-nous pas que les Français sont plus hommes qu'ils ne l'étaient il y a trente ou quarante ans?..

« Cessons donc de nous calomnier, de dire que nous n'entendons rien à la *liberté*; nous entendons tout, nous sommes propres à tout, nous comprenons tout (1.) »

Si plusieurs traits de ce tableau ne sont plus aussi vrais aujourd'hui qu'en 1815, l'ensemble et le fond demeurent incontestables. Des hommes d'état illustres partageaient alors la confiance qui anime ces généreuses paroles. M. Royer-Collard, le duc de Richelieu, M. Lainé, le duc Decazes, le comte de Serre, M. de Martignac, avaient les mêmes espérances que Chateaubriand. Avec des nuances politiques très diverses, ils pensaient tous que la France nouvelle devait se rattacher à l'ancienne France, et que l'ancienne France ne devait pas maudire la France nouvelle. Ils auraient tous dit, les uns plus haut, les autres plus bas, tous avec une égale conviction intérieure : « N'avons-nous rien gagné à la révolution? » Ils comprenaient tous que, si la tradition est une force, l'innovation, c'est-à-dire le mouvement, est une des conditions de la vie. L'innovation et la tradition, le mouvement et la force, leur désir était de tout concilier. Chacun d'eux, tour à tour, pendant une période de quinze années, s'est dévoué à cette tâche avec ses qualités propres et sa politique particulière. Les plus grands dons de l'esprit et du cœur ont été prodigués pour le triomphe d'une cause nationale. Ici, quelle autorité magistrale! Là, quelle noblesse d'âme et de pensée! Plus loin, c'est une parole finement persuasive, ou une éloquence douloureusement tragique, ou une action modératrice d'une grâce in-

(1) Chateaubriand, *Réflexions politiques*, chapitre dernier; conclusion.

comparable. Que de richesses! que de promesses! quel généreux labeur! Lorsqu'on voit ce merveilleux épanouissement de la pensée libérale dans les sphères d'en haut, on répète avec le grand publiciste : « Nous entendons tout, nous sommes propres à tout, nous comprenons tout. »

Et qui donc a détruit tout ce travail, qui donc a rendu vains de si généreux efforts? Le parti même qui à cette date représentait le plus grand fonds d'idées conservatrices, le parti royaliste de la restauration. Seulement, ces idées conservatrices, il les séparait de la liberté, il leur refusait la vie, il les attachait à des choses mortes, il les enfermait dans des institutions condamnées. De là les violences et les désastres de la politique. De 1815 à 1830, c'est un parti conservateur qui a renversé la monarchie française.

Rien de plus douloureux que cette histoire. A ceux qui veulent en connaître le détail dans un exposé savant, complet et d'une irréprochable impartialité, il faut recommander le consciencieux ouvrage de M. de Viel-Castel; à ceux qui recherchent un tableau, moins impartial peut-être, mais plus ardent, où revivent les luttes et les passions parlementaires de cette période, le livre de M. Duvergier de Hauranne offrira de dramatiques enseignemens. Si l'on s'en tient à une seule question, au rôle funeste du parti conservateur pendant ces quinze années, aux fautes, aux fureurs, aux folies des royalistes, à l'incroyable délire de ceux que Louis XVIII a nommés les ultras, le livre de M. Thureau-Dangin doit être recommandé avant tout, car c'est là le sujet spécial qu'il a choisi, et il l'a traité en maître. N'est-ce pas faire œuvre de maître que de montrer tant de franchise sans manquer jamais aux convenances, tant de droiture et de décision sans cesser d'être circonspect et politique? N'est-ce pas faire œuvre de maître que de défendre obstinément les grands principes du libéralisme, droit, justice, équité, bon sens, modération, en face des emportés de nos jours, comme Mallet-Dupan en face des fanatiques de l'ancien régime?

Cette tradition de Mallet-Dupan, M. Thureau-Dangin est heureux de la retrouver dès les premiers jours de la restauration. Il y a un Mallet-Dupan doux, sérieux, persuasif, qui se nomme M. Lainé, un Mallet-Dupan gentilhomme de grand cœur et de moralité politique absolue, qui se nomme le duc de Richelieu, un Mallet-Dupan d'une générosité sublime, d'une éloquence incomparable, d'une vie sans peur et sans reproche, qui se nomme le comte de Serre. Cherchez leur histoire dans le tableau de M. Thureau-Dangin, vous y trouverez surtout l'image de leur supplice. Ils défendent la royauté des Bourbons, mais, comme ils la défendent dans le sentiment de la France moderne, ils s'exposent à toutes les fureurs d'une réaction forcenée. Ils veulent effacer le souvenir des mauvais jours de l'an-

cien régime ; l'ancien régime se dresse à côté d'eux sous son image la plus repoussante et les empêche d'accomplir leur œuvre. Assurément, parmi les gens de l'extrême droite, tous n'ont pas cet aspect odieux ; il y a les âmes honnêtes, mais aveugles, les politiques qui, n'ayant rien appris, ne savent pas le premier mot de leur temps, les cœurs chevaleresques enclins à mettre toute la politique dans je ne sais quelle fidélité où l'instinct animal a plus de part que l'intelligence d'une créature humaine, mystiques d'une nouvelle espèce, comme le remarque si justement M. Thureau-Dangin, « mystiques doucement obstinés et naïvement téméraires, dont M. de Polignac sera plus tard l'effrayante personnification ; visionnaires tranquilles, se croyant prédestinés par Dieu pour sauver le roi, et le conduisant à l'abîme avec une confiance souriante. » Mais à côté de ces mystiques, il y a les tempéramens révolutionnaires, les fiévreux, les corrompus, ceux qui mettent au service de la cause monarchique tous les vices de l'ancien régime et tous les vices de la démagogie. Conspirateurs royalistes sous la république et l'empire, rompus aux manœuvres des agences secrètes, il y a longtemps qu'ils se sont dégagés de tout scrupule. Pour rassurer leur conscience, s'ils ont encore une conscience, ils se répètent cyniquement : la fin justifie les moyens. Il n'est pas de moyens, en effet, qui leur répugnent, les hommes les plus souillés ne leur déplaisent pas, ils s'entendent avec Fouché au moment d'attaquer le duc de Richelieu, comme ils s'entendaient sous le directoire avec Barras et répudiaient Mallet-Dupan. Ce sont des fanatiques en même temps que des coureurs d'aventures. La crise héroïque et funeste des cent jours, le retour prodigieux de Napoléon et l'écrasement de la France, ne fournirent que trop d'argumens aux coryphées de ce parti. Les ménagemens de 1814, à les entendre, avaient amené les désastres de 1815. La seconde restauration ne devait plus être une œuvre de conciliation et de paix, comme disaient les conservateurs, elle devait être une œuvre de représailles ; son nom, c'était la vengeance. « Ils sont fous, » disait Louis XVIII, et, soutenu par le duc Decazes, il se décida le 5 septembre 1816 à signer l'ordonnance qui prononçait la dissolution de la chambre.

Les fous agités devinrent des fous furieux. Les élections de septembre et octobre 1816 ayant donné la majorité aux députés du centre, c'est le moment où l'opposition de droite se constitue comme une opposition démagogique. Elle en a le tempérament, elle en prend les appareils et les engins. La droite n'aura pas seulement des comités, elle aura un organisme caché de sociétés secrètes. Savez-vous ce que c'est que la société des *Francs régénérés ?* Connaissez-vous le but que poursuivent la *Société de l'anneau*, la *Société des bandouliers*, la *Société des chevaliers du tropique ?* A lire

ces noms bizarres et mystérieux, on pourrait se croire en 1790 à l'époque où l'abbé Fauchet, aidé de son ami Bonneville, fondait le club du *Cercle social* et le journal intitulé *la Bouche de fer*. Vraiment, à première vue, on ne peut savoir si la société de l'*Anneau* n'est pas une assemblée maçonnique comme le cercle de l'abbé Fauchet, et si les *bandouliers*, les *Francs régénérés*, les *chevaliers du tropique*, ne sont pas, comme les rédacteurs de *la Bouche de fer*, une nouvelle secte d'illuminés. Les doutes se dissipent quand on parcourt la liste jusqu'au bout. Voici l'*Association royale du midi*, l'*Association bretonne*, la *Société des vrais amis du roi*. Ce sont bien des sociétés royalistes, mais ce sont des sociétés secrètes d'allure toute révolutionnaire. N'est-ce pas un député de l'extrême droite, M. Agier, qui, dans un discours prononcé à la *Société des Francs régénérés*, exprimait ainsi le caractère de ces affiliations : « La *Société des Francs régénérés* n'est pas un club, puisque ses séances sont secrètes ; ce n'est pas une secte d'illuminés puisque son but est connu ; mais elle doit prendre des illuminés cette discrétion absolue qui est l'âme des petites comme des grandes affaires... Ce qui a commencé la révolution peut servir à la terminer ; c'est avec le feu qu'on guérit les blessures faites avec le feu. » On sait comment ce feu-là guérit les blessures de la France, il les élargit et les envenima de plus belle. Aux *Francs régénérés* et aux *chevaliers du tropique*, ce fut le carbonarisme qui répondit.

Ces sociétés secrètes ont d'ailleurs un organe très retentissant. Tout ce qui s'élabore chez les *Francs régénérés* trouve son écho dans la presse royaliste. Les publicistes du *Drapeau blanc* enseignent chaque jour que le but de la restauration est de ramener la France à l'ancien régime, non pas au régime de Louis XVI, déjà gâté par tant de concessions libérales, mais au pur régime du bon plaisir. Aux yeux de ces habiles politiques, il importe que les neuf dixièmes d'une grande nation soient frappés de déchéance par une minorité altière, que l'armée soit tenue pour suspecte, que la bourgeoisie voie s'agiter à toute heure la menace de l'aristocratie privilégiée. Voilà leur façon de faire de la propagande au service de leur cause. Et comment obtenir pareil résultat, la chambre de 1816 étant acquise aux idées de modération ? Comment obtenir que la nation soit annihilée, l'armée humiliée, la bourgeoisie muselée, l'aristocratie remise en possession de ces droits dont elle s'est dépouillée le 4 août 1789 ? Oh ! rien de plus simple, il n'y a qu'à briser la chambre et à rétablir l'autorité absolue du roi. Ils demandent donc un coup d'état, ces hommes de l'extrême droite qui ont tant crié, crié avec tant de raison contre les coups d'état du directoire. Ils le demandent si bien qu'ils ont là-dessus une théorie toute prête, et une théorie qui, comme une arme révolutionnaire, va frapper en pleine

poitrine la personne même du roi. « S'il y a de mauvais coups d'état, disaient-ils, il y en a de bons, celui, par exemple, du roi Gustave III changeant la constitution de la Suède, et celui de Louis XIII *se débarrassant* du maréchal d'Ancre. » Ainsi parle *le Drapeau blanc* après cinq années du régime parlementaire. Est-il besoin de dire quel est ce maréchal d'Ancre dont le Louis XIII de 1820 était mis en demeure de se débarrasser? Chacun a nommé M. Decazes. Quant à la constitution de la Suède changée par Gustave III, c'était un des derniers souvenirs de l'Europe d'avant 89, un souvenir consacré par les applaudissemens de Voltaire :

On t'admire aujourd'hui, cher prince, autant qu'on t'aime.
Tu viens de ressaisir les droits du diadème!
. . . .
Un état divisé fut toujours malheureux.
De sa liberté vaine il vante le prestige,
Dans son illusion, sa misère l'afflige;
Sans force, sans projets pour la gloire entrepris,
De l'Europe étonnée il devient le mépris.
Qu'un roi ferme et prudent prenne en ses mains les rênes,
Le peuple avec plaisir reçoit ses douces chaînes,
Tout change, tout renaît, tout s'anime à sa voix;
On marche alors sans crainte aux pénibles exploits,
On soutient les travaux, on prend un nouvel être,
Et les sujets enfin sont dignes de leur maître (1).

A un roi voltairien comme Louis XVIII, c'était une manœuvre habile de rappeler cette apologie voltairienne des coups d'état. Je ne sais toutefois si Voltaire, même en ses plus mauvais jours, eût consenti à faire l'apologie de cette chose odieuse, répugnante, l'alliance de l'extrême droite avec l'extrême gauche. Le fanatisme seul peut expliquer ces monstruosités morales. Voltaire avait trop de bon sens, trop de droiture naturelle pour se prêter à pareil rôle. Au contraire, les jacobins blancs n'hésitent pas. « Mieux valent, dit *la Quotidienne*, mieux valent des élections jacobines que des élections ministérielles. » Et si quelques naïfs éprouvent des scrupules, *le Drapeau blanc* leur prouve que « tous les moyens sont bons pour renverser le ministère. »

C'est fini, le voilà renversé. Le gouvernement de la droite modérée, par cela seul qu'il ne jetait pas l'insulte à 89, est tombé sous les coups des ultras. Vainement M. de Richelieu, M. Decazes, M. Lainé, M. de Serre, ont redoublé d'efforts, de noblesse, d'éloquence généreuse et toute française; vainement ils ont donné les plus beaux exemples de dévoûment, de sacrifice, essayant toutes les combinaisons possibles, consentant aux démarches les plus

(1) Voltaire, *Au roi de Suède Gustave III*, 1772.

cruelles, se résignant, comme M. de Serre, à des ruptures d'amitié, à des déchiremens de cœur inguérissables, en un mot ouvrant leurs veines et prodiguant leur vie; ce labeur héroïque et touchant devait se briser contre la coalition des partis extrêmes. Voilà le résumé d'une lutte de six ans. Le 15 décembre 1821, M. de Villèle arrive au pouvoir avec ses amis. La droite est toute-puissante.

« Vous n'en avez pas pour trois mois, » lui disait M. de Serre. M. de Villèle ne différait guère sur ce point des sentimens de son prédécesseur, il se bornait dans sa confiance à doubler le délai. Le 20 décembre 1821, il écrivait à Mme de Villèle : « Laissez votre logement à Toulouse comme si nous devions y retourner dans six mois. » Six mois, pas davantage? M. de Villèle réussit pourtant à se maintenir six années au pouvoir. Homme d'affaires et homme de bien, initié aux problèmes de la finance et de l'économie politique, s'il n'avait fallu à la France qu'un intendant scrupuleux, — sans génie, mais sans témérité, — un intendant exact, attentif, irréprochable, nul n'aurait mieux convenu à la surveillance des intérêts publics que le gentilhomme toulousain. M. de Serre (c'est une remarque très fine de M. le duc Victor de Broglie) avait échoué en essayant la conciliation des principes; M. de Villèle espéra être plus heureux par l'accommodement des intérêts. Ce fut là, en effet, son triomphe. Pendant la première moitié de sa présidence, de 1821 à 1824, il gouverna la droite par des chefs-d'œuvre de sagesse pratique. Il ne visait pas haut, il visait toujours juste. Bien différent de ces ministres qui cherchent à émouvoir les cœurs, à entraîner les esprits, il n'était jamais plus heureux que lorsqu'il était parvenu à calmer les chambres. On comparait familièrement sa parole à un seau d'eau froide jeté au milieu d'un combat de dogues. Les dogues, c'étaient l'extrême droite et l'extrême gauche; lui, au milieu des meutes enragées, impassible, serein, s'il manifestait parfois quelque impatience, c'était à la pensée des affaires que ces batailles pouvaient compromettre ou retarder. C'est cette gravité imperturbable qui, pendant plus de trois ans, domina la tempête. La mort de Louis XVIII (16 septembre 1824) changea tout. L'opposition de la droite violente, qui s'essayait de temps à autre contre le ministre de la droite modérée, démasqua subitement ses batteries.

Il faut dire que de graves incidens avaient précipité la crise. L'extrême droite et l'extrême gauche venaient de trouver un auxiliaire sur lequel ni l'une ni l'autre n'avait le droit de compter. M. de Chateaubriand avait été chassé du ministère presque au lendemain de la guerre d'Espagne. C'est un des derniers actes du roi Louis XVIII. On lit ces mots au bas de l'ordonnance : « Le 6 juin de l'an de grâce 1824, et de notre règne le vingt-neuvième. » Le même jour, un Anglais que M. Villemain voyait souvent chez la du-

chesse de Duras, le rencontrant par hasard, lui dit : « Chateaubriand n'est plus ministre, il est destitué comme un commis, il est chassé, mis dehors avec sa valise, envoyé au diable je ne sais où... Que va-t-il faire? Une guerre terrible, je le crois. Ce sera Junius, non pas masqué, mais la visière haute et frappant l'ennemi au visage; *miles faciem feri*. Je n'ai point pitié, ma foi; mais j'ai peur pour Villèle. »

M. de Villèle, il est vrai, ne fournira que trop d'occasions à la verve irritée du poète. On dirait que l'habile homme est au bout de ses habiletés. Lui qui jusque-là conduisait assez bien la droite et contenait les passions extrêmes, le voilà peu à peu obligé de tout céder. On lui impose un programme violent jusqu'à l'absurde, il l'accepte. En 1825, la loi sur le sacrilège; en 1826, la loi sur le droit d'aînesse, en 1828, la loi « de justice et d'amour » contre la presse. M. de Villèle n'est pas un aveugle conducteur d'aveugles; c'est un myope qu'une bande d'aveugles entraîne bon gré, mal gré. Il y a des instans où le malheureux aperçoit l'abîme, il va pourtant, il va toujours; les aveugles ne lui laissent pas le temps de réfléchir. Voyez pendant ce temps-là ces nuées de flèches qui sifflent contre lui de toutes parts; jamais homme n'a été plus violemment assailli. Parmi ces flèches, il y en a qu'il secoue avec indifférence, car il ne se sent pas atteint, flèches grossières, sans pointe ni fil, qui s'émoussent avant d'avoir frappé; mais il y en a aussi, regardez bien, qui entrent tout droit au défaut de la cuirasse; ce sont les flèches d'or de Chateaubriand.

Je ne sais si les discussions des partis, même de nos jours, ont jamais présenté un tel caractère. On a vu des violences plus sinistres, je n'en connais point d'aussi douloureuses. Au moindre effort que faisait le ministre pour résister à l'entraînement de ses troupes, les forcenés le comparaient aux tyrans de la révolution. C'était un Robespierre, ou, ce qui n'était pas moins criminel à leurs yeux, un Bonaparte. Bien mieux encore, notez chez ces royalistes en furie la portée de cette injure, ni Bonaparte, ni Robespierre n'étaient aussi coupables que M. de Villèle. C'est *la Quotidienne* qui s'exprimait de la sorte : « Ce ministère est plus dangereux que tous ceux qui l'ont précédé. La convention vous ôtait vos têtes, mais non vos principes. Sous Bonaparte, il y avait de la gloire; il n'y a aujourd'hui que du cynisme et de la corruption. » On sait de quelles insultes M. Decazes avait été poursuivi par les jacobins de l'extrême droite; M. de Villèle leur est plus odieux encore que M. Decazes. M. Decazes n'était qu'un infidèle, M. de Villèle est un apostat. Ainsi parle un des rédacteurs du *Drapeau blanc*. « A voir le ton de cette polémique, dit M. Thureau-Dangin, chacun de ces journaux semblait prêt à

s'associer à la déclaration que M. de Montlosier, dans le même temps, adressait à M. de Villèle, en terminant une de ses brochures : — « Je vous le déclare dans toute la sincérité de mon âme, au moment où il me faudrait prononcer sur votre accusation, je ne pourrais faire autrement que de vous condamner à mort. »

Le jour où M. de Villèle succombe sous la coalition de la droite et de la gauche (5 janvier 1828), quelle est la situation des nouveaux ministres? Esprits libéraux et honnêtes, petit groupe d'élite commandé par un orateur d'une grâce merveilleuse, ils sont condamnés d'avance comme leurs prédécesseurs, mais condamnés à une mort plus prochaine. La majorité de la droite, si puissante vers 1825, a mis trois ou quatre ans à se détruire elle-même; M. de Martignac, en prenant le pouvoir, ne trouve les élémens d'aucune majorité. A gauche sont des libéraux défians, exigeans, que les violences de la réaction exaspèrent de jour en jour; et qui tiennent pour insuffisantes ou pour suspectes les ouvertures les plus loyales; à l'extrémité opposée sont les fanatiques d'autant plus irrités qu'ils ont travaillé pour d'autres, et que, si M. de Martignac réussit, c'est au profit des centres qu'ils auront désorganisé la droite. Ce noble Martignac, si doux, si persuasif, si courageux, qui a laissé un si beau souvenir de modération et de patriotisme, les insulteurs de la droite l'appellent un conseiller de malheur, le serviteur le plus félon de la royauté en ces temps de félonie. C'est lui qui achève de tout perdre. C'est lui qui met le comble « aux transactions lâches et stupides. » Il est temps, ajoute la presse royaliste, « que les prétendus ministres de l'opinion fassent place aux ministres du roi. »

Le ministre du roi, l'histoire connaît son nom. Le voilà qui arrive, salué par les acclamations de l'extrême droite. Il arrive calme, souriant, ravi par je ne sais quelle extase intérieure. Chateaubriand a résumé d'un mot le caractère de M. de Polignac lorsqu'il l'appelle « un muet éminemment propre à étrangler un empire (1). » Si le muet tarde à faire son coup, l'extrême droite s'indigne. Qu'est-ce donc que le ministère attend? Veut-il s'assurer d'abord les suffrages des chambres? Il s'agit bien des chambres! Tous les organes de la droite sont d'accord sur ce point : « Il est des circonstances, dit la *Gazette de France*, où le pouvoir des rois peut s'élever au-dessus des lois. » *La Quotidienne* est plus impérieuse : « Quand le roi a dit : *je veux*, la loi même a parlé. » *Le Drapeau blanc* trouve une formule plus brève encore : « La majorité, c'est le roi ! »

Voilà comment les conservateurs ont détruit l'une après l'autre

(1) Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, t. IX, p. 154.

toutes les forces que les événemens avaient remises entre leurs mains. De ce beau programme, qui devait être l'âme de la restauration, il ne reste plus une ligne. Le droit monarchique désormais, c'est le droit de la fraude et de la force. Les vrais chefs du parti conservateur libéral, le duc de Richelieu comme le comte de Serre, M. Lainé comme M. de Martignac, sont tombés sous l'outrage, et les hommes qui se disent les gardiens du droit en sont venus à rappeler les plus mauvais jours de la révolution. Les journaux royalistes parlent comme les forcenés de 93, les ministres du roi vont agir comme les terroristes du 18 fructidor.

Eh bien! il y a quelque chose de pire encore. Esprit de modération, d'apaisement, de libéralisme, droit constitutionnel, contrat royal et national, toutes ces choses si belles, si noblement représentées à la tribune, sont détruites. Grand désastre assurément, mais ce n'est pas le dernier. Voulez-vous voir la ruine la plus effrayante, considérez ce que les conservateurs aveugles, c'est-à-dire les destructeurs inconsciens, ont fait de la religion. Je sais un gré infini à M. Thureau-Dangin d'avoir loyalement retracé cette partie de son sujet. Le chapitre sur Lamennais lui fait le plus grand honneur. Un tacticien moins soucieux de la vérité eût trouvé le moyen de rejeter ces choses dans l'ombre; lui, en homme de foi, il tient à dire tout le mal que les ultras de la restauration ont fait à la tradition des idées religieuses. Il y tient d'autant plus que le chef de ces ultras est passé brusquement d'un pôle à l'autre pôle, et que les violences révolutionnaires de la seconde partie de sa vie ont trop fait oublier les violences théocratiques de la première. Que représente aujourd'hui ce nom de Lamennais? Le souvenir d'une fureur morne et sombre au service de la révolution politique et sociale. Qu'a-t-il représenté de 1818 à 1830? Une fureur éclatante au service de la théocratie. Ce qu'il y a de plus douloureux et de plus sinistre en cette affaire, c'est que ce tribun de la théocratie, secoué, meurtri, brisé par la lutte, ce tribun, obligé de se frapper lui-même à mort et de jeter sa cendre à tous les vents, est resté le grand docteur de l'église, un vrai *magister sententiarum*. Combien de décisions récentes qui relèvent de son esprit! Combien de familles chrétiennes, combien de prêtres respectés, qui, tout en prononçant avec horreur le nom de Lamennais, suivent docilement, sans le savoir, la direction d'idées ouverte par l'ardent théocrate! M. Thureau-Dangin ne craint pas de dire que cet esprit de Lamennais, non-seulement n'a pas disparu avec la restauration, mais s'est développé après elle. Et quelle est donc la théorie du tribun, cette théorie que la chute de la restauration n'a pas renversée, qui s'est développée au contraire et a faussé tant d'intelligences? Citons ici une belle et vigoureuse page de M. Thureau-Dangin :

« C'est au gallicanisme qu'en veut surtout Lamennais, c'est contre ce vieux reste de l'ancien régime ecclésiastique qu'il dirige ses efforts. Sa puissante et brillante logique a facilement raison sur ce point. Mais, d'un bond, il se perd dans les excès contraires d'un ultramontanisme inconnu même à Rome. Il veut l'église non-seulement indépendante, mais dominante. Il reprend la théocratie de M. de Maistre, il essaie de faire une théorie sociale et politique d'un rêve un moment caressé par un grand esprit trop souvent chimérique. Il prétend faire revivre un moyen âge singulièrement idéalisé, qui lui apparaît comme l'œuvre directe et parfaite de l'église, la seule manifestation du dogme catholique. Il veut, dit-il, mettre en pratique les doctrines de la bulle de Boniface VIII et fonder partout des royautés chrétiennes, subordonnées au principat du souverain pontife. Dans ce système, le pape aurait mission et pouvoir de protéger les nations contre la guerre, l'anarchie et la tyrannie, jugeant les actes et proclamant la vérité en matière politique comme en matière religieuse, seul moyen, dit Lamennais, d'empêcher la dissolution complète des partis, des peuples et des gouvernemens, en leur fournissant une règle universelle pour diriger leur conduite et leurs opinions. Comme la société, depuis le moyen âge, n'a fait que s'éloigner de cet idéal, l'impétueux écrivain lui jette l'anathème et la déclare en contradiction avec le catholicisme. La législation française est à ses yeux « un mélange hideux d'impiété et d'anarchie. » La France, au lieu d'être « une monarchie chrétienne, » est une république démocratique « dont le principe est l'athéisme. » Il faut au plus vite supprimer la protection accordée aux cultes dissidens, rendre au clergé son rang et son autorité de premier ordre politique de l'état, lui restituer entre autres choses le droit exclusif de constater les actes de l'état civil, lui donner non pas la liberté, mais le monopole de l'enseignement, en un mot subordonner en tout la société temporelle à l'église, le gouvernement au pape : la théocratie seule peut nous sauver de la démocratie. »

Tel est le programme que Lamennais applique pendant six ans avec une violence inouïe (1824-1830). C'est de ce temps-là que date la guerre aux évêques, à ceux-là du moins qui ne subissent pas le joug des forcenés. Lamennais leur jette le sarcasme et l'insulte. Savez-vous comment il prépare l'oraison funèbre de M. de Frayssinous? Voici ce qu'il écrit à un de ses amis : « Quand on aura tiré parti de cet homme, on crachera dessus, et son épitaphe sera faite. » Rome même, à ses yeux, « est le siège de la peur et de la faiblesse, » parce que Rome ne partage pas ses fureurs. Quant à la monarchie des Bourbons, s'il a cru d'abord pouvoir compter sur elle, il s'est étrangement trompé; la monarchie est hypocrite et athée. C'est lui qui serait le vrai chef des esprits, lui, ou quelque

homme de sa foi et de sa trempe, si le monde devait être sauvé. Mais le monde est condamné à mort. Qu'est-ce que cette société du XIX[e] siècle, pervertie par les uns, livrée par les autres? « Un mauvais lieu, un coupe-gorge, un cadavre qu'il faut laisser pourrir, une perpétuelle apparition de l'enfer, une pauvre idiote qui s'en va à la Morgue en passant par la Salpêtrière. » Voilà les bénédictions de ce prêtre qui s'arrogeait le droit de parler au nom de l'église, et qui plus d'une fois en effet, dans la mêlée de la bataille, parut être l'interprète du clergé de France.

Ainsi, toutes les forces morales dont le parti conservateur avait le dépôt, raison, vigilance, patriotisme, esprit libéral, traditions religieuses, avaient été successivement altérées ou détruites. L'édifice de la restauration devait s'écrouler, puisque des mains qui auraient dû travailler à l'affermissement du sol s'étaient unies pour l'effondrer de nouveau.

III.

On vient de voir ce que deviennent inévitablement les conservateurs sans le soutien et la sauvegarde des doctrines libérales; il faudrait maintenant, en regard de cette image, montrer ce que deviennent les libéraux sans la protection des idées conservatrices. C'est le sujet que M. Thureau-Dangin a traité dans le second de ses ouvrages : *le Parti libéral sous la restauration.* Mais cette espèce de contre-épreuve ramènerait bien des épisodes qui ont déjà passé sous les yeux de nos lecteurs. Voici la première restauration et les cent jours. Voici les ministères de M. de Richelieu, de M. Decazes, de M. de Serre, de M. de Martignac; seulement cette brillante, élite du vrai parti conservateur, au lieu d'être attaquée par la droite est attaquée par la gauche. N'importe; le cadre général n'a pas changé. Placés à un point de vue différent, nous reverrions les mêmes scènes. Je n'y reviendrai pas. Je me bornerai à marquer le trait principal de cette histoire, celui qui se rapporte à la polémique antireligieuse du temps de la restauration. Que le principe de l'hérédité monarchique ait souffert de la lutte engagée si ardemment de 1815 à 1830, le fait est grave sans doute, mais enfin il n'y a là que des choses fortuites et d'intérêt secondaire; que la cause de la religion en général en ait reçu de profondes atteintes, c'est un coup dangereux porté à toute société, particulièrement à la société libérale. Il y a d'autres formes politiques que la monarchie; il n'y a pas d'autre principe de vie pour une nation qu'un ensemble de fermes croyances, foyer du cœur et de l'âme, pain des forts et lait des faibles. N'est-ce pas là ce qui fait depuis dix-huit siècles la vie du genre humain? « Et où donc, s'écrie Michelet dans son *Introduction à*

l'histoire universelle, — oh! dites-le-moi, si vous le savez, — où s'est-il élevé un autre autel? »

Une des choses les plus funestes de ce temps-là, c'est l'antagonisme qui s'établit entre les idées libérales et les idées religieuses. A l'opposition absurde de ces deux mots, religion, liberté, on voit bien que la philosophie politique subit une éclipse profonde. Montesquieu est oublié, Tocqueville n'a pas encore paru. Tocqueville! oh! que nous sommes ici à l'antipode de ses doctrines! Pendant cette maladie de l'opinion, quiconque n'est pas voltairien, et voltairien au plus petit sens du mot, n'est pas libéral. Je répète, au plus petit sens du mot, car le nom de Voltaire recouvre *trente-six* âmes, comme l'a dit au XVIII[e] siècle un spirituel abbé qui ne croyait pas si bien dire, et parmi ces trente-six âmes il en est une très grande, très haute, profondément humaine et religieuse, que le libéralisme de la restauration n'a jamais soupçonnée. Ces demi-libéraux avaient le don de tout rapetisser; ils s'arrangeaient un Voltaire à leur taille, et faisaient du libéralisme une coterie.

Qu'ils attaquent le clergé, puisque le clergé les attaque, qu'ils rendent coup pour coup à M. de Lamennais et protestent avec vigueur contre la démence d'une prédication théocratique au XIX[e] siècle, c'est leur droit, c'est leur devoir; mais pourquoi confondre tel homme, ou telle partie du clergé, ou même la totalité du clergé, si le clergé tout entier, par impossible (1), soutient de pareilles erreurs, — pourquoi, dis-je, confondre le clergé d'une époque avec l'esprit de la religion? Quelle force le libéralisme se serait assurée en prouvant que ces prétentions théocratiques sont contraires à l'évangile, que ces revendications de l'ancien régime au nom du christianisme sont des mensonges, et que les libéraux, dans le sens le plus élevé comme le plus large de ce noble terme, sont plus rapprochés que leurs adversaires de l'idéal chrétien! Voilà ce qu'il fallait dire, mais, pour le dire, il fallait le penser, et comment

(1) Est-il besoin de faire remarquer ici qu'il s'agit d'une hypothèse exigée par le raisonnement? Bien des membres du clergé, à des points de vue divers, ont repoussé dès ce temps-là les doctrines antichrétiennes que le génie violent de Lamennais avait imposées à une trop grande partie de l'église. Je citerai entre autres M. l'abbé Flottes, qui, en 1823, dans une savante étude intitulée : *Errata du troisième volume de l'Essai sur l'indifférence en matière de religion*, commençait une série de discussions destinées à battre en brèche le système théocratique de Lamennais. M. l'abbé Flottes était à la fois un théologien gallican et un esprit philosophique de premier ordre; c'est lui qui a été le premier maître de philosophie de notre illustre ami Émile Saisset. Si M. Thureau-Dangin avait connu ce curieux épisode, certainement il ne l'eût pas laissé dans l'ombre. En revanche, nous lui devons une indication très précieuse, celle de la résistance qu'un sage vieillard de la compagnie de Jésus opposait si nettement en 1825 à la théocratie lamennaisienne. Chose étrange! ce vieux jésuite, le père Rozaven, parlait alors comme le théologien gallican, M. l'abbé Flottes, et comme le philosophe libéral, M. Royer-Collard.

concevoir ces pensées de haut vol, quand la lutte de chaque jour vous retient dans les bas-fonds ?

Au lieu d'agrandir ainsi la polémique, que font les pseudo-libéraux de la restauration? Ils répondent aux fautes de l'ennemi par des fautes du même genre. L'ennemi, c'est l'esprit théocratique jetant le défi aux sociétés modernes. Cet ennemi, dans la personne de Lamennais, avait abandonné aux libéraux les grandes positions, les sommets inexpugnables, d'où l'esprit moderne peut défier toutes les théocraties du vieux monde ; quelle occasion unique pour les libéraux de s'emparer de ces hauteurs et de les garder à jamais! Quelle occasion de rappeler à tous que le destructeur de la théocratie a été le christianisme, que le fondateur de toute liberté a été le christianisme, car toute liberté a pour principe la liberté de conscience, et la liberté de conscience, inconnue aux anciens, est véritablement la bonne nouvelle qui a sauvé le monde! Au lieu de cela, ils se condamnent aux besognes inférieures. Ils font la guerre odieuse, honteuse, la guerre de fraude et de maraude. Ils vont à la chasse des petites choses, des petits faits, des petits délits, des petites misères. Les voilà inspecteurs de police, ils ramassent les vilenies, et, quand ils n'en trouvent pas, ils en forgent. C'est ce qui se produit cent fois pour une. En un mot, ils se sont attribué le département de la diffamation ; ils l'entretiennent régulièrement, quotidiennement, arrive qu'arrive et coûte que coûte ; perfide manœuvre, nuisible à tous, nuisible principalement à eux-mêmes. Certes, ils causent un grand dommage à ceux qu'ils poursuivent ainsi de leurs calomnies; ils ne s'aperçoivent pas cependant qu'ils font bien plus tort à leur propre cause et qu'ils calomnient avant tout le libéralisme. Qu'est-ce qui fait, je vous prie, que les libéraux de la restauration, aussi bien que les ultras du même temps, ont conservé dans l'histoire une physionomie ridicule? Qu'est-ce qui fait que les voltigeurs des deux partis, les uns fermés à toute idée libérale, les autres fermés à toute idée chrétienne, nous apparaissent comme des momies? C'est l'entêtement où ils s'obstinent des deux côtés; et, pour ne parler ici que des libéraux, la raison du discrédit moral dont ils ont frappé leur nom et leur cause, c'est cet acharnement inepte contre les principes supérieurs, ce voltairianisme de quinzième ordre, dont toutes les grandes idées ont disparu, dont il ne reste que les ordures et les platitudes. Il y avait un journal, *le Constitutionnel*, qui avait alors, entre tous les journaux voltairiens, la spécialité de ces attaques : « L'écrivain chargé de raconter, souvent même d'inventer ces anecdotes, nous dit M. Thureau-Dangin, était désigné dans l'intimité sous le nom de *rédacteur des articles bêtes*, et lorsque, le niveau des abonnemens

baissait, on disait : Le rédacteur des articles bêtes se néglige, il faut le faire donner plus souvent. »

Ces traditions se sont renouvelées de nos jours malgré la différence absolue des situations. Des gens d'esprit croient faire œuvre originale en suivant cette routine. L'excuse des libéraux de la restauration, c'est qu'il y avait alors un grand courant lamennaisien, et que le gouvernement même, au moins depuis la mort de Louis XVIII, ne semblait pas trop défavorable au tribun théocratique. Aujourd'hui, bien que tout ait changé, les vieilles polémiques ont reparu. On répète des plaisanteries séculaires, on emprunte des armes à l'antique arsenal gaulois comme s'il s'agissait des mêmes hommes que Molière ou Voltaire ont bafoués. Molière, s'il vivait de nos jours, ne changerait-il pas ses batteries? dans le déplacement de toutes choses, ne verrait-il pas que le tartufe du XIX[e] siècle n'est plus à la même place que celui du XVII[e]? et Voltaire aussi ne penserait-il pas que les hypocrisies, les tyrannies, les barbaries, tout ce qu'il combattait si courageusement sous la loi de l'ancien régime doit être cherché désormais d'un autre côté? S'en tenir à Voltaire dans un monde si différent du sien, c'est montrer qu'on n'entend rien à Voltaire. Supposez le grand justicier revenu au milieu de nous, il protesterait encore contre la législation inique dont Calas, Labarre, Sirven, ont été les victimes ; il remercierait encore Louis XVI d'avoir cassé l'arrêt et réhabilité le nom de Lally-Tollendal, il flétrirait encore, et plus que jamais, le crime de la Saint-Barthélemy; mais, s'il concluait que toutes les Saint-Barthélemy sont hideuses, que toutes les terreurs sont abominables, que Danton, Marat, Robespierre font horreur à l'humanité, il y a une routine, soyez-en sûr, qui ne lui épargnerait pas les insultes. Les huées redoubleraient, si l'écrivain, ayant à condamner un coup d'état monarchique, se croyait obligé en conscience de condamner également les coups d'état républicains. Voltaire saurait alors que son œuvre est incomplète, que ses prétendus disciples ne le comprennent point, et, résolu à poursuivre l'iniquité sous ses transformations perpétuelles, il ajouterait plus d'une flèche à son carquois des vieux jours.

Ces principes dépassaient de beaucoup la portée de l'ancien libéralisme. La passion quotidienne se prête mal au travail intérieur de l'esprit. Une erreur qu'on défend chaque jour la plume à la main devient bientôt une conviction intraitable. Et ce n'étaient pas seulement les journaux de la gauche et du centre gauche qui faisaient du mot libéralisme un synonyme d'irréligion, la poésie même, une certaine poésie, prenait sa part de cette besogne maladroite et malsaine. Un chantre original, esprit acéré, imagination gauloise, à la fois prompt à la satire et capable d'enthousiasme, le poète qui le

premier avait consolé la France du désastre de Waterloo, l'auteur du *Vieux sergent* et des *Souvenirs du peuple*, semblait prendre plaisir à corrompre la nation par des gaudrioles impies. C'est Proudhon qui l'a dit vigoureusement : « La plaisanterie et les gaudrioles de Béranger sont en général puisées à deux sources suspectes, l'impiété et l'obscénité. » Voilà le jugement d'une âme forte restée pure au milieu des délires de l'intelligence. Et voulez-vous connaître le verdict des intelligences délicates, des consciences raffinées? lisez ces pénétrantes paroles de M. Ernest Renan : « Béranger attaque la religion par tous les côtés étroits, courts, plats et communs... Nous sommes blessés de son rire. Quand il raille l'huile sainte, il nous offense, car songez, disons-nous, à ceux que cette onction a consolés... Son dieu de grisettes et de buveurs, ce dieu auquel on peut croire sans pureté de mœurs ni élévation d'esprit, nous semble le mythe du béotisme substitué à celui de l'antique sentiment. Nous sommes tentés de nous faire athées pour échapper à son déisme, et dévots pour n'être pas complices de sa platitude. »

Le libéralisme de la restauration, à le considérer dans son ensemble, n'a jamais éprouvé de ces scrupules; il en est resté au *Dieu des bonnes gens*. Et pourtant le souffle de la grande poésie se levait déjà sur le monde. Depuis 1820, l'auteur des *Méditations* avait ouvert à la pensée les perspectives de l'infini. Victor Hugo, Alfred de Vigny, chacun à sa manière, s'avançaient dans ces voies lumineuses. Eh bien! curieux symptôme, par cela seul que ces jeunes poètes avaient retrouvé le sens des choses divines, on les écartait, bon gré, mal gré, des rangs de la société libérale. Lamartine se souvenait de cet affront lorsque, dès le lendemain de 1830, s'adressant à un des écrivains de cette école, à l'un des auteurs de *la Villéliade* devenu le porte-voix de la Némésis vulgaire, il lui disait magnifiquement :

La liberté! Ce mot dans ma bouche t'outrage?
Tu crois qu'un sang d'ilote est assez pur pour moi,
Et que Dieu de ses dons fit un digne partage,
L'esclavage pour nous, la liberté pour toi?..
Détrompe-toi, poète, et permets-nous d'être hommes!
Nos mères nous ont faits tous du même limon!
La terre qui vous porte est la terre où nous sommes,
Les fibres de nos cœurs vibrent au même son!
Patrie et liberté, gloire, vertu, courage,
Quel pacte de ces biens m'a donc déshérité?
Quel jour ai-je vendu ma part de l'héritage,
    Ésaü de la liberté?

Va, n'attends pas de moi que je la sacrifie
Ni devant vos dédains, ni devant le trépas!
Ton Dieu n'est pas le mien, et je m'en glorifie;
J'en adore un plus grand qui ne te maudit pas.

Ce Dieu qui ne maudit pas, c'est le Dieu de l'Évangile, le Dieu que la langue sacrée appelle le sauveur, et qu'on peut appeler aussi, au sens terrestre, le libérateur du monde, car il n'y a pas de liberté possible ici-bas sans le respect de sa doctrine.

On ressent une singulière amertume lorsqu'on pense à la noble élite du parti libéral de ce temps-là et qu'on la voit si complètement opprimée par la tourbe inférieure. L'élite, c'est la rédaction du *Globe*, c'est M. de Rémusat, M. Vitet, M. Duchâtel, M. Jouffroy, M. Duvergier de Hauranne; en dehors de ce recueil, ce sont les gens d'action et de parole, Casimir Perier et le général Foy. Ah! si de pareils hommes avaient compris alors quelle force contient l'union du christianisme et de la liberté, s'ils n'avaient pas, comme leurs adversaires, séparé deux causes qui n'en font qu'une, quel service ils eussent rendu à la France! Casimir Perier surtout, le plus puissant personnage de ce groupe, l'athlète colérique, mais généreux, qui devait plus tard soutenir avec tant de vigueur les assauts de la démocratie violente, — s'il avait pu avant 1830 élever plus haut la philosophie politique du parti libéral, quelle gloire serait plus complète que la sienne? Ils n'avaient pour cela, ses amis et lui, qu'à se rappeler certaines paroles inscrites, si on peut le dire, au frontispice du XIXe siècle, les appels de Chateaubriand et de Mme de Staël, ces professions de foi si larges et si précises où deux esprits, venus des deux extrémités du monde des idées, proclament la nécessité d'unir la religion chrétienne et la liberté politique. Il y a bien un des chefs du libéralisme qui soupçonne quelque chose de ces hautes vérités. Benjamin Constant effleure le sujet dans son livre *de la Religion* (1824-1827), et il y revient encore aux dernières pages qu'il ait tracées de sa main. Qui donc a écrit cette déclaration : « Nous l'affirmons hautement, l'époque où les idées religieuses disparaissent de l'âme des hommes est toujours voisine de la perte de la liberté; des peuples religieux ont pu être esclaves, aucun peuple incrédule n'a pu être libre. » C'est Benjamin Constant qui tient ce langage au risque d'étonner, j'allais dire de scandaliser les hommes de son parti (1). Malheureusement, comme Rivarol avant lui, Benjamin Constant s'occupait de toutes ces choses sans que le fond de son âme parût y avoir part. C'était l'esprit seul qui parlait, on n'y sentait pas la flamme de la vie.

Un seul homme dans le parti libéral s'est élevé en ces matières plus haut que Benjamin Constant. Est-il besoin de nommer Royer-Collard? Dans le temps même où Benjamin Constant publiait son grand ouvrage sur la religion, Royer-Collard prononçait à la chambre

(1) *Du Polythéisme romain considéré dans ses rapports avec la philosophie grecque et la religion chrétienne*, ouvrage posthume de Benjamin Constant, publié par Matter, 2 vol. in-8°; 1833. — Voyez 2e vol. p. 91-92.

des députés son admirable discours sur la loi du sacrilège. C'est au nom du christianisme que l'austère philosophe défendait la liberté, c'est au nom du dogme exprimé avec une force incomparable qu'il interdisait à la loi son ingérence impie dans les choses de l'âme et de la conscience religieuse. Qu'on se rappelle ses dernières paroles : « J'ai voulu marquer, en rompant un long silence, ma vive opposition au principe théocratique qui menace à la fois la religion et la société, d'autant plus odieux que ce ne sont pas, comme aux jours de la barbarie et de l'ignorance, les fureurs sincères d'un zèle trop ardent qui rallument cette torche. Il n'y a plus de Dominique, et nous ne sommes pas non plus des Albigeois. La théocratie de notre temps est moins religieuse que politique; elle fait partie de ce système de réaction universelle qui nous emporte. Ce qui la recommande, c'est qu'elle a un aspect contre-révolutionnaire. Sans doute la révolution a été impie jusqu'au fanatisme, jusqu'à la cruauté; mais qu'on y prenne garde, c'est ce crime-là surtout qui l'a perdue, et on peut prédire à la contre-révolution que des représailles de cruauté, ne fussent-elles qu'écrites, porteront témoignage contre elle et la flétriront à son tour. » Aujourd'hui que la situation est changée de fond en comble et que le fanatisme s'est déplacé, ne serait-il pas bon de méditer ces avertissemens? Ces grands principes libéraux ne changent pas; ce qui change dans notre mobile pays, ce sont les partis auxquels ils s'appliquent. Du haut de sa philosophie souveraine, l'orateur parlait aux vainqueurs de 1825 et aux vainqueurs de l'avenir. Ce langage, si vivement applaudi de la gauche, s'adressait d'avance comme un avertissement à la gauche des jours futurs. A un autre point de vue, le discours de Royer-Collard sur la loi du sacrilège était déjà un discours à double tranchant. Royer-Collard frappait à la fois les libéraux de son temps qui, en insultant la religion, se privaient d'une force incomparable, et les contre-révolutionnaires qui faisaient de cette force divine un instrument de tyrannie.

On dira peut-être : C'est se placer trop haut. La politique ne tend pas à l'idéal. Elle a affaire aux réalités, et aux réalités les plus rebelles, aux passions et aux intérêts. Tout moyen lui est bon pour parvenir à ses fins. Chaque parti a son droit de représailles. Vaincu, on l'a persécuté; vainqueur, il persécutera : œil pour œil, dent pour dent. — A qui se trace un pareil programme, évidemment il n'y a rien à répondre; il suffit d'abandonner ces aveugles à la Némésis inévitable. Je dirai seulement à ceux qui traitent notre libéralisme de rêverie, de chimère, d'idéal inaccessible, qu'il est en train de se réaliser de plus en plus malgré les insultes de droite et de gauche. Après Benjamin Constant, on a entendu Royer-Collard, et Royer-Collard devenu vieux n'a-t-il pas eu la joie de saluer les débuts de

Tocqueville? Dès les premiers volumes de *la Démocratie en Amérique*, Royer-Collard ne se lassait pas de célébrer cette œuvre de philosophie politique, la plus remarquable, disait-il, qui eût paru depuis Montesquieu. Or, quelle était la pensée maîtresse de Tocqueville dans ce beau livre? Celle-ci : l'esprit chrétien et l'esprit libéral ne peuvent se séparer. C'est Tocqueville qui a écrit ces fortes paroles : « Si un peuple veut être libre, il faut qu'il ait des convictions religieuses, et, s'il n'a pas de foi, qu'il serve. » Nous retrouvons ici la même idée que Benjamin Constant exprimait dans son livre du *Polythéisme romain :* « Aucun peuple incrédule n'a pu être libre. » Seulement ce n'est plus une parole de hasard, une de ces pensées qui viennent de l'intellect et non du fond de l'âme, c'est bien la conviction intime et forte, résultat de toute une vie d'expérience, principe et clarté de toute une science nouvelle.

Ainsi, christianisme et liberté, tel est le dernier mot de cette étude. Le parti conservateur, aux phases diverses de son histoire, a longtemps oublié l'une ou l'autre de ces conditions et quelquefois toutes les deux. Nous félicitons M. Thureau-Dangin de les avoir rappelées aux esprits scrupuleux par ce loyal examen de conscience. Pour lui montrer quel cas nous faisons de son travail, nous sommes entré de plain-pied dans son sujet, nous y avons remué des idées qui depuis longtemps nous sont chères, et, ajoutant nos preuves à ses preuves, nos conclusions à ses conclusions, nous avons proposé le même examen aux intelligences méditatives.

Quant à la leçon pratique résultant de cette confession, il y en a une qui domine son travail comme elle domine le nôtre. Je la résume en ces termes : les premiers représentans de la république en France, à une époque où nul retour de la monarchie n'était à craindre, ont détruit la république et ramené la monarchie (1795-1799). La monarchie a été détruite à son tour par les monarchistes de la restauration (1814-1830). Enfin, dans le même temps, c'est le parti libéral qui a réduit la liberté à un rôle ridicule et vulgaire. Espérons que ces temps sont loin de nous. Le parti conservateur et libéral est le seul qui soit vraiment en mesure de ne pas regarder à l'inscription de l'édifice : république ou monarchie, peu importe, il doit ne s'intéresser qu'aux principes. Or, le principe par excellence est celui que nous indiquions en commençant et que cette étude a confirmé d'un bout à l'autre : tout parti conservateur qui ne sera pas libéral dans le vrai sens du mot périra par l'inertie et l'impuissance de vivre; tout parti libéral qui ne sera pas conservateur, au sens complet de ce titre, périra par l'anarchie et l'impuissance de rien fonder.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

VOYAGE

AUTOUR DU MONDE

A L'EXPOSITION UNIVERSELLE

I.

LES DEUX AMÉRIQUES, L'OCÉANIE, L'ASIE, L'AFRIQUE, L'EUROPE ORIENTALE.

Les expositions universelles ont singulièrement simplifié les voyages autour du monde. Au Champ de Mars, il faut à peine une demi-journée pour parcourir le monde habité. Quand on a quitté depuis une heure le pavillon de la ville de Paris, on se retrouve en France, en face du chalet de l'exploitation forestière, après avoir passé devant les izbas russes, les pagodes chinoises, les maisonnettes japonaises, les kiosques siamois, les huttes javanaises, les bazars tunisiens et les mosquées algériennes. On a vu tous les types d'architecture, toutes les variétés de costumes, tous les spécimens des produits naturels, toutes les œuvres de l'art et de l'industrie. On a pu, avec un estomac complaisant, goûter à tous les mets nationaux, depuis la *olla podrida* espagnole jusqu'au pilau turc, à toutes les boissons exotiques, depuis le *chianti* de Florence et le tokay de Hongrie jusqu'au koumiss de Russie et au schidam hollandais. On a pu même, si on est quelque peu polyglotte, converser dans leur langue avec les naturels des pays visités, artilleur

espagnol, fantassin grec, dragon suédois, moujik russe, marchand chinois, commis japonais, mécanicien anglais, violoniste tzigane, guitariste marocain, cabaretière frisonne, *bar-maid* américaine. Un tel voyage n'est-il pas plus intéressant, plus varié, plus fructueux que celui de cet Anglais légendaire qui, parti pour un voyage de circumnavigation, mais ayant trouvé à la première escale la nourriture du pays inférieure à la table du bord, n'était plus descendu à terre que de retour à Liverpool?

C'est ce voyage rapide et varié que nous allons entreprendre. Nous nous embarquerons au Havre, sur un de ces magnifiques paquebots transatlantiques, aménagés avec tant de luxe et de confort, dont l'exposition nous montre les modèles, et nous débarquerons dans quelque ville du Nouveau-Continent. Quand nous aurons parcouru les deux Amériques, l'Océanie, les vastes contrées de l'Asie et la côte d'Afrique, — l'empire de Russie, dont l'aigle à deux têtes symbolise la double souveraineté européenne et asiatique, nous servira de transition entre l'Orient et l'Occident, entre l'art des vieilles civilisations et l'art des nations modernes. Nous irons alors aux quatre coins de l'Europe, et la France, qui, étant ici chez elle, doit passer la dernière, marquera le terme de notre voyage. D'ailleurs, durant ce long trajet, à l'occasion d'une analogie ou d'une différence dans la manière de concevoir une décoration ou de travailler un métal, nous parlerons souvent de la France; nous n'oublierons point les leçons de son art et de son industrie, et son souvenir ne nous quittera pas. Ainsi les navires qui voguent par les mers lointaines portent à leur grand mât la flamme française, ainsi le voyageur porte en lui la pensée de la France.

I.

On sait que chaque pays qui occupe une place dans le vaste quadrilatère de fer et de verre du Champ de Mars s'est construit une façade spéciale, empruntée à son architecture nationale. C'est cette suite de façades qui se développent le long de la grande avenue de droite qu'on a nommée l'Allée des Nations. Nous pensons que l'idée qui a présidé à la décoration architectonique de cette allée était que chaque pays y reproduisît le type de son architecture nationale privée, ancienne ou moderne. Ce programme fécond et original n'a été suivi que par quelques états européens et par les pays orientaux. Les autres nations s'en sont plus ou moins écartées, soit en s'inspirant servilement du style italien de la renaissance, soit en composant des façades en habits d'arlequin où le style de tous les pays et de toutes les époques est représenté, soit

encore en reproduisant les types non de leur architecture privée, mais de leur architecture monumentale. Que signifient par exemple la rutilante façade de l'Alhambra et le porche monumental du couvent de Belem, tout brodé de sculptures, à côté d'un manoir anglais, d'une izba russe, d'un chalet de paysans norvégiens, d'une maison hollandaise du XVIe siècle? Il semble qu'il y avait à copier dans les ruelles étroites de Tolède et de Grenade et dans les rues de Lisbonne des types d'architecture d'un moins somptueux aspect, mais d'un intérêt plus sérieux. On ne juge que par comparaison; or quelle comparaison établir entre une église et une maison? C'est comme si on mettait sous une même vitrine la redingote noire d'un Français et la chasuble raide d'or d'un pope moscovite et qu'on voulût par là comparer les costumes de la Russie et de la France. De plus, les monumens tels que les mosquées hispano-arabes et les cathédrales portugaises sont pour ainsi dire classiques; la représentation en a été multipliée par la gravure et la photographie: ils ne peuvent que perdre à être ainsi exposés dans des proportions réduites et hors du cadre qui leur convient. Transportez Notre-Dame sur l'Acropole et le Parthénon au milieu de la place de la Concorde, et ces édifices, qui auront les mêmes formes et les mêmes proportions, n'auront plus le même effet. Sous peine de lui faire perdre son caractère, on ne peut détacher un monument du milieu topographique et climatologique où il a été construit et qui l'a inspiré. On sait quelle impression pitoyable produit au *Cristal Palace* de Londres la reproduction exacte des plus beaux monumens de l'architecture.

A défaut d'une façade, le Canada a élevé un trophée colossal avec ses bois d'essences variées, noyer noir, bouleau, gommier rose marbré, érable, pin Weymouth aux stries sanglantes, palissandre doré, nélicia veiné de violet. C'est une sorte de tour à plates-formes superposées où l'on accède par un escalier en spirale. La charpente de l'édifice disparaît sous les pelleteries, peaux d'ours, de daim, de loup, de renard et d'élan, les armes de guerre et de chasse et les engins de pêche qui forment une décoration sévère et originale. Dans la salle occupée par les états canadiens, on retrouve ces bois et ces laines sous une nouvelle forme; l'industrie les a transformés en meubles de toute sorte et en épaisses étoffes.

Les États-Unis n'ont point d'architecture; on s'en aperçoit. La façade de l'Union est plate comme un mur de hangar. Aucun relief, dans les chambranles des baies cintrées; pas le moindre pilastre, pas le moindre balcon, pas le moindre entablement qui fasse saillie. Et que dire du belvédère à la chinoise, en bois découpé, qui surmonte cette banale construction? Ajoutez à cela que les couches

café au lait alternant avec les couches chocolat dont elle est badigeonnée ne sont pas faites pour en relever la vulgaire insignifiance. L'intérieur de cette section vaut mieux que l'extérieur. On s'imagine peut-être que l'industrie américaine se borne à des machines à coudre, à des revolvers de tout calibre, à des carabines à répétition et à des faux-cols de papier. Il y a en effet beaucoup de ces objets qui prouvent à quel prix les Yankees estiment le temps, puisqu'ils remplacent le lent travail de l'homme par le travail rapide de la mécanique et qu'ils savent abréger les trop longues discussions par l'argument péremptoire du revolver. Mais il y a aussi des spécimens nombreux d'autres industries qui témoignent du goût dans l'invention et de l'habileté dans l'exécution. L'influence anglaise y est d'ailleurs manifeste. Ce sont des bahuts d'ébène de style renaissance, des tables de marqueterie où se mêlent les essences rares, érable, citronnier, amarante, des fauteuils à bascule, à siège canné et à monture de bois tourné, des livres d'un beau type d'impression et d'un tirage bien égal, des reliures de maroquin à mosaïques et à petits-fers ou de vélin blanc à filets. On aimera moins ces petites orgues de chêne à tuyaux apparens peints en bleu perruquier. Mais où les Américains excellent, c'est dans l'orfévrerie de table. Ces surtouts, ces coupes, ces aiguières, ces gobelets d'argent repoussé, ciselé, guilloché, sont remarquables par le choix des formes et la pureté du travail. Nous admirons plus encore ces couverts et ces manches de couteaux où courent de délicates nielles d'or, et où s'incrustent de gracieux médaillons. Tous ces motifs sont empruntés aux décors japonais. On ne ferait pas mieux à Paris, pas même à Yédo!

La galerie des machines ne nous regarde point, et nous en sommes fort heureux, car cette espèce de cité dolente nous inspire une certaine terreur. Le bruit des roues, le tic-tac des balanciers, les hans des pistons, les claquemens des laminoirs, les frôlemens des lanières, les sifflemens de la vapeur font un charivari infernal où l'on croit entendre des gémissemens de damnés au milieu desquels monte parfois comme une prière la grande voix des orgues. Cependant nous nous risquerons à traverser cette galerie pour aller voir dans le pavillon annexe des États-Unis ces *drawing-room cars* et ces *sleeping-cars*, si vastes et si commodément aménagés, véritables maisons roulantes. La longueur des voyages sur le continent américain, où on est parfois huit jours et huit nuits sans descendre de wagon, motive cette confortable installation; il y aurait déraison à l'exiger sur la ligne de Paris à Versailles. Regardons aussi ces « faucheuses » et ces « moissonneuses » à deux roues et à siège surélevé, auxquelles on attelle un couple de chevaux qui les traînent au grand

trot. Elles sont peintes en rouge, rechampies de blanc et d'or; la forme en est étrange et gracieuse. A voir ces singuliers véhicules ainsi brillans et ornés, garnis de leur paire de faux, on dirait les chars de guerre de la Grèce antique.

Les huit ou dix républiques de l'Amérique centrale et de l'Amérique du sud, qui bon an mal an font chacune leur petite révolution annuelle, se sont réunies pour tenter une révolution en architecture. Elles n'y ont point réussi, la matière architectonique étant, paraît-il, moins « ondoyante et diverse » que la matière électorale. C'est un amalgame de tous les styles. Une balustrade Louis XIV couronne une galerie de bois vitrée qui surplombe trois arcades en plein cintre. A gauche monte une tour quadrangulaire surmontée d'un belvédère en forme de kiosque; à droite s'élève un autre corps de bâtiment, percé de fenêtres à chambranles renaissance et d'œils-de-bœuf Louis XV. On doit avouer que cette façade compliquée et cherchée a plus d'effet et de grâce que la façade de l'Amérique du nord, mais ce n'est pas en faire un bien vif éloge. Il semble que la commission de l'Amérique centrale eût pu prendre pour sa façade un type d'architecture nationale, comme l'ont fait quelques états pour la décoration de leur subdivision. La reproduction des lourdes constructions des Incas avec leurs profils massifs, leurs larges architraves, leur ordonnance pyramidale, leurs grossières figures en intaille, ou même celle des chalets du Nicaragua, faits de bambous et de roseaux, eût sans doute été moins intéressante aux yeux des personnes qui vont chercher dans l'Allée des Nations des modèles de villas pour le bord de la mer, mais elle eût eu une plus grande valeur d'art et de curiosité.

L'exposition de l'Amérique centrale n'est riche ni au point de vue du progrès des industries importées d'Europe, ni au point de vue du caractère des industries nationales. Chacun de ces états occupe une petite salle de quelques mètres carrés, dont les pelleteries, les denrées coloniales, les collections de paléontologie, de botanique, de minéralogie et d'ornithologie tiennent à peu près toute la place. La république argentine expose en outre des meubles de bois de rose qui prouvent que la matière n'est rien si elle n'est fécondée par l'art, et des cadres de chêne blanc qui témoignent pourtant de l'aptitude des Argentins à sculpter le bois. Ce sont des bordures extrêmement travaillées, perforées à jour par le ciseau et fouillées comme des sculptures en noix de coco, qui figurent des oiseaux, des fleurs et des dragons. Au Pérou, il y a des tables et des coffrets de bois de fer, ramagés d'incrustations de nacre, des armoires entièrement recouvertes de plaques de nacre, des poteries vernissées, de style étrusque. L'exposition du Nicaragua se borne à

des hamacs et à des nattes de paille tressée; celle de la Bolivie à des échantillons de minerais et de pelleteries; celle du Venezuela à des cigares, à des vins et à de frêles corbeilles d'*estropajo*; celle du Mexique enfin à des tablettes d'onyx et à de petites boîtes enluminées, d'un aspect barbare et primitif des plus réjouissans. La république de San-Salvador range sous ses vitrines de riches selles de cuir repoussé et découpé et des écharpes de soie et de laine rayées de mille couleurs. Il faut s'arrêter en traversant le Guatemala devant une ravissante collection de fleurs artificielles en plumes d'oiseaux-mouches, d'une légèreté et d'un éclat incomparables, et devant des chapeaux, des corbeilles, des porte-cigares et autres menus objets en paille tressée, d'une finesse extraordinaire; la trame de la toile n'est pas plus serrée, la soie n'est ni plus unie, ni plus lisse. On lit dans quelque conte qu'une fée venait chaque nuit faire la tâche d'une jeune et infortunée princesse à laquelle une méchante sorcière avait imposé de tisser une énorme quantité de lin. Cette fée, depuis longtemps sans emploi en Europe, s'est décidée à émigrer dans l'Amérique centrale, et c'est elle qui tresse ces miraculeux tissus de paille, tandis que les ouvriers du Guatemala se croisent les bras à journées longues. Voyons la Guyane et les îles de Cayenne, de la Guadeloupe et de la Martinique dans l'exposition des colonies françaises, dont les salles ont en guise de portières de vastes filets de pêche d'un aspect gracieux et original. Il y a là des fleurs en plumes, des poteries rouges vernissées d'un travail très primitif, et qui ont pourtant un faux air de poteries grecques avec moins d'élégance dans la forme, des costumes de négresses et de mulâtresses, de métisses et de quarteronnes où dominent naturellement les nuances les plus tendres, le rose, le bleu de ciel, le jaune serin, des nattes et des corbeilles de pailles de couleur, des zagaies, des arcs, des boucliers faits de l'écaille d'une tortue, et autres armes caraïbes. Aux angles de la pièce se tiennent de farouches mannequins de guerriers indigènes : un Roucouyenne vêtu d'une robe à manches en fibres de plantes, la tête couronnée d'un diadème de plumes multicolores, et un soldat du Fonta portant une blouse bleue brodée, un chapeau de paille et un fusil à silex. La république de l'Uruguay réserve une douce surprise aux économistes et aux utilitaires. Au milieu de couteaux d'argent massif ornés de ciselures barbares et de manteaux de laines fauves à raies rouges et bleues d'une sauvage harmonie de ton, ne voilà-t-il pas une machine à coudre, bien authentiquement fabriquée à Montevideo!

Hâtons-nous donc de traverser le Pacifique pour aller voir un peu de couleur locale en Océanie et en Asie pendant qu'il en reste en-

core. Le temps presse, à en juger par ces jeunes Japonais qui parcourent le Champ de Mars vêtus à la dernière mode européenne, par les statistiques du commerce anglais, qui affirment que les manufactures de Manchester exportent annuellement dans l'Inde — l'Inde, le pays de l'indienne! — pour près de 20 millions de livres sterling d'étoffes de coton, enfin par l'exposition des colonies anglaises de l'Australie, où on ne trouve que des produits agricoles et métallurgiques et des instrumens perfectionnés. Quelques idoles, qui n'ont plus d'idolâtres, sculptées en chêne, et de gros œufs d'émeu, verts et grenus comme du maroquin, montés en argent ciselé, sont les seuls objets pittoresques et originaux de ces sections. Si l'Australie anglaise est trop civilisée pour être pittoresque, les îles françaises de l'Océanie sont trop sauvages. Les Taïtiens et les Canaques en sont encore à l'état rudimentaire des contemporains de l'âge de la pierre. Quelques arcs, quelques casse-têtes de bois, une case construite avec de la boue et du chaume en forme de ruche d'abeille, à ceci se borne l'industrie des naturels des îles Gambier et de la Nouvelle-Calédonie. Pas de costumes, ces personnages ayant l'économique habitude d'aller tout nus.

Il n'y a qu'un bras de mer entre le continent australien et les îles de Java et de Bornéo, et cependant là c'est déjà la civilisation rectiligne du présent, ici c'est encore la civilisation touffue, étrange, somptueuse et extravagante du passé. Presqu'à égale distance du Japon, de la Chine et de l'Hindoustan, l'archipel malais reflète dans son art et dans son industrie la triple influence des Japonais, des Chinois et des Indiens. Ses maisons, ses pagodes, ses temples, ses huttes lacustres surélevées sur pilotis, affectent les formes de l'architecture chinoise : toits retroussés à silhouettes aiguës, minces colonnettes supportant des charpentes découpées à jour, figures et ornemens bizarres suspendus aux larmiers, ensemble de lignes horizontales, verticales et diagonales se coupant à angles droits; mais par la sobriété des tons et le peu de valeur des matériaux, les constructions malaises se rapprochent de celles du Japon. Ce ne sont pas les tours de porcelaine, les appliques de faïences rutilantes, les chimères et les dragons d'or se tordant autour des colonnes ou courant le long des frises, les charpentes peintes en rouge vif, les toits de tuiles ou d'ardoises, des villes chinoises. Ce sont, comme au Japon, des cloisons de bois naturel, des ornemens de bambous, des toits couverts de chaume ou de roseaux. Java emprunte à l'Inde ses menus bijoux de filigrane d'argent, ses étoffes de perles de verre, ses soies et ses laines brochées d'or, mais il y a moins de surcharge dans le décor, moins d'éclat dans la couleur. D'ailleurs l'idéal de l'art malais semble le même que celui des sorcières de Macbeth : « le beau est dans l'horrible. » La Ma-

laisie imprime à tout ce qu'elle touche un caractère spécial d'horreur et de férocité. Des calmes dieux de l'Inde, elle fait des monstres furieux; elle arme leurs cent bras de glaives homicides et de torches incendiaires, elle orne leurs mitres de têtes coupées, elle convulse leurs faces cuivrées et tord leurs silhouettes en de sauvages contorsions. Les yeux peints en rouge roulent terribles dans leur orbite, les bouches démesurées, garnies d'une double rangée de crocs aigus, s'ouvrent jusqu'aux oreilles. La collection des idoles de Java est la plus épouvantable vision de monstres, de spectres et de croquemitaines qu'il soit possible d'imaginer. Les armes malaises n'ont pas un caractère de hideur et de férocité moins accentué. Ces kriss dentelés en scie, ces informes casse-têtes de bois de fer, ces flèches barbelées, ces fers de lance ondulant en flamme ou s'arrondissant en serpe, ces fourches, dont une branche est une doloire et l'autre un grappin, ces tridens terminés par des dents de requin, ces poignards pareils à des rasoirs et ces zagaies semblables à des faux composent plutôt un attirail de torture qu'une panoplie de guerre. Ce n'est point la richesse, la somptuosité et la forme gracieuse des sabres orientaux; c'est encore moins la belle simplicité et l'aspect de vaillance et de loyauté des épées occidentales. On pense, en voyant ces armes, aux guet-apens, aux massacres, aux surprises nocturnes, aux égorgemens furtifs, aux sinistres boucheries, et non aux batailles valeureuses.

II.

Le Céleste-Empire est une vieille connaissance ; au contraire on ne connaît le Japon que depuis peu d'années. On est encore sous l'influence de la révélation. Il s'ensuit de là que chacun s'enthousiasme pour l'art japonais et n'a que du mépris pour l'art chinois. On répéterait volontiers aujourd'hui devant tous les produits de la Chine le mot de Louis XIV : « Otez-moi ces magots. » Il y a là quelque injustice. Parce que l'art japonais est un art plus accompli, faut-il pour cela condamner en masse tout l'art chinois? Proscrire n'est pas juger. Chacun de ces deux arts a ses mérites propres. L'art chinois est plus décoratif, l'art japonais est plus intime. Il y a plus d'effet, plus de somptuosité, plus d'éclat, et aussi plus de clinquant en Chine ; il y a plus de goût, plus d'imprévu, plus de variété au Japon. Les Japonais ne poussent pas tout au monstrueux et au chimérique. On sent que leur art s'est nourri de l'étude de la nature et qu'il a progressé, abandonnant graduellement les poncifs dont n'ont pas su s'affranchir les Chinois. Ceux-ci cependant ne méritent pas tant de dédain et de moqueries. Ils ont créé une architecture étrange, bizarre, mais typique et originale, que les Japonais

n'ont fait qu'imiter dans leurs pagodes et leurs palais. Pour l'architecture privée des Japonais, peut-on donner le nom d'architecture à ces cabanes de sapin à toitures de chaume et à ces clôtures de bambous que relèvent seulement des portes de bois massif aux panneaux artistement travaillés à jour? Dans la porcelaine ancienne, que ses riches décors et ses vives couleurs feront toujours admirer, on ne sait qui l'emporte des Chinois ou des Japonais; dans la porcelaine moderne, les Japonais ne réussissent guère mieux que les Chinois. Les craquelés céladon et les émaux cloisonnés bleus, à bouquets de fleurs et à animaux chimériques, exportés par Canton et Shanghaï, valent bien ceux qu'on fabrique à Yédo et à Yokohama. Dans les étoffes, les soies pourpres, écarlates, turquoise, émeraude, à arabesques d'or ou à figures brodées en relief, il semble que les Chinois trouvent des tons plus brillans, des oppositions plus vives, des chatoiemens plus lumineux. Pour le mobilier proprement dit, il n'y a même pas rivalité entre les deux peuples. Voyez, dans la section chinoise, cet ameublement complet de bois peint en rouge, surchargé de sculptures dorées, et recouvert de satin écarlate où sont brodés des personnages aux longues robes multicolores; rien n'y est comparable à l'exposition japonaise, comme richesse, comme somptuosité et comme éclat. C'est le style Louis XIV de l'extrême Orient! Mais où les Japonais sont supérieurs, c'est dans les ouvrages qui touchent à l'art et dans les mille objets qu'on doit regarder de près : grands paravens laqués à incrustations de jade, de bronze, de bois précieux ou à panneaux rapportés, représentant des figures de guerriers qui brandissent leurs deux sabres ou de jeunes filles qui jouent de l'éventail, consoles et brûle-parfums de bronze ciselé dignes des maîtres de la renaissance italienne, petites boîtes en laque d'or valant plus que leur pesant d'or, figurines d'ivoire d'un travail exquis auprès desquelles les miracles de patience des Chinois semblent art de sauvages. Et les albums gravés! Quel éclat dans ces couleurs, quelle ingénieuse variété dans ces compositions, quelle coquetterie dans ces figures de femmes, quelle allure et quelle férocité dans ces types de guerriers! Les informes silhouettes que les Chinois peignent sur paille de riz ou brodent en soie sur étoffe ne sont ni du même art, ni de la même humanité. On pourrait dire qu'il y a dans l'art chinois quelque chose de la patience, de l'effet et de la magnificence de l'art égyptien, et dans l'art japonais un peu de la grâce, du mouvement et de la liberté de l'art grec. Mais, il est bon de le répéter par ces temps de fanatisme japonais, l'art chinois et l'art japonais n'ont aucune idée du beau, ils sont aussi loin de la grandeur de l'art égyptien et de la beauté de l'art grec que la Vénus hottentote est loin de la Vénus de Milo.

Les trésors et les féeries de l'Inde apparaissent à nos yeux éblouis

dans la merveilleuse collection que le prince de Galles a rapportée de son voyage à la presqu'île du Gange. Ce n'est point un musée qu'il faudrait pour loger ces objets, qui sont des joyaux, mais un gigantesque écrin. Étoffes, bijoux, armes, vaisselle, harnachemens, coffres, éventails, tout cela forme comme une plaine de pourpre et d'azur où coulent des rivières d'or et d'argent, où ruissellent des cascades de perles, et où montent, étincelantes gouttes de rosée diaprées par le soleil, les diamans, les rubis, les émeraudes, les topazes et les améthystes. Le velours et la soie disparaissent sous les capricieux enchevêtremens des broderies d'or, l'or pâlit à l'éclat des pierreries qui le constellent. Sous cette vitrine brillent les orfèvreries de vermeil, les vases de bronze incrusté d'argent, les boîtes à bétel en or ciselé, les houkas couverts de pierres fines, les pendans d'oreilles et les colliers formés de griffes de tigres, les éventails et les houssines à manches d'émail. Là est appendue la garde-robe des rajahs, des maharajahs et des nababs, robes de brocart d'or et d'argent, écharpes de soie brochée, châles de Cachemir d'une chaude harmonie; ici est rangé leur arsenal, sabres à fourreaux de peluche et de soie, à petites poignées d'or niellé, de jade vert, de cristal de roche, d'ivoire ramagé d'or, faites pour des mains d'enfans, haches d'armes incrustées d'or avec manche d'or ciselé, bouclier en écaille de tortue à bossettes de diamans et à bordures de perles fines, casques d'acier vermiculé d'or surmontés de panaches de filigranes d'or, lances et pertuisanes à hampes d'ivoire et d'émail. Ce sont encore des cornes de bison montées en or ou en argent, des boîtes de Bénarès en ivoire incrusté, des coffrets de Surate en bois de santal sculpté, des cassettes de Cachemir en papier mâché, à petits dessins de mille couleurs imitant le point des tissus, des éventails de brocart, des harnais d'éléphans brodés d'or, des housses de palanquins et des tapis de prière où s'entrelacent sur le velours les arabesques d'or et de perles. Chaque objet est un rayon de soleil. Et qu'on ne s'imagine pas que la richesse de la matière supplée au travail de l'ouvrier. Tout est brodé, sculpté, ciselé, taillé, ouvragé avec la perfection des plus beaux châles de Cachemir. Au centre de la galerie des Indes s'élève un édifice d'une architecture étrange, où on retrouve le style chinois et le style arabe. Construit en bois rouge et noir découpé et sculpté, il se couronne de huit coupoles bulbeuses de cuivre poli. C'est un palais indien auquel il ne manque que le cadre : la végétation touffue des jungles, les grands horizons des Montagnes-Bleues et l'ardent soleil de l'Hindoustan.

Si curieuse et si riche qu'elle soit en étoffes, en meubles, en bijoux, en armes, l'exposition de l'Inde française ne mérite qu'un regard quand on vient de voir les Indes anglaises dans la collection

du prince de Galles. On dirait quelque musée de province annexé au Louvre ou aux Offices.

On entre en Indo-Chine par une large porte qu'abrite un toit de tuiles vertes à forte projection et que couronne un fronton à contours extravagans, plus aigus et plus compliqués que les ramures d'un cerf dix cors. La fantaisie chinoise est dépassée. A côté de ce curieux spécimen de l'architecture annamite, s'élève le pavillon siamois, construit en chêne découpé à incrustations de nacre, et surmonté d'un toit de pagode à triple étage. Que le royaume de Siam fabrique ces meubles rouges couverts de figurines sculptées en haut-relief et dorées, ces tuniques transparentes comme de la gaze, tissées tout en fils d'or, ces bronzes niellés d'argent, ces coffrets incrustés de nacre, ces masques comiques ou féroces à tiares dorées, ces armes ciselées et ces porcelaines à riches décors, cela ne peut étonner. Siam touche à l'est à la Chine, à l'ouest à l'Inde, l'industrie siamoise procède donc de l'art chinois et de l'art hindou. Mais ce qui est moins explicable, c'est l'influence orientale, levantine, arabe, visible dans ces tapis, compliqués et harmonieux comme les tissus de Smyrne, dans ces tentes de laine tatouées de morceaux de soie rapportés, dans ces coupes, ces gobelets, ces plateaux de cuivre de formes et de travail analogues aux ouvrages des Marocains. L'empire d'Annam, voisin du royame de Siam, présente le même problème. Ces meubles d'ébène et de bois de fer à incrustations de nacre, ces étincelantes soieries rouges brodées d'or ou ramagées de méandres de soie bleu turquoise, ces figurines de jade, ces microscopiques tasses délicatement creusées dans l'écaille, sont des souvenirs ou des leçons de l'Inde et de la Chine. Mais quel est le Smyrniote ou le Tunisien qui s'est risqué, il y a de longs siècles, à traverser l'Arabie déserte et la Mer des Indes pour aller apprendre aux Annamites à faire des tapis turcs? La domination française n'a point enlevé à l'industrie de la Cochinchine son caractère de richesse. Ce sont, comme dans l'empire d'Annam, des meubles à applications de nacre et d'ivoire, de brillantes étoffes brodées d'or, des sculptures en bois dignes des Japonais, des brûle-parfums de bronze, des bijoux pavés de pierreries. Ces pieds d'éléphant et de rhinocéros montés en coupes sont une originale invention. Mais le XVIIIe siècle français était plus galant quand il inventait le bol-sein pour la laiterie de Trianon.

Les frontières de la Perse sont marquées à l'exposition par une petite tour verte décorée de fleurs et d'arabesques, où s'ouvrent en ogives deux fenêtres superposées. La Perse, que les déserts de l'Afghanistan séparent seuls des contrées de l'extrême Orient, contraste singulièrement avec ces pays. Ce n'est plus l'art confus, monstrueux, effréné, affolé de splendeur et de magnificence du panthéon indo-

chinois; c'est l'art plus simple, plus contenu et plus pur de l'Islam. Mais si l'art persan est moins fastueux, il n'est ni moins varié ni moins parfait; s'il se sert moins des métaux précieux et des pierres fines, il n'atteint pas moins à la richesse et à l'éclat de la couleur. Aux Indes, on cherche à éblouir les yeux; en Perse et dans les autres contrées mahométanes, on se contente de les charmer. Tout est magistralement conçu, richement décoré, merveilleusement travaillé dans l'exposition persane, depuis ces superbes tapis de feutre ou de laine d'une sobre et chaude harmonie, et ces châles dignes des métiers de Cachemir par la couleur et la finesse, jusqu'à ces coupes d'acier damasquiné, ces vases d'émail, ces mousselines brodées, légères et diaphanes comme de la vapeur d'eau, ces bassins de cuivre découpé, ces boîtes de buis sculpté, ces coffrets et ces cadres en mosaïque d'Ispahan. La panoplie vaut le mobilier : sabres courbes en damas du Khoraçan d'un ton gris mat, où courent en lettres d'or les versets du Coran et les devises guerrières, souples chemises de mailles, casques à pointes et à frontal, plaques pectorales et rondaches niellées d'or et d'argent. Cette ornementation relativement sobre est la vraie parure des armes; elle leur conserve leur caractère de virilité qui s'effémine et se perd sous la surcharge de perles et de pierreries des armures indiennes.

On quitte la Perse au Champ de Mars, mais c'est pour y faire un nouveau voyage dans les jardins du Trocadéro, où s'élève le palais du shah. Cette construction, de forme rectangulaire, n'a qu'un étage. Les fenêtres en arc surhaussé, très rapprochées les unes des autres, forment comme une arcade continue qui règne sur les quatre façades. Ainsi presque découpé à jour, cet édifice a un aspect de fragilité et de décor qui tient à la prédominance outrée des vides sur les pleins. L'architecture persane a eu souvent de meilleures inspirations. Les murailles peintes en vert cru, couleur nationale de la Perse qu'il serait bon cependant de n'employer qu'avec discrétion dans les monumens, ont pour tout ornement quelques maigres filets jaunes et blancs qui encadrent les fenêtres et une vingtaine de rosaces rouges. Au fronton, brille le lion de Perse sur une plaque de faïence. Sans s'arrêter trop longtemps au rez-de-chaussée, dans la salle de purification, qui est tendue de papier faïence à fleurs roses et bleues sur fond blanc, et où jaillit un jet d'eau, on devra monter voir ce merveilleux salon des glaces auprès duquel le fameux salon des glaces de Versailles a tout au plus l'originalité d'un salon de grand hôtel. Qu'on s'imagine une vaste pièce carrée dont les parois sont entièrement couvertes de petits morceaux de glaces, ajustés en étoiles, en losanges et en damiers. Pour le plafond, on a suivi le système des voûtes de l'Alhambra dites à stalactites. Ce sont des milliers de petits polyèdres de glaces qui, se séparant en menues

sections, se creusant en alvéoles, se projetant en saillies prismatiques, montent en encorbellement les uns sur les autres jusqu'au sommet de la coupole. Les vives couleurs des vitraux des fenêtres et les nuances infinies des tapis se reflètent dans ces stalactites artificielles dont les facettes multiples jettent les feux polychromes d'un diadème de pierreries.

III.

Bien que l'Égypte ait subi toutes les conquêtes et toutes les dominations, elle se souvient de temps à autre de ses anciens Pharaons. Quand elle se présente à l'étranger, elle se pare volontiers, comme d'un habit de gala, des grandioses architectures des contemporains de Sésostris et de Psammétichus. Nous ne serions pas étonné que le vice-roi, ayant une audience à donner en France, s'assît sur un trône orné de têtes d'éperviers et tînt en main un sceptre terminé en fleur de lotus. Cette année, comme en 1867, l'Égypte a logé son exposition dans une sorte de temple hypèthre, de style pharaonique, flanqué de deux pylônes massifs. Sur la muraille blanche, autour des fûts des colonnettes, aux encorbellemens des corniches et aux linteaux des portes, se détachent en couleurs claires les Osiris barbus, les Pascht à têtes de chat, les Isis à coiffures d'éperviers, les sistres, les croix ansées, les clés mystiques, les bâtons auguraux et autres figures de l'écriture hiéroglyphique. Quatre galeries s'ouvrent à l'intérieur autour de l'hypèthre, ou si on aime mieux du *patio*, cour à ciel ouvert que les Grecs, les Romains, les Turcs, les Arabes et les Espagnols, semblent avoir empruntée aux anciens Égyptiens. L'une de ces galeries est consacrée tout entière aux vues, aux plans, et aux modèles du canal de Suez. Les autres renferment les spécimens des productions naturelles de la grasse Égypte et les œuvres de son industrie. Aux portes pendent d'immenses portières rouges dignes des grandes proportions de l'édifice; sur les parois s'étendent d'épais et magnifiques tapis merveilleusement nuancés; sous les vitrines brillent les armes damasquinées, les soies brochées d'or, les étoffes zébrées de couleurs vives. Soulevons cette légère portière de cachemire bleu, brodée d'arabesques de soie multicolore, et pénétrons dans ce *buen-retiro* de sultane, tout meublé à l'orientale. Ce sont des bahuts et des cabinets, des armoires et des étagères de chêne et de cèdre, à marqueterie d'ébène et d'acajou, disposée en damiers et en losanges. Sur d'autres meubles à profil aigu, les incrustations de nacre, d'ivoire et d'argent remplacent les mosaïques de bois. Les rosaces compliquées et les devises arabes en caractères coufiques alternent comme orne-

mentation avec les figures géométriques. Pour sièges, on a de petites chaises de thuya et de chêne à dossier légèrement concave, et ces hauts tabourets décagones, en bois découpé et marqueté, qui servent à la fois de sièges et de tables pour prendre le café et les confitures de roses. On prétend que ce mobilier, d'une invention charmante et d'un travail exquis, est l'œuvre d'un ébéniste viennois. Nous tenons trop à conserver nos illusions pour ajouter foi à ces propos de fâcheux.

A côté du temple antique s'élève une maison moderne du Caire rayée horizontalement de larges bandes rouges et noires. Sur sa façade latérale s'applique un moucharaby en dentelle de bois. On sait ce que sont ces sortes de cages treillissées en surplomb, ingénieux compromis entre la jalousie des pachas qui ne veulent pas que leurs odalisques soient vues et la curiosité des femmes qui veulent au moins voir. On a réuni à l'intérieur de cette maison les menus objets de l'industrie égyptienne, petits tapis, armes, bijoux d'argent filigrané, œufs d'autruche d'où pendent des houppes de soie, chasse-mouches pailletés, narguilés et chibouques à bouquins d'ambre, bracelets d'or vierge malléable comme la cire plastique.

Ce n'est ni dans un sérail, ni dans un okkel, ni dans une mosquée qu'on trouve la Tunisie; c'est dans un long bazar formé d'une galerie de bois peint et découpé, à arcades en fer à cheval et à corniche à corbeaux. Soyez sourds aux bonimens gutturaux des Africains plus ou moins authentiques qui se trouvent derrière ces étalages. Ils n'ont à vous montrer que toutes ces babioles de pacotille vues cent fois aux devantures des marchands turcs des boulevards et de la rue de Rivoli. Entrez plutôt dans le petit pavillon carré qui s'avance en retour à l'extrémité de la galerie. Là, en fait d'armes, de tapis, de harnachemens, de burnous, de haïks, d'étoffes de soie, d'étagères et d'appliques en glaces et en bois peint, vous trouverez une multitude de choses commandant toujours l'attention et souvent l'admiration. Aux tissus d'or et d'argent, aux soies brodées d'arabesques, nous préférons ces étoffes dont les vives colorations des rayures font la seule beauté. La palette tinctoriale des Tunisiens est la plus riche, la plus éclatante, la plus harmonieuse de tout l'Orient. Avec leurs soutaches d'or et leurs semis de pierreries, les Indiens font du scintillement; avec leur bariolage et leurs zébrures de couleurs franches, où ils semblent se jouer victorieusement des lois des complémentaires, les Levantins, et surtout les Tunisiens, font de la couleur.

Ce goût des couleurs vives et cette recherche d'ornementation n'appartiennent pas seulement à l'Afrique méditerranéenne. Ils traversent les déserts avec les caravanes et reparaissent jusque sur

la côte occidentale de l'Afrique, en Sénégambie. Dans ces tapis, dans ces grosses étoffes de laine, dans ces armes, dans ces instrumens de musique, dans ces harnachemens de cuir rouge brodé, dans ces bijoux filigranés, dans ces sandales de bois mosaïqué, on retrouve au Sénégal quelque chose de l'Algérie avec un caractère plus barbare. Mais le Gabon est tout à fait sauvage ; les Pahouins n'ont pour vêtement que des fibres textiles brutes, et ils ne connaissent en fait de tapis que les peaux de singes et de genettes.

Tunis, l'Égypte, la Perse, le Maroc, le Sénégal, n'ouvrent pour ainsi dire aux curieux qu'une lucarne sur leur pays. L'Algérie, au contraire, leur ouvre la porte toute grande. Il y a comme un quartier d'Alger transporté au Trocadéro. Plus de quinze petites constructions arabes bordent les allées : kiosques, mosquées, bazars, okkels, cafés, comptoirs de pâtisseries, jusqu'à une grande tente de poil de chameau rayée de brun et de jaune foncé, où quatre Kabyles accroupis sur des nattes façonnent des babouches, des bourses et autres objets de maroquinerie. Au centre de cette ville arabe en réduction s'élève un édifice monumental du plus beau style algérien; c'est la reproduction de l'antique mosquée de Sidi-Boumédine, à Tlemcen. Qu'on se figure un vaste quadrilatère allongé, flanqué de quatre tours massives, dont l'une est dominée par un minaret de 30 mètres. Les murailles, percées de barbacanes ogivales et couronnées à leur sommet de créneaux dentelés, sont toutes blanches. Quelques dessins intaillés dans la pierre sous les machicoulis des tours, et une frise de faïences vertes et bleues qui règne tout autour de l'édifice en sont les seuls ornemens. La porte, où l'on accède par six degrés, ouvre son arc outrepassé dans un resplendissant encadrement de faïences polychromes. L'intérieur est distribué comme un caravansérail : quatre galeries couvertes, longues et hautes, soutenues par une ligne d'arceaux en fer à cheval, entourent un ravissant jardin où poussent des palmiers et des aloès et où s'arrondit la vasque d'un jet d'eau. Dans ces galeries sont rassemblés les produits agricoles, forestiers et métallurgiques de la colonie et tous les spécimens de l'industrie indigène. Ici les marbres et les métaux, les pelleteries et les plumes d'autruche ; là les céréales et les fruits, les bois et les plantes. De ce côté, les armes et les bijoux, les tapis de laine et les étoffes de soie et de coton, les haïks, les burnous, les écharpes, les résilles. Plus loin les nattes et les paniers de sparterie, les meubles de thuya tourné, les plateaux et les coupes de cuivre émaillé, les cuirs multicolores ramagés de broderies capricieuses, les gargoulettes et les alcarazas de terre rouge. C'est toute l'Algérie dans 50 mètres carrés. On a eu l'idée originale de ne pas ranger comme dans un étalage cette mul-

titude d'objets divers, mais de les faire concourir à la décoration. Les peaux de lion et de chacal et les panoplies de longs fusils, de flissahs et de yatagans, garnissent le haut des parois, et ce ne sont au-dessous que festons de bananes enfilées et de grappes de maïs, et qu'astragales de gerbes de blé et de touffes d'alfa. Cette exposition est organisée avec le goût et la méthode spéciales à la France.

Ce qui est le plus curieux au Maroc, c'est son café établi à l'abri d'une tente sur la terrasse d'une galerie à arcades découpées en flammes; — du moresque flamboyant! En dégustant là quelques gorgées de café précipité servi à la turque dans de microscopiques tasses montées sur des coquetiers filigranés, on écoute les mélopées rauques et monotones des musiciens maures. Coiffés du fez ou du turban, vêtus de vestes soutachées et de larges pantalons, ils sont là cinq, accroupis sur un divan. Le chef d'orchestre, un colosse de six pieds, superbe type de boucher turc, joue du violon. Le second musicien pince les cordes d'une mandoline; le troisième racle un rebec, violon à deux cordes, à dos pansu et à manche recourbé; le quatrième, un nègre, agite un tambour de basque en chantant d'une voix gutturale; le cinquième frappe des doigts sur une derbouka, tambour de poterie recouvert d'un parchemin. Sous le café se trouve le bazar où sont jetés pêle-mêle les bijoux de cuivre émaillé, les crucifix à incrustations de nacre, les pipes relevées de filets d'or, les noix de coco sculptées, les babouches de cuir brodées de soie, les flacons d'essence de rose, dont le cristal est historié de lettres arabes, et ces pastilles du sérail, qui, selon le mot de Gavarni, « sentent si bon chez le marchand et si mauvais chez soi. » Mais l'exposition du Maroc n'a pas, comme celle de Tunis, des étoffes, des tapis, des armes et des meubles de prix. Rien n'y sort des vulgaires turqueries que nous connaissons. Et pourtant, malgré qu'on en ait, on s'arrête toujours avec plaisir devant ces boutiques tant le moindre objet y témoigne du sentiment de la décoration et de la couleur. Les ouvriers orientaux mériteraient bien qu'on leur appliquât cette parole de l'Exode : « Ils sont doués d'un grand talent pour faire tout ouvrage de ciseleur, de tisserand et de brodeur. » Il est à remarquer que tous les peuples qui, hormis l'architecture, n'ont point d'art, les Chinois, les Japonais, les Indiens, les Turcs, les Arabes, ont élevé l'industrie jusqu'à l'art. Les objets les plus communs, les plus usuels, ne sont jamais dénués de quelque joli ornement. On brode les babouches de cuir, on cisèle les manches de couteaux, on incruste les crosses de fusils, on damasquine les métaux, on marquette le bois, on modèle les poteries en formes gracieuses, on soutache les vestes, on emploie les couleurs les plus

vives et les plus gaies pour la teinture des tissus. Dans tout l'Orient, de Tanger à Yokohama, on ne trouverait pas un seul objet aussi vulgairement simple, aussi platement laid qu'une de nos grossières assiettes de faïence blanche, qu'une cuiller de fer battu, ou qu'une chaise de paille.

Admirables chez les Indiens, les Chinois et les Japonais, la disposition et la variété du décor étonnent plus encore chez les Arabes et chez les Turcs. Privées par la loi religieuse de la représentation de la figure humaine et empruntant rarement leurs formes aux plantes et aux animaux, les races d'Islam ont créé une ornementation pour ainsi dire toute abstraite et toute imaginaire. Il est surprenant que par la seule combinaison des figures géométriques, triangles, rectangles, losanges, arcs, spirales, et par le seul entrelacement des arabesques, des volutes, des rinceaux, des nœuds de cordelettes, des rosaces en trèfle, des imbrications en écailles et des lettres en caractères coufiques, l'art arabe ait fondé un style décoratif qui a autant d'effet, de grâce et de variété que celui des Asiatiques et des Européens, inspiré par toutes les merveilles de la création.

IV.

Du Maroc en Russie, la distance est longue; d'un okkel arabe à une izba moscovite, la différence est marquée. Et cependant la Russie touche aux pays de l'Islam par son vaste empire, où le soleil se couche à l'occident tandis qu'il se lève à l'orient, par ses peuplades mahométanes, circassiennes et kirghises, par ses aspirations territoriales, par le caractère oriental que lui ont imprimé ses conquêtes à l'ouest et au sud et ses relations avec la Byzance des empereurs grecs. Bien que la Russie se soit assimilé complètement la civilisation occidentale, elle a conservé un goût de luxe et de surcharge ornementale demi-barbare qui se trahit dans plus d'une branche de son art et de son industrie. Voyez la façade qui donne accès à son exposition. Ce n'est qu'une construction de bois; mais qu'elle est loin de la simplicité naïve d'un chalet suisse! Dans cet édifice, qui reproduit l'architecture d'un château seigneurial du temps d'Ivan le Terrible, combinée avec celle d'un escalier du Kremlin, le sapin prend toutes les formes et toutes les figures de la pierre, du marbre et de l'étain. Il s'évide en flèche, il s'arrondit en dôme, il se découpe en galeries trilobées, il se fenestre en ogive ou en fer à cheval, il se bariole de vert tendre, de rose, de rouge et de bleu. C'est une confusion extravagante de kiosques aigus, de galeries à jour, de machicoulis en ressaut, d'escaliers suspendus,

de balcons qui surplombent, de clochetons élancés et de coupoles bulbeuses.

Ces bijoux semés de perles, d'émeraudes et de rubis cabochons, ces chasubles et ces étoles de pope tissées d'or, bossuées d'ornemens en relief, ces gigantesques vases de malachite et de lapis-lazuli, ces belles orfèvreries niellées de platine, ces icones d'argent découpé, ces vases de vermeil couverts d'émaux byzantins, ces harnachemens de cuir rouge à l'odeur pénétrante, ramagés de fils de soie et d'incrustations de couleur, ces toques de velours et ces blouses de soie rose et bleue, n'accusent pas moins le caractère de somptuosité effrénée et d'outrance dans l'ornement des races orientales. Mais sa fidélité à ses traditions nationales n'empêche pas la Russie de prendre des exemples et des modèles dans l'industrie européenne. Voici, pour en témoigner, un joli mobilier Louis XV, où le bois doré encadre le damas de soie, des bahuts de chêne sculpté, du style de la renaissance, des tables, des guéridons, des pendules de malachite, montés en bronze doré, de superbes poêles de faïence, des essais de porcelaines peintes et de tapisseries et d'admirables moulages d'un seul jet, d'après le modèle vivant, qui font l'étonnement de tous les artistes. Quoique l'exposition russe soit moins vaste, moins riche et moins variée qu'en 1867, qu'on n'y trouve pas une merveille analogue à la grande mosaïque de l'établissement impérial de Saint-Pétersbourg, la Russie y apparaît digne d'elle-même, surtout si on songe que depuis deux ans la Russie a eu bien d'autres batailles à gagner que les batailles pacifiques de l'industrie internationale.

Comme la Russie, la Grèce est un dieu Janus dont une face regarde le passé et l'autre l'avenir. Comme le colosse moscovite, la statue de la Grèce a un pied en Orient et un pied en Occident. La Grèce appartient à l'Occident par son génie, qui dans les lettres, les arts, la politique et les institutions sociales a fait la civilisation de l'Europe, par son esprit de liberté, par ses tendances et par ses progrès. Elle appartient à l'Orient par son climat, par son soleil et par les souvenirs de la domination turque que, non sans hardies révoltes, les Grecs ont subie plus de trois siècles. Cette double influence est visible à l'exposition grecque. A côté de machines pour bateaux à vapeur, d'instrumens agricoles perfectionnés, de modèles de navires, d'instrumens de chirurgie, de fauteuils et de canapés de bois sculptés recouverts de soie brochée, de tables de mosaïque, de bronzes d'art, de céramiques, de tableaux religieux curieusement fouillés dans le bois, de bracelets et de colliers ornés de médailles antiques serties en or, de livres, cartes, plans et autres spécimens du musée pédagogique, il y a des étoffes, des armes, des

bijoux qui trahissent l'Orient par leur luxe et par leur grâce. Dans le plus harmonieux désordre se groupent les fusils et les carabines à silex couverts de nielles d'argent depuis la crosse jusqu'à l'extrémité du canon, les pistolets à crosses d'ébène ornées de plaques d'ivoire et de nacre, les sabres, les yatagans et les poignards aux lames damasquinées, aux fourreaux d'argent, de velours et de maroquin, les broches, les bracelets et les pendans d'oreilles filigranés. Les riches casaques de velours vert, rouge et violet, soutachées d'or, touchent les tulles légers, semblables à la toile d'Arachné; les écharpes de soie cramoisie serpentent sur les mouchoirs et les *taktikos* rayés de mille nuances; les dentelles et les broderies d'or servent de transparens aux foulards zébrés de pourpre, aux fichus étoilés de paillettes, aux serviettes de soie frangées d'argent, aux ceintures où s'épanouissent des fleurs brillantes et aux chemisettes arborant toutes les couleurs du prisme et tout leurs composés; les tissus de soie, le barège, la moire, le satin, prennent un éclat intense mis en opposition avec les tissus mats de laine et de coton.

La Grèce, qui a la religion de son passé parce qu'elle sait qu'elle en est digne, a construit une petite maison athénienne du plus pur style du IVe siècle. Ce charmant édicule, qui a à peu près les proportions du temple de la Victoire aptère sur l'Acropole, se compose d'un étage en surplomb soutenu par deux colonnes ioniques. A gauche s'ouvre une porte dont les pieds-droits montent avec une inclinaison légèrement pyramidale. L'entablement est décoré d'antéfixes en palmettes et de gargouilles en gueules de lions. Dans les cannelures des colonnes, sur les volutes des chapiteaux, aux linteaux des fenêtres, aux moulures des architraves et des cymaises, se détachent en bleu, en rouge, en vert et en or, les acanthines et les rais-de-cœur, les perles et les oves. En avant de cette maison antique, qui par ses petites dimensions fait penser à celle de Socrate, s'élève un autel quadrangulaire supportant un buste de Minerve. Les Grecs ont été bien inspirés en plaçant leur exposition sous l'invocation de la grande divinité de leurs aïeux, déesse du travail, — *mille dea operum*, — et protectrice des vaillantes cités.

HENRY HOUSSAYE.

L'EMPIRE DES TSARS

ET LES RUSSES

VI.

LE SELF-GOVERNMENT EN RUSSIE.

—

I.

LES ÉTATS PROVINCIAUX ET LE RÉGIME REPRÉSENTATIF DANS L'ADMINISTRATION LOCALE (1).

Dans ce monde plein de contradictions, au milieu d'une société si rompue aux inconséquences, rien n'est plus durement reproché aux gouvernemens comme aux individus que l'inconséquence et les contradictions. Les adversaires les plus décidés de la Russie lui eussent beaucoup pardonné si, dans sa politique orientale, la Russie avait toujours paru d'accord avec elle-même. « De quel droit, disait-on, l'empire autocratique ose-t-il s'arroger le glorieux rôle d'émancipateur? A quel titre les ministres du tsar peuvent-ils exiger pour les Slaves chrétiens, sujets de la Porte, ce qu'ils n'ont garde d'accorder aux sujets slaves et chrétiens de la Russie? Faut-il donc dire vérité en-deçà du Pruth et erreur au-delà? Est-ce aux Cosaques d'apporter aux Bulgares les droits qu'ils ne possèdent pas

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril, du 15 mai, du 1er août, du 15 novembre, du 15 décembre 1876, du 1er janvier, du 15 juin, du 1er août et du 15 décembre 1877.

eux-mêmes, ou la liberté et l'autonomie politiques doivent-elles être, aux mains d'un état absolutiste, un article d'exportation et l'objet de transactions aussi lucratives qu'immorales? » L'administration intérieure de la Russie a ainsi singulièrement desservi sa diplomatie, l'une a tué l'autorité de l'autre. La Vistule a fait tort au Danube, et la Pologne a démenti la Bulgarie. Toutes les inspirations du gouvernement de Saint-Pétersbourg sont devenues suspectes, son libéralisme diplomatique a été regardé comme un masque, et le généreux et sincère enthousiasme de la nation russe en faveur de ses frères du Balkan a fait à la plupart des spectateurs l'effet d'une menteuse et hypocrite comédie (1).

L'Europe s'est peut-être trop étonnée, trop scandalisée, du contraste entre les paroles et les actes, entre les maximes et les procédés d'un gouvernement dont l'étranger ne mesure pas assez les difficultés. L'Europe a vu de la fourberie, a vu du cynisme, là où en réalité il y avait plus de naïveté et d'impuissance que de mauvaise foi. La Russie, de son côté, n'a été ni assez habile ni assez hardie pour effacer ou atténuer à temps chez elle les marques apparentes de son inconséquence. Au lieu d'enlever à ses adversaires du dehors les armes que leur fournissait telle ou telle des provinces soumises au sceptre du tsar, au lieu de s'attacher par quelques mesures de réparation à mériter les sympathies de tous, la Russie s'est plainte de l'injustice et des préjugés de l'Occident, sans s'apercevoir qu'elle-même avait la première encouragé ces injustices et ces préventions.

Tandis que, attentive aux défauts du régime russe, l'opinion européenne en devenait parfois indulgente à l'excès pour les vices du régime ottoman, les Russes, les regards fixés au-delà du Danube, s'étonnaient et se scandalisaient à leur tour des tiédeurs ou des antipathies de l'Occident. Ils s'indignaient d'entendre si souvent rapprocher et confondre dans un même dédain l'empire, encore jeune et comme adolescent, de Pierre le Grand et de Catherine et l'empire vieilli d'Abdul-Medjid et d'Abdul-Azis, d'entendre comparer, et non toujours à leur avantage, l'ordre régulier de la Russie, de son administration, de sa justice, de ses finances, au désordre permanent d'un état en banqueroute et d'une monarchie orientale en décadence. « Eh quoi! disaient les Russes, peut-on sans ignorance ou sans mauvaise foi préférer la Sublime-Porte et le sérail à la cour du Palais-d'Hiver, les héritiers de Mahmoud à ceux de Catherine II, les pachas au fez rouge à nos gouverneurs, dont l'esprit et la culture sont aussi européens que l'uniforme? Peut-on sans moquerie mettre

(1) Voyez à ce sujet, dans la *Revue* du 15 février 1876, l'étude ayant pour titre : *la Liberté en Russie*.

en parallèle nos jurisconsultes et notre jury avec les mollahs et les cadis turcs, nos métropolites et notre clergé chrétien avec les ulémas et les derviches musulmans, nos universités et nos étudians avec les *mektebs* et les softas de Stamboul, nos soldats et nos Cosaques avec les rédifs et les bachi-bozouks qui massacrent les prisonniers et coupent en morceaux les blessés ? »

Dans tout rapprochement de ce genre, il entre en effet beaucoup d'ignorance et encore plus de parti pris et de paradoxe. Entre deux pays aussi différens, de semblables comparaisons ne sauraient rien prouver. Il serait injuste pour l'un comme pour l'autre de prétendre leur appliquer la même mesure. Si l'on s'obstine à les mettre tous deux en parallèle, l'on ne peut contester que le plus capable de civilisation et le plus capable de liberté soit celui des deux états qui par les origines, par l'histoire, par la religion, par les lettres et les sciences, par tous les élémens de la culture en un mot, se rapproche le plus des pays où la civilisation et la liberté ont le moins de peine à fleurir. Malgré sa puissante individualité, malgré d'anciennes et nombreuses divergences, la Russie est trop semblable à l'Europe occidentale, trop européenne, pour que tôt ou tard elle ne soit pas entièrement gagnée à l'esprit libéral de l'Europe moderne; mais chez elle la liberté politique, déjà si difficile à asseoir en d'autres grands états, rencontre dans l'étendue et dans la structure intérieure de l'empire, dans les traditions du gouvernement, dans la centralisation administrative, dans l'ignorance populaire enfin, de multiples et singuliers obstacles. En Russie plus qu'ailleurs, la liberté ne saurait être que la dernière et plus laborieuse conquête d'un âge de rénovation.

Le *self-government*, l'autonomie, qu'elle revendique pour ses protégés du Balkan, la Russie ne les leur peut procurer qu'en les laissant en dehors des états du tsar, car sur son vaste territoire il n'y a place encore ni pour la liberté du citoyen, ni pour l'autonomie de la tribu ou de la nationalité. Ces biens qu'elle prétend apporter à autrui, il lui est malaisé de s'en emparer pour elle-même. Dans cette noble carrière de la liberté, la Russie est destinée à se voir devancer par des états qu'assurément l'on ne saurait mettre au-dessus d'elle, par ces petits peuples d'Orient que l'on s'est trop habitué à regarder comme ses auxiliaires ou ses vassaux. La plupart de ces minces états, nés d'hier et encore enfans, Roumanie, Grèce, Serbie, ont dépassé leur orgueilleuse patronne dans la liberté politique, et cela non qu'ils fussent plus civilisés ou mieux doués, mais parce qu'ils étaient plus compactes, plus homogènes, parce qu'ils étaient plus petits et que pour eux la voie était semée de moins de périls, ou les chutes moins dangereuses. Sur cette route,

la Russie devra s'estimer heureuse si elle n'est pas encore distancée par ces Bulgares sans lois, sans traditions, sans organisation ni vie nationale, par ce peuple encore embryonnaire qu'elle prétend initier à la vie civile.

La Russie est ainsi faite qu'il lui est plus facile d'ouvrir aux autres les portes de la liberté que d'en franchir elle-même le seuil. Faut-il le regretter? Oui, certes, pour la civilisation, pour le progrès de l'Europe et de l'Asie; mais, si quelqu'un a le droit de le déplorer, ce ne sont pas ceux qui, aux bords de la Tamise, du Danube ou de la Seine, redoutent l'excessive expansion et le trop grand rayonnement de la puissance russe. Avec son immense territoire, avec la grandeur et la fécondité de sa population, avec tous ses moyens d'influence sur les petits peuples d'Orient qui lui sont rattachés par l'origine, la religion, la langue ou les mœurs, la Russie est privée du plus noble ascendant qui puisse subjuguer ou charmer les peuples modernes. Elle n'a point de modèle politique, point de libres institutions à présenter à l'admiration ou à l'imitation de ses protégés; elle ne peut les soumettre à la plus dangereuse des fascinations, à la plus enchanteresse des séductions, celle des institutions et de la liberté. A ce grand empire, il manque l'aimant aujourd'hui le plus puissant, l'aimant qui en 1860, par exemple, attirait soudainement au Piémont de Victor-Emmanuel tous les petits états italiens. Aussi la Russie est-elle loin d'exercer sur les chrétiens, sur les Slaves même d'Orient, l'espèce d'attraction magnétique qu'on lui prête parfois. La Russie a les sympathies des Slaves du Balkan, et elle y a droit par ses efforts et ses sacrifices en leur faveur; mais ces sympathies des Bulgares, des Serbes, des Monténégrins ne lui sont acquises qu'autant qu'ils voient en elle un rempart contre une domination détestée et le seul espoir ou la seule garantie de leur indépendance (1).

De ce qu'elle ne peut offrir à ses cliens du Balkan les séductions du *self-government* et le modèle des libertés civiles, s'ensuit-il que la Russie y ait renoncé pour elle-même, qu'elle s'en reconnaisse incapable, qu'elle n'ait rien fait pour s'en rendre digne? Non, certes, toute son histoire, depuis Pierre le Grand et Catherine II, tout le règne actuel surtout, a été une lente et consciencieuse préparation à des destinées nouvelles que tous pressentent, sans que personne encore en puisse marquer l'heure. La Russie n'a pas de libertés politiques. Le tsar n'a point, comme le sultan, octroyé un beau jour à ses sujets un parlement et une constitution

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 novembre 1876, l'étude sur *les Réformes de la Turquie, la politique russe et le panslavisme.*

à l'occidentale. On ne saurait beaucoup le regretter, car ces savantes machines, importées toutes faites d'Angleterre ou d'Amérique, sont moins utiles qué dangereuses là où le terrain n'est pas aplani pour elles et où les ouvriers ne sont pas dressés à les manier. La Russie n'a ni parlement ni ministère responsables, mais elle a reçu de son souverain ce qui seul peut la préparer à un parlement et rendre efficace une constitution, des tribunaux réguliers et des libertés provinciales et municipales.

C'est ce *self-government* local que nous voudrions étudier aujourd'hui dans les assemblées qui en sont le principal organe. L'on donne parfois en Europe une importance outrée aux manifestations irrégulières de l'esprit russe, aux sociétés secrètes, aux conjurations d'école, aux conspirations de jeunes gens et de jeunes filles. L'avenir politique de la Russie n'est pas là : il est moins dans cette présomptueuse agitation révolutionnaire qui ne remue pas le fond du peuple que dans les assemblées régulièrement élues où déjà sont représentées toutes les classes de la société russe et où les hommes les plus éclairés des différentes provinces s'initient modestement aux affaires publiques. Si humbles que nous semblent des institutions représentatives encore bornées aux intérêts locaux, la plupart des peuples du continent ont fait trop de chutes sur l'âpre chemin de la liberté pour avoir le droit de se montrer dédaigneux des timides commencemens d'autrui.

I.

La guerre de Crimée avait aux yeux de la Russie, comme aux yeux de l'Europe, découvert les vices de l'administratien impériale. A l'avènement de l'empereur Alexandre II, il était devenu manifeste pour tous qu'aucune réforme administrative n'était possible sans le secours et l'intervention des populations qui avaient si longtemps souffert de l'omnipotence des fonctionnaires. Le régime de l'empereur Nicolas avait assez montré que toutes les recettes des empiriques, toutes les panacées autoritaires du *tchinovnisme* et de la police, étaient hors d'état de guérir le mal invétéré de la corruption bureaucratique. Le gouvernement dut se décider à recourir au remède le plus simple, et pour les vieux *tchinovniks* le plus dangereux, au remède de la décentralisation et de la liberté. Reconnaissant son impuissance à tout mener, à tout décider, à tout contrôler des bords de la Néva, le gouvernement impérial voulut se décharger sur ses sujets, si longtemps administrés d'en haut, du soin des affaires locales. Les provinces et les villes, remises en pos-

session du droit de s'administrer elles-mêmes, ont obtenu une représentation provinciale et municipale. Le régime représentatif s'est ainsi introduit dans l'empire autocratique : s'il est aujourd'hui borné aux intérêts locaux, il s'étendra un jour, avant la fin du siècle peut-être, aux intérêts généraux de l'empire. Une nouvelle guerre eût pu hâter ce dénoûment. Quel que soit le développement des libertés publiques en Russie, les franchises nouvellement accordées aux provinces et aux villes en seront le point de départ; les formes actuelles du *self-government* local pourront même servir de type ou de modèle aux libertés politiques. C'est dire assez l'intérêt de cette expérimentation du régime représentatif sur un sol aussi neuf.

L'empereur Alexandre II n'est pas le premier qui ait voulu donner à la nation, aux villes et aux provinces, une part dans l'administration. Les inconvéniens de la centralisation étaient depuis longtemps ressentis; depuis longtemps le gouvernement impérial avait réclamé pour ses fonctionnaires le concours et le contrôle des administrés. Dès avant la révolution française, la grande Catherine avait prétendu associer les populations à la gestion de leurs propres affaires. Chez aucun des peuples du continent, les droits des habitans vis-à-vis des fonctionnaires n'étaient plus étendus et mieux établis en droit, chez aucun ils n'étaient plus restreints et moins reconnus dans la pratique.

L'omnipotence du *tchinovnisme*, institué par Pierre le Grand, avait des défauts trop manifestes pour échapper aux yeux de la femme qui corrigeait son œuvre en la continuant. Soit pour limiter le règne absolu de la bureaucratie, soit pour complaire à l'esprit libéral de son siècle, Catherine II attribua aux deux classes qu'elle venait d'organiser en corporation, à la noblesse dans les campagnes, à la bourgeoisie et aux marchands dans les villes, un rôle considérable dans l'administration aussi bien que dans la justice locale (1). L'oukase de 1785 est, dans ses principaux traits, demeuré en vigueur jusqu'en 1864. C'était à la noblesse, au *dvorianstvo*, que la tsarine avait concédé les droits les plus importans. Ce n'était pas là une faveur due à des préjugés aristocratiques. Dans la Russie du servage, la noblesse était la seule classe civilisée, la seule européenne, presque la seule classe d'hommes libres. Pour l'investir de telles prérogatives, Catherine avait essayé de la constituer sur le modèle des noblesses de l'Occident. Les droits ainsi concédés aux gentilshommes de province étaient considérables, énormes même. Si le *dvorianstvo* eût tenu de son origine quelque force, quelque autorité propre, jamais l'autocratie ne se fût ainsi dépouillée à son

(1) Voyez à cet égard la *Revue* du 1er avril 1876.

profit (1). Ces prérogatives étaient de deux sortes : les principaux fonctionnaires et juges locaux étaient à la nomination de la noblesse, et si les gouverneurs de province n'étaient pas désignés par elle, ils étaient placés sous son contrôle. Administration proprement dite, justice, police, finances, tout ce qui touchait les intérêts du district ou de la province était par la loi livré à l'ingérence de la noblesse (2). C'était à elle de surveiller les actes des représentans du pouvoir, à elle de vérifier l'emploi des revenus de la province; tous les fonctionnaires semblaient plus ou moins dans sa dépendance, elle nommait les uns, elle contrôlait les autres. Les habitudes de concussion et l'apathie intellectuelle des campagnes, le manque de cohésion et le manque d'esprit public de la classe investie de telles prérogatives, expliquent seuls comment la noblesse russe a pu demeurer trois quarts de siècle en possession de pareils droits sans aucun profit pour elle-même et pour le pays, sans aucun dommage pour la bureaucratie et la centralisation.

Ces droits si étendus, la noblesse ne les exerçait guère que pour la forme; elle nommait les *ispravniks*, elle nommait les juges locaux; mais elle ne gardait aucune autorité sur ses élus, qui restaient les employés de l'état et non les siens. Grâce à la débilité native de la classe qui en était chargée, la faculté de contrôle, inscrite dans la législation depuis Catherine II, était demeurée une pure fiction; personne, fonctionnaire ou administré, ne se fût avisé de la prendre au sérieux. La noblesse se réunissait en assemblée périodique et solennelle; elle élisait son bureau, elle choisissait des commissions pour recevoir les comptes du gouverneur, mais elle ne faisait entendre ni un mot de blâme, ni une parole d'indiscrète curiosité; elle accomplissait avec savoir-vivre une sorte de formalité officielle, pour se séparer après des réceptions plus ou moins brillantes et des dîners plus ou moins nombreux, sans que ses séances aient inquiété ou rassuré personne.

C'était dans des assemblées réunies tous les trois ans que la noblesse de chaque gouvernement exerçait les importantes et illusoires prérogatives qu'elle tenait de la sagesse de Catherine II et du bon plaisir des successeurs de Catherine. Ces assemblées de la noblesse existent toujours et continuent à tenir des sessions régulières, bien

(1) Voyez notre étude sur *la Noblesse russe* dans la *Revue* du 15 mai 1876.

(2) La noblesse russe nommait ainsi l'*ispravnik* ou chef de police du district, le président et deux assesseurs des tribunaux criminels et civils, l'inspecteur des magasins de blé, le curateur des établissemens d'instruction, etc. Ces nominations devaient, il est vrai, être confirmées, les unes par le souverain, les autres par le gouverneur de la province. Sur ces anciennes prérogatives de la noblesse, le lecteur français peut consulter Schédo-Ferroti (baron Firks), *Études sur l'avenir de la Russie : la Noblesse*, et aussi Schnitzler, *l'Empire des tsars*, t. III.

que les nouvelles institutions provinciales en aient singulièrement réduit le rôle et la compétence au profit d'assemblées communes à toutes les classes. Pour être membre des assemblées de la noblese, il ne suffit pas d'être noble, il faut en outre, aujourd'hui comme avant l'émancipation, une double qualité : être propriétaire dans le district ou le gouvernement, et avoir un rang, un *tchine* civil ou militaire, ou, ce qui compte pour le *tchine*, un grade universitaire (1). Dans ces assises de la noblesse russe devaient ainsi se retrouver les deux traits historiques, les deux faces opposées du *dvorianine* russe, à la fois fonctionnaire et propriétaire. Il y a pour les réunions de la noblesse un cens électoral fondé naguère sur le nombre de serfs, et aujourd'hui sur la valeur de la propriété; mais ce cens, destiné à relever le seuil de ces assemblées, était singulièrement abaissé en faveur des *tchinovniks* et des hauts fonctionnaires. En outre, les assemblées de la noblesse n'avaient pas le droit de s'enquérir de la moralité des hommes qui entraient dans leur sein. Les employés concussionnaires siégeaient ainsi au milieu des témoins et parfois des victimes de leurs prévarications. De tels spectacles n'étaient pas faits pour relever la dignité du premier ordre de l'état et l'autorité de ses assemblées.

Les réunions de la noblesse avaient jadis pour principal but la nomination des fonctionnaires et des magistrats dont le choix lui était réservé. Aujourd'hui ces assemblées n'ont presque plus d'objet pratique. Il ne reste à leur nomination que leur président ou maréchal de la noblesse (*predvoditel dvorianstva*); il ne reste à leur décision que des affaires d'une assez mince importance, comme la tutelle des nobles mineurs et la tenue des registres nobiliaires. Les gentilshommes propriétaires de chaque district n'en continuent pas moins à tenir leurs sessions périodiques, seulement ces assemblées du *dvorianstvo* ne sont guère que des conférences d'amateurs ou de libres académies d'administration et d'économie politique. Si l'on n'y peut rien décider, on y peut tout discuter, car la loi autorise la noblesse à débattre dans ses assises tout ce qui touche de près ou de loin ses intérêts. Ce qui reste ainsi à la première classe de l'état, c'est le droit de réunion, borné, il est vrai, à certaines époques et soumis à certaines formalités, mais garanti par la loi et sanctionné par les mœurs. Quelques-unes de ces assemblées usent largement de cette faculté, traitant solennellement les questions les plus importantes pour le pays et passant au crible de la critique les institutions de l'empire et les réformes de l'empereur.

(1) D'après une proposition récente du ministre de l'intérieur, il suffit aujourd'hui d'un certificat d'étude dans un établissement d'instruction secondaire, ou encore d'avoir occupé un poste électif, d'avoir été juge de paix, membre des assemblées provinciales ou municipales, etc.

Dans une ou deux de ces assemblées, dans celle de Saint-Pétersbourg notamment, se sont fait jour des prétentions aristocratiques qui même dans un tel milieu peuvent étonner en Russie. Les grands propriétaires, qui dans ces réunions ont naturellement une influence prépondérante, y ont parfois montré quelques velléités de recouvrer certaines des prérogatives dont les a dépouillés l'émancipation. On a ainsi entendu réclamer pour la noblesse et la grande propriété la direction des campagnes et des affaires rurales, la nomination aux emplois judiciaires et administratifs de la commune, du canton, du district, en un mot le monopole de toute la vie provinciale (1). En émettant de pareilles revendications, la noblesse et la grande propriété oubliaient le triste usage qu'elles ont fait si longtemps des droits et privilèges dont les avait investies Catherine II. Aujourd'hui comme avant l'émancipation, la noblesse est mal préparée au rôle que demande imprudemment pour elle une portion de ses membres. Elle a beau être la classe la plus civilisée, la plus instruite, la plus capable de la nation, elle manque d'hommes aptes à l'administration locale, ou si elle en possède, ces hommes sont d'ordinaire peu disposés à se dévouer aux modestes fonctions que l'on revendique pour eux. Comme les autres classes de la société russe, la noblesse a toujours montré peu de goût pour les fonctions gratuites; cela seul empêcherait de donner à l'administration provinciale une constitution aristocratique.

II.

En perdant le privilège de la propriété foncière, la noblesse russe devait perdre le monopole de l'administration locale. C'était là une des conséquences naturelles de l'émancipation. Aux assemblées composées exclusivement de la noblesse ont succédé des assemblées où sont représentés tous les détenteurs du sol et les anciens serfs à côté de leurs anciens maîtres. Ces nouveaux états provinciaux portent le nom de *zemstvo*, c'est-à-dire d'assemblées territoriales (2). Le nom même indique la prépondérance qu'y conservent la terre et la propriété. Le *zemstvo* réunit dans son sein les diverses classes de la population encore séparées par l'organisation communale. Les représentans de la noblesse et de la propriété individuelle s'y mêlent aux représentans des paysans et de la propriété collective; les villes y ont leur place à côté des campagnes. A l'inverse de la commune et de la *volost* rurales, dont le cadre étroit ne contient

(1) Voyez à ce sujet l'étude de M. F. Dmitrief, *Revolutsionny conservatizm*, et l'ouvrage du général Fadéief : *Rousskoé obchtchestvo v nastoiachtchem i boudouchtchem*.

(2) *Zemstvo* de *zemlia*, terre.

qu'une seule classe, le zemstvo les embrasse toutes; c'est le centre où toutes se rencontrent et se doivent concerter pour leurs intérêts communs. Cette réunion des diverses classes en une seule assemblée est le caractère le plus marquant et le plus nouveau des *zemstvos* russes (1).

Pour rencontrer rien d'analogue chez ce peuple si longtemps divisé par la loi et les mœurs en compartimens isolés, en catégories sociales, il faut remonter jusqu'à l'ancienne Moscovie, jusqu'à cette *zemstkaïa douma* des XVI[e] et XVII[e] siècles que certains Russes comparent non sans quelque exagération aux états généraux de l'ancienne monarchie française (2). Dans le *zemstvo* de district, les représentans des diverses classes sont appelés à délibérer en commun; mais chaque classe a ses représentans distincts. A cet égard, les nouveaux états provinciaux de la Russie rappellent certains de nos états provinciaux de l'ancien régime. Les membres du *zemstvo* se partagent en trois catégories : les élus des villes, les élus des communes de paysans, les élus des propriétaires fonciers (3). La répartition des sièges entre ces trois groupes d'habitans doit être proportionnelle à leur force numérique ou mieux à leur fortune immobilière. Dans un pays aussi agricole et rural que l'est encore la Russie, la prépondérance est naturellement aux classes rurales; les députés des villes choisis par les marchands et les propriétaires urbains sont de beaucoup les moins nombreux.

Les délégués des paysans sont les élus d'une sorte de suffrage universel, mais d'un suffrage universel à trois ou quatre degrés. Les électeurs au *zemstvo* de district sont désignés par les assemblées de *volost* ou de bailliage, qui elles-mêmes sont nommées par les assemblées communales composées de tous les chefs de famille (4). Ces électeurs (*vyborchtchiki*) se réunissent, par circonscription de justice de paix, en assemblée électorale, et là, en présence du juge, ils procèdent au choix de leurs députés (*glasnye*). Les paysans sont maîtres de prendre leurs délégués dans leur propre sein, ou parmi les propriétaires et les prêtres du district, sans que ni propriétaires ni prêtres aient le droit d'assister aux assemblées électorales des *moujiks*.

(1) Dans leur langue synthétique, les Russes désignent cette qualité d'un seul mot, *vsesoslovny* (omniclasse), mot qui revient souvent dans les discussions sur les modes de représentation.

(2) Voyez la récente et excellente *Histoire de la Russie* de M. Alfred Rambaud, chap. XV et XVII. Paris 1878; Hachette.

(3) Dans les districts où les classes accessoires ou secondaires, telles que les *colonistes*, comptent un assez grand nombre de membres, elles ont au *zemstvo* une représentation en rapport avec leur importance.

(4) Voyez, dans la *Revue* du 15 août 1877, notre étude sur *la Commune rurale et le self-government des paysans*.

Pour les propriétaires à titre personnel, le mode d'élection au *zemstvo* est en partie calqué sur le mode d'élection aux assemblées de la noblesse. La grande différence c'est que le droit de vote aux nouvelles assemblées appartient à la propriété seule indépendamment de la naissance ou du *tchine*. Nobles, fonctionnaires ou marchands sont à cet égard confondus dans la même catégorie, dans le groupe des propriétaires fonciers, bien que la prépondérance du nombre y demeure d'ordinaire à la noblesse, qui jusqu'à l'émancipation avait seule droit à la propriété territoriale. Le cens électoral, uniquement fondé sur la propriété foncière, varie naturellement selon la situation des provinces et la richesse du sol; dans les fertiles contrées de la *terre noire*, il est d'environ 200 ou 300 hectares; dans les lointaines régions de l'est ou du nord, il est beaucoup plus élevé. Tous les propriétaires possédant en propre le *minimum* de terre déterminé par le cens sont électeurs de droit. Les autres n'ont qu'un vote collectif; ils nomment entre eux un nombre d'électeurs proportionnel à l'étendue totale de leurs terres réunies. Les femmes, les mineurs, les absens peuvent aussi prendre part aux élections par des fondés de pouvoir. Tous les électeurs ainsi désignés sont réunis en assemblée électorale, sous la présidence du maréchal de la noblesse du district. Un propriétaire peut avoir deux voix, l'une personnelle, l'autre comme fondé de pouvoir d'autrui. L'assemblée, qui vérifie elle-même le mandat de ses membres, ne peut durer plus de trois jours.

Les propriétaires du district ont en moyenne de 20 à 30 députés à nommer pour le zemstvo de district. Tout électeur est éligible. Au lieu de voter par section ou par liste, on met successivement aux voix, d'ordinaire suivant l'ordre alphabétique, le nom de chacun des membres de l'assemblée électorale. Ce scrutin sur chaque nom revient à un scrutin par élimination. L'avantage de ce système est de prêter moins à l'intrigue, son défaut de livrer beaucoup au hasard. Dans des assemblées où le nombre des votans n'est souvent que deux ou trois fois supérieur au nombre des délégués à choisir, l'ordre dans lequel les noms sont mis aux voix n'est pas toujours sans influence sur le résultat du vote. Au début, comme il y a beaucoup de sièges à donner, les électeurs, qui pour la plupart sont en même temps candidats, se montrent faciles; leurs exigences croissent avec le chiffre même des noms admis. Les derniers sur la liste, voulant ménager leurs propres chances, deviennent moins accommodans pour autrui. Vers la fin au contraire, quand il reste encore un bon nombre de places vacantes, il se fait souvent un revirement dans le sens de l'indulgence.

L'empressement des propriétaires aux assemblées électorales et aux séances des *zemstvos* varie du reste singulièrement selon

les régions et les époques. Il arrive parfois que le nombre des électeurs qui se rendent au scrutin, au lieu de dépasser le nombre des députés à désigner, lui reste inférieur. Dans ce cas, les électeurs présens n'ont qu'à se donner mutuellement leurs voix, ou mieux ils n'ont qu'à se proclamer élus, car la loi a eu la singulière prévoyance de décider qu'en pareille rencontre tous les électeurs présens seraient élus du fait seul de leur assistance à l'assemblée électorale.

Ces zemstvos de district, ainsi composés des représentans de trois classes différentes, ont une physionomie tout autre que les assemblées provinciales de l'occident de l'Europe. On y voit figurer, à côté les uns des autres, les marchands enrichis des villes, les grands propriétaires des campagnes et les paysans des villages. Le *moujik* ne nomme pas seulement à ces assemblées des députés de son choix, d'ordinaire le moujik y entre lui-même avec sa longue barbe, ses mains calleuses et son long caftan, avec son ignorance, ses préjugés et ses notions pratiques. On rencontre souvent encore dans ces assemblées des membres entièrement illettrés, et parfois l'ancien serf y siège à côté de l'ancien seigneur qui l'a fait fouetter. A cet égard, ces élections par classes donnent des résultats plus démocratiques que ne le feraient des élections sans distinction de classe, comme en réclament certains démocrates. Le système actuellement en vigueur peut seul assurer aux villageois, aux paysans, une représentation directe.

Chez un peuple moins sage, moins conservateur par caractère, moins respectueux des vieux usages par tradition, une si prompte élévation des affranchis de la glèbe au niveau de leur maître de la veille eût pu avoir de réels inconvéniens. En tout autre pays, cette juxtaposition d'hommes si différens par les idées et l'éducation, ce mode de représentation par catégories, par classes sociales, ayant des intérêts aussi divers, ne serait probablement point sans péril. En Russie, les diverses classes ont pu avoir des représentans distincts dans la même assemblée, sans que dans ces réunions il y ait encore rien eu qui ressemblât à une lutte de classes. L'avenir montrera si un tel mode d'élection ne compromet point la paix sociale, et si la Russie pourra toujours échapper au naturel antagonisme du seigneur et du paysan, du *barine* et du *moujik*, de la propriété individuelle et de la propriété commune. En tout cas, tant que ces deux modes de propriété subsistent côte à côte et se partagent à peu près le sol, il semble difficile que chacun d'eux n'ait point aux états provinciaux ses représentans particuliers. Le dualisme de la représentation rurale n'est guère qu'une des conséquences du dualisme de la propriété foncière (1).

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 juin 1877, l'étude sur *la Propriété des paysans*.

Une des raisons qui font régner la paix dans ces assemblées composées d'élémens si hétérogènes, c'est que les deux classes les plus importantes, les propriétaires et les paysans, s'y tiennent en équilibre, ou mieux que la prépondérance y appartient d'ordinaire à la classe la plus cultivée, aux propriétaires. La composition des *zemstvos* de district varie naturellement suivant les régions et suivant la répartition des terres entre la noblesse et les communes, entre l'un et l'autre mode de tenure du sol. A prendre l'ensemble des assemblées territoriales dans toute la Russie, la majorité y appartient aux propriétaires qui à eux seuls forment près de la moitié du total des membres, les paysans et les habitans des villes formant le reste (1). Les *zemstvos* des grands gouvernemens du nord-est, tels que Viatka, Perm, où la noblesse n'a jamais pu prendre racine et où les propriétaires nobles sont en infime minorité, sont encore les seuls où la majorité demeure aux paysans.

Dans les provinces du centre, au contraire, non-seulement les délégués des moujiks sont en moindre nombre, mais il n'est pas rare de voir les paysans des communes choisir pour leurs représentans de petits propriétaires du voisinage. La prépondérance de la noblesse dans les *zemstvos* ne tient pas uniquement au nombre de ses représentans, mais à leur supériorité d'instruction et de culture. Le moujik reconnaît volontiers la suprématie intellectuelle du *barine* qui siège près de lui, il est encore plein de déférence pour son ancien maître. Cette déférence du paysan est même un des argumens que l'on a fait valoir en faveur des élections sans distinction de classes. Quoique l'esprit pratique et l'expérience de ces modestes villageois ne soient pas inutiles à ces petits parlemens de province, les orateurs habituels et les *leaders* des *zemstvos* sortent toujours des rangs des propriétaires. La noblesse a donc d'autant moins à se plaindre de la constitution actuelle des assemblées provinciales qu'elle y jouit jusqu'ici d'une prédominance incontestée, fondée à la fois sur la loi et sur les mœurs.

La loi qui, dans les *zemstvos*, réunit la noblesse aux autres classes, lui confère dans ces assemblées mêmes un important privilège. La présidence des états provinciaux appartient de droit à son maréchal (*predvoditel*) élu dans chaque district par l'assemblée de la noblesse. Les fonctions présidentielles seraient à l'élection, comme elles devront l'être un jour, que la présidence passerait rarement en d'autres mains. Le maréchal de la noblesse est

(1) Il y a quelques années, sur 13,000 *glasnye* ou députés aux *zemstvos* dans 33 gouvernemens, l'on comptait 6,204 propriétaires, 5,171 paysans, 1,649 représentans des villes. Dans tel gouvernement du centre, l'assemblée de district compte une trentaine de propriétaires, 27 ou 28 paysans et 4 ou 5 marchands des villes. C'est là une proportion que l'on peut prendre comme moyenne.

d'ordinaire l'homme le plus considérable de son district ou de son gouvernement. L'empereur Alexandre II a, dans la seconde moitié de son règne, élargi encore le rôle de ces *predvoditel*, en leur attribuant la présidence du conseil de l'instruction publique, la présidence du conseil de révision, et enfin la présidence de l'administration de district pour les affaires des paysans. Dans toutes les sphères où le gouvernement fait appel au concours des habitans, le premier rang appartient ainsi à la noblesse représentée par son chef élu. Les attributions du maréchal de la noblesse sont devenues si multiples que dans ces dernières années plusieurs *zemstvos* de district ont décidé de lui allouer une indemnité pécuniaire, un traitement. Dans un pays où l'on a peu le goût des fonctions gratuites, l'opinion a peu d'objections contre un tel mode de rémunération. La question est de savoir sur quels fonds cette allocation devrait être prélevée. Le *predvoditel* exerçant la plupart de ses fonctions à titre de chef de la noblesse locale, certains Russes pensent que, s'il a besoin d'un traitement, c'est moins au *zemstvo* qu'à l'assemblée de la noblesse de le lui servir.

La prépondérance de la noblesse est plus grande encore dans les *zemstvos* de gouvernement que dans les *zemstvos* de district. Les premiers sont en effet élus par les derniers, et la classe qui possède le plus d'influence dans ceux-ci est naturellement en majorité dans ceux-là. L'assemblée provinciale n'est que la réunion des délégués des diverses assemblées de district de la province. Chaque *zemstvo* de district est représenté au *zemstvo* du gouvernement par un certain nombre de ses membres, sept ou huit en moyenne. Comme les *goubernies* russes comprennent en général huit, dix, douze districts, les états provinciaux se trouvent ainsi composés de 60, 80, parfois 100 délégués. Les élections pour le *zemstvo* de gouvernement se font par tête et non par ordre. Chacun des membres de l'assemblée de district, propriétaire, paysan ou marchand, est éligible; mais d'ordinaire la plupart des élus appartiennent à la première catégorie. Le paysan se soucie peu de ces fonctions qui sont demeurées gratuites; il laisse volontiers y nommer des propriétaires qu'il en juge plus capables que lui-même. Parmi les membres des *zemstvos* de gouvernement, il n'est pas rare de voir figurer des hommes connus pour avoir été autrefois les adversaires de l'émancipation, tant les serfs affranchis sont encore exempts de haine ou de rancune à l'égard des hommes qui furent leurs maîtres. Si dans la plupart de ces assemblées quelques moujiks siégent au milieu des gentilshommes de la province, ils le doivent au libéralisme ou à la générosité des propriétaires, qui sont souvent d'autant plus heureux de faire montre de leurs idées libérales que leur influence réelle en a moins à souffrir.

Le *zemstvo* de gouvernement est présidé par le maréchal de la noblesse de la *goubernie*, tout comme le *zemstvo* de district par le maréchal de la noblesse du district. Chacune de ces deux assemblées possède depuis qu'elle existe (1864) ce que nos conseils généraux français n'ont obtenu qu'en 1871, une commission de permanence appelée *zemskaïa ouprava*, qui prend une part importante à l'administration locale. En Russie, cette commission n'est renouvelée que tous les trois ans, ce qui, d'après certains esprits, la rend trop indépendante du *zemstvo* qui la nomme. Le président en est élu; mais il doit être confirmé par le ministre de l'intérieur. Comme en Belgique, les membres de la commission permanente reçoivent d'ordinaire une indemnité dont le taux est fixé par l'assemblée. Cette rétribution s'élève à environ 1,500 ou 2,000 roubles. Ce nouvel exemple montre combien le principe démocratique de la rémunération de tous les services est dès le premier jour entré dans les idées et les mœurs russes. Les membres des *zemstvos* seraient peut-être tentés de s'allouer eux aussi une indemnité, si le législateur ne le leur avait interdit. La loi ne leur défend point, il est vrai, de réclamer une rémunération, mais en ce cas ils ne peuvent rien recevoir que des électeurs qui les nomment et non de l'assemblée dont ils font partie. N'étant pas rétribués, les membres des *zemstvos* ne se croient point toujours obligés à une grande exactitude. Plusieurs assemblées provinciales ont à se plaindre de l'incurie et de l'indifférence des hommes qui ont l'honneur d'en faire partie. Pour être valables, les décisions du *zemstvo* n'ont besoin d'être prises qu'en présence d'un tiers des membres, et il arrive encore parfois qu'une assemblée n'est pas en nombre pour délibérer.

Tous les gouvernemens de l'empire n'ont pas été dotés à la fois des nouveaux états provinciaux. En fait de réformes et d'institutions, on ne procède pas en Russie comme ailleurs par mesures uniformes, étendues un même jour à toutes les parties du territoire. Le gouvernement impérial reste maître de la distribution comme de l'introduction des réformes que sa main répand sur l'empire, il les applique là où bon lui semble. Dans un état aussi vaste et aussi complexe, il n'en saurait guère être autrement. Cette méthode a un précieux avantage, elle permet d'éprouver en un champ restreint les institutions nouvelles et de ne les étendre à tout l'empire qu'après en avoir vu l'effet dans les provinces les mieux préparées. Aujourd'hui qu'après une quinzaine d'années les *zemstvos* semblent s'être acclimatés sur le sol russe, le moment paraît venu d'en accorder le bénéfice à toutes les parties du territoire, à toute la Russie d'Europe au moins. Pendant plusieurs années, il n'y a eu que 29 ou 30 gouvernemens de la Grande et de la Petite-Russie à jouir des bienfaits de ce *self-government* local. Il y en a, croyons-

nous, 35 aujourd'hui (1). Il reste cependant, en dehors même de l'ancien royaume de Pologne, une quinzaine de gouvernemens dénués de ces utiles institutions; ce sont pour la plupart des provinces frontières, c'est-à-dire les moins russes par la nationalité ou les traditions. Ces contrées, telles que les anciennes provinces lithuaniennes ou polonaises, sont précisément celles qui souffrent le plus de l'arbitraire bureaucratique et de la centralisation pétersbourgeoise (2). Au moment où ils viennent d'achever une guerre de libération en faveur des Slaves du Balkan, le tsar et le peuple russe ne sauraient toujours oublier que dans les limites mêmes de l'empire, il y a de vastes pays slaves, auxquels la Russie est maîtresse de donner ou de restituer une part de ces libertés qu'elle réclame pour les sujets d'autrui. Les ressentimens du passé semblent, il est vrai, faire obstacle à cette œuvre de réparation, mais, quelles qu'en soient les difficultés, une pareille œuvre est assurément moins malaisée que la tâche entreprise par la Russie au-delà du Danube, et, pour être moins coûteuse, elle ne serait ni moins profitable à l'empire, ni moins honorable à son souverain.

III.

Les droits naguère enlevés aux assemblées de la noblesse n'ont pas été transférés intégralement aux nouvelles assemblées territoriales. A ne regarder que le texte de la loi, la Russie de l'empereur Alexandre II aurait reculé dans la voie des libertés locales. En réalité, il n'en est rien; si le gouvernement n'a concédé aux états provinciaux que des attributions notablement restreintes, c'est qu'il ne voulait point leur faire un cadeau purement nominal, et qu'il savait aux *zemstvos* la volonté et la capacité d'user des droits qui leur étaient accordés. Le souverain ne peut plus aujourd'hui faire du libéralisme théorique dans la législation, en maintenant intact dans la pratique le règne de l'arbitraire, le pouvoir ne saurait plus retenir en fait tout ce qu'il abandonne en droit. Les prérogatives des états provinciaux ont beau demeurer sur quelques points inférieures aux anciennes prérogatives des assemblées de la noblesse, elles

(1) Les derniers gouvernemens pourvus d'assemblées territoriales sont, nous semble-t-il, la Bessarabie et le pays des Cosaques du Don. Dans les 35 gouvernemens en possession de *zemstvos*, on comptait 402 assemblées de district.

(2) Les provinces baltiques, Livonie, Courlande, Esthonie, ayant jusqu'ici conservé leurs anciennes coutumes, sont dans une position toute différente de celle des provinces polonaises. Les provinces baltiques étaient, en vertu d'anciennes chartes, demeurées des pays privilégiés. Le gouvernement russe est du reste depuis quelques années en train de les assimiler au reste de l'empire, et bientôt l'administration locale y aura perdu ses caractères particuliers et le *self-government* ses formes germaniques.

n'en restent pas moins encore considérables. Et d'abord chaque *zemstvo* de district ou de gouvernement jouit de la personnalité civile; il est maître de posséder, d'acquérir, d'hériter et de recevoir des legs. Ensuite la compétence des *zemstvos* ne se borne pas à l'administration proprement dite, elle touche à la justice par la nomination des juges de paix, qui est remise à ces assemblées; elle s'étend à l'enseignement, à l'assistance publique, à l'agriculture, au commerce, à l'industrie; elle embrasse en un mot tous les intérêts moraux et matériels des provinces.

Ces multiples attributions sont communes au *zemstvo* de district et au *zemstvo* de gouvernement. D'une manière générale, le premier est chargé de tout ce qui regarde la circonscription du district ou arrondissement, le second de tout ce qui concerne la province, la *goubernie* entière. L'un, par exemple, répartit les taxes entre les différens districts du gouvernement, l'autre entre les diverses communes de l'arrondissement; l'un a le soin des routes provinciales, l'autre le soin des chemins de district. Le *zemstvo* de gouvernement exerce en plus une sorte de droit de contrôle sur les *zemstvos* inférieurs; il peut leur donner des instructions que ces derniers sont tenus d'exécuter. Par leurs fonctions, les assemblées de district correspondent plutôt à nos conseils généraux qu'à nos conseils d'arrondissement, bien que pour la population, si ce n'est pour l'étendue, le district, l'*ouiezd* russe se rapproche davantage de l'arrondissement français (1). Ces assemblées territoriales forment comme deux conseils généraux superposés et issus l'un de l'autre. On aurait quelque chose d'analogue en France si, au-dessus de nos départemens, on établissait des circonscriptions plus vastes, avec un conseil régional ou provincial composé de délégués des conseils généraux actuels.

Les *zemstvos* du premier et du second degré n'ont régulièrement qu'une session annuelle dont la durée ne doit pas excéder vingt jours pour les assemblées de gouvernement, quinze jours pour les assemblées de district. Une fois l'an, l'assemblée peut en outre, avec l'autorisation du gouverneur, tenir une réunion extraordinaire. Dans l'intervalle des sessions, toutes les affaires sont confiées à la commission permanente, à l'*ouprava*, qui, étant nommée pour trois ans comme l'assemblée même dont elle émane, s'empare d'autant plus fréquemment de la direction des affaires que l'incurie ou la faiblesse du *zemstvo* la rend plus indépendante. Cette *ouprava* a des pouvoirs plus étendus que les commissions analogues de nos

(1) La population du district dépasse d'ordinaire 100,000 âmes et arrive souvent à 200,000 et plus.

conseils généraux; elle ne se contente pas d'exécuter ou de faire exécuter les décisions de l'assemblée; elle gère pour celle-ci, conduit les opérations financières du *zemstvo*, étudie toutes les affaires et prépare tous les projets qui doivent être discutés aux sessions annuelles. C'est en quelque sorte le ministère de ces petits parlemens provinciaux. A l'aide de cette *ouprava*, que nous retrouverons dans les municipalités urbaines, la Russie paraît avoir tenté d'acclimater chez elle le système d'administration collective en usage dans tant de pays de l'Europe et de l'Amérique, système que la première révolution a vainement essayé d'implanter en France, et qui, malgré ses succès dans la plupart des états où il est en vigueur, a depuis cette infructueuse expérience gardé chez nous mauvaise réputation.

Avec des assemblées électives pourvues d'aussi larges attributions, avec ce comité permanent à leurs côtés, il semble que l'autorité des fonctionnaires doive être singulièrement réduite, et la bureaucratie dépouillée de son ancienne omnipotence. Il est loin d'en être encore tout à fait ainsi : la centralisation n'a pas reçu des nouveaux états provinciaux toutes les atteintes dont elle paraissait menacée. La loi, et à son défaut les mœurs administratives et les interprétations de la loi, ont conservé aux représentans de la couronne une bonne part de leur puissance sur la vie locale. Le *tchinovnisme* a su retenir dans ses mains beaucoup des pouvoirs qui semblaient transférés aux assemblées élues.

Et d'abord la loi détermine elle-même un grand nombre de mesures que les états provinciaux ne peuvent mettre à exécution sans l'aveu du gouverneur; il en est ainsi par exemple de tout remaniement des routes provinciales, ainsi de tout accroissement des taxes locales, c'est-à-dire des mesures qui se présentent le plus fréquemment devant ces assemblées. Pour d'autres décisions, la sanction du gouverneur ne suffit plus, il faut au *zemstvo* la confirmation du ministère de l'intérieur; ainsi en est-il par exemple des principaux impôts ou des gros emprunts. Les affaires importantes ne sont pas les seules soumises à de pareilles restrictions, les seules exposées à de tels retards. Toutes les décisions des états provinciaux doivent être immédiatement communiquées au gouverneur qui vis-à-vis de ces assemblées possède un droit de *veto* suspensif. Le gouverneur doit répondre dans les huit jours; s'il fait opposition, le *zemstvo* est obligé à une nouvelle délibération. Cette fois le vote de l'assemblée est définitif, mais il reste au gouverneur le droit d'en arrêter l'exécution en en référant au ministre. C'est devant le sénat, c'est-à-dire devant la plus haute autorité judiciaire de l'empire, que doivent être portés les différends entre les fonction-

naires de la couronne et les états provinciaux; c'est le sénat qui tranche définitivement le débat. L'on ne saurait blâmer la loi qui confie ce rôle d'arbitre à la haute cour de justice, si les cas de conflits étaient plus strictement limités et si la plupart des affaires dévolues au *zemstvo* n'avaient besoin d'une prompte solution.

Comme toutes les décisions des états provinciaux peuvent être arrêtées par le *veto* du gouverneur et que ces assemblées n'ont régulièrement qu'une session annuelle, l'administration est maîtresse de retarder d'une année au moins l'exécution de toute mesure qui n'est pas à son gré. A cet égard, rien ne limite la volonté des fonctionnaires impériaux : la loi les érige en juges des votes du *zemstvo* en déclarant le gouverneur libre de s'opposer à toute résolution qui lui paraît *contraire aux vrais intérêts de l'empire*. Il suffirait d'une formule aussi vague pour mettre les états provinciaux dans la dépendance du bon vouloir des fonctionnaires. Par une sorte d'interversion des rôles, les assemblées territoriales, qui semblaient créées pour contrôler la bureaucratie et le *tchinovnisme*, se trouvent ainsi placées sous la tutelle de l'administration. Les états provinciaux ne sont même pas entièrement assurés de la force que donnent aux assemblées délibérantes la publicité et l'appui de l'opinion; les débats des *zemstvos* sont publics; mais les comptes-rendus des séances ne peuvent être publiés qu'avec l'approbation du gouverneur. Si la parole est libre, elle ne peut sortir de l'enceinte du *zemstvo* qu'en se courbant sous le joug de la censure.

Le plus grand obstacle à l'activité des *zemstvos* n'est pourtant point l'étroitesse de ces restrictions légales. Le droit de *veto* est un de ceux dont gouverneur ou souverain ne saurait user et abuser sans cesse, on le garde naturellement pour les grandes occasions. Si les *tchinovniks* se plaisent parfois à entraver l'œuvre des *zemstvos*, c'est le plus souvent moins par une opposition formelle aux décisions de l'assemblée que par mauvais vouloir ou apathie dans leur exécution. Les états provinciaux ne disposent, en effet, d'aucun moyen de faire exécuter les mesures qu'ils ont le droit de voter; ils n'ont d'autres organes, d'autres agens que les agens et les organes du pouvoir central. Pour l'exécution de la plupart de leurs décisions, ils restent ainsi dans l'entière dépendance du gouverneur de la province (1). Ce n'est point encore là le principal embarras des *zemstvos*. Il est des fonctionnaires assez soucieux du bien public pour leur prêter un loyal concours; mais alors même qu'elles sont sincèrement secondées par les représen-

(1) On peut à cet égard consulter, dans une des dernières livraisons de la *Revue des sciences politiques* de M. Bezobrazof, une récente étude de M. Gradovsky.

tans de l'autorité centrale, les assemblées territoriales voient se dresser devant elles une barrière plus haute, plus difficile encore à surmonter : c'est le budget, c'est le manque de ressources, le manque de fonds.

Il y a une fâcheuse disproportion entre les obligations imposées aux *zemstvos* et les ressources mises à leur disposition. Leur sphère d'action, qui embrasse tous les intérêts locaux, est beaucoup plus étendue que leurs moyens d'action. La loi attribue aux états provinciaux une part des contributions foncières, mais cette contribution provinciale (*zemskii sbor*) est notoirement insuffisante. Un grand nombre des taxes locales, autrefois payées en nature, avaient été converties en impôts de l'état ; le trésor a continué à les percevoir après l'érection des nouvelles assemblées territoriales, il a même dépouillé ces dernières d'une partie des contributions abandonnées auparavant à l'administration locale. Dès leur naissance les *zemstvos* semblaient ainsi condamnés à végéter dans l'indigence et l'inaction. En entrant en fonctions, ils ne disposaient que de ressources dérisoires. Dans beaucoup de cas, les revenus qui leur étaient affectés couvraient à peine la moitié des charges qui leur étaient imposées. Dans nombre de provinces, en effet, les frais d'administration s'élevaient annuellement à 80,000 ou 100,000 roubles, et le revenu oscillait entre 40,000 et 50,000 roubles. C'est sous les tristes auspices du déficit qu'a dû débuter le nouveau *self-government*.

Pour affranchir les assemblées provinciales des embarras d'une telle pénurie, il eût fallu que l'état leur eût pu concéder une part de ses revenus, sauf à se décharger sur elles de certaines de ses obligations. Il y a, semble-t-il, plusieurs taxes dont la perception se ferait plus économiquement et plus moralement par les *zemstvos* que par le trésor; il y a même plusieurs services dont les états provinciaux s'acquitteraient mieux et à moins de frais que l'administration centrale. La pratique des dernières années permet d'en citer des exemples qui paraissent des preuves. Quelques *zemstvos*, entre autres ceux de Novgorod et de Saratof, qui comptent l'un et l'autre parmi les plus actifs, ont obtenu de l'état le service des postes dans l'intérieur de la province; ils ont en peu de temps réalisé sur ce chapitre de notables économies (1). En leur donnant ainsi les moyens d'être utiles, l'état rendrait aux assemblées territoriales les sympathies de l'opinion.

Aujourd'hui la sphère d'action des *zemstvos* est trop étendue pour leurs ressources, ou plutôt leurs ressources sont trop bornées

(1) Voyez Golovatchef, *Deciat lêt reform*, p. 192.

pour leurs besoins. Dès leurs débuts, les assemblées provinciales n'ont pu faire face à leurs charges qu'en créant de nouveaux impôts. Cette nécessité seule devait singulièrement ébranler la popularité des institutions nouvelles. Les *zemstvos* tiennent de la loi le droit de créer des taxes à leur profit, mais dans la pratique ce droit est limité par les charges des contribuables d'un côté, par le *veto* du gouverneur de l'autre. Les états provinciaux, trouvant la propriété foncière déjà trop imposée, voulurent frapper la richesse mobilière, le commerce et l'industrie, qui en Russie sont encore notablement moins imposés que l'agriculture. Les marchands des villes, dont les représentans sont en minorité dans les assemblées territoriales, obtinrent l'appui de l'état contre la majorité rurale des *zemstvos*. Un oukase de 1867 a fixé au quart de l'impôt perçu au profit du trésor le maximum des taxes auxquelles les *zemstvos* peuvent assujettir les licences et patentes commerciales ou industrielles.

Les états provinciaux ont ainsi été obligés de retomber sur la propriété foncière, qui doit comme par le passé fournir la plus grande partie des contributions provinciales. Cette nécessité a naturellement refroidi l'ardeur progressive des deux classes agricoles qui dominent dans ces assemblées. Le paysan, qui souvent plie déjà sous le double faix de la capitation et des redevances de rachat (1), est peu soucieux de se laisser imposer un fardeau de surcroît. Comment en pourrait-il être autrement, alors que dans nombre de contrées le revenu normal de la terre est sensiblement inférieur à ses charges annuelles? Le propriétaire de son côté, le *pomêchtchik*, bien que d'ordinaire plus épargné par l'impôt, se ressent souvent encore de l'émancipation qui l'a privé des bras de ses serfs; il répugne à se laisser taxer tout seul pour des dépenses dont en général le paysan profite plus que lui. La classe qui aurait le moins de peine à porter des charges nouvelles est en effet la moins intéressée à fournir au *zemstvo* des ressources qui pour une bonne part sont employées à l'instruction populaire ou à l'assistance publique. Marchands des villes, propriétaires individuels, paysans des communes, les trois catégories de contribuables représentés aux états provinciaux, ont souvent ainsi reculé devant la crainte d'augmenter démesurément ou inutilement leurs charges. De tels soucis refrènent la passion des réformes et bornent les projets d'amélioration. Dans les *zemstvos* des provinces les moins favorisées, l'indifférence et l'apathie sont ainsi nées de l'accablement et de l'impuissance.

(1) Voyez nos études sur l'*Émancipation des serfs* et sur *les finances russes*, *Revue* du 1er août et du 15 décembre 1876.

Le découragement n'a heureusement pas été général. Les provinces les plus riches ou les moins affaissées sous le joug de l'impôt ont à force de courage su se créer des ressources. Dans ces dernières années, avant que la guerre d'Orient vînt troubler toutes les relations économiques, les revenus de la plupart des *zemstvos* croissaient d'une manière assez rapide. Vers 1865, au début de l'institution, les recettes réunies des vingt-neuf ou trente gouvernemens alors en possession d'assemblées territoriales atteignaient à peine 5 millions de roubles; en 1868 elles montaient déjà à 14 millions 1/2, ayant presque triplé en trois ans. En 1872 le total de ces budgets provinciaux montait, pour trente-deux gouvernemens, à 19 millions de roubles, en 1873 il dépassait 21 millions, en 1874 il approchait de 23 millions de roubles, et cette constante progression s'est, croyons-nous, maintenue dans les années suivantes (1).

La contribution foncière est naturellement la principale ressource des *zemstvos*. La propriété non bâtie leur fournissait à elle seule les trois quarts de leurs revenus, un peu moins de 17 millions de roubles en 1874. La propriété bâtie donnait un peu plus de 3 millions, dont la moitié retombait encore sur les campagnes; les licences et patentes rendaient un peu moins. En outre des taxes levées à leur profit, certains *zemstvos* possèdent quelques ressources accessoires, intérêts de fonds placés, fermage de terres ou revenus d'immeubles, auxquels s'ajoutent quelques recettes diverses et les reliquats d'exercices clos. Ceci explique comment en 1874, par exemple, le budget de leurs recettes s'élevait à 25,800,000 roubles, alors que le rendement des impôts était resté au-dessous de 23 millions.

Parmi les *zemstvos*, le plus riche était, dans ces dernières années, celui de Perm, dont le budget annuel dépassait 2 millions de roubles; le plus pauvre était celui d'Olonets, dont les recettes annuelles descendaient au-dessous de 300,000 roubles. Moscou ne venait qu'au quatrième ou cinquième rang avec un peu plus d'un million, et Pétersbourg demeurait fort en arrière avec moins de 650,000 roubles. On voit combien varient ces budgets, qui ne semblent pas toujours en rapport avec la population ou la richesse na-

(1) Certains *zemstvos* publient chaque année un compte-rendu de leurs séances et de leur situation financière; mais, pour l'ensemble de ces assemblées, les renseignemens sont d'ordinaire fournis fort tard. C'est seulement à la fin de l'année 1877 que le *Messager officiel* a fait connaître au public les budgets provinciaux des années 1872, 1873 et 1874. Nous nous permettrons à ce propos d'exprimer le regret que l'excellent *Annuaire des finances russes*, publié chaque année par M. Vesselovski, pour le compte du ministère des finances, laisse entièrement de côté le budget des provinces et des villes de l'empire.

turelle des provinces (1). Il est à noter aussi que certaines des assemblées territoriales, surtout dans la région du nord-ouest, ont de grandes difficultés à faire rentrer les impôts qui leur reviennent. Le *zemstvo* de Pétersbourg est du nombre, et, dans quelques districts de ce gouvernement, les arriérés, en s'accumulant, ont parfois dépassé 100 pour 100 du revenu.

C'est la contribution foncière qui fournit aux *zemstvos* la plus grande partie de leurs ressources; on se demande naturellement comment se distribuent les charges entre les deux classes dominantes du *zemstvo*, et entre les deux modes de propriétés personnifiés dans ces deux classes. La répartition des taxes entre les paysans des communes et les propriétaires à titre individuel varie beaucoup suivant les régions et les provinces. Dans la plupart des gouvernemens, la propriété communale reste encore plus imposée que la propriété personnelle et héréditaire. Des 17 millions de roubles fournis en 1874 à la caisse des *zemstvos* par les immeubles non bâtis, la plus grande moitié, 9 millions 1/2, était payée par les paysans, qui pourtant ne possédaient guère que le tiers des terres imposées, soit 75 millions de déciatines (2). La propriété individuelle, les terres de l'état et des apanages de la famille impériale, qui couvraient ensemble plus de 126 millions de déciatines, ne payaient qu'une contribution d'un peu plus de 7 millions.

A ne prendre que les chiffres et la surface des terres soumises à la taxe, il y aurait là une énorme disproportion, les *zemstvos* feraient porter double charge à la classe la plus pauvre, aux paysans, au profit de leur ancien seigneur, au profit surtout de la couronne. Cette choquante anomalie ne s'explique pas seulement par la prépondérance de la noblesse dans la plupart des assemblées provinciales, elle s'explique aussi en partie par la nature et la qualité des immeubles imposés. En règle générale, les terres des paysans sont des terres arables, partout en culture régulière; les biens de la noblesse et surtout les biens de l'état comprennent

(1) Voici comment se classaient, par ordre d'importance de leurs budgets des dépenses, les trente-deux gouvernemens alors en possession d'assemblées territoriales. Après Perm, qui dépensait 2,063,000 roubles, venaient Viatka (près de 1,600,000 roubles), Saratof (près de 1,200,000), Tambof (1,100,000), Moscou (1,045,000), Kherson (1 million). Poltava, Voronège, Koursk et Kharkof approchaient du million, Khazan dépassait encore 800,000 roubles; sept gouvernemens, dont celui de Tauride, dépassaient 700,000; sept également, dont Saint-Pétersbourg, dépassaient 600,000; cinq restaient au-dessus de 500,000. Deux seulement tombaient au-dessous de ce chiffre, Smolensk avec 459,000 et Olonets avec moins de 300,000 roubles.

(2) La déciatine russe vaut 1 hect. 9 ares. Il ne faut pas perdre de vue que les *zemstvos* n'étaient pas institués dans tous les gouvernemens. Cette répartition des terres n'embrasse donc point toute la surface de l'empire.

au contraire des forêts, des landes, des marécages, de vastes terrains improductifs. On comprend que ces derniers soient moins lourdement frappés que les champs fertiles du moujik. Dans les provinces du nord, où le sol est pauvre et la population rare, les grands domaines ont même souvent peine à acquitter les faibles impôts dont ils sont frappés. Là où les contributions provinciales sont souvent arriérées, la majeure partie de cet arriéré tombe fréquemment sur les grands domaines et les grands propriétaires. Ainsi en est-il par exemple dans les districts de Peterhof, de Schlusselbourg, de Novaïa-Ladoga, de Tsarskoé-Sélo du gouvernement de Pétersbourg (1). Dans les riches terres noires du sud en effet les propriétés peuvent être imposées proportionnellement à leur étendue et à leur valeur; dans le nord, au contraire, où faute de fertilité ou faute d'habitans, le sol n'a souvent par lui-même aucune valeur, il n'en saurait être de même. Ainsi s'explique comment dans le gouvernement de Perm, par exemple, les paysans acquittent à eux seuls près de la moitié de la contribution foncière, bien que sur 30 millions de déciatines soumises à l'impôt ils en possèdent à peine 6 millions. Là où la propriété individuelle et la propriété communale sont mieux partagées, la proportion des charges s'équilibre ou se renverse avec le rendement même des terres. Dans le gouvernement de Tauride, par exemple, les paysans émancipés qui possèdent plus de 5 millions de déciatines ne sont taxés par le *zemstvo* qu'à 256,000 roubles, tandis que les 3,400,000 déciatines de terres non communales paient 307,000 roubles.

Dans les années qui ont précédé la dernière guerre, le taux moyen des contributions provinciales était d'environ 8 kopeks par déciatine sur l'ensemble des terres soumises à l'impôt; pour les biens des paysans, la moyenne s'élevait à plus de 12 kopeks par déciatine (2). Ces taxes provinciales seraient légères, elles pourraient même aisément être accrues, si elles ne s'ajoutaient à des impôts déjà lourds et parfois écrasans.

Il n'y a par malheur qu'un petit nombre de provinces où, comme dans le gouvernement de Riazan, la contribution foncière soit assise sur le revenu du sol. Dans la plupart des gouvernemens, les terres sont seulement rangées en plusieurs catégories soumises à un impôt gradué. On sait qu'il n'y a pas encore de cadastre en Rus-

(1) Il faut dire aussi que, si les paysans s'acquittent plus régulièrement de leurs taxes, c'est que vis-à-vis d'eux les procédés de perception sont beaucoup plus rudes que vis-à-vis des citadins et surtout vis-à-vis des propriétaires. Les moyens de perception varient comme l'impôt avec chacune des trois classes, et l'une des préoccupations les mieux justifiées de certains *zemstvos* est de faire cesser cette inégalité.

(2) Le kopek, centime du rouble, vaut au pair 4 centimes du franc.

sie; le royaume de Pologne et les provinces baltiques sont seuls à posséder quelque chose d'analogue. Les *zemstvos,* dont la contribution foncière est la principale ressource, ont presque partout entrepris un travail d'évaluation et de classification des terres, qui pourra servir de base à un cadastre général du territoire. L'état n'aurait guère pour cela qu'à centraliser les travaux des *zemstvos* et à les diriger selon des règles uniformes (1). En préparant le cadastre de l'immense empire, les *zemstvos* rendent un service inappréciable à ses finances et à son agriculture, car sans cadastre les propriétaires ne peuvent tirer un grand parti des banques foncières et des emprunts hypothécaires, et sans cadastre il ne saurait y avoir d'impôt foncier régulier.

IV.

Les dépenses des *zemstvos* se répartissent naturellement en deux catégories, les dépenses obligatoires et les dépenses facultatives. Les premières, imposées par la loi, sont pour la plupart irréductibles, et le plus souvent aussi improductives; elles absorbent le plus clair du revenu des états provinciaux les moins riches. Les dépenses obligatoires comprennent, entre autres services, les frais de l'administration locale et des justices de paix, l'entretien des stations et des chevaux de poste, des bureaux et des dépôts de recrutement, des locaux pour les officiers de police et aussi le chauffage et l'éclairage des casernes, etc. Cette catégorie de dépenses s'est trouvée soudainement et démesurément agrandie par la guerre d'Orient. Les nouvelles lois militaires font en effet peser sur les *zemstvos* une partie du fardeau des conflits armés (2). L'équipement du dernier ban de la milice, la fourniture des chevaux et du train, le casernement, l'indemnité des officiers et des médecins, en un mot presque tous les frais de la mobilisation sont laissés par l'état à la charge des provinces. A cela vient s'ajouter l'obligation d'assister les femmes et les enfans des hommes de la réserve rappelés au service et les familles des soldats demeurés sur le champ de bataille. Ce sont là de lourds sacrifices exigés du patriotisme des *zemstvos.*

Dans plusieurs gouvernemens on évalue à près d'un million de roubles les frais de la mise sur pied de la milice, et comme le plus souvent cette somme égale ou dépasse le total de leurs revenus annuels, les provinces n'y sauraient faire face qu'au moyen d'em-

(1) Voyez à cet égard M. A. Lioubanski, *Iouriditcheskiia Monographii i Izslêdovania,* t. IV, p. 6-13.

(2) Voyez l'étude sur *le Système militaire de la Russie* dans la *Revue* du 15 juin 1877.

prunts ou d'avances du trésor. Bien qu'il n'y ait eu qu'une mobilisation partielle, la glorieuse campagne des Russes sur le Danube et le Balkan a, surtout dans les provinces voisines du théâtre de la guerre, entraîné les assemblées provinciales à bien des dépenses extraordinaires sans compensation pour les intérêts locaux. Dans plusieurs gouvernemens, le zèle du patriotisme a poussé les *zemstvos* à prendre sur eux-mêmes des charges que ne leur imposait aucune loi, à former des ambulances ou à voter des subsides pour les sociétés de secours aux blessés, à participer aux souscriptions pour la flotte volontaire en cas de lutte avec la Grande-Bretagne (1). La guerre, qui grossit leurs dépenses en même temps qu'elle restreint leurs ressources, va laisser dans beaucoup de ces budgets provinciaux des traces que la paix sera longue à effacer. La progression normale des recettes en va être arrêtée pendant plusieurs années et l'équilibre des finances locales en peut être pour longtemps troublé. La guerre entreprise pour les libertés des Slaves du Balkan peut ainsi avoir un fâcheux contre-coup sur le récent et encore novice *self-government* provincial des libérateurs de la Bulgarie.

Cette cause de perturbation est d'autant plus à regretter que les finances des *zemstvos* semblaient en voie de progrès. Les dépenses obligatoires, qui d'abord absorbaient la plus grande partie des revenus provinciaux, n'en prenaient plus guère que la moitié (2). Les dépenses facultatives, en général les plus productives, bénéficiaient de crédits de plus en plus considérables. L'augmentation la plus forte portait sur les deux chapitres les plus utiles aux classes populaires, l'instruction publique d'un côté, le service sanitaire et médical de l'autre. Pour l'instruction, les allocations provinciales s'étaient élevées de moins de 1 million de roubles en 1869, à près de 2 millions en 1872, à plus de 3 millions en 1875. Le premier usage que les provinces ont fait du droit de se taxer elles-mêmes a été en faveur de l'enseignement du peuple. De tels efforts font honneur à une nation. Ce qui n'est pas moins digne de remar-

(1) Dans les d rniers temps, une partie de la presse russe avait émis la singulière idée de confier aux *zemstvos* les fournitures et l'approvisionnement de l'armée, sous prétexte qu'en traitant avec ces assemblées le ministère de la guerre traiterait directement avec les producteurs et bénéficierait des sommes considérables qui, avec les fournisseurs actuels, constituent les bénéfices souvent excessifs des intermédiaires et de la spéculation. Il est heureux pour les états provinciaux, si ce n'est pour l'armée russe, que le gouvernement n'ait pas accepté un projet qui eût dénaturé les fonctions des assemblées provinciales en les transformant en négocians et en comptoirs de commerce.

(2) 13,168,000 roubles contre 12,800,000 sur un total de 25,875,000 pour l'ensemble des budgets locaux en 1875.

que, c'est que de tous les *zemstvos* celui qui à cet égard occupe le premier rang est le *zemstvo* du gouvernement de Viatka, qui par exception est en grande majorité composé de paysans. Cette assemblée de *moujiks* consacrait dès 1874 plus de 300,000 roubles, soit un cinquième environ de ses ressources, à l'instruction du peuple. Il y a quelque chose d'encourageant pour l'avenir de la Russie à voir ces paysans, souvent eux-mêmes entièrement dénués d'instruction, s'imposer librement pour en donner à leurs enfans. Dans certaines provinces, on compte par centaine les écoles primaires ainsi fondées et entretenues par les *zemstvos*. Souvent même les états provinciaux ont devancé le gouvernement central dans la création d'écoles normales primaires. L'état a ainsi trouvé dans les assemblées territoriales un généreux concours pour l'œuvre de l'instruction populaire (1). Le zèle civilisateur, quelquefois un peu emphatique, un peu déclamatoire de certains *zemstvos*, a été jusqu'à mettre à l'étude la question de l'enseignement obligatoire : plusieurs de ces assemblées ont même par un vote adopté le principe de l'obligation avant d'avoir assez d'écoles pour y recevoir tous les enfans.

Après l'esprit, le corps, après l'instruction populaire, la santé du peuple. Le service sanitaire a partagé avec l'enseignement primaire l'attention et les préférences des états provinciaux. Cette préférence s'explique et se justifie aisément. On sait quel est sous ce rude climat le régime de la masse de la population, quels ravages exercent, dans les villages surtout, les maladies et les épidémies, secondées par l'ignorance, les superstitions ou les préjugés du *moujik*. La brièveté de la vie moyenne, grâce à l'effrayante mortalité parmi les enfans, est une des plaies économiques de la Russie, puisqu'en renouvelant trop rapidement les générations, cette mortalité y accroît démesurément la proportion des âges improductifs aux âges productifs (2). Les *zemstvos* se sont courageusement attaqués à ce mal ; ils ont fait du service sanitaire un de leurs principaux soucis. Dans les provinces, où le devin et le sorcier étaient le seul conseil et le seul secours des malades, les assemblées territoriales ont fait de la médecine un service public et gratuit. Non contens d'établir des hôpitaux et des pharmacies, les états provinciaux entretiennent à leurs frais dans les divers districts des médecins qui ont chacun leur circonscription, où ils sont obligés

(1) Il ne faut pas oublier en effet que l'état a son budget particulier pour l'instruction.

(2) Des enfans nés en Russie, plus de la moitié, soit 54 pour 100, meurent avant d'avoir atteint leur cinquième année.

de faire des tournées régulières. En 1868, ce service médical et sanitaire ne coûtait encore aux *zemstvos* que 1,200,000 roubles, en 1874 il absorbait déjà 3 millions 1/2 de roubles. Perm et Viatka consacrent annuellement à la santé publique chacun près de 300,000 roubles. Si les institutions et les mesures administratives pouvaient en quelques années transformer les mœurs, ou s'il était aussi facile d'encourager l'hygiène que la médecine, les *zemstvos* auraient par là rendu à leur pays un inappréciable service.

Une chose m'a d'abord surpris dans ces budgets provinciaux, c'est l'exiguïté ou la modicité relative des crédits affectés aux routes et chemins. Ces crédits, bien qu'eux aussi en notable accroissement, ne montaient encore vers 1875 qu'à 2 millions et 1/2 de roubles, c'est-à-dire à un peu moins de 10 pour 100 du budget total des *zemstvos* (près de 26 millions). Dans un pays où les moyens de communication, routes et ponts, sont si défectueux et si nécessaires, comment s'expliquer d'aussi faibles allocations? C'est que, malgré leurs besoins de routes et de débouchés pour leur agriculture, la plupart des provinces ont des besoins encore plus urgens. L'état moral et intellectuel, l'état économique du peuple, ont contraint le *zemstvo* à se charger de soins ailleurs confiés ou abandonnés à l'initiative privée. Le service médical n'est pas le seul de cette sorte. Héritières d'une administration habitué à tout faire, préposées à la direction de contrées que la double tutelle du servage et de la centralisation avait dressées à l'indifférence et à l'apathie, chargées des intérêts d'un peuple qui souvent n'avait même pas conscience de ses propres besoins, les assemblées territoriales ont été obligées de prendre à leur compte ce rôle de providence, partout convoité, et presque partout si mal joué par la centralisation et la bureaucratie.

Service sanitaire et assistance publique, service de prévoyance pour les approvisionnemens et greniers d'abondance, mesures contre les épidémies et les épizooties, tout ce qui touche aux intérêts publics ou privés des provinces et des campagnes retombe sur les états provinciaux. L'assistance publique leur coûtait dans les dernières années près de 2 millions de roubles, en outre des 2 millions et 1/2 consacrés au service médical. C'est encore là un chapitre que la guerre est en train de grossir démesurément. La double campagne des Russes en Europe et en Asie a préparé à la bienfaisance administrative un innombrable contingent de malades, de blessés, d'estropiés, de veuves et d'orphelins.

Une autre obligation des *zemstvos* est d'assurer l'alimentation publique, c'est là une tradition ou un legs du servage. Aujourd'hui comme avant l'émancipation, chaque commune doit avoir ses gre-

niers de réserve et le *zemstvo* de district doit veiller à ce que les paysans ne laissent pas ces greniers vides. En outre chaque assemblée provinciale doit avoir un fonds spécial d'approvisionnement destiné à fournir des subsides ou des avances aux communes des paysans dans les années de mauvaises récoltes. Toutes ces minutieuses précautions n'empêchent pas la sécheresse du climat et l'insuffisance de l'agriculture d'amener de fréquentes disettes dans les fertiles provinces du sud, et ces disettes de tourner parfois en famines contre lesquelles la charité légale est impuissante. On se rappelle encore la désastreuse famine de Samara qui, un ou deux ans avant la dernière guerre, a donné aux bords du Volga le spectacle de souffrances que l'on aurait cru désormais impossibles en Europe. Au milieu même de la dernière campagne, le grand gouvernement de Kazan était à son tour frappé de disette, et le *zemstvo* de la province calculait que, pour nourrir la population pendant l'hiver et lui fournir les grains nécessaires à ses semailles, il faudrait une somme de près de 2 millions de roubles, tandis que les réserves disponibles du *zemstvo* ne montaient qu'à 265,000 roubles. Aujourd'hui la plupart des états provinciaux puisent dans leurs fonds d'approvisionnement pour soulager les plus cruelles misères de la guerre, en sorte qu'en cas de disette ces assemblées se trouveraient prises au dépourvu.

S'ils n'ont pu mettre les provinces à l'abri des disettes ou de la famine, les *zemstvos* ont mieux su défendre le paysan et l'agriculture contre un autre fléau non moins redoutable aux Russes, contre l'incendie. On sait quels sont les ravages habituels du feu, du *coq rouge* comme disent les Russes, dans les villes, et surtout dans les villages de bois de la Russie. Chaque été, on peut compter deux ou trois mille incendies; pour une seule année, pour 1874 par exemple, les relevés officiels évaluaient à près de 60 millions de roubles, c'est-à-dire à près de 200 millions de francs, les pertes subies de ce chef par la Russie. C'est là un lourd impôt annuel prélevé par les flammes sur le peuple et l'agriculture russes. Toutes les mesures de précaution sont infructueuses; c'est en vain que dans les villages russes les maisons voisines sont isolées les unes des autres et les deux côtés de la rue toujours séparés par de larges espaces, de façon que, si un côté brûle, l'autre reste indemne. C'est en vain que dans ces villages il est durant l'été interdit aux paysans de faire du feu dans leur *izba*, de façon que chaque ménage est obligé de faire sa cuisine dans une sorte de four en terre creusé au milieu de la rue ou de la place du village. Toutes les mesures préventives ne font que réduire le champ du fléau; il fallait avant tout assurer le paysan contre les ravages d'un mal qu'on

ne pouvait toujours prévenir. Or dans les campagnes on ne saurait compter sur le secours des compagnies d'assurance ordinaires; les risques sont trop élevés pour les compagnies, le paysan est trop pauvre ou trop imprévoyant pour s'assurer à grands frais. Contre un fléau aussi général, aussi terrible, aussi prompt, la liberté et l'initiative privées fussent demeurées longtemps impuissantes. Qu'ont fait les états provinciaux? Ils ont établi dans les campagnes des assurances mutuelles obligatoires.

En un tel pays, avec le *moujik* russe, c'était là le seul moyen pratique. Les primes d'assurance sont fixées par les *zemstvos* et perçues à leur profit comme une taxe supplémentaire; sous le régime de la communauté des terres et des impôts solidaires, un tel procédé, au lieu de répugner aux habitudes du paysan, s'accommodait aisément à ses idées et à ses mœurs. Ces assurances obligatoires, encore toutes récentes, sont un réel bienfait pour la Russie; malheureusement les dommages sont si grands, si fréquens, que les *zemstvos* ont beau élever le taux des primes, ils ne peuvent entièrement indemniser les victimes. C'est à la prévoyance des règlemens, à la vigilance des autorités, à la prudence des habitans, de diminuer le nombre et l'intensité des sinistres.

A cette brève revue des travaux des *zemstvos*, il faut ajouter dans certaines provinces l'introduction de caisses d'épargne, l'entretien d'une poste locale, l'ouverture de nouvelles routes ou de nouveaux chemins de fer. D'après ce tableau, on ne saurait dire que les états provinciaux soient demeurés inactifs ou inutiles; ils ont fait, croyons-nous, tout ce que leur permettaient leurs ressources bornées. Et quel a été le principal souci de ces assemblées où dominent presque partout les propriétaires et la noblesse? C'est avant tout le bien-être et le progrès des classes populaires. Les *zemstvos* ont pris soin de l'intelligence du *moujik* par l'instruction, de sa santé par l'assistance médicale, de sa maison, de son *izba*, par les assurances mutuelles. La même inspiration se retrouve dans toutes les œuvres de ces assemblées territoriales. Grâce à elles, les impôts en nature, les corvées et prestations, dont le fardeau pesait uniquement sur les classes taillables et corvéables, ont, sous la forme de taxes immobilières, été répartis sur toutes les classes. Les *zemstvos* ont posé les bases de l'impôt foncier que l'état devra substituer un jour à l'impôt de capitation sur les paysans, et lorsque dans les cercles du gouvernement on a agité la question de la réforme de l'impôt direct, les états provinciaux se sont unanimement prononcés pour l'assujettissement de toutes les classes de la société à l'impôt. Dans ces assemblées, où l'élément populaire est en minorité par le nombre, l'esprit d'équité du siècle et l'esprit démocratique de la nation se sont ainsi hautement manifestés.

V.

Pour qui récapitule tout ce qu'avec d'aussi pauvres moyens ils ont accompli ou tenté en moins d'une douzaine d'années, il semble que les *zemstvos* doivent être entourés d'une légitime popularité. A vrai dire, il n'en est rien. Les états provinciaux avaient à leur naissance excité les plus hautes espérances, des espérances démesurées qui ont rapidement donné lieu à de profondes déceptions. L'un des motifs de ce revirement de l'opinion a été précisément l'exagération de la première confiance, la témérité des illusions ou des rêves fondés sur les nouvelles franchises provinciales. L'opinion a été d'autant plus exigeante vis-à-vis des *zemstvos* qu'elle en attendait davantage. L'esprit des peuples, l'esprit russe en particulier, est prompt à escompter l'avenir et prompt au découragement. Tout joyeux des nouvelles et larges perspectives que leur ouvrait le *self-government* provincial, le public et la presse y croyaient découvrir un horizon illimité de liberté et de prospérité. Les yeux éblouis n'apercevaient pas les bornes, pourtant trop visibles, imposées d'avance à cette libre administration par les habitudes du pouvoir et les mœurs du pays, par la routine administrative, par la pénurie financière.

L'erreur a été vite découverte, les limites tracées à l'activité des *zemtsvos* ont été d'autant plus promptement atteintes que ces limites ont été resserrées et rétrécies. Les états provinciaux, nous ne saurions l'oublier, ont eu le malheur de voir le jour à l'époque où, comme prise de lassitude et effrayée de son œuvre, l'énergie libérale du gouvernement réformateur commençait à pencher vers son déclin. Les *zemstvos* ouvraient leurs assises peu de temps après la déplorable insurrection de Pologne, peu de temps avant le mystérieux attentat de Karakosof, qui rendait à la police et à la *IIIe section* son ancien ascendant (1). Il n'en eût pas été ainsi, l'administration ou la loi ne leur eussent imposé aucune entrave, que les *zemstvos* n'auraient encore pu remplir toutes les promesses des prophètes libéraux de 1860.

Ce que l'opinion attendait de ces assemblées territoriales, ce n'était rien moins qu'une complète transformation, une aisée et rapide métamorphose de l'empire, comme si les institutions avaient pour renouveler les peuples une sorte de vertu magique. Cette erreur est trop commune et trop naturelle pour la reprocher aux Russes. Comme bien d'autres peuples, ils avaient oublié qu'avant de donner

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1877.

tous leurs fruits, il faut que les institutions et les libertés s'acclimatent et s'enracinent. A un engoûment excessif a succédé dans l'opinion un dénigrement souvent outré. La vérité est qu'au milieu des traditions bureaucratiques, sous le poids des lisières dont ils sont embarrassés, devant la pénurie d'argent qui les arrêtait, les *zemstvos* ont à peu près donné au pays tout ce qu'un esprit sobre en pouvait espérer.

Le temps n'est pas encore bien loin où j'entendais de ces Russes, aujourd'hui si dédaigneux de leurs institutions locales, s'enorgueillir de leurs états provinciaux et s'en parer fièrement vis-à-vis de l'Occident, se vantant d'avoir suivi une meilleure voie que la plupart des peuples de l'Europe, se félicitant d'être entrés dans la liberté par la vie locale, par les franchises provinciales et municipales. « Grâce à Dieu et au tsar, me disaient-ils, nous n'avons pas, comme vous autres Français, débuté par des constitutions, par des chambres et des ministères responsables, par des libertés politiques, c'est-à-dire le plus souvent par la licence et les révolutions. Heureusement pour nous, notre gouvernement n'a pas écouté notre impatience. Alexandre II ne s'est pas laissé séduire par notre noblesse, qui, en dédommagement de l'émancipation de ses serfs, réclamait une charte. Nous n'avons pas comme vous, comme vos voisins d'Espagne ou d'Italie, passé d'un coup, sauté d'un bond, du régime le plus autoritaire à un régime de discussion, de division et d'énervement gouvernemental. Si nous avons pris la route la plus longue, nous avons pris la plus sûre. Nous marchons pas à pas pour avancer sans reculs ni chutes, allant du petit au grand, du simple au complexe, de la province et de la municipalité à l'état. Nous procédons logiquement, organiquement, comme la nature même. Vous nous trouvez arriérés et contens de peu parce que nous ne possédons encore que des franchises locales; en réalité, nous sommes plus avancés que vous. Avec cette méthode, nous ferons plus de besogne en vingt ans de gouvernement régulier que vous en un siècle de révolutions. Vous raillez nos humbles libertés, nos modestes constructions qui sortent à peine de terre; laissez-nous faire, nous prenons notre temps, nous commençons notre maison par le bas, nous creusons lentement nos fondations au lieu d'élever, comme vous, à la hâte un rapide et fragile échafaudage, toujours abattu et toujours à recommencer. Ne méprisez point notre lenteur : sur les fondemens que nous posons aujourd'hui, nous assoirons un édifice plus solide et plus haut que toutes vos frêles constructions, trop dépourvues de base pour demeurer longtemps debout. »

En dehors des cercles officiels, il y aurait aujourd'hui peu de Russes à tenir un pareil langage. Ce n'est point que cette thèse n'ait

du vrai, c'est qu'elle est incomplète et prête aisément à l'illusion parce qu'elle n'exprime qu'une moitié de la vérité. Certes, en fait de liberté et de *self-government* comme en toutes choses, le mieux est de commencer par le commencement, de ne pas trop se hâter au début du chemin, de peur de ne pouvoir achever la route ou de tomber d'épuisement en arrivant au but. Le plus sage est de ne point forcer son pas, de marcher, non de courir, mais à la condition de ne point s'arrêter et s'endormir en route. Il n'est pas douteux que les libertés politiques et les chartes constitutionnelles ne soient fragiles, caduques, chancelantes, sans solidité et sans efficacité, si elles ne s'appuient sur les libertés locales, sur les franchises municipales et provinciales. Il n'est guère moins certain que les franchises locales ne sauraient être entières, respectées de tous et assurées contre toutes menaces, si elles ne sont défendues par les libertés politiques. L'expérience l'a montré : en Russie comme ailleurs, l'on ne saurait longtemps avoir la liberté en bas et l'arbitraire en haut, pas plus que l'on ne saurait longtemps avoir la liberté en haut et l'absolutisme bureaucratique en bas. Le *self-government* local peut avoir moins de peine à s'acclimater, peut fleurir plus vite à l'abri d'un pouvoir fort et incontesté, mais il ne faut pas que l'ombre qui le protège l'étouffe ou en arrête la croissance. Tant que le contrôle des gouvernés est entièrement exclu du domaine politique et législatif, c'est une illusion que d'espérer dans la sphère administrative le triomphe complet du régime représentatif et le règne indépendant des assemblées élues; le régime du bon plaisir maintenu dans les hautes régions du gouvernement débordera toujours plus ou moins hors des limites qui lui auront été tracées. Les libertés locales demeureront ouvertes à l'intervention des fonctionnaires de la couronne, accessibles à toutes les volontés du pouvoir qui plane au-dessus d'elles. En un mot, s'il importe de donner à la liberté et au *self-government* de profondes et solides fondations, c'est à la condition de ne s'en pas tenir aux fondations ou au sous-sol et d'achever la maison, car sans les étages supérieurs et sans le toit qui les met à couvert de la pluie ou du soleil, le sous-sol et le rez-de-chaussée ne sauraient guère être habitables.

Tout corps délibérant est porté à dépasser ses pouvoirs. Presque partout et surtout peut-être dans les pays encore étrangers ou mal initiés aux libertés politiques, le *self-government* local est tenté de sortir de ses limites légales et d'empiéter sur l'administration centrale, sur le domaine politique. Le gouvernement russe n'ignorait pas cette tendance, il n'a rien négligé pour enfermer les nouveaux états provinciaux dans l'étroite enceinte des affaires locales et pour

clore toutes les ouvertures par lesquelles ces assemblées eussent pu essayer d'en sortir. Le droit de pétition, le plus élémentaire et le plus humble des droits qui puissent être reconnus à un peuple ou à des corps délibérans, le droit de déposer des vœux au pied du trône a été refusé aux assemblées territoriales, ou, s'il leur a été concédé, il a été rigoureusement borné aux intérêts locaux, et les *zemstvos* russes n'ont pas eu comme nos conseils généraux français besoin de se faire souvent remémorer la loi par les représentans du gouvernement. Lorsque dans la naïve ferveur de leurs premières années, un ou deux *zemstvos* firent mine de porter leurs regards au-delà de l'horizon provincial, le pouvoir central les rappela sévèrement à leur spécialité et à la modestie de leur rôle. Vers 1867, les états provinciaux de Saint-Pétersbourg furent brusquement congédiés pour avoir osé exprimer un vœu illégal en faveur des libertés politiques, et le président de cette imprudente assemblée, un Schouvalof, proche parent du tout-puissant chef de la *IIIe section*, se vit, par mesure de police, éloigné de la capitale. La leçon n'a pas été perdue, depuis lors, nul *zemstvo* n'a essayé de s'élever au-dessus de sa sphère et de se guinder au-dessus de son rôle. Tous ont compris que le meilleur moyen de frayer la route aux libertés politiques, c'était aujourd'hui de se consacrer entièrement à l'obscur labeur des libertés locales.

Sans sortir du domaine des intérêts locaux, où les mœurs et la loi les enferment, les nouveaux états provinciaux pouvaient tendre indirectement à élargir leur sphère d'action, au nom même de ces intérêts locaux, en se mettant en rapport les uns avec les autres, en se concertant les voisins avec leurs voisins, pour les affaires qui intéressent plusieurs provinces et souvent toute une région de l'empire. Il y avait là encore pour les *zemstvos* une tentation contre laquelle le pouvoir central devait les mettre en garde. La bureaucratie ne saurait voir d'un bon œil les états provinciaux entrer en relation ensemble, et les provinces s'unir, et pour ainsi dire se coaliser ou se fédérer, ne fût-ce que dans un intérêt purement économique. Les *zemstvos* ont été rigoureusement maintenus dans leurs frontières respectives parfois au détriment du progrès de telle ou telle région. Tout autre gouvernement aurait sans doute mis les mêmes obstacles à tout groupement régional, à tout semblant de ligue ou de syndicat provincial. On ne saurait à cet égard taxer le gouvernement de Saint-Pétersbourg de vues étroites et de préjugés surannés, alors qu'en France nos départemens, qui sont souvent huit ou dix fois plus petits et deux ou trois fois moins peuplés que les *goubernies* russes, ont été si longtemps maintenus dans leur isolement et leur faiblesse, et que nos con-

seils généraux n'ont obtenu que tout récemment et non sans restriction le droit de se concerter et de prendre des mesures communes pour des intérêts communs (1).

En Russie, toute tentative de relier les uns aux autres les *zemstvos* des divers gouvernemens inspirerait au pouvoir central d'autant plus de défiance que les *goubernies* russes sont plus vastes et qu'en l'absence de toute assemblée politique les assemblées territoriales se pourraient targuer de représenter la nation. Pour obtenir une représentation du peuple russe, il n'y aurait guère en effet qu'à réunir une délégation des divers états provinciaux. En de graves circonstances, en cas de guerre malheureuse et de péril national par exemple, le tsar pourrait ainsi sans charte et sans constitution, sans élections même, improviser une assemblée en droit de se considérer comme la réunion des mandataires du pays. Pour cela il suffirait de convoquer à Saint-Pétersbourg ou à Moscou les commissions permanentes des états provinciaux (2).

J'ai rencontré des Russes à vues optimistes, qui, même en dehors de toute grande crise intérieure ou extérieure, osaient se flatter de voir tout d'un coup leur patrie mise ainsi indirectement en possession d'une sorte de représentation nationale. Le gouvernement de l'empereur Alexandre II est depuis les grandes réformes du commencement du règne presque toujours resté fidèle à sa louable habitude de ne rien entreprendre sans avoir réuni des commissions ou assemblées consultatives, auxquelles il soumet l'étude des questions à élucider ou des projets de loi à rédiger. C'est ainsi, par exemple, qu'une ou deux années avant la nouvelle guerre d'Orient, le gouvernement impérial réunissait à Saint-Pétersbourg une nombreuse assemblée de notables, composée d'hommes de toutes les parties de l'empire, une sorte de congrès économique, appelé à l'examen des délicates questions qui touchent la réglementation du travail et les rapports des patrons et des ouvriers. Depuis l'institution des *zemstvos*, quelques personnes s'étaient imaginé qu'en pareilles circonstances le gouvernement ferait appel aux nouvelles assemblées territoriales, qui mieux que personne représentent toutes les classes et tous les intérêts du pays. Naturellement il n'en a rien été,

(1) Voyez M. Paul Leroy-Beaulieu, *l'Administration locale en France et en Angleterre*, p. 409 et 415.

(2) Au moment où la Russie se préparait à un conflit avec l'Angleterre, quelques-uns des organes les plus influens de la presse, le *Golos* entre autres, ont proposé de faire établir par les *zemstvos* des taxes spéciales extraordinaires destinées à de nouveaux armemens. C'eût été une manière déguisée de faire voter par les représentans du pays les fonds exigés par la guerre. Les satisfactions données à sa politique par le congrès de Berlin vont dispenser le gouvernement russe de tout expédient de ce genre.

il faudrait de graves événemens pour décider le gouvernement à transformer ainsi subitement les états provinciaux en états généraux. Si dans toutes ses commissions consultatives il fait une large place aux présidens et aux membres des *zemstvos*, il y invite en même temps des maires de villes, des marchands ou des industriels, des hommes spéciaux et des fonctionnaires sans mandat de leurs concitoyens. En cela, il serait difficile de blâmer les procédés du pouvoir central. Quelque injuste que soit toute défiance ou toute appréhension à l'égard des assemblées territoriales, mieux vaut pour la Russie, si elle doit un jour posséder une représentation nationale, l'obtenir directement, d'une manière ouverte et normale que par voie détournée, d'une manière subreptice ou intermittente et par là même peut-être illusoire et stérile.

En attendant le jour où la Russie lui paraîtra digne ou capable de libertés politiques, tout montre que le gouvernement impérial aurait tort de tenir en suspicion les nouveaux états provinciaux. La bureaucratie, le tchinovnisme et la centralisation ont seuls à redouter le développement de pareilles institutions. Les défiances du pouvoir vis-à-vis des corps élus, vis-à-vis des assemblées provinciales ou municipales, paraissent dénuées de fondement. Il semble que la loi a déjà pris contre elles, contre leurs imprudences ou leurs excès de pouvoirs, des précautions outrées et inutiles. Si la cour de Pétersbourg redoute la propagande radicale et l'esprit révolutionnaire, ce ne sont point les *zemstvos*, ce ne sont pas les assemblées électives des provinces ou des villes qui servent d'organe ou d'instrument à la révolution et au radicalisme.

Sous ce rapport, l'attitude des corps élus est constamment demeurée irréprochable. Loin de se complaire à une opposition systématique ou à des taquineries déplacées, loin de provoquer des conflits d'aucune sorte, les états provinciaux comme les municipalités n'ont cessé de montrer vis-à-vis de l'administration et des fonctionnaires une prudence, une circonspection, une retenue singulière. S'il y a eu excès, l'excès a été plutôt dans le sens de la soumission, de la docilité, de l'obséquiosité. En aucun pays du monde, les corps délibérans n'ont mis plus de soin à ne pas abuser des droits qui leur étaient conférés, à ne point avoir l'air d'outrepasser les limites qui leur étaient tracées. A aucune époque, des assemblées élues ne se sont aussi généralement, aussi patiemment appliquées à ne point porter ombrage au pouvoir et à ses agens. Ces conseils provinciaux et municipaux ont montré parfois un esprit d'initiative et d'indépendance qui fait honneur à la Russie et à son gouvernement, mais jamais ils ne se sont écartés de la plus respectueuse et de la plus stricte déférence vis-à-vis des autorités locales, et à

plus forte raison vis-à-vis du pouvoir central. Par là ces nouvelles institutions n'ont cessé de mériter la confiance du souverain non moins que celle du pays. Qu'il nous soit permis d'espérer qu'au lieu d'être assujettis à de nouvelles restrictions, les états provinciaux verront leurs prérogatives confirmées et étendues jusqu'au jour où la Russie pourra être mise sans danger à la difficile épreuve des libertés politiques.

Il y a en Russie comme partout des élémens de désordre, des fermens révolutionnaires; les dernières années, les derniers procès politiques l'ont montré aux plus aveugles, bien que ces procès n'aient fait que mettre en lumière pour tous ce qui pour l'observateur attentif était depuis longtemps manifeste. Les Russes s'en imposaient à eux-mêmes ou voulaient en imposer à autrui, quand ils se vantaient d'être à l'abri des maladies morales de l'Occident, comme s'ils pouvaient échapper à la contagion des idées et des convoitises, ou comme si tout était sain, pur et robuste, dans ce grand corps de l'empire russe. L'esprit révolutionnaire existe en Russie comme ailleurs, mais ce n'est point dans les assemblées électives qu'il a son siège et qu'il se propage; c'est dans des réunions d'hommes sans mandat, dans des sociétés secrètes, dans des conciliabules occultes qui, sur les jeunes têtes et les imaginations exaltées, ont d'autant plus de prestige et de puissance que les assemblées régulièrement élues ont moins d'autorité. En Russie, plus que partout ailleurs peut-être, la meilleure arme contre l'esprit révolutionnaire ce serait l'esprit libéral; veut-on dégoûter la jeunesse et les âmes honnêtes des trames ténébreuses et des agitations souterraines, que l'on permette aux hommes épris du bien public de s'y consacrer au grand jour sans crainte et sans entrave. Le plus sûr moyen d'arrêter la diffusion latente des idées dissolvantes et des passions niveleuses, ce serait de donner ouvertement au pays une plus grande part dans l'administration de ses propres affaires, sous l'égide d'un pouvoir heureusement encore assez fort pour n'avoir guère à redouter les témérités de pensée et les intempérances de langage.

Anatole Leroy-Beaulieu.

APULÉE ET SON TEMPS

L'Amour et Psyché.

Le plus aristocrate des écrivains de notre temps, l'auteur des *Origines du Christianisme*, vient de publier un volume de mélanges qui renferme, entre autres morceaux de critique historique et philosophique, une étude sur l'impératrice Faustine. C'est le propre de M. Renan de savoir tout de suite vous faire aimer le sujet qu'il traite; il a le charme, l'abondance, l'émotion, et ne demande pas mieux que de se laisser doucement glisser à l'apologie pour peu que le personnage qui l'occupe appartienne à ces hautes classes dont son esprit semble irrémédiablement subir la fascination. « Il est des natures qui, j'ose le dire, appellent la calomnie, la créent autour d'elles, s'y livrent de gaîté de cœur. » Belle, élégante, *aristocratique* et légère, la femme de Marc-Aurèle était de ces natures-là, du moins c'est ce que pense d'elle M. Renan, qui voudrait bien l'arracher à la famille des Julie et des Messaline pour la placer dans l'histoire des héroïnes sentimentales, entre Marie-Stuart et Marie-Antoinette. Mais alors que deviennent ces hontes et ces infamies dont la voix publique accusa la fille d'Antonin? Ici, s'écrie l'apologiste, la calomnie est facile, car la réfutation est impossible. Et justement parce que la réfutation est impossible, le voilà taxant de commérages et méchans propos toutes ces anecdotes que les générations se sont transmises et dans lesquelles un peuple résume ses colères et ses mépris. Commérages sans doute aussi et méchans propos les anecdotes qui nous racontent les prouesses d'une Catherine ou les gaîtés champêtres d'une Dubarry?

Famosa adulteriis! L'impératrice Faustine remarque au cirque un beau gladiateur, et la tentation l'entreprend; aux rêveries solitaires bientôt succèdent les fiévreuses ardeurs, l'insomnie que hante Aphrodite attachée tout entière à sa proie. Le mal empire

à ce point que le bon empereur lui-même finit par s'apercevoir de ses ravages et s'en émeut. Pour un moment, il quitte la *stoa*, interrompt ses spéculations sur les élémens, sur l'âme, sur l'honnête et le juste, et moins étranger aux choses qui le touchent de plus près, il interroge sa compagne avec tant de douceur persuasive, la presse tellement que celle-ci avoue sa passion. Imperturbable sous ce coup, l'auguste philosophe réunit ses devins de Chaldée, et les oracles ainsi consultés décrètent que le gladiateur objet de cette flamme insensée sera d'abord égorgé et qu'ensuite l'impératrice remontera au lit conjugal après avoir pris un bain dans le sang du misérable. Noces abominables dont un monstre devait être le fruit et qui permettaient à l'imagination populaire de s'expliquer comment un père tel que Marc-Aurèle avait engendré un fils tel que Commode. Est-ce à dire maintenant que de pareilles légendes aient pu se former autour d'une personne irréprochable? Non certes, M. Renan le reconnaît, ce qui ne l'a pourtant point empêché quelques lignes plus haut de s'inscrire en faux contre « les fables relatives au gladiateur. »

On nous parle de l'affection touchante de Marc-Aurèle, de la parfaite confiance qu'il eut sans cesse en l'honnêteté de sa femme, quel argument! Marc-Aurèle avait l'âme d'un simple, c'était une de ces natures extraordinairement pures et sereines que leur propre vertu livre désarmées à toutes les perfidies de ce monde et qui se refusent à voir le mal même alors qu'il leur crève les yeux. D'ailleurs la philosophie n'a jamais, que je sache, sauvegardé les philosophes contre certaines mésaventures de la vie conjugale; elle en console quelquefois, c'est le plus qu'on puisse dire. Marc-Aurèle, avec son tempérament débonnaire et contemplatif, son air presque monacal, habitué à ne vivre que parmi des grammairiens et des mystagogues et ne s'occupant que de dogmatismes comparés, devait être le dernier à se douter de ce qui se passait chez lui. Cet homme vertueux, mais fort négligé dans sa personne, ce grand moraliste toujours dans la lune était évidemment du bois dont Molière et La Fontaine font leurs maris trompés; et c'est ne rien prouver en faveur de l'épouse que de mettre en avant l'absolue confiance du mari. En outre, sur quelle autorité s'appuie-t-on? Sur le témoignage d'un Fronton, qui dans une lettre de sa correspondance avec Marc-Aurèle, son ancien élève, s'étudie à célébrer les joies intimes de la famille impériale : « J'ai vu ta petite couvée, et rien ne m'a jamais fait tant de plaisir. Ils te ressemblent à un tel degré qu'on ne vit jamais au monde pareille ressemblance. Je te voyais doublé, pour ainsi dire; à droite, à gauche, c'était toi que je croyais voir. Ils ont, grâce aux dieux, les couleurs de la santé, et une bonne façon de crier. L'un d'eux tenait un morceau de pain bien blanc,

comme un enfant royal; l'autre un morceau de pain de ménage en vrai fils de philosophe. Leur petite voix m'a paru si douce, si gentille que j'ai cru reconnaître dans leur babil le son clair et charmant de ta parole. » Adulations officieuses, dont un esprit aussi avisé que M. Renan ne saurait être dupe un seul instant, lui qui doit connaître mieux que nous la valeur morale du personnage. Un courtisan, doublé d'un pédagogue, tel était ce Fronton; sérieusement, à pareil tableau qui pourrait croire? Est-ce assez arrangé, assez fardé! Les deux enfans symétriquement opposés l'un à l'autre, celui-là tenant son morceau de pain blanc comme il sied au fils d'un souverain, celui-ci, en vrai fils de philosophe, attaquant son croûton de pain bis! Vous diriez un Greuze du siècle des Antonins, qui fut également pour l'art et pour les lettres une période de rococo. Au reste ce Marcus Cornélius Fronton, très haut placé dans la faveur du prince, n'exerça jamais qu'une influence des plus limitées sur le tempérament intellectuel de son élève. Marc-Aurèle nous apprend qu'il lui devait de savoir quelles proportions de basse envie, d'hypocrisie et d'intrigue entrent dans la composition de la tyrannie et combien d'ordinaire manquent de cœur les classes supérieures, mais c'est à peu près là tout le profit que le César philosophe tira des leçons d'un si grand maître; l'époux plus ou moins abusé de la belle Faustine, quoique vivant au milieu des grammairiens, des mathématiciens, des poètes, des musiciens et des rhéteurs, loin de se laisser distraire par eux de ses méditations, se plaisait au contraire à remercier les dieux de l'avoir préservé de goûts et d'aptitudes qui l'eussent probablement accaparé. Et c'est bien de quoi se plaint Fronton, qui ne cesse de multiplier les argumens en faveur de la rhétorique et de maudire les beaux yeux de la philosophie, cause de toutes ses disgrâces professionnelles. On aurait peine à s'imaginer la somme énorme de pédantesques billevesées que ces lettres contiennent; exercices de style sur toutes les matières, dissertations, gloses, amplifications sur la paresse et sur la goutte, réminiscences d'Horace et de Virgile, de Lucrèce et de Salluste, froide et bizarre mosaïque où se trahit à chaque tour de phrase un archaïsme particulier à cette période de la littérature romaine; tout cela saupoudré de formules obséquieuses et de flagorneries à l'adresse du stoïcien couronné. Impossible, après avoir feuilleté ce fatras, de conserver l'ombre d'une illusion à l'endroit du témoin dont M. Renan invoque si bénévolement l'autorité. Il est vrai que ce pédagogue sans conviction n'en faisait pas moins bonne figure dans l'état; il habitait sur l'Esquilin le palais qui un siècle auparavant avait appartenu à Mécène, et là, vêtu à l'athénienne, mollement étendu, voyait autour du divan où le clouait la goutte accourir et se presser la clientèle la plus nombreuse et la plus variée, patriciens, financiers, ar-

tistes et savans. L'architecte déployait ses plans pour quelque salle de bain projetée, et, quand elle avait assez longtemps roulé sur les détails somptuaires, la conversation prenait son train vers la philologie, terme de prédilection, sujet inévitable auquel il fallait toujours aboutir. On pesait la valeur des mots, on remontait aux origines, et telle expression proscrite par la bonne compagnie, et repoussée des jeunes mondains comme entachée de grossièreté, allait trouver un avocat passionné dans le maître de la maison, qui n'admettait point qu'en sa présence on manquât de respect au moindre adverbe dont un auteur ancien avait consacré l'usage. Toute littérature qui tire à sa fin ou qui se sent en voie de renaissance remonte à sa source ou cherche à se retremper à l'étranger. A cette heure de caducité que les amateurs du vieux-neuf historique traiteraient volontiers de renaissance, Rome hellénise; l'empereur Marc-Aurèle parle, écrit en grec, un peu comme, à des siècles de distance, un autre monarque philosophe, le roi de Prusse Frédéric le Grand, écrira en français.

Le naïf avait eu son temps, l'ère s'ouvrait de la virtuosité, du composite :

Tous les monstres d'Égypte ont leur temple dans Rome,

a dit Corneille dans un de ces beaux vers d'image trop rares chez nos grands classiques, d'ailleurs si riches en vers de pensée. Tous les rhéteurs, tous les grammairiens, tous les philosophes d'Athènes, de Smyrne, d'Éphèse et d'Alexandrie avaient dans Rome leurs écoles, leurs villas et même leurs palais, car la plupart de ces beaux esprits faisaient fortune, quelques-uns en arrivèrent à compter par millions de sesterces. Hérodès Atticus, qui fut aussi professeur de Marc-Aurèle, menait une existence de prince; c'est que les choses avaient beaucoup marché depuis Vespasien, qui le premier imagina de rattacher à l'administration tout ce monde des lettres jusqu'alors assez vagabond et quelque peu bohème, comme nous dirions aujourd'hui. Ces histrions de la veille, devenus professeurs de l'état, touchaient de gros appointemens sur la cassette impériale, et leur titre de fonctionnaires publics leur servait à quadrupler le prix de leurs leçons particulières. En outre, quand ils voyageaient en tournée de conférences, comme nos chanteurs et nos pianistes modernes vont en tournée de représentations et de concerts, c'était à qui leur prodiguerait l'or, les couronnes et la bonne chère. L'empereur Hadrien, de même que son noble et sympathique successeur Antonin le Pieux, ne se contenta point de confirmer ces privilèges, il les augmenta, moins encore par amour des lettres et de la science que par politique et pour resserrer davantage le faisceau de la mo-

narchie. Grammairiens, rhéteurs, médecins, furent dispensés du service militaire, affranchis des curatelles et charges civiques, et distribués entre différentes villes de province dont ils étaient commis à faire l'ornement; emploi souvent très mal tenu, car, s'il y avait la fleur du panier, il y avait aussi le dessous, et, pour quelques brillans coryphées, que d'astrologues faméliques, de cuistres affublés de robes monacales et qui, les reins ceints d'une corde, le bâton noueux à la main, la besace au dos, promenaient leur gueuserie sous les portiques de l'athénée d'Hadrien!

Cet âge frivole et pédantesque, ondoyant et divers, travaillé de toute sorte de dilettantismes amusans, et dont Lucien nous peint le tableau avec tant de grâce, d'esprit, de verve humoristique, — cet âge au demeurant très littéraire, — eut de bien curieux représentans, Apulée, Aulu-Gelle et d'autres. Nous reviendrons tout à l'heure à l'auteur de *l'Amour et Psyché*, voyons d'abord Aulu-Gelle. Il était le familier de la villa Fronton et l'acolyte inséparable de son illustre maître, le rhéteur Favorinus. Poussant jusqu'à la manie l'ardeur des recherches, il ne quittait ses livres que pour courir disserter de *omni re scibili* avec tous les passans. En visite, en voyage, au Forum, à la promenade, dans les boutiques et les bibliothèques, il écoutait, prenait des notes; aux produits de cette chasse perpétuelle aux anecdotes, à cet incessant grappillage dans la vigne du prochain s'ajoutaient d'immenses trésors de lecture; *les Nuits attiques* formeront toujours un répertoire utile à consulter, grâce au bénéfice acquis à ces sortes de compilations dont l'unique mérite est d'avoir survécu aux documens manipulés par leur auteur. Les hommes de cette époque ont la rage d'être universels; ils mettent tout dans tout : caractère spécial de la littérature alexandrine alors prédominante. Leurs œuvres en apparence les plus légères,— romans, contes, poésies,— sont chargées à fond et jusques à en couler bas de mathématiques, d'astronomie, de philosophie, de jurisprudence et de rhétorique; celui-ci, par exemple, pourrait tout aussi bien s'appeler le seigneur *Microcosme*, du nom dont Méphistophélès salue le vieux docteur en entrant à son service, et puisque je suis en train de citer Goethe, je continue en retournant l'admirable invocation de Faust pénétrant chez Marguerite : « Dans cette pauvreté quelle abondance! » et profite de la circonstance pour m'écrier à propos de cette énorme somme de compilations : Dans cette abondance quelle pauvreté! Histoire des sciences naturelles, anatomie et physiologie, médecine et théologie, tous les sujets de thèses sont évoqués pêle-mêle, les plus sérieux à côté des plus frivoles dans un accouplement inimaginable; des problèmes de métaphysique et d'économie sociale coudoyant des questions d'étiquette empruntées à quelque manuel de la civilité puérile et

honnête, comme quand l'auteur se demande s'il est permis de bâiller à l'académie, question, paraît-il, controversée au IIe siècle et qui dans le nôtre n'en est plus une.

On se figure aisément l'ennui que devaient projeter autour d'eux des académiciens de cette espèce, et cependant ils avaient accès partout. C'était alors le bel air de s'occuper de littérature et de science; on avait son philosophe et son rhéteur avec qui on affectait de se montrer en public et qu'on traitait chez soi comme des domestiques; car tous ces parasites que la disette littéraire des Romains attirait, tous ces marchands de philosophie avaient l'échine souple et s'entendaient aux métiers les plus divers. Ce qu'on voulait de ces Grecs, ce n'était pas leur enseignement, c'était leur présence et leur complaisance en toute occasion; ils allaient et venaient à côté du maître, montant et descendant les escaliers, parcourant les rues, les musées en sa compagnie de manière à bien faire voir aux gens qu'il s'occupait de science; ils devaient aussi composer ses vers, et, quand les salons étaient pleins de monde, proclamer sa louange à tout propos. Secrétaires et bibliothécaires, ils donnaient aux enfans des leçons et servaient à la femme de messagers galans. Il leur arrivait aussi de pratiquer la magie, de fabriquer *secundum artem* des philtres pour l'amour et des maléfices pour la haine; race de bouffons et de laquais soumise aux plus capricieux traitemens, tantôt choyée, tantôt vilipendée, et qui, radoubant les harangues du maître, rédigeant ses bons mots, présidant *sub rosa* aux banquets académiques, partait en voyage le lendemain dans le fourgon des cuisiniers! Et néanmoins de tels emplois étaient recherchés à cause des gros bénéfices et des nombreux avantages qu'ils rapportaient; ces professeurs de rhétorique, quand ils savaient s'y prendre, ne tardaient pas à gouverner toute la maison. Prompts à s'emparer du mari par une habile direction de ses travers pédantesques, de sa jactance et même de ses vices, ils accompagnaient bientôt aussi madame dans ses promenades, pérorant et gesticulant autour de la litière. Admis dans les petits appartemens, ils assistaient à sa toilette, comme nos petits abbés du dernier siècle, et parfois interrompaient la leçon de morale pour laisser à leur noble patronne, aux mains de sa coiffeuse, le temps de recevoir un billet d'amour et d'y répondre. Des classes gouvernantes énervées, routinières, sans nul reste de conviction dans leurs goûts en apparence les plus prononcés, et, chez ceux qu'elles appellent pour les enseigner, la fourberie professionnelle remplaçant les forces productives, c'est l'histoire de toutes les décadences littéraires et autres. Ce qui n'empêche pas certaines œuvres faites pour survivre d'éclore à ces momens crépusculaires.

J'ai parlé plus haut des *Dialogues* de Lucien, *l'Ane d'or* d'Apulée

mérite une égale mention. C'est encore là de l'atticisme, et, si le premier de ces deux écrivains se recommande plus particulièrement de Platon et de Démosthène, l'autre, sans renier ses titres à cette double tradition, emprunte beaucoup aux formes homériques, qu'il emploie avec élégance en rapprochant les perspectives et limitant le contour. Africain de naissance comme Fronton, Apulée, après de longues études poursuivies à Athènes et de nombreux voyages, vient à Rome exercer la profession d'avocat. Plus tard, nous le retrouvons en Afrique enseignant l'éloquence et renommé déjà par ses écrits. Marié à trente-quatre ans, avec une veuve beaucoup plus âgée que lui, il eut à soutenir un procès contre les parens de sa femme, qui l'accusaient de captation et de sortilèges. Son plaidoyer, d'ailleurs victorieux, pour sa défense nous montre en pleine lumière l'homme et son temps : science et démonologie, dispositions naturelles à l'originalité et mauvais goût, archaïsme et néologisme ; toutes les fantasmagories en train de réussir à cette heure, toutes les végétations luxuriantes du latinisme à son déclin enveloppant, étouffant un génie africain. On a pu dire de Fronton qu'il avait en lui le sable de l'Afrique sans en avoir le soleil de feu ; chez Apulée, les deux subsistent à la fois, emmêlés, confondus, le baroque et le simple à côté l'un de l'autre, une vraie arabesque, s'il est permis de ramener le terme à son acception primitive. Comme Hadrien, il écrivait dans les deux langues, et sur quoi n'a-t-il pas écrit ! C'étaient des encyclopédies ambulantes que ces hommes ; nous venons de voir Aulu-Gelle, celui-ci le passe, non point seulement comme talent, la chose va sans dire, mais comme productivité. A ne parler ni de la rhétorique, ni de l'arithmétique, ni de la philosophie, ni des beaux-arts qui forment son domaine spécial, il s'occupe de sciences naturelles, compose des traités sur l'agronomie, des thèses médicales et pharmaceutiques, des odes, des romans, et pour peu que les circonstances et la somme à gagner s'y prêtent, cet apologiste des dieux et de la beauté, ce poète illuminé, ce thaumaturge ne dédaignera nullement de scander çà et là quelques vers bien sentis à la louange d'un onguent ou d'un dentifrice : « Sois vanté, ô Calpurnius ! dans mes vers légers, pour cette poudre incomparable qui rend à la bouche son éclat frais et vermeil et qui, nettoyant la gencive de tout impur résidu, permet aux lèvres que le rire épanouit de ne montrer que de l'émail. » Quand un romancier nous a donné une telle histoire que *Psyché*, on n'est guère en droit de lui faire de querelle, on lui passe beaucoup, et on le remercie surtout quand il a joint tout auprès tant d'historiettes familières et piquantes qui n'ont aucunement besoin qu'on leur pardonne. C'était l'avis de Sainte-Beuve, et c'est aussi le nôtre. Heureux le roman, fût-il inégal, où il y a de la vérité et qu'a visité la grâce.

Laissons de côté la métaphysique et le symbolisme, oublions Creutzer et ne voyons que l'invention riante ; tout dans ce récit d'un écrivain de soixante-dix ans respire la jeunesse, mieux encore l'adolescence.

Il semble que ces poètes de l'antique Grèce empruntent à leurs dieux le privilège de ne pouvoir vieillir. Le livre des *Métamorphoses* a traversé les siècles; l'épisode de *Psyché* qui s'en dégage portait en soi la prédestination et conserve même aujourd'hui pour nous le duvet exquis, le parfum et la saveur d'une pêche qu'on viendrait de cueillir sur l'arbre. En le goûtant et m'en délectant, je ne puis me défendre de penser à *Manon Lescaut*, œuvre d'un esprit également prolixe et qui, au milieu de ses vulgarités, de ses compilations et de ses avortemens, un matin, par occasion et sans le vouloir, crée une merveille. Le romancier met toujours quelque chose de lui dans ses fictions ; on a dit que l'abbé Prévost revivait par maints côtés en Desgrieux, parcourons les *Métamorphoses* et nous y retrouverons de même Apulée. C'est aux livres d'un auteur qu'il faudra toujours s'adresser pour se renseigner sur les points obscurs de sa biographie. Prenez par exemple l'introduction de *l'Ane d'or;* quel pittoresque anecdotique et quel joli tableau de genre avec portrait! Lucius, parti pour un voyage en Thessalie, est métamorphosé en âne par une magicienne qui le punit ainsi de ses débauches; et, jusqu'à ce qu'il puisse manger des roses, âne il restera. Sous cette forme nouvelle, Lucius tombe aux mains de voleurs qui, peu après, lui amènent dans leur caverne une belle jeune fille de haute condition. Laissés seuls ensuite à la garde d'une vieille servante, celle-ci, pour distraire sa prisonnière, lui raconte la fable de *l'Amour et Psyché.* La fable terminée, le récit de Lucius reprend aussitôt. Le fiancé de la noble jeune fille parvient à les délivrer tous les deux ; ils gardent l'âne et lui font la vie douce ; mais à leur mort, le pauvre Lucius recommence une série d'infortunes. Enfin, dans une procession en l'honneur d'Isis, il lui arrive de pouvoir tondre de la langue un bouquet de roses que le grand prêtre tient à la main et de recouvrer à l'instant sa forme première. Sur quoi, il se fait lui-même prêtre d'Isis par reconnaissance. Maintenant, rien n'empêche que ce prêtre d'Isis soit le seigneur Apulée en personne, Apulée, l'ex-compagnon de mauvaise vie, l'ancien pourceau d'Épicure, se relevant par la magie des roses de l'abrutissement bestial où les plaisirs l'avaient plongé.

On sait quel sens mystique l'antiquité attache à la rose, à cette fleur, blanche à son origine et dont un accident d'ordre divin avait teint la robe des couleurs de la pourpre. Tantôt c'était une gouttelette du sang d'Aphrodite blessée au pied par une épine, tantôt une goutte de nectar échappée de la coupe d'Éros ou même simplement

son sourire ou son baiser qui d'émotion avait fait rougir l'immaculée, tantôt c'était dans le sang d'Adonis que la rose avait pris naissance, pendant que des larmes de Vénus répandues sur cette infortune la pâle anémone était issue. Ælien raconte que la plus belle des hétaïres grecques, Aspasie, avait à la joue, près du menton, une petite excroissance qui la chagrinait; les médecins et leurs remèdes n'y pouvaient rien; un jour, prise de désespoir en se regardant au miroir, elle résolut de se laisser mourir de faim; mais, quand vint la nuit, un songe apporta le salut. La colombe d'Aphrodite, se montrant sous les traits d'une jeune fille, lui conseilla de recueillir les couronnes déposées au pied des statues de la déesse et d'en écraser les roses sur sa joue. Aspasie ayant obéi, le mal disparut, et sa beauté non-seulement reconquit son premier éclat, mais devint bientôt dans l'Hellade le modèle de la perfection. Demandons encore au rhéteur Libanius sa poétique théorie : « Lorsque les trois déesses qui se disputaient le prix de la beauté arrivèrent sur le mont Ida, Hérè et Athénè déclarèrent ne point vouloir entrer en lice aussi longtemps qu'Aphrodite garderait la ceinture où sont renfermées, d'après Homère, toutes les séductions et toutes les magies de la volupté. La déesse répondit que ses deux rivales n'étaient point venues au combat désarmées; n'avaient-elles donc point, elles aussi, leurs parures : Hérè son diadème enroulé dans ses cheveux, Pallas son casque d'or? D'ailleurs cette ceinture ensorcelée, cause du débat, elle acceptait de s'en défaire, pourvu qu'on lui permît un autre ornement. Sa requête accordée, Aphrodite s'achemine vers une prairie au bord du Scamandre et prend un bain dans l'eau vive et transparente, puis elle ramasse des lys et des violettes; mais bientôt les roses l'enivrant de leur parfum, elle en tresse une guirlande et s'en couronne. La voyant ainsi reparaître, les déesses proclament elles-mêmes sa victoire, et, sans attendre l'arrêt du pâtre, elles s'éloignent après avoir de leurs mains pieusement décoiffé Aphrodite de sa couronne, qu'elles portent à leurs lèvres et replacent ensuite sur son front. »

Poète, rhéteur et mystagogue, initié aux secrètes pratiques des sanctuaires égyptiens, Apulée connaissait bien la fleur talismanique, et c'est, on peut le dire, sous l'incantation des roses que son divin petit livre se met en route pour la postérité.

Fuge, quo descendere gestis :
Non erit emisso reditus tibi...

Horace, en adressant cette épître à son livre, savait bien d'avance où il l'envoyait; l'épicurien de la cour d'Auguste déjà pressentait le public délicat et restreint qui devait se l'approprier à travers les âges.

Apulée ne se doute de rien, ne prévoit rien; il écrit au jour le jour pour une grande ville en train de se dénationaliser, pour cette Rome alexandrine des Antonins, où le mythe grec, la poésie et le roman d'art trouvent seuls désormais des amateurs. Et cependant voyez l'aventure : cette œuvre, en apparence toute de mode, survivra, et son influence s'éternisera sur les imaginations bien autrement universelle et fécondante que tel volume dont le public célèbre l'auteur. Horace a ses dévots, sa petite église, qui, de génération en génération, se perpétuent; ceux-là même qui ne l'ont jamais lu se font un devoir de le citer; le nom d'Horace est plus gros que lui. Pour Apulée, c'est le contraire; en dehors des érudits et des curieux, nul ne s'en informe. Cela tient, je crois, à deux causes : la première qu'il faut certaines conditions climatériques pour rendre un nom intéressant et le pousser avec avantage vers la postérité. Il y a des siècles tout en lumière où quelques pages réussies de prose ou de vers vont classer un homme. Du siècle d'Auguste, on goûte, on retient tout, autant pour celui de Louis XIV, où c'est assez d'un sonnet pour qu'on devienne immortel; en revanche, qui s'occupe aujourd'hui des poètes, grands ou petits, de l'ère byzantine; qui voudra servir de clientèle à ces écrivains de la décadence romaine? Leurs ouvrages, passe encore; mais leurs personnes! Il n'y a qu'heur et malheur sur cette terre : ici le soleil rayonnant sur tous, là l'ingrate nuit couvrant tout. Quelle idée aussi d'aller vivre au IIe siècle! Comment peut-on être Persan? disait Montesquieu. La seconde des causes dont j'ai parlé vient du sujet même de ces œuvres : légendes, romans, contes de fées. Dans ces livres dont s'empare bientôt l'imagination de tous, l'auteur finit par ne plus compter, ou plutôt ces livres-là n'ont pas d'auteur; celui-ci tout le premier, qu'il nous plaît d'attribuer à l'invention d'Apulée et qu'Apulée emprunte aux mythologies de la Grèce *égyptianisée : Dissertatio qua fabula Apulejana de Psyche et Cupidine cum fabulis cognatis comparatur*. Délicieux motif de thèse sur lequel un savant allemand, le docteur Friedländer, s'est exercé jadis et que je recommande, car il prête aux variations. Qu'importe d'ailleurs que ce roman de *Psyché* soit de seconde main, s'il nous a valu dans tous les arts des créations dont quelques-unes sont des chefs-d'œuvre? La renaissance en est peuplée; on l'a dit, cette amourette enchantée, qui se termine par le mariage d'une mortelle avec un dieu après une étonnante succession d'aventures diverses, devait tenter le génie des maîtres. Psyché tenant la torche, — Psyché abandonnée, — Psyché aux enfers, — les noces de l'Amour et de Psyché, — sujets toujours nouveaux, toujours et partout reproduits, annotés, commentés par la peinture, la sculpture et la gravure! Des fresques de Raphaël à la Farnésine, aux plafonds de

Natoire à l'hôtel de Rohan-Soubise, du groupe de Canova au marbre de Pradier, qui nombrera tous les tableaux, toutes les statues, toutes les estampes et gravures sur pierre auxquelles cet adorable épisode a servi de programme? Raphaël, Titien, Rubens, Annibal Carrache et Jules Romain, les plus grands comme leurs élèves, l'ont tourné, retourné sous toutes ses faces sans pouvoir l'épuiser jamais, puisqu'après tant de fresques et tant de toiles nous est né, presque de nos jours, ce gracieux chef-d'œuvre de Prud'hon : *Psyché enlevée par les Zéphirs*. Voilà pourtant ce qu'en peinture ce petit livre a produit jusqu'à présent, et de son action sur la littérature comment ne pas toucher un mot (1)?

« Les classiques français, éternels imitateurs d'imitations successives! » s'écriait Villemain dans un de ces fiers mouvemens où le critique s'élève d'un coup d'aile au-dessus des vieux préjugés. A ce compte, le roman d'Apulée avait tous les droits pour émouvoir nos écrivains du XVII[e] siècle. Il y a des natures, et ce ne sont pas les moins intéressantes et les moins sympathiques, qui ne vibrent que par le dehors et mettent tout leur génie à sentir, à penser avec les autres. Notre littérature classique porte ce caractère négatif, il lui faut toujours procéder de quelqu'un ou de quelque chose qui vient du dehors, et dans cette absence de spontanéité, vous la verrez s'adresser de préférence aux modèles secondaires, tant il semble que partout l'original et l'immédiat lui répugnent. Prenez *Télémaque*, un exemple entre vingt. Assurément l'inspiration homérique n'est là pour rien ; l'auteur rencontre à mi-coteau le style néo-grec, et son goût délicat, modéré, s'y arrête. Ce style cultivé à outrance n'offre aucun inconvénient dont puissent s'alarmer les bienséances du langage. Il prête à la rhétorique fleurie, au *maniérisme* si cher à tous les arrangeurs, et la belle prose descriptive va couler de source. Le dirai-je? *Télémaque* m'a toujours fait l'effet d'une traduction. Vous croiriez lire un roman de cette époque gréco-latine mis en belle prose française cadencée. C'est la même abondance ornée, le même paysage héroïque, et encore, par bien des côtés, l'épisode galant d'Apulée garde l'avantage; les tableaux s'y déploient avec harmonie et grâce; déesses et dieux s'y meuvent librement et sans air d'emprunt : « Elle dit, et ses lèvres à demi entr'ouvertes prodiguent à son fils de longs et brûlans baisers. Gagnant ensuite le prochain rivage que la mer baigne de ses flots,

(1) On comprend que je n'entends parler ici ni des traductions dans toutes les langues, ni des éditions si nombreuses dont la première, imprimée sur l'ordre du cardinal Bessarion et par les soins d'un évêque, remonte à 1464. On ne peut tout dire, et je renvoie le lecteur à l'excellente notice bibliographique de la récente et fort belle édition due à M. Quantin : *l'Amour et Psyché*, gravures d'après Natoire, notices par Pons. Paris, A. Quantin, 1877.

et de ses pieds de rose effleurant la surface humide des vagues onduleuses, elle s'assied, et son char s'avance sur la nappe azurée du profond océan. Les divinités de la mer s'empressent de l'entourer de leurs hommages. Ce sont les filles de Nérée chantant en chœur, et Portune avec sa barbe bleuâtre et hérissée; c'est Salacia chargée de poissons dans les plis de sa robe; c'est le petit Palémon qui dirige un dauphin; ce sont les troupes de tritons qui bondissent de tous côtés sur les mers! Celui-ci tire des accords mélodieux d'une conque sonore; celui-là, avec un tissu de soie, repousse les ardeurs d'un soleil importun; un autre tient un miroir sous les yeux de la déesse; d'autres soulèvent, en nageant pardessous, son char à deux coursiers. Tel est le cortége qui accompagne Vénus allant rendre visite à l'Océan. » Tout cela s'appuie de plus près sur l'antique; vous êtes au pays d'Homère, sinon chez lui, et en même temps vous pressentez le Raphaël de Galatée. Voyez comme les deux peintures se font écho : la Vénus océanide, Galatée, est assise dans sa conque traînée par deux dauphins qu'elle-même dirige; un triton enlace de ses bras nerveux la nymphe qui l'accompagne, et devant elle chevauche sur son coursier marin la plus adorable des sirènes. Galatée se montre à nous de face, et, ses cheveux dénoués, ses voiles flottans, promène sur l'humide plaine un regard humide. C'est groupé, rendu, enlevé d'inspiration. En présence d'un si éclatant témoignage, comment douter que la perfection soit de ce monde? on ne discute pas, on est entraîné. Cette poésie de l'Océan poursuivit Goethe jusque dans ses vieux jours, et sa Galatée de la deuxième partie de *Faust* n'est autre que la Galatée de Raphaël. Nous n'en finirions pas à vouloir relever chez Goethe tous les élancemens et paroxysmes de cette passion pour l'antiquité. Par momens, c'était du délire; au moins peut-on remarquer qu'il en perdait toute indépendance de jugement à l'égard des autres arts. Ce qu'il y a de certain, c'est que, si pour sauver du naufrage la seule *Noce aldobrandine*, il lui avait fallu sacrifier tout ce qui s'est peint en Italie depuis Cimabué jusqu'à Francia, Pérugin et Fra Bartolomeo, son choix n'eût pas été douteux. Michel-Ange définit la peinture antique un bas-relief ayant en plus la perspective et remplaçant le modelé matériel par le jeu combiné de la lumière et des ombres. Les premiers plans et les lointains, que le bas-relief se contente d'indiquer d'une manière enfantine, de symboliser en quelque sorte, ici deviennent une vérité pour notre œil; grâce à la couleur, se répand sur l'ensemble une vie nouvelle, et cette couleur n'est elle-même que la remise en vigueur d'un essai adopté et presque aussitôt sagement abandonné par la statuaire arrivée à son point culminant. Les anciens l'entendaient ainsi, et leurs fresques, qui sont des bas-reliefs perfectionnés,

nous le prouvent. Où s'arrête la parole, la musique commence, où le bas-relief s'arrête, commence la peinture antique; voyez la *Noce aldobrandine*, ce tableau du mariage de Bacchus avec Cora nous en dit assez pour rendre inutile tout autre témoignage. Où trouverons-nous que les modernes aient mieux accusé l'expression du sentiment? Cette Cora, que Vénus endoctrine à sauter le grand pas, n'a point d'égale; assise au bord du lit, enfermée dans ses triples voiles, elle écoute gravement, et les secrets qu'on lui souffle à l'oreille la pénètrent moins encore de curiosité que d'effroi. Comme attitude, comme trait de physionomie, c'est incomparable; et ce Bacchus s'appuyant plus bas, impatient, tout de feu sous les roses de sa couronne, quelle pose, quel regard et quel style dans cette jambe qu'il déploie! A gauche, les Grâces offrent un sacrifice; à droite, les Muses chantent; entre le groupe des Muses et le lit, une femme brûle des parfums sur un brasier, préparant même l'atmosphère au mystère qui va s'accomplir. On cherche ce que Raphaël et le Vinci ont pu jamais produire de plus noble que cette figure détachée du chœur des Muses. — Un esthéticien allemand, M. Karl Grün, compare les fresques de la Farnésine à ce que l'art pompéien a produit de plus merveilleux, et nous voici ramenés à notre sujet, dont ces fresques de Raphaël sont comme une souveraine *illustration*. Vous contemplez l'apothéose de l'amour physique! Les formes, les attitudes, tout cela respire la beauté; c'est la plus étonnante reconstitution de l'antique, et vous admirez là le fruit des études faites d'après les bains de Titus sur l'Esquilin! Il s'agissait de représenter le triomphe d'Éros depuis l'instant où sa mère Vénus livre Psyché à ses persécutions, jusqu'à l'heure de réhabilitation suprême où Jupiter ordonne à Mercure de la ramener dans les cieux : « Lui présentant alors une coupe d'ambroisie, prends, lui dit-il, et sois immortelle. Jamais Cupidon ne se dégagera des liens qui l'attachent à toi. Je vous unis ici à jamais par les nœuds du mariage. »

Ces fresques sont tout le poème; il y faut voir le malin petit dieu courant et gambadant entre les jambes des Olympiens, dupant, raillant, bafouant tout ce monde, sans égard même pour le terrible Kronion. Dans la scène du jugement, c'est à peine si le père des dieux peut conserver sa gravité, l'austère Junon sent sa majesté se détendre, et la chaste Diane ébauche un sourire, et tout cela n'est encore qu'à moitié l'œuvre de Raphaël, qui s'est contenté de donner le trait et la composition, laissant faire ensuite à Jules Romain. N'importe, c'est assez beau pour qu'on puisse ne rien regretter. Amenez devant ces peintures le Sophocle du Latran, et soudain il entonnera son fameux chœur : « Dieu Éros, vainqueur en tout combat, dieu Éros dispensateur de la richesse, tu veilles la nuit en cachette sur

les joues de la tendre pucelle, tu traverses l'immensité des mers, pas un immortel n'échappe à ta puissance, et tout homme, dans le cours terrestre de sa vie, devient ton prisonnier. » Ce que Voltaire un jour devait traduire à sa façon par deux vers narquois bien français, bien du temps en leur épigrammatique concision :

Qui que tu sois, voici ton maître,
Il l'est, le fut, ou le doit être.

Le roman d'Apulée se termine comme un conte de fée : « Vulcain cuisinait aux fourneaux, les Heures empourpraient tout de roses et d'autres fleurs, les Muses chantaient en chœur, un satyre jouait de la flûte, et un élève de Pan accompagnait avec son chalumeau. C'est ainsi que Psyché passa juridiquement sous la puissance de Cupidon, et il leur naquit, au bout de neuf mois, une fille que nous appelons Volupté. »

Comédie ou ballet, la pièce de Corneille et Molière a tout à fait le caractère d'un conte de Perrault. Vous diriez de l'antique emprunté à la bibliothèque bleue, quelque chose comme une féerie à laquelle l'Olympe, avec ses dieux, servirait de cadre, une Cendrillon mythologique par exemple. En effet, c'est la même histoire, des deux côtés vous avez les méchantes sœurs conspirant la ruine de leur cadette, et des deux côtés l'aventure finit par d'illustres noces, avec cette simple différence que Cendrillon épouse un prince, tandis que Psyché se marie avec un dieu. Il ne tiendrait qu'à moi de proclamer chef-d'œuvre cet intermède en cinq actes, dû à la collaboration de Corneille et de Molière. Je m'en garderai bien et pour cause. En France, quand nous parlons de nos poètes du XVIIe siècle, c'est toujours le chapeau à la main, et dans une attitude d'humilité béate dont il semble que les courtisans du roi-soleil nous aient légué la tradition. Où conduisent de tels partis pris, et pourquoi ne point parler de ces grands hommes familièrement et tout à son aise, comme on parle des contemporains?

Ah! ma sœur, c'est une aventure
A faire perdre la raison,
Et tous les maux de la nature
Ne sont rien en comparaison!

S'il arrivait à quelqu'un d'aujourd'hui d'écrire de pareils vers, nous l'enverrions tous se faire siffler à l'Opéra-Comique; et pourtant ces méchans vers sont de Molière, et la pièce de *Psyché* est écrite presque tout entière dans ce style :

Ah! cherche un meilleur fondement
Aux consolations que ton cœur me présente,

Et de la fausseté de ce raisonnement,
Ne fais pas un accablement
A cette douleur si cuisante
Dont je souffre ici le tourment.

Avouons que le grand Alceste aurait beau jeu s'il lui prenait fantaisie d'appliquer ici la poétique dont il use si vertement à propos du sonnet d'Oronte. La négligence devient par momens insupportable, les règles de la prosodie cessent d'être observées, et les rimes de même genre se succèdent sans entre-croisement de la façon la plus agaçante pour l'oreille :

Laissons cela, Zéphire, et me dis si tes yeux
Ne trouvent pas Psyché la plus belle du monde;
Est-il rien sur la terre, est-il rien dans les cieux
Qui puisse lui ravir le titre glorieux
De beauté sans seconde?
Mais je la vois, mon cher Zéphire,
Qui demeure surprise à l'éclat de ces lieux.

Et ces affreuses dissonances, qui mettaient Lamartine hors de lui, se reproduisent à tout bout de champ! De loin en loin cependant un couplet bien venu se rencontre :

Oui, je me suis galamment acquitté
De la commission que vous m'avez donnée,
Et du haut du rocher, je l'ai, cette beauté,
Par le milieu des airs doucement amenée
Dans ce beau palais enchanté
Où vous pouvez, en liberté,
Disposer de sa destinée.

A la bonne heure, voilà qui nous sort de la platitude ambiante.

Je l'ai, cette beauté,
Par le milieu des airs doucement amenée.

Ce verbe séparé de son régime par le substantif mis à la rime, il y a là le coup d'aile d'un Molière! Nombre d'amateurs répondront sans doute à nos critiques en citant la célèbre scène de Corneille entre l'Amour et Psyché au troisième acte. L'argument ne nous effraie pas. Cette scène, objet toujours nouveau d'admirations et d'exclamations routinières, est un morceau de conservatoire, rien de plus, vous n'y trouvez que rhétorique,

Et ce n'est pas ainsi que parle la nature!

Ces vers même dont on nous rebat aujourd'hui les oreilles :

Et je dirais que je vous aime,
Seigneur, si je savais ce que c'est que d'aimer,

ne respirent que pure afféterie et mignardise. C'est le langage d'une petite pensionnaire pervertie, d'une mijaurée qui sophistique et vous montre qu'elle en sait trop en voulant avoir l'air de n'en point savoir assez. Laissons s'extasier les panégyristes à la suite, et tenons ces hyperboles pour ce qu'elles valent. On nous répète, en citant Pélisson : « C'est à soixante-quatre ans que l'auteur du *Cid*, des *Horaces*, de *Cinna*, fit cette charmante scène de *l'Amour et de Psyché*, » et là-dessus l'étonnement de se donner carrière.

Ne les détournez point ces yeux qui m'empoisonnent,
Ces yeux tendres, ces yeux perçans, mais amoureux,
Qui semblent partager le trouble qu'ils me donnent.
Hélas! plus ils sont dangereux,
Plus je me plais à m'attacher sur eux.
Par quel ordre du ciel que je ne puis comprendre,
Vous dis-je plus que je ne dois,
Moi de qui la pudeur devrait du moins attendre
Que vous m'expliquassiez le trouble où je vous vois?
Vous soupirez, seigneur, ainsi que je soupire,
Vos sens comme les miens paraissent interdits :
C'est à moi de m'en taire, à vous de me le dire,
Et cependant c'est moi qui vous le dis.

Oui, ce sont là d'aimables vers et qui, toujours selon l'opinion du commentateur que nous venons de citer, « égalent ce que Quinault a fait depuis de plus gracieux; » mais qu'un homme de soixante-quatre ans ait pu les écrire, je n'y vois aucun sujet d'être surpris. Ces vers, tout agréables qu'ils soient, n'ont rien de jeune, vous n'y trouvez ni l'imprévu, ni la flamme, ni la vérité dans l'accent. Ils se contentent de raisonner et de dire galamment les choses, ce qui, avec de l'esprit et du talent, se peut faire à tout âge. Si vous voulez des vers qui sentent la jeunesse, des vers frémissans de vie et battant des ailes

Comme de gais oiseaux que le printemps rassemble,
Et qui pour vingt amours n'ont qu'un arbuste en fleurs,

ouvrez *Rolla*; mais les oiseaux de cette espèce ne chantent qu'au matin, ils se taisent passé l'été. C'est l'inspiration qui les fait, et le poète n'y a nul mérite, tandis que les vers de *Psyché* sont au contraire le produit d'un art sans naïveté et travaillant de parti pris. Goûtons ces jolis vers, mais défions-nous des exagérations transmises et surtout ne nous étonnons plus que Corneille les ait écrits à soixante-quatre ans, car ces enfans de sa muse sont enfans de vieux, les qualités qui les distinguent, et que personne d'ailleurs ne pense à contester, sont de celles où le cœur n'a pas besoin d'intervenir et qui ne relèvent que de la tête.

Mais ceux à qui, dans une héroïde, un peu de fantaisie comique

ne déplaît pas trouveront certainement leur compte au cinquième acte. Je veux parler de la rencontre de Psyché aux enfers avec ses deux amoureux d'autrefois. Agénor et Cléomène, par désespoir de l'avoir perdue, se sont précipités du haut du rocher, et ces deux rivaux incomparables recommencent chez Pluton leur conversation sentimentale interrompue sur terre.

Pauvres amans, leur amour dure encore,
Tout morts qu'ils sont, l'un et l'autre m'adore!

Corneille très souvent touche au comique, et c'est presque toujours quand il y pense le moins, comme dans *Polyeucte*, lorsqu'il s'échappe à mettre dans la bouche d'un personnage tragique des vers tels que ceux-ci :

J'entre en des sentimens qui ne sont pas croyables,
J'en ai de violens, j'en ai de pitoyables,
J'en ai de généreux qui n'oseraient agir,
J'en ai même de bas et qui me font rougir,

ou comme dans la mort de Pompée, lorsque César parlant de Cléopâtre dit à Marc-Antoine :

Antoine, avez-vous vu cette reine admirable ?

et qu'Antoine lui répond :

Oui, seigneur, je l'ai vue, elle est incomparable!
Le ciel n'a point encor, par de si doux accords,
Uni tant de vertus aux grâces d'un beau corps.

Mais ici l'effet a surtout son charme, et je ne sais rien de plus original que ces trois ombres emperruquées roucoulant sur un quai du Styx leurs ritournelles de l'hôtel Rambouillet.

Pour prix de vous avoir servie,
Nous jouissons ici d'un trépas assez doux.
Qu'avions-nous affaire de vie
Si nous ne pouvions être à vous?
. . . .
Vous avez pu sans être injuste ni cruelle
Nous refuser un cœur réservé pour un dieu;
Mais revoyez Vénus. Le destin nous rappelle,
Et nous force à vous dire adieu.

Cependant la belle Psyché, toujours femme, même au pays des ombres, tient à conserver dans ses fers de si précieux adorateurs, et, pour ne les point perdre de vue et même au besoin échanger avec eux quelques petits billets galans, les prie de lui laisser en partant leur adresse.

Quel est ici votre séjour?

à quoi l'attentif Cléomène répond vaguement et sans préciser davantage le renseignement topographique :

Dans des bois toujours verts où d'amour on respire,
Aussitôt qu'on est mort d'amour!

Sainte-Beuve écrivait jadis au bas d'un de ses sonnets : « Il y faudrait de la musique de Gluck. » Pourquoi de Gluck? On ne l'a jamais su; et lui-même, Sainte-Beuve, eût été fort embarrassé de vous le dire. Ne cherchons pas non plus à sonder le secret de M. Renan, formulant le vœu de voir M. Gounod mettre en symphonie je ne sais quelle fantasmagorique pantomime de son *Caliban*. Mais pour *Psyché*, c'est autre chose; tout de suite, vous pensez à Mozart, à cet idéal musical qu'en l'absence de toute certitude théorique son instinct se fait de l'antique. Il se dit que cet art devait être en musique ce que nous savons par d'irrécusables témoignages qu'il était en architecture, en peinture, en statuaire, et c'est à la symétrie, à l'harmonie du style, aux grâces naturelles de la mélodie la plus noble à la fois, la plus savante et la plus simple, qu'il demande leur secret pour atteindre à cette perfection du beau. La symphonie de *Jupiter* nous raconte ce que Mozart aurait fait du sujet qui nous occupe. Opéra, ballet ou symphonie, nous aurions en musique l'olympe joyeux d'Apulée et de Raphaël à la Farnésine, un Jupiter qui se déride et qu'une pointe de nectar met en liesse, bon vivant et gaillard compère avec Sémélé, Danaé et *tutte quante*, capable aux noces de Thétis de pincer un menuet, ni plus ni moins que son descendant le grand roi Louis XIV, et capable en même temps, comme nous l'indiquent l'*adagio* et le finale fugué, de remplir glorieusement son métier de père des dieux et de présider du haut de l'empyrée aux destins des mortels.

« Cette fable, disait La Motte en parlant de *Psyché*, aurait pu faire inventer l'opéra, tant elle y est propre. » Et pourtant nous ne voyons pas qu'elle ait jamais inspiré de chef-d'œuvre en ce genre. On ne saurait en effet citer autrement que pour mémoire *l'Empire de l'amour* de Moncrif et du chevalier de Brassac (1733) et l'*Histoire des amours de Cupidon et de Psyché, spectacle à machines en cinq actes par Bazin, ingénieur*, musique de Blaise (1751). Quant au ballet de Gardel, tout ce qu'on peut en dire, c'est qu'il est resté célèbre par son succès dans les fastes de notre ancienne Académie royale. A tout prendre, la *Psyché* de M. Thomas, qu'on représente en ce moment à l'Opéra-Comique, serait encore la meilleure illustration musicale du charmant épisode antique. Sans

doute l'élément parisien y prédomine, et cela fleure d'une lieue l'opérette; mais il y a aussi bien du joli, bien du piquant, et si vous consentez à ne regarder qu'aux détails, bien du talent. Le malheur veut que toute cette recherche vous laisse froid et même à la longue vous assomme. Deux erreurs ne font pas une vérité, et toutes les curiosités de style imaginables ne font pas le style : qu'on sente donc une bonne fois son cœur et qu'on l'écoute, ne fût-ce que quelques instans. Ingénieux et leste à courir au succès, M. Thomas possède un acquis énorme qu'il emploie le plus savamment du monde au service de son affaire. S'il y eut jamais un musicien prompt à se transformer, c'est lui. Depuis tantôt quarante ans qu'il compose, M. Thomas a changé huit ou dix fois de manière, passant de Boïeldieu à Rossini, de Meyerbeer à Verdi, de Schumann à Richard Wagner, tous les styles lui sont bons pendant qu'ils réussissent. Mais ne craignez pas qu'il en invente aucun; je me trompe, c'est à lui que revient l'honneur d'avoir inventé l'opérette. En effet, dira-t-on, *le Caïd*, cette turquerie? Oui, *le Caïd* d'abord, mais surtout *Psyché*, qui, représentée sous sa première forme en 1857, un an avant *Orphée aux enfers*, donna la note. Une forme nouvelle était née, la parodie du vieil Olympe, et grâce à l'esprit moutonnier de la gent versifiante et musicante, grâce aux mœurs de l'époque, à ce goût du frivole et de l'absurde, du frelaté, qui caractérise si tristement la fin du second empire, les grands ravages pouvaient commencer. Il y a toujours quelque part un Thémistocle que les lauriers de Miltiade empêchent de dormir, l'auteur de cet opéra de *Psyché* eut son Thémistocle que vingt autres à leur tour imitèrent, et, le troupeau des faunes lâché, la forêt sacrée, touffue, épaisse, verdoyante fut bientôt dévastée à jamais. La vie parisienne, ayant promené sa lampe de Psyché dans le ciel d'Éros, de Vénus et de Minerve, ne tarda pas à vouloir inventorier l'enfer d'Orphée et d'Eurydice; avec *la Belle Hélène*, l'épopée homérique reçut, comme dirait Molière, son paquet. Puis la pastorale dut comparaître, et nous eûmes *Daphnis et Chloé;* Virgile et Longus, *Arcades ambos*, quelle drôlerie! Restait le moyen âge et son romantisme; patience, voici venir *Geneviève de Brabant*, *Chilpéric*, *Héloïse et Abélard*. Et Venise, vous croyez peut-être que l'ombre de Titien la protégera, erreur! *Le Pont des Soupirs* brilla sur l'affiche, et Venise elle-même, ce beau rêve de l'Adriatique, fut jeté en pâture à Turlupin. Je ne vois guère que la *Divine Comédie* qui jusqu'à présent ait échappé aux entreprises de ce mardi gras; mais qui pourrait répondre de l'avenir et qui sait si *Françoise de Rimini*, cette partition en cinq actes dont l'Opéra nous menace, ne renouvellera pas, quelque jour, pour l'épopée du

grand Florentin, cette œuvre de destruction inconsciente si bien inaugurée jadis pour les dieux d'Homère, par la *Psyché* du même auteur. Le mot de La Fontaine sur les maladroits amis n'aura jamais été plus vrai, et les musicologues de l'avenir ne manqueront pas d'enregistrer parmi les curiosités les plus rares de notre temps cette ironie du destin qui fait qu'un artiste éprouvé, sérieux, que tout grand idéal préoccupe, un compositeur de la valeur et du rang de M. Thomas, aura sans le vouloir prêté la main aux empoisonneurs de toutes les sources vives, à ces honnêtes gens qui se demandent en ricanant s'il y a dans l'art quelque modèle, quelque chose qui mérite d'être respecté.

Je viens seulement de nommer La Fontaine, mais son regard depuis longtemps déjà parlait au mien. Il est après Raphaël le commentateur par excellence ; nul mieux que le *bonhomme* n'a compris le sens anecdotique et milésien de cette fable exquise, nul ne l'a mieux dégagée de toute surcharge métaphysique ; c'était assez que le mot grec ψυχή signifie âme pour ouvrir la porte aux psychologues, et pour que ce nom de Psyché, comme plus tard le nom de Laure également mystique et symbolique, servît de texte à la paraphrase des lyriques amphigourisans. La Fontaine n'en veut, lui, qu'à la donnée originelle, à ce conte de vieille femme uniquement destiné à divertir une belle enfant et à l'empêcher de pleurer. Que de grâce et de malicieuse ironie dans les deux livres de cette narration délicieuse ! Où découvrir pareil virtuose dans cet art galant, si difficile, de mélanger la prose avec les vers ? Il a l'air de n'y pas toucher, et ses mains sont pleines de trouvailles ; il va comme sans y penser où son humeur le pousse, et ses zigzags le mènent aux plus frais recoins du vallon. — L'entrée en matière est dans le goût de Lulli et de Lenôtre et devrait avoir pour frontispice un Apollon en perruque frisée et justaucorps de satin jouant un pas de bourrée sur son violoncelle. Comme Apulée, La Fontaine crée à son récit des alentours, un paysage, seulement, au lieu de nous montrer l'antique Égypte, le décor ici représente Versailles et ses jardins. Avant de se lancer *in medias res*, l'auteur met en scène quatre personnages de sa façon, tous poètes et beaux esprits. L'un d'eux, Polyphile, a traduit en français le roman grec, et, pour en donner plus librement lecture à ses amis, leur propose d'aller tous ensemble passer une journée à Versailles. « La partie fut incontinent conclue ; dès le lendemain, ils l'exécutèrent. Les jours étaient encore assez longs, et la saison belle ; c'était pendant le dernier automne. » On commence par visiter la ménagerie et l'orangerie, puis vient l'heure du dîner, et pendant tout le repas il n'est question que des choses qu'on a vues et du monarque pour qui tant de beaux objets sont assemblés :

« Après avoir loué ses principales vertus, les lumières de son esprit, ses qualités héroïques, la science de commander, ils revinrent à leur premier entretien et dirent que Jupiter seul peut continuellement s'appliquer à la conduite de l'univers. Les hommes ont besoin de quelque relâche. Alexandre faisait la débauche, Auguste jouait, Scipion et Lœlius s'amusaient à jeter des pierres plates sur l'eau : notre monarque se divertit à faire bâtir des palais, cela est digne d'un roi. Il y a même une utilité générale, car par ce moyen les sujets peuvent prendre part aux plaisirs du prince et voir avec admiration ce qui n'est pas fait pour eux. » Sur cette réflexion assurément on ne peut plus correcte, nos quatre amis quittent la table, ils retournent parcourir le château, redescendent aux jardins et s'installent dans une grotte. « Acante, Ariste et Gélaste s'assirent autour de Polyphile, qui prit son cahier, et ayant toussé pour se nettoyer la voix, il commença par ces vers :

Le dieu qu'on nomme Amour n'est pas exempt d'aimer.
A son flambeau quelquefois il se brûle;
Et si ses traits ont eu la force d'entamer
Les cœurs de Pluton et d'Hercule,
Il n'est pas inconvénient
Qu'étant aveugle, étourdi, téméraire,
Il se blesse en les maniant;
Je n'y vois rien qui ne se puisse faire,
Témoin Psyché dont je veux vous conter
La gloire et les malheurs chantés par Apulée...

Ainsi, pittoresquement, la narration s'engage, tantôt prose, tantôt vers, comme dans un opéra où la phrase mélodique succède au récitatif. De temps en temps intervient un bout de dialogue, une observation d'Acante, qui « était sérieux sans être incommode, » une boutade de Gélaste « qui était fort gai. » Par exemple, Polyphile, arrivant au triomphe de Vénus, s'écrie tout à coup, haussant le ton : « Ceci est proprement matière de poésie : il ne siérait guère bien à la prose de décrire une cavalcade de dieux marins ; d'ailleurs je ne pense pas qu'on pût exprimer avec le langage ordinaire ce que la déesse parut alors :

C'est pourquoi nous dirons en langage rimé
Que l'empire flottant en demeure charmé.
Thétis lui fait ouïr un concert de sirènes,
Tous les vents attentifs retiennent leurs haleines;
Le seul Zéphyre est libre, et d'un souffle amoureux
Il caresse Vénus, se joue à ses cheveux,
Contre ses vêtemens parfois il se courrouce,
L'onde pour la toucher à longs flots s'entre-pousse,
Et d'une égale ardeur chaque flot à son tour
S'en vient baiser les pieds de la mère d'Amour.

Ici le facétieux Gélaste, glissant dans une interruption sa note grivoise, nous rappelle le La Fontaine des *Contes*, tandis que Polyphile semble s'approprier exclusivement le côté lyrique du poète : « Cela devait être beau, dit Gélaste, mais j'aimerais mieux avoir vu votre déesse au milieu d'un bois, habillée comme elle était quand elle plaida sa cause devant un berger. Chacun sourit de ce qu'avait dit Gélaste; puis Polyphile continua. » J'en ai dit assez pour indiquer le mouvement de l'œuvre, mais non pour donner au lecteur une idée de ce qu'elle contient de ravissant. Il faudrait pouvoir citer à l'infini, car c'est un bijou presque enfoui que ce poème; on le connaît trop peu, et nombre de gens n'en parlent que par ouï-dire. Tout le monde a les *Fables* et les *Contes*, mais le poème de *Psyché* ne se trouve que dans les œuvres complètes, et pour se le procurer à part, force vous est de recourir à des éditions de bibliophiles tirées à cent exemplaires sur papier rose et sur vélin et coûtant des prix fous que ceux-là seuls savent payer qui ne lisent pas les livres qu'ils achètent. Pourquoi l'imprimeur de ce joli volume d'Apulée dont j'ai parlé plus haut ne publierait-il point, comme pendant, une édition de ce petit chef-d'œuvre de La Fontaine? Dans un temps comme le nôtre où le goût se pervertit par l'excès de culture, où partout la théorie tue l'inspiration, je ne vois pas de plus grand service à rendre au public que de le ramener au simple en popularisant certains modèles.

Tout l'univers obéit à l'Amour,
Belle Psyché, soumettez-lui votre âme;
Les autres dieux à ce dieu font la cour,
Et leur pouvoir est moins doux que sa flamme.
Des jeunes cœurs c'est le suprême bien.
Aimez, aimez, tout le reste n'est rien.

Sans cet amour, tant d'objets ravissans,
Lambris dorés, bois, jardins et fontaines,
N'ont point d'appas qui ne soient languissans,
Et leurs plaisirs sont moins doux que ses peines;
Des jeunes cœurs c'est le suprême bien :
Aimez, aimez, tout le reste n'est rien (1).

(1) Rapprochez de ces vers un vers de la même famille au début des *Animaux malades de la peste :*

Les tourterelles se fuyaient,
Plus d'amour, partant plus de joie !

et remarquez avec quel art il est jeté là incidemment au plein du courant épique, comme pour s'y noyer et s'y perdre, ce qui le met au contraire en toute valeur. J'ai beaucoup étudié nos grands classiques au point de vue spécial de la facture du vers, de la *technique*, du métier ; eh bien! le plus savant, le plus fort, le plus malin, c'est encore La Fontaine; il les battrait tous. Nos modernes n'ont pas un secret qu'il n'ait

Des vers tels que ceux-là devraient être dans toutes les mémoires comme dans tous les cœurs; rien ne se peut de plus pur, de plus aimable et de plus doux, c'est, en poésie, la grâce, l'émotion, le style des Raphaël et des Mozart.

Il y a, nous le savons, deux classes d'auteurs, ceux qui ne vivent dans la postérité que par leurs œuvres et ce qu'on en lit, et ceux qui prêtent à la légende, et dont à travers les générations l'esprit d'autrui vient grossir le trésor. Chacun y découvre ce qu'il veut y voir et souvent même bien des miracles de fantaisie qui n'ont jamais existé pour les contemporains. Le roman d'Apulée appartient à ce dernier genre, l'écrivain proprement dit compte à peine, et ressemble à ces maîtres de maison qui se dérobent lorsque vous les cherchez pour faire les honneurs de chez eux. La fable n'est pas de lui, le style emprunte le meilleur de ses grâces à l'hellénisme finissant, et cependant cette œuvre d'arrangement a bravé les âges, elle a mieux fait que vivre et survivre, elle a procréé, d'elle sont nées d'autres merveilles, et dans ce palais des génies, dans cette Farnésine qu'a peinte Raphaël, où Corneille, Molière et La Fontaine ont promené leur fantaisie, dont peut-être, qui sait? un jour quelque Mozart éveillera les échos, le nom d'Apulée de plus en plus s'est obscurci. C'est qu'on ne bâtit pour la postérité qu'avec le style; ajoutons que ce récit de *l'Amour et Psyché* n'est point un roman, c'est une légende, une de ces insufflations mystérieuses que l'esprit humain lance à travers les éternels espaces et qui voyagent sans fin au caprice de tous les zéphyrs, colorées, irisées par toutes les aurores. Il s'agit bien en effet d'Apulée; de ce pauvre Romain d'Afrique né sous Trajan, qui s'en préoccupe? Apulée s'efface dans l'atrium; parlez à l'Amour!

HENRI BLAZE DE BURY.

deviné. Bonhomme, il l'est, mais en même temps très artiste; son vers volontiers archaïque se relève à chaque instant par des originalités de tour, des audaces d'enjambement à rendre jaloux un André Chénier:

> Mais un ordre est venu plus pressant et plus fort
> Que la raison...

Quant au sentiment, nous le connaissons et savons de quel imprévu cette muse est capable, et comme elle vibre naturellement à ce divin mot d'amour, thème obligé de tant de lieux communs et de platitudes. Non! quoique Lamartine y trouve à reprendre, il est le seul, et, s'il fallait choisir, on serait tenté de dire avec Mme de La Sablière: « Je n'ai gardé que La Fontaine et mon chien. »

CAMARON

ÉPISODE DE LA GUERRE DU MEXIQUE

Parler de l'expédition du Mexique aujourd'hui, c'est la condamner. L'or et le sang de la France gaspillés en pure perte, nos arsenaux vidés jusqu'à l'épuisement, la retraite précipitée de nos troupes au premier signe du mécontentement des États-Unis, la mort tragique de Maximilien d'Autriche, notre protégé, la ruine de tant de braves gens qui, sur la foi des discours officiels, avaient cru à la solidité des valeurs mexicaines, les conséquences trop tôt vérifiées d'une folle entreprise qui nous laissait affaiblis désormais en face de notre véritable ennemi, jusqu'à la défection de l'homme qui s'y était acquis richesses et honneurs, tout cela pour nous résume une des plus douloureuses pages de notre histoire. Il ne faudrait pas pourtant dépasser la mesure et, par un sentiment exagéré, payer d'ingratitude ceux qui, tous les premiers victimes des faux calculs d'une politique d'aventure, allèrent par-delà les mers soutenir l'honneur du nom français. Partis au nombre de quelques milliers, chargés de conquérir et d'occuper à eux seuls la surface d'un pays cinq fois plus grand que le nôtre, ayant à lutter tout ensemble contre les surprises d'un climat meurtrier et les embûches des guerilleros, nos soldats furent au Mexique ce qu'ils avaient été en Afrique, en Crimée, en Italie, inaccessibles à la crainte, aux fatigues et aux privations. Qu'on feuillette les bulletins militaires, on ne trouvera pas un jour dans cette longue campagne de quatre ans qui n'ait été témoin d'un ou plusieurs combats, souvent heureux, parfois contraires, livrés d'ordinaire à la suite de marches écrasantes ou contre des forces dix fois supérieures. Il y eut là, sur cette terre lointaine, des prodiges inouis de valeur, de constance, de dévoûment à la patrie et au drapeau; un souffle d'héroïsme semblait avoir passé dans tous les rangs, et tel fait d'armes à peine

connu, comme la prise du Borrego ou la défense de Camaron, aussi glorieux que Mazagran, non moins beau que les Thermopyles, mériterait de devenir légendaire dans notre jeune armée.

L'armée française venait de lever le siège de Puebla et s'était repliée sur Orizaba, serrée de près par les troupes victorieuses. Cette ville est dominée par le *Cerro del Borrego*, autrement dit la montagne de l'Agneau, haute de 400 mètres environ et si abrupte qu'on n'avait pas cru d'abord nécessaire de l'occuper. Dans la soirée du 13 juin seulement, une des deux compagnies du 99e de ligne placées en avant-garde de ce côté reçut l'ordre de s'en emparer au plus tôt; mais déjà un corps de 3,000 ennemis, tournant par les bois, avait gravi la position et s'y était retranché avec quelques pièces d'artillerie. A minuit, le capitaine Détrie commence l'esca-Les lade.ténèbres étaient si épaisses qu'on ne distinguait rien à deux pas; les hommes, sac au dos et dans le plus grand silence, grimpaient à la file, en s'aidant des pieds et des mains, le long de ce mur à pic qui, même en plein jour, avait paru inaccessible. Enfin, après des efforts surhumains, ils touchaient au premier palier du Cerro, quand une décharge imprévue, partie des broussailles, leur révèle la présence de l'ennemi. Détrie fait mettre sac à terre et entraîne sa petite troupe à la baïonnette; en même temps, pour tromper l'ennemi sur ses véritables forces, il ordonne à ses deux clairons de sonner sans relâche; lui-même, enflant la voix, il feint d'avoir à commander tout un corps d'armée imaginaire, appelle les officiers par leurs noms, les bataillons par leurs numéros, et les lance en masse à l'assaut. Les Mexicains reculent en désordre, on les poursuit; mais à mesure qu'on avance ils se reforment et réapparaissent plus nombreux. Pendant plus d'une heure, on lutte ainsi pied à pied; mais il est à craindre que l'ennemi, s'apercevant enfin de notre petit nombre, ne parvienne à nous envelopper. Détrie arrête ses hommes, les embusque et leur recommande de rester en place sans tirer; le bruit du combat a sans aucun doute attiré l'attention des nôtres demeurés dans le bas, et l'on peut compter sur un prompt secours. En effet, vers trois heures et demie du matin, arrive l'autre compagnie commandée par le capitaine Leclère, et toutes les deux réunies reprennent l'offensive. En vain les Mexicains reviennent-ils deux fois à la charge et font pleuvoir sur les assaillans un feu terrible; délogés de toutes les crêtes, attaqués corps à corps, ils lâchent pied et se débandent. Saisi de panique à son tour, le gros de leurs troupes, qui campait dans la plaine, s'empresse de lever le siège; 140 soldats français avaient mis en fuite une armée. Cette surprise coûta aux vaincus 300 tués ou blessés, dont un grand nombre d'officiers supérieurs, 200 prisonniers, trois obusiers de montagne, trois fanions et un drapeau; nos pertes ne dépassaient

pas 6 morts et 28 blessés. Le capitaine Détrie, qui, par sa vigueur et sa présence d'esprit, avait décidé du succès, fut en récompense promu chef de bataillon. Nommé capitaine tout récemment, il portait encore sur sa tunique, en montant au Borrego, les simples galons de lieutenant.

A Camaron, le dénoûment ne fut pas aussi heureux pour nos armes, mais il est des échecs qu'on ne donnerait pas pour des victoires. J'ai eu l'honneur de connaître un des rares survivans de cette affaire. Quarante-cinq ans environ, la taille plutôt petite que moyenne, le teint bistré, les yeux petits et vifs, les traits ouverts, énergiques, dans les gestes cette allure un peu brusque que garde toujours l'ancien militaire sous l'habit bourgeois, tel est au physique le capitaine Maine, aujourd'hui en retraite. A sa joue, marquée d'une balle qu'il reçut en Crimée et qui lui fait comme une large fossette, à la rosette d'officier ornant sa boutonnière, sans peine on reconnaît qu'il a dû passer par de rudes épreuves. Souvent prié de nous raconter l'épisode de Camaron, il s'y refusait toujours, non par fausse modestie sans doute, mais ce souvenir, disait-il, si honorable qu'il fût, ne laissait pas de lui être pénible. Un soir pourtant, comme nous le pressions, il dut céder à nos instances, et c'est son récit, religieusement écouté, que j'ai essayé de reproduire.

I.

« Nous faisions partie des renforts de toutes armes envoyés à la suite du général Forey après l'échec de Puebla. Le régiment étranger, qui avait fait si souvent parler de lui en Algérie, allait trouver au Mexique de nouvelles occasions de se distinguer.

Sitôt débarqués, nous avions été dirigés sur l'intérieur : notre 3e bataillon s'était arrêté à la Soledad, à huit lieues environ de Vera-Cruz; les deux autres, avec le colonel Jeanningros, avaient continué jusqu'à la chaîne du Chiquihuite, en bas duquel ils s'étaient établis, tenant ainsi la route qui de Vera-Cruz mène à Cordova.

Le Chiquihuite est pour ainsi dire le premier gradin qui sépare les Terres-Chaudes des Terres-Tempérées. Vous connaissez déjà par la carte l'aspect particulier du territoire mexicain; on l'a comparé fort exactement à une assiette renversée qu'on recouvrirait d'une soucoupe également renversée; les deux rebords de l'assiette et de la soucoupe figureraient, l'un la zone des Terres-Chaudes, qui comprend tout le littoral et qui s'enfonce d'une vingtaine de lieues dans l'intérieur du pays; l'autre, la zone intermédiaire, dite des Terres-Tempérées; l'espace plane situé au sommet formerait la troisième zone, celle des Terres-Froides ou hauts plateaux. Ainsi

que la plupart des noms de lieux au Mexique, Chiquihuite a un sens précis et signifie en langue indienne une hotte ou mannequin comme en portent nos chiffonniers; par sa forme en effet, la montagne rappelle assez bien un de ces paniers retournés.

Quoi qu'il en soit, dès notre arrivée le colonel s'était empressé d'établir à certaine hauteur, sur les premières pentes de la chaîne, un poste d'observation; de là on dominait une partie de la plaine et principalement Paso del Macho, — le pas du mulet, — où s'étendaient nos avancées. Une longue-vue, mise à la disposition des soldats du poste, leur permettait de fouiller au loin la campagne, alors infestée par les bandes mexicaines et de signaler sans retard tout mouvement suspect.

Un mois s'était déjà écoulé sans grave incident, et j'étais précisément de garde sur la montagne avec deux escouades de ma compagnie, commandées par un sergent, quand, le 29 avril, vers onze heures du soir, l'ordre nous vint de rallier aussitôt nos camarades qui campaient dans le bas.

Dès que nous eûmes rejoint, on prit le café, et vers une heure du matin la compagnie se mit en marche.

Juste au même instant, un immense convoi militaire concentré à la Soledad s'apprêtait à quitter ce point à destination de Puebla, dont le second siège était commencé depuis plus de deux mois; nous étions chargés d'aller à sa rencontre et d'éclairer tout le terrain en avant de lui entre le Chiquihuite et la Soledad.

Une belle compagnie que la nôtre, la 3e du 1er, comme on dit à l'armée, et qui passait à bon droit pour une des plus solides de la légion! Il y avait là de tout un peu comme nationalité, — c'est assez l'habitude du corps, — des Polonais, des Allemands, des Belges, des Italiens, des Espagnols, gens du nord et gens du midi, mais les Français étaient encore en majorité. Comment ces hommes, si différens d'origine, de mœurs et de langage, se trouvaient-ils partager les mêmes périls à tant de lieues du pays natal? Par quel besoin poussés, par quelle soif d'aventures, par quelle série d'épreuves et de déceptions? Nous ne nous le demandions même pas; mais la vie en commun, le voisinage du danger, avaient assoupli les caractères, effacé les distances, et l'on eût cherché vainement entre des élémens aussi disparates une entente et une cohésion plus parfaites. Avec cela tous braves, tous anciens soldats, disciplinés, patiens, sincèrement dévoués à leurs chefs et à leur drapeau.

Nous comptions dans le rang au départ 62 hommes de troupe, les sous-officiers compris, plus 3 officiers : le capitaine Danjou, adjudant-major, le sous-lieutenant Vilain et le sous-lieutenant Maudet, porte-drapeau, qui, bien qu'étranger à la compagnie, avait obtenu de faire partie de la reconnaissance. Notre lieutenant, malade, resta

couché au camp du Chiquihuite. Nous avions la tenue d'été : petite veste bleue, pantalon de toile, et, pour nous garantir du soleil, l'énorme *sombrero* du pays en paille de latanier, dur et fort, qui nous avait été fourni par les magasins militaires. Nos armes, comme celles des autres troupes du corps expéditionnaire, étaient la carabine Minié à balle forcée, alors dans tout son prestige, et le sabre-baïonnette. Deux mulets nous accompagnaient, portant des provisions de bouche.

Au bout d'une heure de marche environ, nous atteignîmes Paso del Macho, sur le bord d'un grand ravin sinueux, au fond duquel coule un torrent. Ce poste était occupé par une compagnie de grenadiers sous le capitaine Saussier; une vieille tour en ruines, dominant le ravin, pouvait servir tout à la fois de lieu d'observation et de refuge. Nous n'y demeurâmes qu'un instant; les officiers échangèrent quelques mots, puis se serrèrent la main, et après avoir franchi le torrent sur une étroite passerelle, d'un pas relevé, nous continuâmes notre chemin.

Nous suivions sur deux rangs serrés le milieu de la route; il faisait pleine nuit encore, et le terrain, fort accidenté dans cette partie, couvert de bois et de hautes broussailles, pouvait cacher quelque embuscade. A certains endroits, des deux côtés de la voie, s'étendaient de larges éclaircies faites dans l'épaisseur du fourré par la hache ou l'incendie lors du passage des convois. Quant à la route elle-même, jamais réparée, défoncée par les pluies torrentielles de l'hiver, par le défilé incessant des voitures et des caissons, elle était presque impraticable, et il nous fallait cet instinct que donne l'habitude de la marche dans les pays vierges pour ne pas rouler tout à coup dans des trous ou des ornières profondes comme des précipices.

Au point du jour, nous approchions du village de Camaron, en espagnol écrevisse; il tire ce nom bizarre d'un petit ruisseau qui coule à quelques centaines de mètres et qui, paraît-il, abonde en crustacés d'une grosseur et d'une saveur sans pareilles.

Comme presque tous les villages aux alentours, celui-ci était complètement ruiné par la guerre. D'ailleurs il ne faudrait pas se méprendre sur l'importance du dégât : un méchant toit de chaume fort bas qui descend presque jusqu'à terre, soutenu tant bien que mal par deux ou trois pieux mal dégrossis ou quelques branches d'arbres, parfois une poignée de boue pour boucher les trous, voilà ce qui constitue l'habitation d'un Indien, et si elle risque de s'écrouler dès qu'on a le dos tourné, du moins n'en coûte-t-il pas beaucoup pour la rebâtir. Les maisons vraiment dignes de ce nom et solidement construites sont toujours la grande exception.

Camaron n'en comptait qu'une alors : c'était, sur le côté droit de

la route, un vaste bâtiment carré, mesurant à peu près cinquante mètres en tous sens et construit dans le goût de toutes les *haciendas* ou fermes du pays. La façade, tournée vers le nord et bordant la route, était élevée d'un étage, crépie et blanchie à la chaux, avec le toit garni de tuiles rouges. Le reste se composait d'un simple mur très épais, fait de pierres et de torchis et d'une hauteur moyenne de 3 mètres. Deux larges portes s'ouvrant à la partie ouest donnaient accès dans la cour intérieure, nommée *corral:* c'est là que chaque soir, en temps ordinaire, on remise les chariots et les mules, par crainte des voleurs, toujours très nombreux et très entreprenans dans ces parages comme dans tout le Mexique.

Nous entrâmes. La maison était vide: point de meubles; seules, quelques vieilles nattes pourries, des débris de cuir gisant à terre laissés là par les muletiers de passage. En face et de l'autre côté de la route, il y avait encore deux ou trois pauvres constructions à demi écroulées et désertes, elles aussi.

Au sortir du village, le gros de la compagnie se partagea en deux sections, l'une à droite, l'autre à gauche, pour battre les bois; le capitaine, avec une escouade en tirailleurs et les deux mulets, continua de suivre la route. Rendez-vous était donné pour tout le monde à Palo-Verde, — taillis vert, — lieu où les convois s'arrêtent d'ordinaire à cause d'une fontaine qui est proche et qui fournit une eau excellente.

De fait, après une assez longue course sous bois, comme nous n'avions trouvé nulle part trace de l'ennemi, nous nous rabattions sur Palo-Verde. A cet endroit, le terrain, qui s'élève légèrement, est entièrement dégarni dans un rayon de plusieurs centaines de mètres; mais la forêt reprend bientôt plus verte et plus touffue que jamais.

Nous marchions déjà depuis plus de six heures; il était grand jour, et le soleil, dardant tous ses feux, nous promettait une chaude journée. On fit halte. Des vedettes sont placées autour de la clairière en prévision d'une surprise, les mulets sont déchargés, et le caporal Magnin part pour la fontaine avec une escouade. Un grand hangar en planches, couvert de chaume, était établi sous un bouquet d'arbres, à l'abri du soleil. Tandis qu'une partie des hommes coupe du bois, prépare le café, d'autres s'étendent pour dormir.

Une heure ne s'était pas écoulée, l'eau bouillait dans les gamelles, et l'on y mettait le café, quand, du côté de Camaron et sur la route même que nous venions de quitter, deux ou trois de nous signalèrent quelque chose d'anormal.

La poussière montait vers le ciel en gros tourbillons. A cette dis-

tance et sous les rayons aveuglans du soleil, il n'était pas facile d'en distinguer davantage. Pourtant nous n'avions rencontré personne en chemin, et, si quelque mouvement de troupes avait dû se produire sur nos derrières, on nous en eût avertis; tout cela ne nous présageait rien de bon.

Le capitaine avait pris sa lorgnette. — Aux armes! L'ennemi! — s'écria-t-il tout à coup. Et en effet, avec la lorgnette, on les apercevait fort bien. C'étaient des cavaliers; coiffés du chapeau national aux larges bords, ils avaient, selon la coutume, déposé leur veste sur le devant de la selle et allaient ainsi en bras de chemise.

Comme nous l'apprîmes plus tard, depuis plusieurs jours déjà une colonne des libéraux, forte de près de 2,000 hommes, tant cavaliers que fantassins, et commandée par le colonel Milan, était campée sur les bords de la Joya, à environ deux lieues de notre ligne de communication, guettant le passage du convoi. Une chose les avait attirés surtout : l'annonce de 3 millions en or monnayé, enfermés dans les fourgons et que le trésor dirigeait sur Puebla pour payer la solde des troupes assiégeantes. Grâce à leur parfaite connaissance des lieux et à l'habileté vraiment merveilleuse qu'ils déploient pour couvrir leurs marches, au camp du Chiquihuite on ne soupçonnait même pas la présence d'une pareille force sur ce point. Par contre, toute la campagne était remplie de leurs éclaireurs. Aussi la compagnie n'avait pas encore quitté Paso del Macho, que déjà notre marche était signalée, et 600 cavaliers montaient en selle pour nous suivre. Ils nous accompagnèrent toute la nuit, à certaine distance et à notre insu. On avait compté nos hommes; on les savait peu nombreux; craignant eux-mêmes que leur position n'eût été éventée, les Mexicains avaient résolu de nous enlever pour ne point manquer le convoi.

Au premier cri d'alarme, on donne un coup de pied dans les gamelles, on rappelle en grande hâte l'escouade de la fontaine, on recharge les bêtes, et moins de cinq minutes après nous étions tous sous les armes. Pendant ce temps, les Mexicains avaient disparu. Évidemment une embuscade se préparait sur nos derrières; le mieux était en ce cas de revenir sur nos pas et de chercher à voir de plus près l'ennemi auquel nous avions affaire.

Nous quittons Palo-Verde en colonne, précédés d'une escouade en tirailleurs; mais alors, au lieu de suivre la route, sur l'ordre du capitaine la compagnie prend par la droite et s'engage sous bois. Nous y trouvions ce double avantage de dissimuler nos mouvemens et de pouvoir à l'occasion repousser plus facilement les attaques de la cavalerie libérale.

Le bois s'étendait à l'infini dans la direction de la Joya. Au-des-

sus des buissons et des touffes de hautes herbes montaient, reliés les uns aux autres par de longues lianes tombant en guirlandes, les magnolias, les lataniers, les caoutchoucs, les acajous, tous les arbustes rares, toutes les essences précieuses de cette nature privilégiée. Parfois le fourré devenait si épais qu'il fallait s'y ouvrir un chemin avec le tranchant du sabre-baïonnette. Çà et là couraient d'étroits sentiers, connus des seuls indigènes.

Nous marchions depuis plus d'une heure sans avoir même aperçu l'ennemi. Sorti l'un des premiers de l'École de Saint-Cyr, jeune encore, estimé des chefs, adoré des soldats, le capitaine Danjou était ce qu'on appelle un officier d'avenir. Grièvement blessé en Crimée et resté manchot du bras gauche, il s'était fait faire une main articulée dont il se servait avec beaucoup d'adresse, même pour monter à cheval. Autant que son courage, ce qui le distinguait surtout c'était cette sûreté, cette promptitude du coup d'œil qu'on ne trouvait jamais en défaut. Ce jour-là il portait sur lui une carte du pays, très complète, dressée à la main par les officiers de l'état-major français, et qu'il consultait souvent. A quelque distance, en face de nous, coulait la rivière, profondément encaissée entre ses deux bords à pic et gardée sans doute par un ennemi nombreux; s'engager davantage pouvait paraître dangereux; il nous fit faire volte-face et tendre de nouveau vers Camaron.

Au moment même où nous débouchions sur la route, à 300 mètres environ du pâté de maisons, un coup de feu parti d'une fenêtre vint blesser l'un de nos camarades à la hanche.

La compagnie s'élance au pas de course; à l'entrée du village elle se dédouble, tourne par les deux côtés simultanément et se retrouve à l'autre bout sans que rien de nouveau ait confirmé la présence de l'ennemi. Nous nous arrêtons, l'arme au pied, tandis qu'une escouade fouille soigneusement les maisons. En même temps, comme il fait très chaud et que la soif commence à nous tourmenter, des hommes avec leurs bidons descendent vers un petit ravin, situé à quelques pas sur la droite et où l'on trouve quelquefois de l'eau dans les creux du rocher. Par malheur la saison des chaleurs était déjà arrivée, et nous dûmes rester sur notre soif. Dans le village, on eut beau chercher, l'adroit tireur ne s'y trouva plus: sans doute quelque vedette ennemie qui avait fui à notre approche.

Nous reprîmes alors la route du Chiquihuite. Nous allions encore une fois partagés en deux sections, une sur chaque flanc, le capitaine avec les mulets et une escouade au centre, plus une escouade d'arrière-garde à 100 mètres de distance.

A peine avions-nous fait quelques pas, nous aperçûmes tout à coup, sur un monticule à droite et en arrière de nous, les cavaliesr

mexicains massés, sabre au poing et s'apprêtant à charger. Ils avaient remis leurs vestes de cuir sur leurs épaules et nous les reconnûmes très bien; le coup de feu de leur vedette les avait appelés. A cette vue, le capitaine Danjou, ralliant les deux sections et l'escouade d'arrière-garde, nous fait former le carré pour mieux soutenir la charge; au milieu de nous étaient les mulets; mais les deux maudites bêtes, pressées de tous côtés et regrettant leur ancienne liberté d'allures, sautaient, ruaient, faisaient un train d'enfer; force nous fut de leur ouvrir les rangs, et ils partirent au triple galop dans la campagne, où ils n'allaient pas tarder à être capturés.

Les ennemis avaient sur nous l'avantage du lieu, car le terrain, plane et dégarni aux abords de la route, favorisait les évolutions de leur cavalerie; au petit pas, ils descendirent le coteau, se séparèrent en deux colonnes afin de nous envelopper, et, parvenus à 60 mètres, fondirent sur nous avec de grands cris.

Le capitaine avait dit de ne point tirer: aussi les laissions-nous venir sans broncher, le doigt sur la détente; un instant encore, et leur masse, comme une avalanche, nous passait sur le corps; mais au commandement de feu une épouvantable décharge, renversant montures et cavaliers, met le désordre dans leurs rangs et les arrête tous nets. Nous continuions le tir à volonté. Ils reculèrent.

Sans perdre de temps, le capitaine nous fait franchir un petit fossé garni d'une haie de cactus épineux, formant clôture, qui bordait la route sur la gauche et remontait jusqu'à Camaron. Outre que cet obstacle devait arrêter l'élan de la seconde charge, nous espérions atteindre les bois, dont on apercevait la lisière à 400 ou 500 mètres de là, et sous leur couvert regagner Paso del Macho sans encombre. Le tout était d'y arriver.

Par malheur, une partie des Mexicains nous avait déjà tournés par le nord-est de l'hacienda; les autres avaient essayé de franchir la haie de cactus, mais leurs chevaux pour la plupart s'étaient dérobés. Une seconde fois, nous nous formâmes en carré, et comme les assaillans étaient moins nombreux, comme ils ne chargeaient plus avec le même ensemble, nous soutînmes cette attaque encore plus résolûment que la précédente. Ils reculèrent de nouveau.

Cependant notre situation devenait critique. Rejoindre les bois? il n'y fallait plus songer: l'hacienda au contraire était peu éloignée; avec du sang-froid, du bonheur aussi, nous pouvions nous y réfugier et tenir derrière les murs, jusqu'à l'arrivée probable d'un secours.

Le parti du capitaine fut bientôt pris; sur son ordre nous mettons la baïonnette au canon, puis à notre tour, tête basse, nous fonçons sur les cavaliers groupés devant nous; mais ils ne nous attendent pas et détalent comme des lièvres. Si le Mexicain fait preuve

souvent en face des balles d'un courage incontestable, et même un peu fanfaron, il semble que tout engagement à l'arme blanche soit beaucoup moins de son goût.

Du même élan, nous franchissons la distance qui nous sépare de la ferme et nous pénétrons dans le corral; puis chacun s'occupe d'organiser la défense. L'ennemi ne se voyait plus; terrifié de notre impétuosité toute française, il s'était réfugié de l'autre côté du bâtiment. A défaut de portes depuis longtemps absentes, nous barricadons tant bien que mal les deux entrées avec des madriers, des planches et tout ce qui nous tombe sous la main.

Nous avions songé d'abord à occuper la maison tout entière, mais nous n'en eûmes pas le temps; d'ailleurs nous n'étions pas en nombre. Déjà l'ennemi, revenu en avant, avait envahi les deux premières chambres du rez-de-chaussée par où l'on communiquait avec l'étage supérieur. Une seule restait libre, située à l'angle nord-ouest et ouvrant à la fois sur le dehors et sur la cour. Nous nous hâtames d'en prendre possession.

Dans l'intérieur du corral et à gauche de la seconde entrée s'élevaient deux hangars en planches, adossés à la muraille; le premier complètement fermé et à peu près intact; l'autre, celui du coin, tout ouvert, à peine abrité d'un toit branlant et soutenu par deux ou trois bouts de bois portant sur un petit mur de briques crues à hauteur d'appui. En face, à l'angle correspondant, un hangar semblable avait existé autrefois, mais la charpente avait disparu, et il ne restait plus que le soutènement de briques, à demi ruiné; au même endroit s'ouvrait dans le mur d'enceinte une brèche déjà ancienne, assez large pour laisser passer un homme à cheval.

Par les soins du capitaine Danjou, une escouade fut placée à chacune des deux entrées; deux autres occupèrent la chambre avec mission de surveiller les ouvertures du bâtiment qui donnaient sur la route; une autre fut chargée de garder la brèche. Un moment on voulut créneler le mur qui faisait face aux portes d'entrée; mais il était si épais, si bien construit de paille, de sable et de cailloux qu'on n'y put percer que deux trous, à grand'peine; personne n'y demeura. Enfin le sergent Morzicki, un Polonais, fut envoyé sur les toits avec quelques hommes pour observer les mouvemens de l'ennemi. Le reste de la compagnie prit place en réserve entre les deux portes, ayant l'œil à la fois sur les quatre coins de la cour et prêt à se porter partout où le danger deviendrait trop pressant.

Ces dispositions prises, nous attendîmes fièrement l'attaque; il pouvait être en ce moment neuf heures et demie.

II.

Jusque-là on avait tiraillé de part et d'autre, échangé quelques coups de feu, mais sans que l'ennemi en prît occasion pour s'engager à fond. Au contraire il semblait hésiter à commencer l'attaque, et nous n'étions pas loin de croire qu'il se retirerait. Nous fûmes vite détrompés.

Morzicki venait d'être aperçu tandis qu'il s'avançait sur les toits, au-dessus des chambres occupées par l'ennemi. Un officier mexicain, son mouchoir blanc à la main, s'approcha lui-même jusqu'au pied du mur extérieur et, parlant en bon français, au nom du colonel Milan nous somma de nous rendre : « Nous étions trop peu nombreux, disait-il : nous allions nous faire inutilement massacrer; mieux valait nous résigner à notre sort et déposer les armes, on nous promettait la vie sauve. »

Ce parlementaire était un tout jeune homme de vingt-deux à vingt-trois ans; fils d'un Français, du nom de Laisné, établi depuis longtemps capitaine du port à Vera-Cruz, il avait passé lui-même par l'école militaire de Chapultepec, près Mexico. J'eus occasion de le connaître plus tard et, comme tous mes camarades, je n'eus jamais qu'à me louer de sa bienveillance et de son humanité. Pour le moment, il avait grade de capitaine et remplissait les fonctions d'officier d'ordonnance auprès du colonel Milan.

Morzicki était descendu pour nous apporter les propositions de l'ennemi; le capitaine le chargea de répondre simplement que nous avions des cartouches, que nous ne nous rendrions pas.

Alors le feu éclata partout à la fois; nous étions à peine un contre dix, et, si l'attaque eût été dès lors vigoureusement conduite, je ne sais trop comment nous eussions pu y résister. Heureusement nous n'avions affaire qu'à des cavaliers; forcés de mettre pied à terre, embarrassés par leurs larges pantalons de cheval, peu habitués d'ailleurs à ce genre de combat, ils venaient, séparément ou par petits groupes, s'exposer à nos balles cylindriques qui ne les épargnaient point; nous savions tirer.

A vrai dire, ils n'étaient pas seuls à souffrir, car nous nous trouvions nous-mêmes fort imparfaitement abrités, et déjà plusieurs des nôtres étaient tombés, tués ou blessés. Dans la chambre surtout, la lutte était épouvantable: les Mexicains essayaient de l'envahir du dehors, en même temps, ceux qui occupaient les chambres voisines s'étaient mis à percer de meurtrières les murs et les plafonds; les défenseurs, ainsi pressés, commençaient à faiblir.

Calme, intrépide au milieu du tumulte, le capitaine Danjou semblait se multiplier. Je le reverrai toujours avec sa belle tête intelligente où l'énergie se tempérait si bien par la douceur; il allait

d'un poste à l'autre, sans souci des balles qui se croisaient dans la cour, encourageant les hommes par son exemple, nous appelant par nos noms, disant à chacun de ces nobles paroles qui réchauffent le cœur et rendent le sacrifice de la vie moins pénible, et même agréable, au moment du danger. Avec de pareils chefs, je ne sais rien d'impossible.

Vers onze heures, il venait de visiter le poste de la chambre et lui-même avait reconnu qu'on n'y pourrait plus tenir longtemps, quand, regagnant la réserve, il fut atteint d'une balle en pleine poitrine; il tomba en portant la main sur sa blessure. Quelques-uns de nous coururent pour le relever, mais le coup était mortel; le sang sortait à flots de sa poitrine et ruisselait sur le sol. Le sous-lieutenant Vilain lui mit une pierre sous la tête; pendant cinq minutes encore ses yeux hagards roulèrent dans leur orbite, il eut deux ou trois soubresauts convulsifs, puis son corps se raidit, et il expira sans avoir repris connaissance.

Quelque temps avant de tomber, il nous avait fait promettre que nous nous défendrions tous jusqu'à la dernière extrémité : nous l'avions juré.

Sur ces entrefaites, la chambre était évacuée. Les Mexicains, à coups de crosse, étaient parvenus à enfoncer une porte intérieure qui unissait cette pièce aux autres du rez-de-chaussée et d'où ils fusillaient nos hommes à bout portant; ceux-ci furent contraints de se retirer, mais de quatorze qu'ils étaient au début, il n'en restait plus que cinq qui allèrent renforcer les divers postes de la cour.

Le sous-lieutenant Vilain prit le commandement qui, comme titulaire, lui revenait de droit; petit, fluet, les cheveux blonds frisés, presqu'un enfant, il sortait des sous-officiers et n'avait que six mois de grade; un brave cœur du reste, et qui ne boudait pas devant le danger.

La défense continua. Les Mexicains étaient maîtres de la maison tout entière, mais ils ne jouirent pas longtemps de leur avantage. Embusqués dans la cour, nous dirigions contre toutes les ouvertures un feu si vif et si précis qu'ils durent quitter la place à leur tour, le premier étage d'abord, puis le rez-de-chaussée. Dès lors ils n'y reparurent que par intervalles et en petit nombre; mais à peine une tête, un bras, un bout d'uniforme apparaissait-il dans l'encadrement d'une porte ou d'une fenêtre qu'une balle bien dirigée châtiait cette imprudence.

Vers midi, on entendit au loin la voix du clairon. Nous n'avions pas encore perdu tout espoir et nous pûmes croire un moment que des Français venaient à notre secours; déjà même, frémissans de joie, nous nous apprêtions à sortir du corral pour courir au-devant de nos camarades : soudain battirent les tambours, ces petits tam-

bours bas des Mexicains, au roulement rauque et plat comme celui du tambour de basque, jouant une sorte de marche sautillante, toute différente de nos airs français et à laquelle nous ne pouvions plus nous méprendre.

C'était l'infanterie du colonel Milan qui s'annonçait : laissée au matin dans la campement de la Joya, avertie plus tard du combat engagé à Camaron, elle venait ajouter le poids de ses armes dans une lutte déjà trop inégale.

Morzicki nous avait rejoints et combattait avec nous dans la cour; souple comme un jaguar et s'aidant pour grimper des moindres aspérités de la muraille, il alla reprendre sur les toits son poste périlleux d'observation. Il aperçut, massée en avant de l'hacienda, toute cette infanterie.

On n'y comptait pas moins de trois bataillons forts de 400 hommes en moyenne et portant chacun le nom du district où ils avaient été levés : Vera-Cruz, Cordova, Jalapa.

Comme il arrive toujours dans une armée improvisée, — et c'était le cas pour les Mexicains, — l'ensemble du costume et de l'équipement laissait beaucoup à désirer; pourtant, sous ce désordre, on sentait percer une préoccupation méritoire de bonne tenue et de régularité. Les hommes du bataillon de Vera-Cruz avaient tous, ou presque tous, le large pantalon et la veste de toile grise à liséré bleu, pour coiffure le grand chapeau de paille; Cordova ne différait que par la couleur de la toile qui était bleue; Jalapa, le mieux habillé des trois, avait également le pantalon de toile grise, la veste bleue ouverte par devant, et au lieu du sombrero mexicain le képi, avec l'indispensable couvre-nuque tombant sur les épaules. Le plus grand nombre chaussaient des brodequins en cuir fauve lacés sur le cou-de-pied; les autres avaient conservé leurs sandales ou *guaraches*, à semelles de cordes, assez semblables aux espadrilles espagnoles.

Les chefs étaient vêtus à peu près de même façon, sauf la qualité plus fine de l'étoffe : pantalon à liséré bleu ou rouge, tunique de campagne à petites basques, ornée de boutons d'or sur le devant, avec l'attente sur chaque épaule. Tous les officiers supérieurs portaient la botte molle et le revolver à la ceinture.

Quant à la cavalerie, elle se composait surtout d'irréguliers, — *guerilleros*, — dans l'appareil le plus ordinaire au cavalier mexicain et que tout le monde connait : aux jambes, des caleçons de peau collans, ouverts de bas en haut, s'évasant sur le pied et garnis le long de la couture d'une triple rangée de boutons métalliques, autour des reins la ceinture de laine rouge, le gilet et la veste de cuir, agrémentés à profusion de soutaches et de broderies d'argent, sur la tête le chapeau de feutre gris aux vastes ailes horizontales

qu'entoure la *toquilla*, large galon d'argent ou d'or; puis des éperons démesurés, d'énormes étriers de bois, en forme de sabots carrés, recouverts de métal, la lourde selle à pommeau; tout cela faisait un curieux contraste avec la taille de leurs chevaux, peu élevés pour la plupart, mais d'une vigueur remarquable et merveilleusement dressés.

Un escadron seul portait l'uniforme militaire : tunique de drap bleu à petits pans, pantalon bleu terminé par le bas de cuir, buffleteries blanches; képi et couvre-nuque; c'étaient des dragons. Du reste toutes ces troupes étaient supérieurement armées, avec des armes perfectionnées de provenance américaine : aux cavaliers, le sabre, le revolver et le mousqueton; bon nombre de *guerilleros* avaient aussi la lance; aux fantassins, la carabine rayée et le sabre-baïonnette. En vérité, il ne leur manquait plus que du canon!

Nous nous regardâmes sans mot dire; dès ce moment nous avions compris que tout était perdu et qu'il ne nous restait plus qu'à bien mourir. Pour comble de malheur, le vent ne portait pas dans la direction de Paso del Macho, d'où le capitaine Saussier et ses grenadiers, entendant la fusillade, n'auraient pas manqué d'accourir à notre aide.

Cependant Morzicki avait été vu de nouveau, et pour la seconde fois le chef des Mexicains nous fit sommer de nous rendre. Le sergent était encore tout bouillant de la lutte; ivre de poudre et de colère, il répondit en vrai soldat, par un mot peu parlementaire, mais qui du moins ne laissait plus de doute sur nos intentions, puis il se hâta de descendre et traduisit sa réponse au sous-lieutenant Vilain qui dit seulement : « Vous avez bien fait, nous ne nous rendrons pas. »

Au même instant, l'assaut commença. Le premier élan des Mexicains fut terrible; ils se ruaient de tous côtés pour pénétrer dans la cour, criant, hurlant, vomissant contre nous les imprécations et les injures, avec cette abondance qui leur est propre en pareil cas et que facilite encore l'inépuisable richesse du vocabulaire espagnol : « Dehors les chiens de Français! A bas la canaille! A bas la France! Mort à Napoléon! » Je ne puis tout répéter.

Pour nous, calmes, silencieux, chacun à notre poste, nous ajustions froidement, ne tirant qu'à coup sûr et quand nous tenions bien notre homme aubout du fusil : les plus avancés tombaient; le flot des assaillans oscillait d'abord, puis reculait en frémissant, mais pour revenir à la charge aussitôt après. A peine avions-nous le temps de glisser une nouvelle cartouche au canon, ils étaient déjà sur nous. Leurs officiers surtout étaient magnifiques d'audace et de bravoure.

Rentrés en force dans le corps de logis, les uns s'occupaient d'ouvrir avec des pics et des pinces dans le mur du rez-de-chaussée une

large brèche sur la cour. En même temps, d'autres s'étaient établis derrière la partie du mur d'enceinte qui faisait face aux grandes portes; de là, mettant à profit les créneaux que nous avions percés nous-mêmes et que nous n'avions pas pu défendre, en perçant de nouveaux, comme le niveau du sol extérieur était plus élevé que celui de la cour, ils dirigeaient sur nous un feu plongeant; de ce côté encore ils parvinrent, quoique non sans peine, à ouvrir une brèche de près de 3 mètres.

Alors nous dûmes changer nos dispositions. Le poste de réserve dont je faisais partie et qui tenait le milieu entre les deux entrées se trouvait pris à découvert; nous réunissant aux défenseurs de la porte de droite qui n'était plus attaquée, tous ensemble nous fîmes retraite dans l'angle sud-ouest de la cour, sous le hangar ouvert, d'où nous continuâmes à tirer.

Vers deux heures et demie, le sous-lieutenant Vilain revenait de visiter le poste de la brèche et traversait la cour en diagonale dans la direction des grandes portes, quand une balle partie du bâtiment l'atteignit en plein front. Il tomba comme foudroyé.

En ce moment, il faut bien le dire, un sentiment d'horrible tristesse nous pénétra jusqu'au fond de l'âme. La chaleur était accablante; le soleil en son zénith tombait d'aplomb sur nos têtes, un soleil dévorant, impitoyable comme il ne luit qu'aux tropiques; sous ses rayons à pic, les murs de la cour paraissaient tout blancs et la réverbération nous brûlait les yeux; quand nous ouvrions la bouche pour respirer, il nous semblait avaler du feu; dans l'air, pesant comme du plomb, couraient ces tressaillemens, ces ondulations qu'on voit passer sur les plaines désertes dans les après-midi d'été; la poussière que soulevaient les balles perdues frappant le sol de la cour avait peine à quitter la terre et lentement montait en lourdes spirales; surchauffé tout à la fois par les rayons du soleil et la rapidité de notre tir, le canon de nos fusils faisait sur nos mains l'impression du fer rouge. Si intense était l'ardeur de l'atmosphère dans ce réduit transformé en fournaise que les corps des hommes tués s'y décomposaient à vue d'œil; en moins d'une heure, la chair des plaies se couvrait de teintes livides.

Pêle-mêle avec les morts, car il n'y avait aucun moyen de les secourir, les blessés gisaient à la place même où ils étaient tombés; mais tandis qu'on entendait au dehors ceux des Mexicains gémir et hurler de douleur, tour à tour invoquant la Vierge ou maudissant Dieu et les saints, les nôtres, par un suprême effort, en dépit de leurs souffrances, restaient silencieux. Ils eussent craint, les pauvres garçons, d'accuser ainsi nos pertes et de donner confiance à l'ennemi.

Nous n'avions rien mangé ni bu depuis la veille; les provisions

s'en étaient allées avec les mulets; nos bidons étaient à sec, car en arrivant à Palo-Verde, nous les avions vidés dans les gamelles qu'il fallut renverser ensuite, et, grâce à notre retraite précipitée, nous n'avions pas eu le temps de les remplir de nouveau; enfin, dans le ravin, nous n'avions pu trouver d'eau. Seul, au départ, l'ordonnance du capitaine portait en réserve dans sa musette une bouteille de vin que M. Danjou lui-même, au moment d'organiser la résistance, avait distribuée entre les hommes. A peine y en avait-il quelques gouttes pour chacun, qu'il nous versa et que nous bûmes dans le creux de la main.

Aussi la soif nous étreignait à la gorge et ajoutait encore aux horreurs de notre situation : une écume blanche nous montait aux coins de la bouche et s'y coagulait; nos lèvres étaient sèches comme du cuir, notre langue tuméfiée avait peine à se mouvoir, un souffle haletant, continu, nous secouait la poitrine; nos tempes battaient à se rompre, et notre pauvre tête s'égarait; de telles souffrances étaient intolérables. Ceux-là seuls peuvent me comprendre qui ont vécu sous ce climat malsain et qui connaissent par expérience le prix d'un verre, d'une goutte d'eau.

J'ai vu des blessés se traîner à plat-ventre, et, pour apaiser la fièvre qui les dévorait, la tête en avant, lécher les mares de sang déjà caillé qui couvraient le sol. J'en ai vu d'autres, fous de douleur, se pencher sur leurs blessures et aspirer avidement le sang qui sortait à flots de leur corps déchiré. Plus forte que toutes les répugnances, que tous les dégoûts, la soif était là qui nous pressait... et puis on avait juré... le devoir!.. Nous en vînmes nous-mêmes à boire notre urine.

A la vérité, ce n'était guère le temps de nous apitoyer sur nous-mêmes ou sur les souffrances de nos camarades. Il fallait avoir l'œil tourné vers tous les points à la fois : à droite, à gauche, en avant, vers les fenêtres du bâtiment, vers les brèches de la cour, car partout on voyait briller les canons de fusil et de partout venait la mort. Les balles, plus drues que grêle, s'abattaient sur le hangar, ricochaient contre les murs, faisaient voler autour de nous les éclats de pierre et les débris de bois. Parfois un de nous tombait, alors le voisin se baissait pour fouiller ses poches et prendre les cartouches qu'il avait laissées.

D'espoir, il n'en restait plus; personne cependant ne parlait de se rendre. Le porte-drapeau Maudet, un vaillant lui aussi, avait remplacé Vilain; un fusil à la main, il combattait avec nous sous le hangar, car déjà les progrès des ennemis ne permettaient plus de traverser la cour et de communiquer des ordres aux différens postes. Au fait, il n'en était pas besoin ; la consigne était bien connue de tous : tenir jusqu'au bout, jusqu'à la mort.

Les Mexicains commençaient à se lasser; mais alors, pour mieux vaincre notre résistance, ils imaginent de recourir à une manœuvre de guerre fort en honneur parmi eux : ils entassent de la paille et du bois à la partie nord-est du bâtiment et y mettent le feu; l'incendie dévora d'abord un hangar extérieur qui faisait face à Vera-Cruz et qui de là gagna rapidement les toits.

Le vent soufflait du nord au sud et rabattait sur nous une épaisse fumée noire qui ne tarda pas à envahir la cour; nous en étions littéralement aveuglés, et cette odeur âcre de la paille brûlée, nous prenant à la gorge, rendait plus ardente encore l'horrible soif qui nous tordait les entrailles.

Enfin, au bout d'une heure et demie, l'incendie s'éteignit de lui-même, faute d'alimens; pourtant cet incident nous avait été funeste : à la faveur de la fumée qui nous dérobait leurs mouvemens, les Mexicains avaient pu s'avancer davantage et nous tirer plus sûrement. Les postes de la brèche et de la porte de gauche avaient perdu la plus grande partie de leurs défenseurs.

Vers cinq heures, il y eut un moment de répit; les assaillans se retiraient les uns après les autres comme pour obéir à un ordre reçu, et nous pûmes reprendre haleine. Tout bien compté, nous n'étions plus qu'une douzaine.

Au dehors, le colonel Milan avait réuni ses troupes autour de lui et les haranguait; sa voix sonore arrivait jusqu'à nous, car tout autre bruit avait cessé, et à mesure qu'il parlait, sous le hangar, un ancien soldat de la compagnie, Bartholotto, d'origine espagnole, tué raide à côté de moi quelques instans plus tard, nous traduisait mot par mot son discours.

Dans ce langage chaud et coloré qui fait le fond de l'éloquence espagnole, Milan exhortait ses hommes à en finir avec nous; il leur disait que nous n'étions plus qu'une poignée, mourant de soif et de fatigue, qu'il fallait nous prendre vivans, que s'ils nous laissaient échapper, la honte serait pour eux ineffaçable; il les adjurait au nom de la gloire et de l'indépendance du Mexique, et leur promettait bien haut la reconnaissance du gouvernement libéral. Quand il eut fini, une immense clameur s'éleva et nous apprit que l'ennemi était prêt pour un nouvel effort. Toutefois, avant d'attaquer, Milan nous fit adresser une troisième sommation; nous n'y répondîmes même pas.

III.

L'assaut reprit plus terrible que jamais; l'ennemi se précipitait sur toutes les ouvertures à la fois. A la grande porte, le caporal Berg seul restait debout; il fut entouré, saisi par les bras, par le cou, enlevé : l'entrée était libre, et les Mexicains s'y jetèrent en foule.

Nous cependant, de notre coin, nous enfilions le mur en longueur; tous ceux qui se montraient dans cette direction faisaient aussitôt demi-tour; en moins de dix minutes, il y eut là plus de vingt cadavres en monceau qui obstruaient le passage et arrêtaient l'élan des nouveaux venus.

Par malheur, vers le même temps, l'entrée de l'ancienne brèche était forcée; 4 hommes s'y défendaient encore, Kuwasseg, Gorski, Pinzinger et Magnin; mais tandis qu'ils repoussent les assaillans du dehors, franchissant portes et fenêtres, les Mexicains par derrière envahissent la cour : nos camarades sont contraints de faire face à cette attaque imprévue qui les prend à revers; en vain veulent-ils résister à l'arme blanche, ils sont à leur tour désarmés et pris.

Sous le hangar, nous tenions toujours; la poitrine haletante, les doigts crispés, sans répit chargeant notre carabine, puis l'armant d'un geste inconscient et fébrile, nous réservions toute notre attention pour viser. Chacun de nos coups faisait un trou dans leurs rangs, mais pour un de tué, dix se présentaient.

La porte naguère défendue par Berg, l'entrée ouverte dans le mur d'enceinte, les fenêtres et la porte de l'hacienda vomissaient à flots les assaillans, et se traînant sur les genoux, dissimulés derrière le petit mur du hangar détruit qui à cet endroit avançait dans la cour, d'autres adversaires nous arrivaient continuellement par l'ancienne brèche.

Il faisait grand jour encore; dans le ciel d'un bleu cru, sans nuages, brillait le soleil aussi ardent, aussi implacable qu'en plein midi, et ses rayons à peine inclinés, comme s'acharnant après nous, fouillaient tous les coins de la cour. Plusieurs des blessés, frappés d'insolation et en proie au délire, ne pouvaient plus retenir leurs plaintes et demandaient à boire d'une voix déchirante; les mains contractées, les yeux injectés et saillans, les malheureux se tordaient dans les angoisses dernières de l'agonie et de leur tête nue battaient lourdement le sol desséché.

Depuis le matin, je n'avais rien perdu, fût-ce un seul moment, de mon sang-froid, ni de ma présence d'esprit; tout à coup je pensai que j'allai mourir.

Souvent j'avais entendu dire que, dans un péril extrême, l'homme revoit passer en un instant, par les yeux de l'esprit, tous les actes de sa vie entière. Pour ma part, et bien qu'ayant fait la guerre, je me fusse trouvé parfois dans des circonstances assez difficiles, jamais je n'avais rien observé de semblable. Cette fois il devait en être autrement. Ce fut comme un de ces éclairs rapides qui par les chaudes nuits des tropiques, précurseurs de l'orage, déchirent subitement la nue et, courant d'un pôle à l'autre, illuminent sur une

étendue immense les montagnes et les plaines, les forêts, les villes et les hameaux; pendant la durée de quelques secondes à peine, chaque détail du paysage apparaît distinct en son lieu, puis la nuit reprend tout. Ainsi mon passé m'apparut soudain. Je revis mon beau et vert pays de Périgord, et Mussidan où j'étais né, si gentiment assis entre ses deux rivières, tout embaumé de l'odeur des jardins, et les petits camarades avec qui je jouais enfant. Je me revis moi-même jeune soldat, engagé aux zouaves, bientôt partant pour la Crimée, blessé dans les tranchées, prenant part un des premiers à l'assaut du Petit-Redan, décoré! Je me revis plus tard en Afrique, entré aux chasseurs à pied et faisant *parler la poudre* avec les Arabes; puis en dernier lieu rendant mes galons de sous-officier pour faire partie de la nouvelle expédition et visiter cette terre du Mexique où j'allais laisser mes os.

En effet, l'issue pour nous n'était plus douteuse. Acculés dans notre coin comme des sangliers dans leur bauge, nous étions prêts pour le coup de grâce. De moment en moment un de nous tombait, Bartholotto d'abord, puis Léonard.

Je me trouvais entre le sergent Morzicki, placé à ma gauche, et le sous-lieutenant Maudet à ma droite. Tout à coup Morzicki reçut à la tempe une balle partie du coin de la brèche; son corps s'inclina et sa tête inerte vint s'appuyer sur mon épaule. Je me retournai et le vis face à face, la bouche et les yeux grands ouverts :

— Morzicki est mort, dis-je au lieutenant.

— Bah! fit celui-ci froidement, un de plus; ce sera bientôt notre tour, et il continua de tirer.

Je saisis à bras-le-corps le cadavre de Morzicki, je l'adossai à la muraille et retournai vivement ses poches pour voir s'il lui restait encore des cartouches; il en avait deux, je les pris.

Nous n'étions plus que cinq : le sous-lieutenant Maudet, un Prussien nommé Wensel, Cattau, Constantin, tous les trois fusiliers, et moi. Pourtant nous tenions toujours l'ennemi en respect; mais notre résistance tirait à sa fin, les cartouches allaient s'épuisant. Quelques coups encore, il ne nous en resta qu'une à chacun; il était six heures environ, et nous combattions depuis le matin. — Armez vos fusils, dit le lieutenant : vous ferez feu au commandement; puis nous chargerons à la baïonnette, vous me suivrez.

Tout se passa comme il l'avait dit.

Les Mexicains avançaient ne nous voyant plus tirer; la cour en était pleine. Il y eut alors un grand silence autour de nous; le moment était solennel : les blessés mêmes s'étaient tu; dans notre réduit nous ne bougions plus, nous attendions.

— Joue! feu! — dit le lieutenant; nous lâchâmes nos cinq coups de fusil, et, lui en tête, nous bondîmes en avant baïonnette au canon.

Une formidable décharge nous accueillit, l'air trembla sous cet ouragan de fer et je crus que la terre allait s'entr'ouvrir.

A ce moment, le fusilier Cattau s'était jeté en avant de son officier et l'avait pris dans ses bras pour lui faire un rempart de son corps; il tomba frappé de dix-neuf balles.

En dépit de ce dévoûment, le lieutenant fut également atteint de deux balles : l'une au flanc droit, l'autre qui lui fracassa la cuisse droite.

Wensel était tombé, lui aussi, le haut de l'épaule traversé, mais sans que l'os eût été touché; il se releva aussitôt.

Nous étions trois encore debout : Wensel, Constantin et moi.

Un moment interdits à la vue du lieutenant renversé, nous nous apprêtions cependant à sauter par-dessus son corps et à charger de nouveau; mais déjà les Mexicains nous entouraient de toutes parts et la pointe de leurs baïonnettes effleuraient nos poitrines.

C'en était fait de nous, quand un homme de haute taille, aux traits distingués, qui se trouvait au premier rang parmi les assaillans, reconnaissable à son képi et à sa petite tunique galonnée pour un officier supérieur, leur ordonna de s'arrêter et d'un brusque mouvement de son sabre releva les baïonnettes qui nous menaçaient : — Rendez-vous, nous dit-il.

— Nous nous rendrons, répondis-je, si vous nous laissez nos armes et notre fourniment, et si vous vous engagez à faire relever et soigner notre lieutenant que voici là blessé.

L'officier consentit à tout, puis comme ces premiers mots avaient été échangés en espagnol : — Parlez-moi en français, me dit-il, cela vaudra mieux; sans quoi ces hommes vont vous prendre pour un Espagnol, ils voudront vous massacrer, et peut-être ne pourrai-je pas me faire obéir...

On reconnaît bien là cette haine inexpiable que gardent les Mexicains, et avec eux tous les colons de l'Amérique espagnole, contre la mère patrie; juste retour de tant d'injustices et de cruautés commises pendant trois siècles dans ces belles contrées par les successeurs de Pizarre et de Fernand Cortès.

Cependant l'officier parlait à l'un de ses hommes ; il se retourna et me dit : — Venez avec moi. — Là-dessus il m'offrit le bras, donna l'autre à Wensel blessé, et se dirigea vers la maison; Constantin nous suivait de près.

Je jetai les yeux sur notre officier que nous laissions par derrière.

— Soyez sans inquiétude, me dit-il, j'ai donné ordre pour qu'on prît soin de lui; on va venir le chercher sur un brancard. Vous-mêmes, comptez sur moi, il ne vous sera fait aucun mal. »

Pour dire vrai, je m'attendais à être fusillé, mais cela m'était indifférent; je le lui dis.

— Non, non, reprit-il vivement, je suis là pour vous défendre. Au moment même où, sortant du corps de logis, nous débouchions sur la route, toujours à son bras, un cavalier irrégulier fond sur nous avec de grands cris et lâche des deux mains sur Wensel et sur moi deux coups de pistolet; sans mot dire, l'officier prend son revolver dans sa ceinture, ajuste froidement et casse la tête au misérable qui roule de la selle sur la chaussée; puis nous continuons notre route sans nous occuper autrement de lui.

Le colonel Cambas avait été élevé en France et parlait notre langue admirablement; militaire par occasion comme beaucoup de ceux qui nous combattaient et que l'amour de la liberté avait armés contre nous, il appartenait, ainsi que Milan, à cette classe des *licenciados* qui comprend à elle seule presque tous les hommes les plus instruits et les plus influens du pays. Excellentes gens, l'un et l'autre, et qui eussent fait honneur même à une autre armée, car pour leurs soldats, je ne crois pas les calomnier beaucoup en disant que les trois quarts n'étaient que des bandits.

Nous étions arrivés ainsi dans un petit pli de terrain à quelque distance de l'hacienda, où se tenaient le colonel Milan et son état-major.

— C'est là tout ce qu'il en reste? demanda-t-il en nous apercevant; — on lui répondit que oui, et, ne pouvant contenir sa surprise, *Pero non son hombres*, s'écria-t-il, *son demonios*. Ce ne sont pas des hommes, ce sont des démons! Puis s'adressant à nous en français: — Vous avez soif, messieurs, sans doute. J'ai déjà envoyé chercher de l'eau. Du reste ne craignez rien; nous avons déjà plusieurs de vos camarades que vous allez bientôt revoir; nous sommes des gens civilisés, quoi qu'on dise, et nous savons les égards qui se doivent à des prisonniers tels que vous.

On nous donna de l'eau et des *tortillas*, sorte de crêpes de maïs dont le bas peuple au Mexique se sert comme de pain et sur lesquelles nous nous jetâmes avec avidité.

Au même moment arrivait le lieutenant Maudet, couché sur un brancard et entouré d'une nombreuse escorte de cavaliers; d'autres blessés venaient après lui.

La nuit était tombée tout à coup; sous les tropiques, le crépuscule n'existe point non plus que l'aurore, et le jour s'éteint comme il naît, presque sans transition. En compagnie de nos vainqueurs, nous fîmes route vers leur campement de la Joya, où nous arrivâmes assez tard; il y régnait une grande émotion, et les blessés encombraient tout. Là, malgré la parole du colonel Cambas, nos armes, qu'on nous avait laissées d'abord, nous furent enlevées; il fallait s'y attendre; on nous réunit alors à nos camarades faits prisonniers avant nous. Épuisés par la fatigue et par la souffrance,

noirs de poudre, de poussière et de sueur, les traits défaits, les yeux sanglans, nous n'avions plus figure humaine. Nos vêtemens, nos chapeaux étaient criblés, percés à jour; les miens pour leur part avaient reçu plus de quarante balles, mais par un bonheur inouï, durant cette longue lutte, je n'avais pas même été touché.

Comment en étions-nous sortis sains et saufs? Nous ne le comprenions pas nous-mêmes, et les Mexicains pas davantage; seulement le lendemain je me tâtais les membres, doutant encore si c'était bien moi et si j'étais réellement en vie. »

IV.

Tel est ce glorieux fait d'armes où 65 hommes de l'armée française, sans eau, sans vivres, sans abri, dans une cour ouverte, sous les ardeurs d'un soleil meurtrier, tinrent en échec pendant plus de dix heures près de 2,000 ennemis.

Grâce à leur dévoûment, le convoi fut sauvé. Lentement il remontait dans la direction de Cordova et n'était plus qu'à deux lieues de Camaron, lorsqu'un Indien, qui de loin avait assisté aux opérations militaires de la journée, vint annoncer qu'un détachement français avait été enveloppé dans l'hacienda, que les Mexicains étaient en nombre et qu'ils barraient la route. Il était alors cinq heures environ, et la 3e compagnie était presque anéantie.

Outre les grosses pièces d'artillerie de siège, les fourgons du trésor, les prolonges et les voitures de l'intendance militaire, chargées de matériel et de munition, le convoi traînait à sa suite une foule de charrettes du commerce et près de 2,000 mules portant les provisions des cantiniers civils; cela faisait un défilé interminable que ralentissait encore le mauvais état de la route. Dans ces conditions, toute surprise devait être fatalement désastreuse; le capitaine Cabossel, des voltigeurs, chargé de la conduite du convoi, n'avait avec lui que deux compagnies du régiment étranger et point de cavalerie; il fit faire halte aussitôt et dépêcha un exprès à la Soledad pour réclamer de nouvelles instructions; il reçut l'ordre de revenir sur ses pas.

A la même heure, le colonel Jeanningros, également prévenu par un Indien, faisait demander des renforts à Cordova. On lui expédie deux bataillons d'infanterie de marine; il en laisse un au Chiquihuite pour conserver la position; lui-même, avec la légion étrangère et l'autre bataillon, se porte en avant au milieu de la nuit, et ramasse en passant les grenadiers du capitaine Saussier, qui prennent l'avant-garde.

Au point du jour, la colonne était en vue de Camaron, mais déjà

l'annonce de son arrivée avait mis en fuite les Mexicains qui s'occupaient d'enterrer les morts, et Milan levait en toute hâte son camp de la Joya.

On rencontra, à 100 mètres environ du village, évanoui au pied d'un buisson et grièvement blessé, le tambour de la vaillante compagnie. Pris pour mort par les Mexicains qui la veille au soir avaient visité le champ de bataille et jeté parmi les cadavres de ses camarades, le froid de la nuit l'avait réveillé; il s'était dégagé peu à peu et s'était traîné droit devant lui, jusqu'à ce que la douleur et l'épuisement l'obligeassent à s'arrêter.

Dans la cour de la ferme, le désordre était affreux et n'attestait que trop bien l'acharnement de la lutte; partout d'énormes plaques de sang desséché, partout le sol piétiné, les murs défoncés ou éraflés par les balles; puis çà et là des fusils brisés, des baïonnettes et des sabres tordus, des sombreros, des képis, des effets d'équipement militaires, déchirés, en lambeaux, et sur tout cela du sang. Parmi ces débris on ramassa la main articulée du capitaine.

Cependant les cadavres avaient été enlevés; on les découvrit plus tard séparés en deux tas distincts, ceux des Mexicains au nord, de l'autre côté de la route, ceux des Français dans un fossé au sud-ouest de l'hacienda. Une cinquantaine des Mexicains étaient déjà enterrés; mais il en restait encore plus de deux cents. Les Français avaient perdu vingt-deux hommes tués dans l'action; huit autres, il est vrai, moururent presque aussitôt des suites de leurs blessures, et parmi eux le sous-lieutenant Maudet, qui, transporté à Huatesco, succomba le 8 mai. Les Mexicains s'honorèrent eux-mêmes en rendant à ses dépouilles les honneurs militaires. Il y eut de plus 19 soldats et sous-officiers blessés.

Chez les Mexicains comme chez nous, par une particularité curieuse, le nombre des morts fut plus considérable que celui des blessés; du reste, on remarqua que des deux côtés presque tous les hommes avaient été frappés à la tête ou dans le haut du corps.

Quant aux survivans prisonniers, ils suivirent d'abord la colonne mexicaine, parfois traités avec égard, souvent aussi malmenés, injuriés; mais nous n'avons pas à décrire leur odyssée à travers les villages et les forêts vierges des Terres-Chaudes, sans cesse forcés de fuir avec leurs gardiens devant l'approche des troupes françaises.

Pourtant le bruit de leur héroïque défense s'était répandu dans le pays et avait excité chez tous, amis ou ennemis, une admiration unanime. Les autorités françaises s'occupèrent de leur faire rendre la liberté; mais dans le désordre incroyable où se débattait alors l'administration libérale, les négociations de cette sorte n'étaient pas aisées à conduire. Après trois longs mois d'attente et de souf-

francs, un premier convoi de 8 prisonniers, dont faisait partie le caporal Maine, fut échangé contre 200 soldats et un colonel mexicains que nous avions en notre pouvoir. Dans l'intervalle bon nombre des blessés avaient encore succombé; quelques-uns, qui n'avaient pu quitter l'hôpital de Jalapa, rentrèrent plus tard.

Ce retour des prisonniers fut un perpétuel triomphe; dans toutes les villes et les villages où ils passaient, la foule se portait à leur rencontre et les acclamait; les Indiens surtout, dont l'esprit se frappe plus aisément, restaient saisis à leur vue d'une sorte d'étonnement superstitieux et s'écriaient en joignant les mains : « *Jesu-Maria*, les voilà ! »

Dès leur arrivée au corps, le chef de bataillon Regnault, qui commandait alors par intérim le régiment étranger, au lieu et place du colonel Jeanningros, appelé à Vera-Cruz, s'empressa de rédiger un rapport circonstancié du combat de Camaron dont on ignorait encore les détails. Ce rapport très émouvant, très bien fait, parvint par voie hiérarchique jusqu'au général en chef Forey. A son tour celui-ci voulut qu'il en fût donné lecture à toutes les troupes du corps expéditionnaire, et dans un ordre du jour daté de son quartier général de Mexico, le 31 août 1863, après avoir glorifié les braves qui avaient soutenu *cette lutte de géants*, comme il disait, il déclara qu'une si belle conduite avait mérité des récompenses extraordinaires. En vertu donc des pouvoirs à lui conférés, Maine, sergent depuis son retour et déjà décoré, devait être promu au grade de sous-lieutenant à la première vacance dans le corps; Schaffner, Wensel, Fritz, Pinzinger, Brunswick, recevaient la croix de la Légion d'honneur, quatre autres la médaille militaire. Peu de temps après, le régiment étranger était rappelé en Europe; les nominations, confirmées par décret impérial, parurent au *Moniteur universel*, le 9 août 1864.

Aujourd'hui le chemin de fer de Vera-Cruz à Mexico traverse Camaron et passe sur les fondations des deux anciennes maisons, en face de l'hacienda en partie détruite pour l'agrandissement du village. Non loin de là, à la place où dorment les héros, s'élève un tertre, surmonté d'une colonne brisée qu'entoure en serpentant une guirlande de lauriers; point d'inscription : leur gloire y supplée; c'est le gouvernement mexicain qui fait les frais de l'entretien; mais depuis le jour mémorable, pendant toute la durée de l'occupation, chaque fois qu'un détachement français passait devant Camaron, les tambours battaient aux champs, les soldats présentaient les armes et les officiers pieusement saluaient de l'épée.

L. LOUIS-LANDE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 juillet 1878.

Entre tous les spectacles qui passent devant nos yeux, qui sont faits pour intéresser, pour amuser ou émouvoir le monde, l'exposition, il faut l'avouer, n'a plus pour le moment la première place. On peut se plaire aux somptuosités du Champ de Mars, aux concerts du Trocadéro et aux fêtes; l'exposition reste un grand luxe, une attraction pour tous les curieux de l'univers, tandis que les affaires les plus sérieuses de la politique se décident à l'heure qu'il est à Berlin par la main des plénipotentiaires de l'Europe réunis en congrès.

Ici en effet le spectacle devient étrangement intéressant depuis quelques jours. Si ce congrès de Berlin, qui a eu tant de peine à venir au monde, s'est quelque peu enveloppé de mystère dans ses premières opérations, il commence maintenant à n'avoir plus de secrets. Les conditions particulières dans lesquelles il s'est réuni, les préliminaires qui l'ont rendu possible, les arrière-pensées et les mobiles des diverses politiques, le jeu des ambitions et des antagonismes, tout se dévoile par degrés. Tout concourt à faire de cette grande délibération européenne une sorte de drame entrecoupé de surprises et de péripéties, marchant à pas pressés vers le dénoûment sous la direction impérieuse de celui qui a entrepris d'avoir presque à jour fixe sa paix de Berlin. Il y a un mois à peine que le congrès s'ouvrait et que les plénipotentiaires se trouvaient pour la première fois en présence au palais Radziwil; aujourd'hui, tout est achevé, les protocoles ont enregistré les combinaisons de la diplomatie, un acte général est déjà signé ou arrêté. La question d'Orient, tant de fois débattue par les armes ou dans les congrès, compte une solution de plus, et malgré tout on ne peut se dissimuler que, si cette œuvre de Berlin, telle qu'on la connaît, telle qu'on l'entrevoit, répond à un sentiment assez universel en donnant la paix du moment, elle laisse d'un autre côté une vive, une indéfinissable impression de doute et de déception. L'opinion, cette opinion

qu'on appelle quelquefois une septième grande puissance, reste, pour tout dire, assez sceptique, et sur la nature de cette paix, et sur ce qui l'a préparée, et sur ce qui peut en résulter, et sur la situation qu'elle crée en Europe.

Quelle est donc cette solution nouvelle de la question d'Orient sur laquelle la diplomatie vient de délibérer pendant quatre semaines, qui paraît définitivement sanctionnée à Berlin? Il ne faut pas s'y tromper. C'est l'empire turc mis en partage pour quelques-unes de ses provinces et placé sous un conseil judiciaire pour le reste; c'est la politique de la dépossession des états par autorité de justice internationale.

Ce qui a conduit à ces extrémités hasardeuses, comment cette situation s'est produite et fatalement développée, on ne l'a pas oublié. C'est la Russie sans nul doute qui garde la première responsabilité de cette aventure; c'est la Russie qui a donné le signal par la guerre d'ambition et d'impatience qu'elle a engagée, qui l'a portée en quelques mois de campagne devant Constantinople en Europe, devant Erzeroum en Asie, et dont elle a voulu recueillir le prix en imposant au sultan le traité de San-Stefano. Ce n'était jusque-là cependant qu'un acte de guerre qui ne pouvait abroger tout un ensemble de droit public, qui avait à compter avec le jugement universel. Le traité de San-Stefano restait une œuvre russe qui ne pouvait devenir définitive qu'en passant par un congrès, après avoir subi le contrôle et au besoin la révision des autres puissances. La Russie, armée d'un traité qui consacrait ses succès et le triomphe de ses ambitions, se retrouvait aussitôt en présence de l'Europe, atteinte dans ses intérêts et dans ses droits, armée à son tour des transactions qui ont réglé jusqu'ici l'état de l'Orient. C'était là justement l'origine et l'objet du conflit si vif, si direct, qui s'est élevé un instant entre la Russie et l'Angleterre, qui a rendu si difficile, si problématique, pendant quelques semaines, la réunion d'un congrès. La lutte était entre le traité de San-Stefano porté au bout de l'épée russe et le droit européen placé sous la sauvegarde britannique. Tant que la Russie a paru vouloir maintenir jusqu'au bout l'intégrité de son œuvre et décliner ou éluder la juridiction de l'Europe, la guerre a été imminente, l'Angleterre se mettait déjà ostensiblement sous les armes. La réunion d'un congrès, par cela même qu'elle est redevenue possible à un moment donné, semblait signifier que la Russie, après avoir cédé à un premier entraînement d'orgueil, avait réfléchi, qu'elle avait enfin accepté la condition mise par l'Angleterre à une délibération souveraine de l'Europe. La diplomatie reprenait son autorité collective sur les affaires d'Orient, sur le traité de San-Stefano comme sur tout le reste. Que la diplomatie, dans ses combinaisons nouvelles, eût à tenir compte de ce qu'il y avait d'irréparable dans les derniers événemens et à faire la part des succès, des sacrifices d'une puissance victo-

rieuse, on n'en pouvait douter, on le savait d'avance; mais cette part faite à la victoire devait nécessairement désormais se concilier avec les principes les plus essentiels des anciennes transactions, avec les intérêts européens. Ce qu'on ferait ne pouvait aller jusqu'à une révolution de l'Orient accomplie au détriment de tous les droits et de la sécurité de l'Occident.

C'était là tout au moins l'apparence au moment où le congrès est redevenu possible. Quelle est la réalité au contraire? A peine le congrès est-il réuni, tout change de face. Ces anciens traités de 1856 et de 1871 dont on s'était armé contre le traité de San-Stefano ne sont plus qu'un mot; on n'en parle que pour les rejeter lestement dans l'histoire. Les intérêts européens ne servent guère qu'à déguiser les combinaisons particulières. Toutes les prétentions se réveillent à la fois. Des coups de théâtre, qui ne sont peut-être une surprise que pour la galerie, révèlent une série d'arrangemens secrets par lesquels on s'était entendu d'avance sur ce qu'on pouvait se permettre mutuellement. Le dernier mot de ce travail étrange est près d'être dit, et il se trouve en définitive que ce qu'on fait ressemble moins à une paix sérieuse, à demi équitable, qu'à une trêve des ambitions et des convoitises autour de ce tapis vert où le chancelier d'Allemagne préside avec des apparences de désintéressement superbe et ironique à une sorte de curée. Voilà, il faut l'avouer, la triste vérité, et si l'opinion trop souvent déçue, trop souvent abusée, se montre aujourd'hui défiante et sceptique à l'égard de cette œuvre nouvelle de diplomatie qui va reconstituer l'Orient dans des conditions inattendues, c'est que ce qui vient de se passer à Berlin n'a réellement rien de beau ni même de rassurant.

Précisons, si l'on veut, les arrangemens qui vont bientôt s'appeler le traité de Berlin, où les petits, les Serbes, les Roumains, les Hellènes, les Monténégrins, ont été un peu sacrifiés, et où les plus habiles, les prépotens n'ont paru occupés que de se faire une part proportionnée à leur situation, à leurs intérêts ou à leurs ambitions. Trois grands faits se dégagent de ce travail du congrès et en résument le caractère aussi bien que la moralité : l'extension définitive et diplomatiquement consacrée de la Russie en Orient, l'entrée de l'Autriche dans la Bosnie, dans l'Herzégovine, et l'intervention directe, retentissante de l'Angleterre dans la distribution des territoires ou des influences et des protectorats.

La Russie n'a point sans doute fait ce qu'elle voulait; elle a été obligée d'abandonner une partie du traité de San-Stefano, et avec cette Bulgarie qu'elle avait créée, qu'elle proposait d'étendre à travers l'empire turc jusqu'à la mer Égée, on va faire deux provinces séparées par les Balkans. L'une de ces provinces, la Bulgarie du nord, sera une principauté indépendante sous la protection russe, l'autre, la Roumélie,

restera, avec une certaine autonomie, sous la suzeraineté du sultan. La politique russe, en faisant une concession plus apparente que réelle, ne sauve pas moins sa création préférée, la Bulgarie du nord, où elle régnera évidemment, où elle aura son centre d'action en Orient. La Russie ne s'en tient pas d'ailleurs à ce seul avantage de créer une principauté semi-indépendante dont elle peut faire son avant-garde; elle conserve pour elle sur le Danube cette portion de la Bessarabie qu'elle a revendiquée avec obstination comme pour effacer la dernière trace du traité de 1856, qu'elle n'a voulu à aucun prix laisser aux Roumains, ses alliés de Plevna. En Asie, elle cède aux ombrages de l'Angleterre en renonçant à Bayazid qui ouvre la route de la Perse, elle retient Kars, Ardahan, de vastes territoires de l'Arménie, et Batoum, dont elle s'engage à faire un port « essentiellement » commercial sur la mer Noire. Somme toute, la Russie n'a cédé que ce qu'elle ne pouvait retenir sérieusement; elle garde la plus grande partie de ses conquêtes, ses positions, ses moyens d'influence, et cette fois c'est avec la sanction de la diplomatie européenne elle-même qu'elle reste en possession des principaux résultats de sa dernière guerre en Orient.

Puisqu'on se décidait à laisser tant d'avantages à la Russie, que restait-il donc à faire? C'est en vérité bien simple : il ne restait plus qu'à neutraliser la Russie en l'imitant, — et l'Autriche n'a pas demandé mieux que de marcher à son tour, de faire son entrée dans la Bosnie et l'Herzégovine avec l'autorisation de la diplomatie! Depuis longtemps l'Autriche méditait ce grand dessein, dont elle poursuivait la réalisation avec un mélange de prudence, de crainte et de ténacité persévérante; elle arrive enfin au but! elle a été si accoutumée depuis un siècle à perdre des territoires qu'elle n'a pu résister à la tentation de prendre deux provinces où elle n'a pour le moment qu'à entrer. L'Autriche fait un pas en avant, elle prend position sur cet échiquier troublé. Quant à l'Angleterre, elle s'est visiblement réservé dans l'imbroglio oriental le rôle le plus actif, le plus bruyant et le plus décisif peut-être. A vrai dire, on pouvait bien soupçonner qu'en accédant au congrès de Berlin après ses premiers refus elle avait ses assurances, ses garanties et ses projets. On n'en pouvait plus douter, il y a trois semaines, après la divulgation de ce mémorandum secret du 30 mai où se dessinent déjà les premiers linéamens de la politique que le cabinet de Londres allait suivre, — la garantie réclamée contre des extensions nouvelles de la puissance russe en Arménie, la résolution avouée de ne pas laisser sans protection les territoires ottomans en Asie. Tout cela était écrit, on avait pu le lire dans le mémorandum secret du 30 mai qui a été la préparation du congrès; mais ce qu'on ne savait pas jusqu'à ces derniers jours, c'est que l'exécution avait suivi de si près la déclaration faite le 30 mai au comte Schouvalof. Ce qu'on ignorait à Berlin peut-

être comme partout, c'est que, sans attendre même la réunion du congrès, dès le 4 juin, le cabinet de Londres avait signé avec la Sublime-Porte un traité qui lui donne un véritable protectorat sur la Turquie d'Asie en même temps que le droit de créer un vaste établissement militaire et maritime à Chypre, en face des côtes de la Syrie. C'est là le coup de théâtre qui a éclaté au moment voulu, par lequel lord Beaconsfield a révélé sa fertilité d'imagination et sa résolution. Ainsi la politique russe garde ses conquêtes et assure sa prépondérance sur le Danube, l'Autriche entre en Bosnie et en Herzégovine, l'Angleterre, hardiment conduite par lord Beaconsfield, va camper à Chypre, et avoue tout haut sa suzeraineté sur l'Asie; l'Europe, par la voie du congrès, impose sa tutelle administrative au sultan en même temps qu'elle dispose de ses territoires. De toutes parts, d'une manière ou d'une autre, le réseau se resserre sur l'Orient, la diplomatie achève ce que les armes ont commencé; les coups de théâtre s'en mêlent pour animer la scène, et, en fin de compte, l'arbitraire, un grand arbitraire reste le dernier mot de toutes ces combinaisons dont l'artifice consiste à déguiser le démembrement sous le nom d'occupations, à envahir et à démanteler l'empire ottoman sous prétexte de le protéger, à rétrécir chaque jour ses frontières sous prétexte de donner plus de cohésion à ce qui lui reste. C'est là cependant ce qui s'appelle une œuvre de diplomatie et de paix!

On a fait ce qu'on a pu sans doute, on ne pouvait faire mieux pour le moment, dira-t-on, et même, à y regarder de plus près, ces combinaisons, ces transactions imposées par les circonstances sont peut-être la dernière ressource des intérêts européens livrés aux chances d'une crise permanente. Lorsque l'Autriche entre en Bosnie, elle ne menace pas l'indépendance de l'Orient, elle la garantit au contraire. Sa présence dans ces provinces est un frein pour la prépotence russe, une sauvegarde pour la Turquie d'Europe. L'Autriche représente la politique occidentale sur la mer Égée comme sur le Danube. Lorsque l'Angleterre de son côté va camper à Chypre et se charge de la protection, presque de l'administration des provinces asiatiques de la Porte, elle ne fait aucune violence à l'empire turc, dont elle reste l'alliée. Elle ne cache pas qu'il s'agit d'un autre ennemi, qu'elle peut avoir à contenir et au besoin à combattre, que tout ce qu'elle fait, elle le fait contre la Russie. L'Angleterre en Asie, l'Autriche en Europe, ce sont les deux forces désormais opposées aux invasions russes. Soit, c'est sans doute une manière d'expliquer comment les Autrichiens vont en Bosnie et les Anglais à Chypre, comment les uns et les autres n'ont l'air d'entrer en partage de l'Orient que pour mieux combattre la Russie.

Lord Beaconsfield est certainement un homme d'un esprit souple et intrépide, qui a conduit avec vigueur cette campagne, et qui ne man-

quera pas de bonnes raisons pour l'expliquer un de ces jours devant le parlement impatient de l'entendre. Plus que tout autre depuis quelque temps, il a relevé la politique de son pays; il a fait sentir de nouveau la puissance de l'Angleterre, et, s'il met dans sa diplomatie un peu de son imagination et de son humeur audacieuse, s'il traite parfois les affaires comme une fiction dramatique, c'est une originalité de plus de ce vieillard plus que septuagénaire qui a commencé par des romans pour arriver à être le premier ministre de l'empire britannique, presque un héritier des traditions de Chatam. Lord Beaconsfield est à coup sûr aujourd'hui un grand Anglais; il vient de le prouver par cette convention anglo-turque du 4 juin qui a éclaté sur le congrès, et par cette prise de possession de l'île de Chypre. Il n'est pas moins vrai qu'avec tout cela nous sommes un peu loin de ce moment où le chef du cabinet de Londres et lord Salisbury embrassaient avec une si énergique ampleur dans leurs circulaires, dans leurs discours, les intérêts généraux de l'Europe et les intérêts anglais, où lord Beaconsfield rappelait comme un exemple l'indomptable fermeté avec laquelle lord Palmerston avait refusé de laisser la Bessarabie des bords du Danube aux mains de la Russie en 1856. « Lord Palmerston, disait-il, défendit cette clause avec une telle énergie que le congrès de Paris risqua de se dissoudre à cause des efforts de la Russie pour en obtenir l'annulation. » Oui, en vérité, nous sommes un peu loin du temps où lord Beaconsfield parlait ainsi, où l'on pulvérisait le traité de San-Stefano. Le traité de San-Stefano subsiste, sinon dans son intégrité du moins dans ses principes, dans quelques-unes de ses dispositions essentielles. La Russie a repris décidément cette portion de la Bessarabie pour laquelle lord Palmerston menaçait de dissoudre le congrès de Paris en 1856; elle a Batoum avec Kars. L'Angleterre a passé condamnation sur tous ces points. En revanche, il est vrai, elle est à Chypre, elle compte un grand poste maritime de plus dans la Méditerranée! Qu'on nous comprenne bien : nous ne prétendons pas que lord Beasconfield, ne pouvant vaincre les résistances de la Russie sur certains points, ait eu tort de chercher ailleurs une compensation pour l'Angleterre, d'affirmer par un coup imprévu l'ascendant britannique. C'était son rôle de ministre anglais, et il l'a rempli avec autant de dextérité que de hardiesse. Ce qui reste évident, ce que nous voulons simplement dire, c'est qu'après tout, dans ce congrès de Berlin, il a pu être question quelquefois, par une sorte de tradition, des intérêts généraux de l'Europe, mais la parole a été avant tout aux intérêts russes, aux intérêts autrichiens, aux intérêts anglais, qui ne se sont entendus que pour chercher tour à tour une satisfaction ou une garantie dans la dissolution d'un empire.

Que peut-il sortir maintenant d'une délibération souveraine engagée et poursuivie dans ces conditions? Est-ce bien la paix, une paix à

demi sérieuse, à peu près durable? Si c'était la paix réelle que le monde désire, ce serait assurément le premier des bienfaits. Que la dernière guerre soit finie, que la question d'Orient puisse être mise pour quelque temps en réserve, c'est possible ; elle n'est point certainement résolue et elle ne peut pas l'être par un acte de diplomatie conçu de façon à mettre en présence tant d'intérêts rivaux sans les concilier sérieusement, à constater et à organiser de puissans antagonismes dans une liquidation toujours ouverte. C'est là en effet la situation difficile, laborieuse, qui paraît devoir résulter fatalement des combinaisons de Berlin. Il ne suffit pas de tracer des frontières nouvelles, de disloquer des provinces, de nommer des commissions ou d'autoriser des occupations; la crise ne subsiste pas moins dans sa gravité, avec ses élémens multiples, avec ses irrémédiables incohérences. On aurait beau se faire illusion, la réalité éclate.

Cet empire ottoman humilié, diminué, amputé, atteint dans sa force matérielle et dans sa force morale, de quoi peut-il vivre? par quel miracle peut-il se soutenir dans les conditions où on le place? comment concilier ces plans de réformes qu'on a si souvent essayé de lui imposer, dont on va cette fois diriger pour lui l'exécution, et la souveraineté indépendante qu'on lui laisse? Et autour de cet empire en déclin ou en interdit, quelles sont les populations qui n'aient un grief, un mécompte, une ambition trompée et inassouvie, qui au premier signal ne soient prêtes à se jeter dans toutes les aventures? Les Roumains, qui ont payé de leur sang leur alliance avec la Russie, et à qui le cabinet de Saint-Pétersbourg prend d'autorité un territoire précieux, les Roumains en sont pour leur déception: ils sortent aigris de la lutte avec la maigre compensation de la Dobrutscha. Les Hellènes, à qui on avait beaucoup promis et à qui en fin de compte on donne assez peu sous la forme d'une rectification de frontières, les Hellènes ne sont rien moins que satisfaits. Les Monténégrins, les Serbes, bien que dédommagés et agrandis aux dépens du Turc, n'ont pas tout ce qu'ils voulaient, tout ce qu'ils attendaient après tant d'efforts ruineux et de combats sanglans. Voici la Bulgarie, la principauté nouvelle de création russe; elle existe à peine, elle n'est pas sérieusement constituée, et déjà les plaintes, les ressentimens éclatent. Les panslavistes parlent de recommencer les agitations, les propagandes meurtrières, les incursions au-delà de cette ligne des Balkans rendue ou laissée aux maîtres affaiblis de Constantinople. Ce n'est pas tout : entre les grandes puissances, en Europe comme en Asie, l'état d'observation et de défi est désormais avoué, régulièrement constitué. L'occupation de la Bosnie par les Autrichiens peut être considérée tour à tour, selon la politique qui prévaudra à Vienne, selon les circonstances, comme une menace pour les Russes ou comme une participation à l'œuvre commune du démembrement de

l'Orient. Du côté de l'Arménie, la Russie, en prenant Batoum et Kars, a donné à l'Angleterre le prétexte de prendre Chypre, de se déclarer la protectrice des provinces asiatiques, et l'Angleterre, en assumant tout haut ce protectorat qui l'engage, fait sentir à la Russie l'imprudence de ses conquêtes. Par ses résolutions aussi audacieuses qu'imprévues, l'Angleterre dit aussi crûment que possible à la Russie qu'elle ne peut pas aller plus loin. Les deux puissances restent plus que jamais et vont rester face à face sur le terrain, dans les conseils, dans les négociations, dans les intrigues de Constantinople, de sorte que la lutte est partout. Voilà où conduit pour le moment une guerre que la Russie, dans un mouvement de tardive sagesse, n'a pas voulu pousser plus loin et qu'elle aurait mieux fait de ne pas commencer.

Il faut dire le mot : ce n'est ni une solution de la question d'Orient, ni même une paix sérieuse, destinée à obtenir le respect du monde; c'est un acte nouveau dans le drame oriental, une trêve sans garantie entre des politiques qui se hâtent de s'assurer des positions et des gages, qui accourent à la liquidation d'un empire. C'est une halte dans le partage, et en réalité c'était peut-être ce qui devait sortir d'un conclave diplomatique auquel le chancelier d'Allemagne avait donné d'avance pour devise le significatif et retentissant : *Beati possidentes!* Pour posséder et pour garder, il faut d'abord prendre; chacun s'est empressé de prendre, et la diplomatie arrête pour le moment les comptes! M. de Bismarck, quant à lui, peut être jusqu'à un certain point satisfait. S'il n'est pas parmi les *beati possidentes*, au moins en Orient, il ne voit à coup sûr rien d'inquiétant pour ses desseins dans toutes ces combinaisons qui viennent d'être adoptées. Ce n'est pas l'Autriche s'embarquant dans le fourré oriental et allant chercher de l'occupation en Bosnie, ce n'est pas cela qui peut le gêner, il aurait plutôt hâté la marche de l'Autriche vers l'Orient. Ce n'est pas l'antagonisme déclaré entre la Russie et l'Angleterre qui peut le troubler, rien ne peut mieux lui convenir. Pour lui, il a ce qu'il voulait : il a d'abord la paix dont il a besoin, puis un certain état de l'Europe qui lui laisse une assez grande liberté. Cela lui suffit, il ne demandait rien de plus à la diplomatie dont il vient de diriger si gaillardement les travaux, et à vrai dire, dans ces conditions, le congrès de Berlin n'est peut-être pas destiné à laisser les traces les plus glorieuses dans l'histoire.

Il y a eu d'autres congrès qui se sont réunis dans des circonstances aussi difficiles et qui font une figure un peu différente, qui se sont signalés par leurs œuvres. Le congrès de Vienne en 1815 a été sans doute l'objet de bien des sévérités, de bien des accusations. On lui a plus d'une fois reproché justement ses combinaisons inspirées par des calculs ambitieux, ses remaniements arbitraires, ses distributions de puissance et de territoires; mais il se réunissait à un moment où de-

puis la révolution française l'Europe avait été presque entièrement refondue, bouleversée, transformée, où des souverainetés avaient disparu, où tout un ordre diplomatique avait été effacé par la guerre ou par les traités. Le congrès de Vienne avait toute liberté, il exerçait une véritable dictature, et malgré tout, malgré bien des abus, il sortait des délibérations de cette assemblée une œuvre assez mesurée, assez prévoyante pour assurer une longue paix à l'Europe. Le congrès de Paris en 1856 a certes marqué plus que tout autre par l'esprit d'équité et de modération. On ne se plaisait pas à démembrer et à humilier le vaincu, on l'entourait au contraire de considération, on ménageait ses intérêts; on ne lui demandait qu'un fragment de territoire destiné à garantir la liberté de la navigation du Danube, et ce congrès, bien que réuni sous un gouvernement qui n'avait rien de libéral pour nous, a laissé les souvenirs d'une généreuse et libérale assemblée. Le congrès de Berlin n'aura sûrement place dans l'histoire ni pour une reconstitution européenne, comme le congrès de Vienne, ni pour une paix d'équilibre oriental, comme le congrès de Paris. On aurait pu sans doute supposer à M. de Bismarck l'ambition d'éclipser ou d'égaler ces exemples. On aurait pu croire que, puisque comme tous les victorieux et les prépotens il voulait avoir ses grandes assises diplomatiques à Berlin, il aurait tenu à décorer sa carrière d'un lustre de plus, de l'éclat d'une délibération assurant quelque bienfait durable à l'Europe. Oui, on aurait pu penser qu'avec son ascendant et sa puissance de volonté il aurait pu perpétuer le souvenir du premier grand congrès réuni dans le nouvel empire d'Allemagne autrement que par un tableau commandé à un de ses peintres. M. de Bismarck n'est pas l'homme de ces chimères et de ces ambitions inutiles, il tient au positif. Il a voulu faire de son congrès une réunion pratique, s'inquiétant peu des principes et de l'ostentation, allant au but le plus vite possible, assurant le résultat du moment, le seul compatible avec les intérêts et les ambitions en présence. M. de Bismarck a mis dans tout cela son esprit réaliste, lord Beaconsfield y a mis ses fantaisies, ses imaginations audacieuses, et au fond, le congrès de Berlin reste ce qu'il est, le congrès d'un partage commencé, des annexions déguisées, des conquêtes sanctionnées, des compétitions organisées autour de la succession de « l'homme malade. »

Chose étrange et tristement caractéristique! on parle bien souvent des progrès qui se réalisent chaque jour dans la vie internationale comme dans la vie sociale, et assurément il y a eu dans notre siècle des périodes où les idées de droit et de justice fascinaient les esprits, où elles passaient même quelquefois dans la politique. Il n'en est pas moins certain que depuis quelque temps, à mesure que le siècle vieillit, il y a des déviations singulières, que la conquête et la force ont re-

pris par instans leur place dans les affaires contemporaines. Lorsqu'au siècle dernier on commençait le partage de la Pologne, l'acte se préparait et s'accomplissait en secret. Il restait l'œuvre particulière des trois complices qui s'associaient au démembrement d'un pays, et encore au moment de signer, de mettre le *placet*, l'impératrice Marie-Thérèse, émue de son action, inquiète de l'avenir, se couvrait elle-même des conseils des « hommes sages » qui la pressaient. Aujourd'hui, on y met moins de façons, et le moins scrupuleux des diplomates, M. de Talleyrand, se trompait lorsqu'il disait, il y a bien des années, que le partage de la Pologne ne serait plus possible de notre temps, « à cause de la liberté de la presse. » La liberté de la presse existe, et c'est en plein congrès qu'on dispute paisiblement des provinces et des territoires. Il y a quinze ans, l'Angleterre abandonnait volontairement, avec une libérale générosité, les îles ioniennes, qu'elle rendait aux Grecs; aujourd'hui elle va prendre possession de l'île de Chypre! Il y a vingt-cinq ans, un congrès terminait une grande guerre par une paix équitable, et pas un des vainqueurs ne songeait à exercer les droits de la conquête; maintenant les annexions violentes sont un procédé recommandé par les politiques habiles : la conquête et la force ne laissent pas d'être en honneur, et ce serait un étrange progrès si après cette « ère de fer » où nous semblons être rentrés depuis quelque temps, il n'y avait un réveil de ces sentimens d'équité qui ont pu sans doute se faire entendre jusque dans le congrès de Berlin, mais qui en définitive n'ont pas eu le dernier mot.

Qu'on le remarque bien : nous ne parlons de ces affaires du moment qu'avec une entière liberté d'esprit, sans aucune préoccupation française, puisque bien évidemment la France n'avait rien à demander, rien à attendre à Berlin, puisqu'après tout elle n'était là que pour ne pas rester étrangère à une grande transaction européenne. C'était le rôle naturel de ses plénipotentiaires de demeurer dans le congrès des observateurs attentifs, des coopérateurs très circonspects, et nous sommes bien convaincu qu'ils ont rempli ce rôle, qu'ils ne l'ont pas dépassé. Quand ils ont eu à manifester une opinion au nom de la France, ils ont dû parler simplement, sans subterfuge inutile. Si on a fait appel à leurs lumières, ils ne les ont pas refusées. Ils paraissent avoir été invités en plusieurs circonstances à chercher des solutions conciliatrices et à préparer des rapprochemens sur des points délicats : rien de plus simple assurément. Ce qu'ils ont fait, ils ont dû le faire avec autant de discrétion que de mesure. Ils seraient même intervenus quelquefois moins directement que rien n'eût été perdu, et on nous permettra bien de ne pas prendre trop au sérieux des congratulations un peu hyperboliques échangées au sujet de la liberté assurée aux israélites dans les régions danubiennes. Notre pays n'en est point heureusement à se payer de ces petits succès et à chercher

le bruit là où la réserve était pour lui la première condition d'une bonne politique. Est-ce à dire que cette réserve dût prendre le caractère d'une indifférence affectée, d'une abstention calculée? Non sans doute, et nos plénipotentiaires ne l'ont certainement pas compris ainsi dans les occasions sérieuses où ils ont eu à se prononcer; mais il est bien évident qu'en acceptant sans hésitation de se rendre à Berlin, en consentant à aller comme grande puissance au règlement d'une des plus grandes affaires européennes, la France ne pouvait rien faire qui fût de nature à engager ses opinions et ses intérêts. Au nombre de toutes les choses qu'elle a pu voir passer devant ses yeux à Berlin, il en est certainement qui sont propres à la surprendre et entre lesquelles elle n'avait point à se décider. En un mot, son rôle était de sortir du congrès comme elle y est entrée, laissant sa signature au bas d'un grand acte de diplomatie commune, mais gardant la pleine indépendance de son jugement aussi bien que la liberté de son action et de sa politique.

Au milieu de ces événemens et de ces préoccupations diplomatiques, cependant nos affaires intérieures suivent leur modeste cours. Les illuminations des dernières fêtes sont éteintes, les guirlandes ont disparu, et M. le préfet de police y a un peu aidé dans l'intérêt de la circulation publique. Tout serait en vérité au calme dans la situation générale du pays, s'il n'y avait des esprits sans cesse à la recherche des excitations, s'il n'y avait des conseils municipaux impatiens de montrer leur importance, s'il n'y avait enfin des partis toujours prêts à saisir les occasions de troubles. C'est ce qui est arrivé il y a quelques jours à Marseille à la suite d'une de ces mesures par lesquelles la frivolité agitatrice et agaçante du socialisme se manifeste parfois. La municipalité de Marseille s'est donné le passe-temps d'interdire les processions, même une procession traditionnelle qui se fait tous les ans en l'honneur de Mgr Belzunce, le prélat mort victime de son héroïsme pendant la peste du siècle dernier. On n'a pas fait de procession; mais on a fait des manifestations. Les partis se sont trouvés aux prises, et pendant quelques soirées Marseille a été livrée à des désordres que des maladresses administratives ont aggravés, que de ridicules délibérations du conseil municipal ont envenimés. Ce n'est rien sans doute; cela prouve seulement qu'il y a une effervescence toujours prête à se répandre et que le gouvernement est le premier intéressé à contenir ou à prévenir pour le bien de la paix publique.

CH. DE MAZADE.

Luigi Ferri, *la Psicologia di Pietro Pomponazzi*. — *Cenno su Giuseppe Ferrari*, Rome, 1877.

Sous ce titre : *la Psychologie de Pierre Pomponace*, M. Louis Ferri, professeur à l'université romaine, a publié récemment le texte d'un

commentaire inédit du traité *de l'Ame* d'Aristote par Pomponace, d'après un manuscrit de la bibliothèque *Angelica*, à Rome; il y a joint une analyse et une étude de ce commentaire. M. Ferri, qui a fait paraître en français une intéressante *Histoire de la philosophie en Italie au dix-neuvième siècle* (Durand, 1869), fait partie à Rome d'un groupe d'hommes distingués qui soutiennent les doctrines spiritualistes; à la tête de ce groupe se placent le comte Terenzio Mamiani et M. Domenico Berti, connu par ses derniers travaux sur Galilée. Leur activité philosophique a pour organes plusieurs chaires, des conférences spéciales et un recueil périodique fort accrédité. Ce sont des hommes qui ont été et sont encore mêlés à la politique nationale, qui ont pris part aux plus grandes affaires comme députés ou comme ministres et qui connaissent donc les plus hauts intérêts de leur pays. Le manuscrit que M. Ferri fait connaître a pour titre : *Pomponacius in libros de anima.* Il n'est pas autographe; c'est probablement un cahier de cours rédigé par quelque auditeur, mais que Pomponace aura revu, car les citations y sont singulièrement exactes et sûres. Le maître y parle à la première personne, faisant allusion à sa chaire, à son rôle de professeur, à ses disciples. Le manuscrit paraît dater du milieu du XVI[e] siècle ou de quelques années après la mort de Pomponace, qui est de 1525; mais il résume sans doute les leçons par lui professées à Bologne en 1520, c'est-à-dire au moment de sa plus grande activité, quand il datait précisément de Bologne deux de ses livres. — Dans un temps épris du beau style, Pomponace emploie un rude et mauvais latin; bien plus, il ignore jusqu'aux premiers élémens du grec. On ne peut pas dire qu'à son initiative soient dues ni l'indépendance de pensée qui anima la renaissance, ni même l'introduction des commentateurs grecs dans l'exégèse d'Aristote. Le commentaire d'Alexandre d'Aphrodisias, par exemple, qu'il préférait, qu'il étudia plus que les autres, n'était pas inconnu de ses maîtres; le texte même des ouvrages psychologiques d'Aristote avait été commenté dans l'université de Padoue par un Grec non étranger à l'élégance latine, Leonico Tomeo, son contemporain. Et cependant il passe pour un des plus savans, pour un des plus originaux et des plus hardis interprètes d'Aristote; il a renouvelé l'aristotélisme au temps où cette ancienne doctrine allait être attaquée de toutes parts, et il n'a pas peu contribué ainsi à ce que cette lutte fût féconde; il a pris de la sorte sa part de la direction du mouvement philosophique qui, pendant un siècle et demi, agita l'Italie et l'Europe pour ne s'éteindre qu'après avoir excité un Galilée, un Bacon, un Descartes, à la découverte de nouvelles méthodes, à la constitution de la science de la nature, à la meilleure ordonnance des forces intellectuelles. — C'est ce qui donne de l'intérêt à la publication de son œuvre, jusqu'à présent inédite.

M. Ferri a publié en même temps une notice nécrologique étendue sur un de nos anciens collaborateurs, Joseph Ferrari, mort récemment à Rome. Lui aussi, il était venu, sinon faire ses premières études, du moins prendre le plus haut grade universitaire, le doctorat, à Paris. Nommé professeur à la faculté des lettres de Strasbourg, il en avait été éloigné en 1842 pour certaines témérités de doctrine ou de parole. On se rappelle sa polémique avec Gioberti en 1844 ici même. La fécondité d'esprit, la facilité d'assimilation et de conception, l'abondance de vues, le flux de l'expression se montrent à chaque page de ses nombreux écrits dans son *Histoire des révolutions d'Italie*, dans son *Essai sur le principe et les limites de la philosophie de l'histoire*, dans sa *Filosofia della rivoluzione*. Ces mêmes qualités, dont quelques-unes, poussées à l'excès, peuvent devenir des défauts, expliquent le très grand succès qu'avait sur les auditoires sa parole ardente, et les conclusions extrêmes auxquelles il s'est laissé entraîner. « Dans le temps même, dit son biographe, où l'Italie s'agitait au cri d'indépendance, et rêvait une fédération sous la présidence d'un pontife réformateur, il préparait ses deux volumes sur la philosophie de la révolution, contraires à tout dogmatisme quelconque, à celui de la raison comme à celui de l'église, contraires à toutes les idées qui se partageaient alors l'enthousiasme politique des Italiens, y compris celles de Mazzini, qui, comme on le sait, ne sépara jamais de son concept démocratique l'idée de Dieu. Le scepticisme métaphysique et religieux de ce livre, publié la première fois en 1851, s'unissait à une forte teinte de socialisme, et annonçait pour l'avenir la proposition d'un changement radical dans l'idée et dans le régime de la propriété. Avec de telles dispositions d'esprit jointes à des habitudes d'expression paradoxale, Ferrari resta isolé des mouvemens italiens qui se produisirent en 1848 et 1849. Il n'était ni avec les royalistes de Charles-Albert, ni avec les guelfes de Pie IX, ni avec les républicains de Mazzini. Quoique plus voisin de ce dernier parti que des autres, il s'en tenait éloigné par sa conception d'un système fédératif. Quand l'Italie préparait son unité, il la croyait encore divisée entre guelfes et gibelins. Rentré dans sa patrie, élu député, il combattit pendant six législatures le parti modéré... » Ses concitoyens ont fait la part de son intempérante ardeur et se rappellent surtout aujourd'hui, — son biographe tout le premier, — ses incontestables et brillantes qualités d'esprit et de cœur, son honnêteté de caractère et sa douceur de mœurs.

Le directeur-gérant, C. Buloz.

